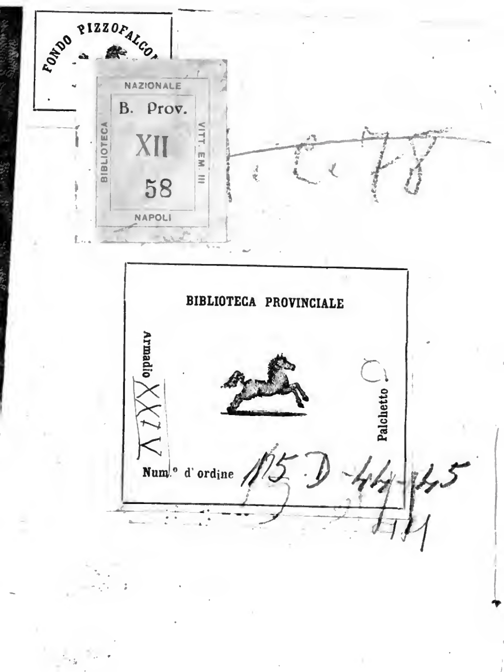




FONDO PIZZOFALCON
BIBLIOTECA NAZIONALE VITT. EM. III
B. Prov.
XII
58
NAPOLI
BIBLIOTECA PROVINCIALE
Armadio XXIV
Palchetto
Num.° d' ordine

PORTEFEUILLE

DE

MIL HUIT CENT TREIZE.

TOME PREMIER.

CET OUVRAGE SE TROUVE AUSSI A PARIS,

CHEZ :

BAUDOUIN frères, *rue de Vaugirard*, N°. 36.
BOSSANGE père, *rue de Richelieu*, N°. 60.
BOSSANGE frères, *rue de Seine*, N°. 12.
DELAUNAY, PONTHIEU, BOULLAND, } *Palais-Royal, galerie de bois.*
PÉLICIER, *place du Palais-Royal.*
DUFOUR et D'OCAGNE, AILLAUD, } *Quai Voltaire.*
REY et GRAVIER, Aimé ANDRÉ, Ch. BÉCHET, LECOINTE et DUREY, } *Quai des Augustins.*
ARTHUS BERTRAND, *rue Hautefeuille*, N°. 23.
PAPINOT, *rue du Coq Saint-Honoré, près le Louvre.*
ROUSSEAU, *rue de Richelieu*, N°. 107.

DANS LES DÉPARTEMENS, CHEZ :

CAMOIN frères et MASVERT, *à Marseille*; V^e^. BERGERET, GASSIOT fils aîné, *à Bordeaux*; BONZOM, *à Bayonne*; FRÈRE, *à Rouen*; BARGEAS, *à Limoges*; BOHAIRE, TARGE, MILON cadet, *à Lyon*; LAGIER, *à Dijon*; MOLLEIX, *à Rennes*; BONVOUST, *à Alençon*; DESCAICH, *à Tulle*; DEIS, *à Besançon*; DEJUSSIEU, *à Autun*; FALCON, *à Grenoble*; FRAPIER, *à La Rochelle*; GAUDE fils et POUCHON, *à Nîmes*; JAVAUX et SUHAUX, dit VERDUN, *à Sedan*; LEROUX-CASSARD, *à Lorient*; LELEU, *à Calais*; LEVRAULT, *à Strasbourg*; MANOURY, *à Caen*; PETIT, *à Colmar*; SÉNEF, *à Nanci*; VANAKERE, *à Lille*; et chez tous les Principaux Libraires de France.

DANS LES PAYS ÉTRANGERS, CHEZ :

Martin BOSSANGE et compagnie, *à Londres*; BOSSANGE frères, *à Leipsick*; LECHARLIER, DEMAT, BAUDOUIN frères, *à Bruxelles*; G. DUFOUR et D'OCAGNE, *à Amsterdam*; PASCHOUD, *à Genève*; LEROUX, *à Mons*; BOCCA, *à Turin*; FONTAINE, *à Manheim*; DESOER, *à Liége*; CLOSTERMAN-DIEU, *à Tournay*; PANTHENIER, *à Gènes*; et chez tous les Principaux Libraires d'Europe.

PARIS.—IMPRIMERIE DE FAIN, RUE RACINE, N°. 4,
PLACE DE L'ODÉON.

PORTEFEUILLE

DE

MIL HUIT CENT TREIZE,

OU

TABLEAU

POLITIQUE ET MILITAIRE

RENFERMANT,

AVEC LE RÉCIT DES ÉVÉNEMENS DE CETTE ÉPOQUE,

Un choix de la Correspondance inédite de l'Empereur Napoléon, et de celle de plusieurs Personnages distingués, soit Français, soit Étrangers, pendant la première Campagne de Saxe, l'Armistice de Plesswitz, le Congrès de Prague et la seconde Campagne de Saxe;

PAR M. DE NORVINS.

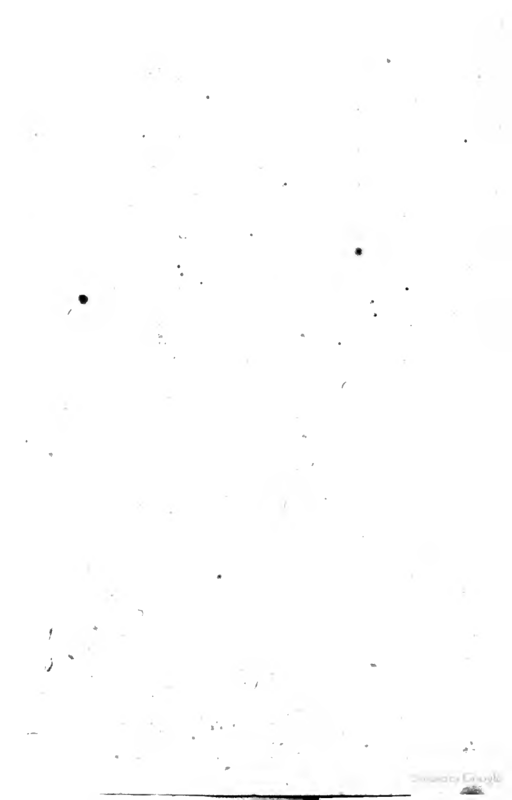
Tome Premier.





PARIS,
A LA LIBRAIRIE UNIVERSELLE
DE P. MONGIE AÎNÉ,
BOULEVART DES ITALIENS, N°. 10.

1825.



PRÉFACE.

M. Fain a publié l'année dernière le Manuscrit de 1813. J'offre au public le Portefeuille de 1813.

Cet ouvrage avait été conçu et exécuté sur un autre plan. Il devait paraître trois mois avant celui de M. Fain : plusieurs feuilles avaient été tirées. Il avait alors pour titre : *Histoire politique et militaire de Napoléon, pendant l'année* 1813, *en trois volumes*. Une circonstance imprévue m'en fit suspendre l'impression. Dès lors je résolus de mettre à profit la nécessité de ce retard, et de chercher à compléter les pièces qui pouvaient le mieux établir l'histoire de cette époque. Par une bienveillance toute particulière, des portefeuilles importans m'ont été confiés, soit par des hommes d'état, soit par des hommes de guerre, et j'ai eu le bonheur d'y recueillir des documens

inédits du plus haut intérêt, c'est-à-dire un choix de lettres, d'ordres, et de dictées de Napoléon, ainsi que de la correspondance de plusieurs grands personnages, soit français, soit étrangers. Ma reconnaissance doit ajouter encore, que j'ai puisé aux mêmes sources des explications intéressantes sur la marche générale et particulière des affaires du cabinet de France, sur l'action de la diplomatie européenne et sur les opérations militaires dont l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne furent le théâtre. Aussi je ne prendrai pas pour moi seul l'accueil que le public jugerait devoir accorder à cet ouvrage, et il n'aura pas, à son insu, partagé ma reconnaissance, si son suffrage m'est favorable.

J'ai eu aussi l'avantage de corriger quelques erreurs d'après l'excellent ouvrage de M. Fain, dont la fidélité historique ne peut être révoquée en doute, en sa qualité de témoin privé de Napoléon. Ainsi, si j'ai perdu par ce retard un mérite précieux pour tout écrivain, celui de traiter le premier un sujet, j'y aurai gagné toutefois d'être jusqu'à

présent le seul qui aura réuni sur cette époque les documens, sans lesquels il est impossible de la traiter complètement.

Devenu possesseur de ces matériaux par les plus honorables relations, j'ai pensé que leur valeur intrinsèque me commandait d'en rendre pour ainsi dire la lecture inévitable : convaincu que j'étais d'ailleurs, par ma propre expérience, que les pièces les plus importantes, placées à la fin d'un volume, obtiennent rarement la recherche du lecteur, à qui l'action du récit suffit presque toujours; en conséquence, je me suis décidé à placer dans le texte tous ces documens à mesure qu'ils s'y trouveraient appelés par l'ordre des faits auxquels ils se rattachent.

De cette nouvelle disposition de travail, il a dû résulter naturellement, que j'ai tracé les éphémérides de Napoléon pendant l'année 1813; il est impossible au lecteur de le perdre de vue un seul instant. Il le suivra jour par jour dans le cabinet, sur le champ de bataille, dans ses projets, dans ses ac-

tions et même dans sa pensée. Ce plan est donc tout-à-fait différent du premier.

Mais aussi en adoptant cette méthode, je me suis senti arrêté pour le titre de l'ouvrage par une observation que j'ai due à une amitié éclairée. En effet, par cette nouvelle marche, j'abdiquais volontairement le titre d'historien, et je rentrais dans une condition plus conforme sans doute à mes propres facultés. Je renonçais par le fait, en faveur de ce nouveau système, à la qualité littéraire, que mon ouvrage avait eu primitivement par la forme académique et consacrée sous laquelle il avait été conçu et terminé. Alors je me suis trouvé amené naturellement du changement de la forme au changement du titre; et, bien que j'aie cherché quelquefois, dominé par l'inspiration des événemens et par celle des lettres de Napoléon, à m'élever au style et à la dignité de l'historien, j'ai dû me contenter de présenter mon ouvrage au public sous le titre de *Portefeuille de* 1813. Ce titre explique à la fois et justifie mon nouveau travail. Mais le sacrifice de la vanité littéraire devait

encore être plus complet, et, par déférence pour les convenances du public, j'ai réduit l'ouvrage en deux volumes.

Je dois avouer aussi que j'ai encore été décidé à adopter ce titre de préférence au premier, par une autre considération, qui, historiquement et littérairement parlant, m'a paru d'une haute gravité.

En effet, malgré l'intérêt et la valeur des événemens politiques et militaires, l'année 1813 ne peut prendre dans l'histoire que le rang du passage de la tempête de Moscou, où l'hiver enleva à Napoléon le titre d'invincible, à la tempête de Fontainebleau, où, par une suite de trahisons étrangères et domestiques, l'Europe entière lui ravit le titre d'Empereur. Cette année n'est point une époque, elle en est la suite ou le commencement. Elle n'est qu'un intervalle entre deux catastrophes. Elle ne peut se présenter seule sous le titre d'histoire. Elle ne réunit point les conditions du drame historique, de celui surtout dont la destruction de Napoléon serait le sujet. Un tel ouvrage se dessine bien franchement en cinq grands actes à la pensée de celui qui osera l'entreprendre.

Le premier serait la guerre d'Espagne; le second, la guerre de Russie; le troisième, la campagne de Saxe; le quatrième, la campagne de France; le cinquième, l'abdication de Fontainebleau. Ce n'est donc qu'un troisième acte bien dramatique, il est vrai, mais peut-être moins que les quatre autres, que M. Fain et moi nous avons traité.

Mais, par la place que cet acte occupe dans la distribution du grand drame de la dernière période de Napoléon, il en est le nœud, et sous ce rapport il est de la plus haute importance de bien connaître l'enchaînement des deux catastrophes les plus tragiques peut-être de notre histoire, la destruction de toute notre armée et la destruction de l'empire français.

Long-temps dominé par cette pensée, je me suis dit : Ne serait-il pas utile de révéler aux contemporains les causes qui ont dû conduire du désastre de Moscou au désastre de Paris? N'est-il pas d'une obligation pressante, pour celui qui se trouve particulièrement éclairé sur les antécédens d'une dernière catastrophe, de dissiper ce que

l'impression qu'elle a causée, peut laisser de merveilleux dans l'esprit de ses témoins? Ne serait-il pas juste d'appliquer aux phénomènes de l'histoire les démonstrations que les sages affectent aux phénomènes de la nature? Faut-il que l'homme ne demeure qu'étonné, quand il a vu : qu'une affection physique se mette à la place de son intelligence et corrompe sa mémoire? Faut-il qu'il soit satisfait de dire : César a été tué au Capitole, sans savoir ce qui a pu armer la main de Brutus contre César? Une telle indifférence n'est plus de cet âge, où chacun est devenu un témoin tellement actif de l'histoire contemporaine, que, dans sa pensée, il peut toujours s'y considérer comme en faisant partie, et tel a été aussi l'esprit philosophique sous lequel j'ai été entraîné à considérer et à traiter l'année 1813.

Guidé par ce sentiment, qui m'a paru généreux, je m'y suis abandonné avec d'autant plus de confiance, que j'ai vu combien je pouvais rendre plus utile aux autres la carrière qu'il me présentait. Alors je me suis étudié à rechercher les causes du bouleversement de 1814 avec l'investigation la plus

sévère dans la situation politique de l'Europe en 1813, dans l'esprit qui animait personnellement les souverains alliés et ennemis de la France, dans les passions, dans les intérêts de leurs peuples, de leurs généraux, de leurs cabinets, dans les intrigues qui ourdirent la trame de la vaste conspiration de l'Europe contre Napoléon; enfin, dans le caractère propre de Napoléon. Car l'histoire morale du grand capitaine a dû aussi occuper ma pensée.

Peut-être le lecteur étranger se serait-il contenté d'un jugement purement historique sur cette époque. Mais le lecteur français, qui aime à rester sous le charme d'une grande mémoire, veut de plus un jugement sur Napoléon. Il a besoin de connaître celui auquel il a obéi vingt ans. Personne ne veut renoncer à ses souvenirs; ce serait abjurer sa vie passée. Le militaire est intéressé à retrouver les preuves de son honneur sur les champs de bataille de la Saxe, où il a vaincu, sur ceux où il a été trahi. L'homme d'état ressaisit avec intérêt ces intervalles de la gloire des armes, où les hautes pensées politiques de Napoléon venaient du milieu

des camps surprendre son attention : l'administrateur reprendra aussi avec empressement son admiration pour cette vigilance de Napoléon qui, partagé entre la guerre et la politique, trouvait encore le temps de porter sur les besoins de son armée ou des communes de son empire, un regard aussi éclairé, aussi pénétrant que celui qu'il arrêtait en même temps sur les destinées de l'Espagne, subitement renversées à Vittoria, sur les armées des maréchaux Soult et Suchet, dont l'union doit rendre inexpugnables les barrières des Pyrénées, sur l'Autriche, apparaissant armée au congrès de Prague, sur le prince Eugène, qui la menace en Italie, enfin, sur les armées de Hambourg et de Dantzick, qui, après les triomphes de la grande-armée, devront fermer de l'Elbe à la Vistule la retraite aux vaincus.

C'est cette étude, d'un naturel extraordinaire encore si peu connu, que j'ai voulu joindre à celle de l'avant-dernière année de son règne. J'ai cherché quelquefois à pénétrer cette âme que l'on s'est plu à qualifier d'impénétrable, malgré les témérités qui en trahissaient souvent les plus secrètes

émotions. Sa pensée était trop puissante sur lui-même. Il fallait, malgré lui, qu'elle allât au dehors. Mais sa force était telle, qu'elle lui faisait braver les indiscrétions de sa pensée comme les infidélités de la fortune; et jusqu'au dernier moment de sa vie politique, tout en se souciant peu de modifier son caractère sur les événemens qui avaient fait de la France son dernier champ de bataille, Napoléon tint constamment à lui seul toute l'Europe en échec et la France comme suspendue à sa fortune.

Napoléon est plutôt un homme de Plutarque qu'un héros moderne. Il est tombé comme un être d'une nature unique au milieu d'une civilisation qui lui était contraire. Il s'est trouvé le prisonnier de cette civilisation, mais un prisonnier souvent irrité contre ses entraves. Qu'est-il résulté de cette contrainte, où l'enchaînaient les mœurs d'une vieille société? Ne pouvant les détruire, parce que c'est l'œuvre du temps seul, il s'en était emparé; et, pour les approprier à sa nature, il avait dû les pousser à l'excès, sous quelque forme que ces mœurs se fussent présentées à lui, soit dans la carrière

des armes, soit dans celle du pouvoir; mais aussi il leur avait imprimé un grand caractère par l'influence de ses lois civiles, et par la régularité de sa majestueuse administration.

Telles sont les phases de la vie de cet homme qui nous a gouvernés.

La prise de Toulon l'annonce à l'armée ; le canon de vendémiaire l'annonce à la France ; les trophées de l'Italie l'annoncent à l'Europe ; la conquête de l'Égypte l'annonce au monde. Il revient armé des mœurs militaires contre les mœurs politiques de la France. Au 18 brumaire il brise les tables de la loi républicaine et il se met debout sur l'autel de la patrie. Là, il règne au nom de la liberté, et il couvre la France des monumens de son génie. Au milieu de ces monumens s'élève le Code immortel de nos lois civiles. Mais il regarde l'Europe, et n'y voit qu'un ennemi, qui soit à la fois implacable et invulnérable : c'est l'Angleterre. Cette découverte est terrible pour les Français ; car elle le condamnera à être toujours armé pour soutenir cette lutte, ce duel à outrance. Il se croira trop faible s'il ne reste que le man-

dataire du pouvoir qu'il a créé, et il voudra régner en son nom. Immense erreur qui frappe de stupeur l'Europe et le monde, dont il était si connu! Il détrône le consulat comme il a détrôné le directoire. Alors il devient le captif volontaire des mœurs. Il se fait roi. Il touche de son sceptre les plus fougueux citoyens et les change en courtisans. Ce n'est point assez : cette métamorphose doit frapper aussi les républiques qu'il a faites, et elles se changent toutes en royaumes. Ce n'est point assez : il brise aussi son mariage avec une citoyenne, et la fille des Césars est dans son lit. Le voici l'héritier des coutumes royales. Le voici souverain absolu. Mais le despotisme dont il est revêtu lui donne une brillante inspiration ; c'est de vouloir que la France puisse se passer du monde entier ; et la France civile achève plus rapidement la conquête de toutes les industries, que la France militaire n'achève celle des états ligués contre lui. Bientôt il a conçu le vaste projet de reconstruire la vieille royauté de l'Europe, que son avénement a sauvée de la décomposition républicaine. Il le prouve de deux manières : en

détrônant les rois anciens, en faisant des rois nouveaux. Il met sur la tête du faible Joseph la couronne des Espagnes et des Indes, et les portes de Madrid tombent devant lui. C'est là que le destin et l'Angleterre ont marqué sa perte. C'est de là aussi qu'il s'élance au cœur de la Russie, pour aller livrer une bataille de Wagram à cette inévitable Angleterre; et à huit cents lieues de sa capitale, dans la métropole incendiée d'un empire de l'Asie, il ose attendre que les clefs du pôle lui soient apportées. Les hommes n'ont pu s'opposer à sa marche triomphante; il ne reste plus que la nature pour défendre l'indépendance du Nord. Napoléon est vaincu par elle. Il cède à cette loi inexorable. Il cède, et il ne fuit pas. Dans cette retraite devant les Scythes, c'est lui qui se retire comme un Scythe, en blessant toujours son ennemi. Polotzk, Malojaroslawetz, Wiazma, Krasnoë, ont vu les braves de Moscou, et la Bérésina est immortalisée! Enfin il a revu Paris; il dit : Me voilà seul, que la France se lève encore! Et la France, comme si elle entendait le vainqueur de Friedland, donne sa dernière armée. Cha-

que soldat porte un crêpe et un laurier. Le crêpe est pour Moscou ; le laurier pour les trois victoires de la Saxe. Après la première, Napoléon propose la paix. Après la troisième, il la propose encore, et il s'égare dans un armistice, qui donne le temps à l'Angleterre de rassembler toute l'Europe contre lui. Le congrès de Prague, qu'il a aussi demandé, s'assemble, mais les alliés n'en font qu'un tribunal militaire, où Napoléon est condamné à périr les armes à la main. Une victoire seule ne peut le sauver. Mais une seule défaite doit le perdre. Il l'éprouve à Leipsick, où il est trahi. Tout ce qui habite au delà du Rhin le poursuit dans le cœur de la terre française. Avec cinquante mille hommes il soumet encore aux discussions d'un congrès le million d'hommes qui l'assiége. Mais le mot d'ordre de Prague est celui de Châtillon, et il est encore trahi!... Il tombe, il est banni. Un an après il reparaît avec huit cents soldats qui ont vu Marengo, Austerlitz, Iéna, Wagram, Friedland et Moscou. De Cannes à Lyon, il marche au nom de la liberté; de Lyon à Paris, au nom de l'empire. Si jamais il y eut une

circonstance où le salut public pouvait décerner la dictature, ce fut sans doute celle de mars 1815. Mais à sa première séance la chambre des représentans voulait refuser le serment à Napoléon! Toutefois les élémens du gouvernement impérial se réveillent, après une année de sommeil ou d'oubli, et il règne. Le premier acte de son pouvoir est l'acte additionnel aux constitutions de l'empire, au lieu d'une nouvelle Charte, que la France lui demande. Le second est le champ de Mai, représentation gothique de la fédération de 1789. Mais elle n'est pas plus heureuse pour le nouvel empire, que ne l'avait été la cour plénière pour l'ancienne monarchie. Enfin, Napoléon part pour combattre encore l'Europe, et il trouve sa journée fatale à Waterloo, le Moscou de la restauration. Il revient, les ports lui sont ouverts pour *vivre et mourir libre*. C'était son premier serment. Mais il veut croire à l'hospitalité anglaise, et il en devient le captif. Enfin, après cinq années d'agonie, il meurt sur un rocher qui garde sa cendre. Les vents ont porté à tous les trônes les derniers soupirs de Napoléon, et alors seulement

peut-être les trônes se sont crus délivrés

Sans doute une telle vie est plutôt merveilleuse qu'instructive pour la société; car, dans l'espace de plusieurs siècles, l'histoire ne présente pas un homme à qui Napoléon puisse être comparé. Et ce n'est qu'en remontant les siècles que l'on pourrait reconnaître ses ancêtres historiques dans Sésostris, Cyrus, Alexandre, César et Charlemagne. Charles-Quint, Henri le Grand, Frédéric le Grand, Catherine la Grande, furent, si on peut le dire, des souverains, des grands hommes plus modernes que Napoléon. Dans cent ans on ne comprendra ni l'apparition ni la destruction de cet homme à part dans l'histoire comme dans la nature, qui, d'une île de la Méditerranée, s'élevant tout à coup sur l'Europe, la domina pendant vingt ans, disparut de la terre et laissa ses débris au milieu des flots.

L'examen de la vie de Napoléon laisse dominer trois grands caractères : l'excès du génie, l'excès de la fortune et l'excès du malheur. L'écrivain, quel qu'il soit, doit trembler à l'aspect de ces proportions vraiment colossales. En sa qualité surtout de

contemporain, de concitoyen, de témoin, d'ancien sujet de Napoléon, il est encore trop frappé de ce qu'il a vu paraître, briller, et disparaître, pour que son jugement soit désintéressé sur les merveilles de cette période de vingt années. La condition de l'âge actuel est uniquement de recueillir, de publier des matériaux, et de préparer le travail de l'avenir. Quand le dernier contemporain de Napoléon aura cessé de vivre, que le siècle sera refroidi sur ce grand souvenir, et la cendre de Napoléon dans son tombeau, un génie supérieur pourra entreprendre l'histoire de cet homme à jamais fameux, dont la postérité fera une de ses plus brillantes adoptions. Peu importera que cet écrivain naisse Français, Anglais, Allemand, Italien. Quel que soit l'âge ou le pays qui le produiront, il sera toujours contemporain de la mémoire de Napoléon Bonaparte, et pour en être le bon historien, il aura l'avantage de n'avoir pas été son témoin.

Quant à nous, nous avons encore trop présent le retentissement de la gloire et le ressentiment de l'infortune de Napoléon, pour qu'il nous soit possible d'aborder son

histoire autrement qu'en détail. Nous ne pouvons que nous imposer la tâche d'écrire une époque de sa vie, et celle surtout à laquelle encore nous aurons été le plus étrangers, et dont nous pouvons, par conséquent, parler avec le plus d'indépendance. Mais aussi nous sommes obligés de n'écrire que sur des documens qui certifient les faits, et de mettre les pièces du procès sous les yeux du lecteur. C'est uniquement ce que j'ai entrepris dans cet ouvrage.

L'histoire des grands hommes a d'ailleurs ses périls cachés. Elle a toujours sa partie mystérieuse. Elle recèle de ces choses que la superstition eût peut-être encore, il y a deux siècles, qualifiées du nom de fatalité. Ces augures, ces menaces du sort ne sont pas rares, surtout dans les deux dernières années de Napoléon, et bien que l'observation philosophique répugne à les envisager différemment des autres événemens de son histoire, il est difficile peut-être aux contemporains de résister à la tentation de leur accorder une sorte de spécialité prophétique. Ainsi, tout ce qui a pu paraître sortir de la marche commune serait fatal, serait présage

depuis la campagne de 1812; en Russie, l'incendie des villes sur le passage de l'armée française; celui de Moscou à son arrivée; à Moscou le rêve de la paix pendant quarante jours; dans la retraite la gelée prématurée; la rentrée de l'armée en Prusse entre deux défections; en Saxe, la veille de la victoire de Lutzen, la mort du maréchal Bessières; le lendemain de la victoire de Wurschen, la mort des généraux Bruyères, Kirgener et Duroc; à Pirna, le mal subit de Napoléon, avant le désastre de Vandamme; en France, la veille de la première grande bataille, bataille perdue, celle de Brienne, Napoléon sauvé par Gourgaud de la lance d'un Cosaque; à Troyes, la première désertion française devant l'ennemi; la marche d'Augereau sur Genève au lieu de Lons-le-Saulnier; la reddition de Soissons à Blücher, qui n'avait plus d'asile, ni de retraite; la surprise du duc de Raguse sous les murs de Laon; enfin, la contre-marche de Doulevent sur Saint-Dizier et Vitry, qui retarde de quarante-huit heures la marche de Napoléon sur Paris!!

Telles sont les fatalités, ou plutôt tels sont

les événemens qui out pu imprimer quelque chose de prophétique à la chute de Napoléon, et en cela seul que ces événemens ont pu être regardés comme des augures et devenir contre Napoléon des menaces populaires, l'historien ne peut les retracer sans une observation qui les présente simplement comme les avant-coureurs de la ruine de Napoléon, puisque sa raison se refuse à les adópter comme des présages, interprétation indigne de tout respect, qu'il est de son devoir de signaler au mépris du lecteur.

L'histoire a cela de moral et de salutaire, qu'elle prouve la fausseté du merveilleux, l'absurde des inductions superstitieuses, et que par l'explication des causes qui produisent les événemens, elle attribue justement aux intérêts, aux passions des hommes, les faits dont elle donne le récit. Aussi l'esprit philosophique doit caractériser spécialement l'ouvrage qui pourra être consacré à la merveilleuse histoire de Napoléon : de telle sorte qu'il doive rester dans la pensée du lecteur, que ni les causes de la prospérité de Napoléon, ni celles de sa chute, ne puissent être attribuées à la fortune, mot

vague, idée abstraite, qui cache la stérilité du jugement, et recule la raison humaine.

Napoléon est monté au pouvoir, parce qu'il y fut porté par toutes les imaginations et toutes les espérances; bien plus parce qu'il s'était montré habile après la conquête en dominant les peuples par l'ascendant d'un caractère neuf, d'un génie inconnu, que parce que la gloire militaire, alors toute-puissante sur le peuple français, avait eu sous ses drapeaux, en Italie et en Égypte, un tout autre éclat que sous ceux des autres généraux, et enfin parce que la France, fatiguée des convulsions et des rigueurs républicaines, récemment dépouillée des conquêtes de Bonaparte, et avilie par le gouvernement directorial, le salua du nom de libérateur quand il débarqua à Fréjus. Cette commotion fut électrique, et souleva en sa faveur les camps, les villages et les cités. Jamais homme ne fut plus national qu'à cette époque du retour d'Égypte. Et ce ne furent ni les dragons de Sébastiani, ni la garnison de Paris, ni la garde directoriale, qui firent le 18 brumaire, ce fut l'opinion civile, sans laquelle même alors ce

coup d'état eût été impossible. Bonaparte avait été excité à faire cette révolution à son retour de Rastadt; mais il avait prudemment jugé que la France et sa propre fortune manquaient de la maturité nécessaire pour sanctionner un aussi grand changement, et il partit pour l'Égypte laissant cet avenir en dépôt dans les opinions.

Napoléon s'est fait empereur parce qu'il était premier consul à vie, parce qu'il venait de régner en Égypte, parce qu'il avait déjà été roi à Milan après la conquête du Piémont, parce qu'il avait exercé la souveraineté sur les destinées de la France, en conquérant la paix de Campo-Formio encore plus sur le directoire qui la refusait que sur l'Autriche, qui la demanda. Napoléon s'est fait empereur parce que les constitutionnels de 89, qui représentaient la révolution, et Fouché, qui représentait la convention, et les capitalistes qui voulaient assurer leurs nouvelles fortunes, le pressèrent de prendre la couronne.

Napoléon a péri, parce que les vieilles monarchies, de tous temps jalouses de la France, entraînant les nouvelles dans leurs

tourbillons, trouvèrent l'occasion, en rompant tout à coup les traités et les alliances qu'elles avaient sollicités de Napoléon, de détruire à la fois Napoléon, la révolution française qui l'avait produit, et la France telle qu'il l'avait constituée, c'est-à-dire la première puissance du monde par ses lois civiles, par son administration, par son régime financier, par sa prospérité industrielle, par son territoire, par sa grande civilisation, et par la gloire de ses armes.

Ainsi ces deux extrêmes de la vie de Napoléon, son élévation et sa chute ne sont pas au-dessus de l'interprétation historique, et elles peuvent s'expliquer par cette observation : les traités de paix de l'Europe avec Napoléon ne furent pour elle que des armistices, parce que l'Angleterre la soldait sans cesse pour renouveler la guerre contre Napoléon, dans la crainte que la France en paix sous un si grand souverain ne devînt la métropole de l'univers. Alors Napoléon put se croire obligé de régner sur les rois de l'Europe, que l'Angleterre armait contre lui, ou de disparaître du monde.

Mais en ne voyant la condition de sa

propre existence que dans celle de la vassalité européenne, Napoléon exerçait sur lui-même un genre de despotisme, dont il paraît qu'Alexandre seul ait donné l'exemple, Alexandre, *cui defuit orbis* : et l'on est justement frappé de penser que si, au lieu d'attendre la paix dans Moscou incendiée par elle-même, il eût été établir en Pologne le blocus de la guerre, l'année 1813 aurait vu se réaliser cette nécessité gigantesque !

L'historien de Napoléon serait également entraîné, s'il voulait suivre sa marche philosophique, à opposer une grave spéculation à cette prodigieuse destinée de son héros. Il pourrait dire : si, au lieu de faire du 18 brumaire une révolution politique, Napoléon n'en eût fait qu'une révolution militaire; si, au lieu de s'attacher à recréer la prospérité de la France, comme législateur et comme souverain, il n'eût fait de la France qu'une place d'armes; si, profitant de ce que les mœurs de la République avaient pu laisser de sauvage et d'indompté dans le caractère des armées, il les eût entraînées à la suite d'un conquérant populaire, comme il l'était alors, et au nom d'une liberté fanatique

qui n'eût amnistié que les peuples, ceux-ci, déjà passionnés pour les principes républicains, seraient venus peut-être d'eux-mêmes déposer à ses pieds les sceptres et les couronnes, et alors Napoléon eût été invulnérable : tandis qu'il cessa de l'être, le jour où il courba aussi son front sous le bandeau royal. Mais lors même que cette audacieuse hypothèse semblerait une vérité à l'historien, ce ne serait pas une raison pour qu'il osât avancer que Napoléon se soit trompé vis-à-vis de lui-même dans ce qu'il a entrepris et exécuté. Car si sa nature était de planer sur le monde, si il avait pris son emblème pour drapeau, il était né aussi l'homme de la monarchie et même de la monarchie catholique, et non l'homme de la liberté républicaine. Il était condamné à agir, comme il l'a fait, soit pour s'élever, soit pour tomber. Dans ses jeunes années, sous les drapeaux victorieux de Lodi et d'Arcole, le cri de vive la république n'était pour lui qu'un cri de gloire, comme le fut depuis pour l'armée le cri de vive l'empereur. Il ne lui était pas donné de se modifier, ni de transiger avec lui-même; car il

revint de l'île d'Elbe, comme il était parti de Fontainebleau. Aussi en 1814 et en 1815, accepta-t-il son adversité comme une conséquence de sa haute fortune, et ne vit-il que de l'ingratitude dans les trahisons.

Napoléon ne s'est point trompé non plus, quand il se croyait tellement nécessaire, qu'on n'oserait pas le renverser. C'est à tort qu'on lui a reproché cette haute opinion de lui-même, comme une grande erreur de la vanité, tandis qu'elle n'était que l'impression de l'état où sa puissance avait placé l'Europe. Il sentait qu'il était la clef de la voûte continentale, et il pouvait croire que s'il était renversé violemment ce serait la révolution, qui, tout en applaudissant à sa chute, en demanderait raison à l'Europe. Et en effet, l'armée russe, après le retour de Napoléon et de son armée dans la limite du Rhin, s'arrêta sur les bords du fleuve, et ce fut de Paris même qu'elle fut appelée à la franchir. Ce fut encore de Paris qu'elle fut appelée à s'y rendre à toute course de la ville de Troyes, pendant que Napoléon, trompé par des rapports infidèles, manœuvrait de Doulevent sur Vitry, contre

une division. Ce ne fut pas l'Autriche qui rompit le congrès de Châtillon!.. et même en 1815, la Russie et l'Autriche étaient à sept journées du champ de bataille!..

Ces idées seront peut-être jugées mériter de plus grands développemens, mais ce n'est point ici le lieu de les produire. Qu'y a-t-il donc de plus merveilleux que l'élévation et la chute de Napoléon? Napoléon lui-même.

Ainsi une histoire de la vie de Napoléon, bien que remplie des faits de toute nature, qui ont établi sa renommée, aura encore besoin des conjectures et des commentaires de l'historien sur l'origine et sur les conséquences de ces faits eux-mêmes, quand ils ne sont pas expliqués par Napoléon, ou révélés par d'autres autorités imposantes.

L'année 1813, telle que je la donne au public, est pour ainsi dire écrite par Napoléon seul. Ses lettres, ses ordres, ses dictées de toute nature, ne laissent aucune place à l'écrivain, et les événemens politiques et militaires qui la remplissent, se placent naturellement dans les cadres tracés par Napoléon. Il donne lui-même les secrets de sa campagne et ceux de sa diplomatie. On y trouve jusqu'à sa pensée

de famille comme souverain, et son caractère s'y dessine à chaque ligne, d'une manière aussi énergique que son esprit.

On remarquera aussi dans cet ouvrage, comme dans la correspondance de Napoléon, la suite ou plutôt le résultat du plan que l'Angleterre avait conçu de tout temps, qu'elle poursuivit constamment avec une infatigable persévérance, depuis le consulat, et qu'elle parvint enfin à réaliser en 1812.

Cet antécédent de la guerre de Russie, dont la campagne de 1813 fut le résultat, appartient par une filiation directe à l'époque que j'ai traitée : et pour familiariser d'avance le lecteur au plan que j'ai adopté, je crois devoir lui mettre sous les yeux trois sortes de témoignages, dont l'authenticité et la valeur ne peuvent être révoqués en doute. L'un est anglais, le second est russe. Ils prouvent également la provocation à la guerre de 1812. Le troisième est autrichien et atteste tout l'intérêt que l'Autriche mettait à l'abaissement de la Russie, qu'elle avoue n'avoir pu détourner de la guerre, et le désir qu'elle eut d'armer aussi la Suède contre cette puissance.

Copie de la lettre adressée par le Ministre des relations extérieures à lord Castelreagh, secrétaire d'état pour les affaires étrangères de S. M. Britannique.

Paris, 27 avril 1812.

Monsieur,

S. M. l'empereur et roi, toujours animé des mêmes sentimens de modération et de paix, a voulu faire de nouveau une démarche authentique et solennelle pour mettre un terme aux malheurs de la guerre. La grandeur et la force des circonstances dans lesquelles le monde se trouve aujourd'hui placé déterminent S. M. Elle m'ordonne, Monsieur, de vous entretenir de ses dispositions et de ses vues.

Beaucoup de changemens ont eu lieu en Europe depuis dix ans; ils ont été la suite nécessaire de la guerre qui s'était allumée entre la France et l'Angleterre. Beaucoup de changemens arriveront encore, et ils résulteront de la même cause. Le caractère particulier que la guerre a pris peut ajouter à l'étendue et à la durée de ses résultats. Des principes exclusifs et arbitraires ne peuvent se combattre que par une opposition sans mesure et sans terme, et le système de la préservation et de la résistance doit avoir le même caractère d'universalité, de persévérance et de vigueur.

La paix d'Amiens, si elle avait été maintenue, aurait prévenu bien des bouleversemens. Je renouvelle le vœu que l'expérience du passé ne soit pas perdue pour l'avenir.

S. M. s'est souvent arrêtée devant la perspective des triomphes les plus certains, et en a détourné ses regards pour invoquer la paix. En 1805, tout assurée

qu'elle était des avantages de sa position, et quelque confiance qu'elle dût à des présages que la fortune devait sitôt réaliser, elle fit au gouvernement de S. M. Britannique des propositions qui furent éludées sur le motif que la Russie devait être consultée. En 1808, de nouvelles propositions furent faites de concert avec la Russie. L'Angleterre allégua la nécessité d'une intervention qui ne pouvait être que le résultat de la négociation elle-même. En 1810, S. M. ne pouvant se dissimuler plus long-temps que les édits du conseil britannique de 1807 rendaient la conduite de la guerre incompatible avec l'indépendance de la Hollande, autorisa des ouvertures indirectes qui tendaient également à la paix; elles n'eurent aucun effet et de nouvelles provinces durent être réunies à l'empire.

Le moment présent rassemble à la fois toutes les circonstances des diverses époques où S. M. montra des sentimens pacifiques qu'elle m'ordonne de manifester encore aujourd'hui.

Les calamités qui désolent la Péninsule et les vastes contrées de l'Amérique espagnole, doivent exciter l'intérêt de toutes les nations et les animer d'une égale sollicitude pour les voir cesser.

Je m'exprimerai, Monsieur, d'une manière que V. E. trouvera conforme à la franchise de la démarche que je suis chargé de faire, et rien n'en montrera mieux la grandeur et la loyauté, que les termes précis du langage qu'il m'est permis de tenir. Dans quelles vues et pour quels motifs m'envelopperais-je de formes qui ne conviennent qu'à la faiblesse qui, seule, a intérêt de tromper?

Les affaires de la Péninsule et des Deux-Siciles sont

les différens qui paraissent les plus difficiles à concilier. Je suis autorisé à vous proposer d'en établir l'arrangement sur les bases suivantes :

L'intégrité de l'Espagne serait garantie ; la France renoncerait à toute extension du côté des Pyrénées. La dynastie actuelle serait déclarée indépendante et l'Espagne régie par une constitution nationale des Cortès.

L'indépendance et l'intégrité du Portugal seraient également garanties et la maison de Bragance régnerait ;

Le royaume de Naples resterait au roi de Naples : le royaume de Sicile serait garanti à la maison actuelle de Sicile ;

Par suite de ces stipulations, l'Espagne, le Portugal et la Sicile seraient évacués par les troupes françaises et anglaises de terre et de mer.

Quant aux autres objets de discussion, ils peuvent être négociés sur cette base, que chaque puissance gardera ce que l'autre ne peut pas lui ôter par la guerre.

Telles sont, Monsieur, les bases de conciliation et de rapprochement offertes à S. A. R. le prince Régent.

S. M. l'empereur et roi ne calcule dans cette démarche ni les avantages ni les pertes que la guerre, si elle est plus long-temps prolongée, peut présager à son empire. Elle se détermine par la seule considération des intérêts de l'humanité et du repos des peuples ; et si cette quatrième tentative doit être sans succès, comme celles qui l'ont précédée, la France aura du moins la consolation de penser que le sang qui pourrait couler encore retombera tout entier sur l'Angleterre.

J'ai l'honneur, etc.

Réponse de lord Castlereagh.

Londres, bureau des affaires étrangères, 23 avril 1812.

Monsieur,

La lettre de V. Ex., du 17 de ce mois, a été reçue et mise sous les yeux du prince Régent.

S. A. R. a senti qu'elle devait à son honneur avant de m'autoriser à entrer en explication sur l'ouverture que V. Ex. a transmise, de fixer le sens précis attaché par le gouvernement de France, au passage suivant de la lettre de V. Ex. « La dynastie actuelle serait déclarée indépendante et l'Espagne régie par une constitution nationale des Cortès. »

Si le sens, comme S. A. R. le craint, est que l'autorité royale d'Espagne et son gouvernement établi par les cortès seront reconnus comme résidens dans le frère du chef du gouvernement français et les cortès formés sous son autorité, et non dans le souverain légitime Ferdinand VII et ses héritiers, et l'assemblée extraordinaire des cortès, maintenant investie du pouvoir du gouvernement dans ce royaume, en son nom et sous son autorité, il m'est ordonné de déclarer franchement et explicitement à V. E. que des engagemens de bonne foi ne permettent pas à S. A. R. de recevoir une proposition de paix fondée sur une telle base.

Si cependant les expressions ci-dessus citées s'appliquaient au gouvernement actuel d'Espagne exerçant l'autorité au nom de Ferdinand VII, sur l'assurance qu'en donnera V. E., le prince Régent est disposé à s'expliquer pleinement sur la base qui a été transmise pour être prise en considération par S.A.R., son désir le plus empressé étant, de concert avec ses alliés, de

contribuer au repos de l'Europe et de travailler à une paix qui puisse être à la fois honorable, non-seulement pour la Grande-Bretagne et la France, mais encore pour ceux des états avec lesquels chacune de ces puissances a des rapports d'amitié.

Après avoir exposé sans réserve les sentimens du prince Régent sur un point sur lequel il est si nécessaire de s'entendre avant d'entrer dans une discussion ultérieure, je me conformerai aux instructions de S.A.R. en évitant de faire des observations inutiles et des récriminations sur les objets accessoires de votre lettre. Je puis heureusement m'en rapporter pour la justification de la conduite que la Grande-Bretagne a tenue aux différentes époques rappelées par V. Ex., à la correspondance qui eut lieu alors et aux jugemens que le monde en a depuis long-temps portés.

Quant au caractère particulier que la guerre a malheureusement pris et aux principes exclusifs et arbitraires que V. Ex. signale comme ayant marqué ses progrès, en niant, en ce qui concerne le gouvernement Britannique, que ces maux lui doivent être attribués, je suis autorisé à assurer à V. Ex. qu'il déplore sincèrement leur existence, comme aggravant inutilement les calamités de la guerre, et que son désir le plus vif, soit en paix, soit en guerre avec la France, est de voir les relations entre les nations rendues aux principes libéraux et accoutumés des temps précédens.

Je saisis cette occasion d'offrir à V. Ex. les assurances de ma haute considération.

Histoire militaire de la campagne de Russie en 1812, par le colonel Butturlin, *aide de camp de l'empereur de Russie.*

TOME PREMIER. — Chapitre premier.

(Page 24.) « L'empereur Alexandre ne pouvait méconnaître l'esprit de ses dispositions (du traité de » Tilsitt); mais les circonstances malheureuses où se » trouvait l'Europe (l'Autriche ne bougeait pas, la » Prusse n'existait plus, les Suédois pouvaient à » peine se soutenir à Stralsund, l'Angleterre ne paraissait pas disposée à pousser la guerre avec activité » *page* 21), lui prescrivaient d'éloigner à tout prix la » guerre. Il s'agissait surtout *de gagner le temps nécessaire* pour se préparer à soutenir convenablement » la lutte *que l'on* savait bien être dans le cas de renouveler un jour. »

(Page 35.) « Les sacrifices que le traité de Presbourg » avait occasionés à l'Autriche étaient trop grands » pour que le cabinet de Vienne pût se résigner à les » supporter avec patience, mais la désorganisation de » ses armées..... l'avait empêché jusque-là (décembre » 1808) de se livrer à la réalisation des projets qu'il » nourrissait en secret. »

(Page 36.) « *L'empereur Napoléon désirait sincèrement éviter une nouvelle guerre* qui devait faire une » diversion fâcheuse à ses affaires en Espagne; mais » toutes ses démarches pour en venir à un accommodement *ne furent considérées par les Autrichiens* » *que comme un aveu de sa faiblesse.* »

(Page 37.) « La Russie ne pouvait refuser d'assister » la France, sans violer ouvertement les engagemens

» contractés envers elle, et dont aucune infraction de
» la part de Napoléon n'avait encore affaibli la sainteté.
» D'ailleurs, quand même le cabinet de Pétersbourg,
» passant dessus ces considérations morales, en faveur
» des plus hautes vues politiques, se fût décidé à sou-
» tenir l'Autriche, il n'aurait pu le faire efficacement,
» à cause de l'éloignement de ses armées occupées des
» affaires de Suède et de Turquie. »

(Page 45.) « Il sentit (l'empereur Alexandre) que
» l'alliance conclue à Tilsitt et cimentée à Erfurt, n'é-
» tant plus dans les intérêts de Napoléon, ne subsis-
» terait pas long-temps..... *dès lors il s'appliqua à or-*
» *ganiser sourdement les moyens de défense* que les im-
» menses ressources de ses vastes états lui présentaient
» pour soutenir une lutte d'autant plus terrible, etc. »

(Pages 56 et 57.) « *L'empereur Alexandre jugea né-*
» *cessaire de ne plus tarder à se mettre en état de dé-*
» *fense, en rassemblant la majeure partie de ses forces*
» *sur la frontière occidentale de son empire.* Une divi-
» sion qui, depuis la dernière guerre avec la Suède,
» était demeurée dans l'ancienne Finlande, reçut ordre
» de marcher sur la haute Dwina. L'armée du Danube
» qui, à la fin de 1810, se trouvait forte de neuf di-
» visions, ne fut plus composée que de quatre; les
» cinq restant furent portés sur le haut Dniester. »

(Page 69.) « *Dès le lendemain du jour de la signature*
» *du traité* (d'alliance) *avec la Prusse, Napoléon l'ex-*
» *pédia (Czernicheff) à Pétersbourg, avec la proposi-*
» *tion de travailler à faire disparaître les griefs des deux*
» *parties.* »

(Page 71.) « L'empereur Alexandre sentait trop bien
» que les griefs avoués ne portaient que sur des acces-

» soires..... On n'eût pas avancé grand'chose en ob-
» tenant le redressement des griefs sus-mentionnés,
» car la question principale, *celle du pouvoir dictato-*
» *rial de la France sur toutes les autres puissances*, *n'é-*
» *tait susceptible d'être résolue que par la voie des ar-*
» *mes.* »

(Pages 72 et 73.) « L'empereur Alexandre quitta
» aussitôt Pétersbourg et se rendit à Wilna, où le
» quartier général de sa grande armée se trouvait éta-
» bli. En même temps il envoya l'ordre au prince
» Kourakin de faire connaître au gouvernement fran-
» çais que la première base de toute négociation devait
» être engagement formel de l'entière évacuation des
» états prussiens et de toutes les places fortes de ce
» pays, quelle qu'eût été l'époque et le motif de leur
» occupation..., la conservation de la Prusse et son in-
» dépendance de tout lien politique dirigé contre la
» Russie, la réduction de la garnison de Dantzick...,
» l'évacuation de la Poméranie suédoise et un arran-
» gement avec le roi de Suède..... *Ce n'est qu'après*
» *avoir obtenu ces conditions préalables*, *que l'ambas-*
» *sadeur pouvait traiter*...., ».

(Pages 74 et 75.) « *Avant son départ pour Dresde*,
» *Napoléon avait envoyé à Wilna le général comte de*
» *Narbonne*, *son aide de camp*, *avec des propositions*...,
» Il paraît qu'en touchant au dénoûment il ne fut pas
» exempt de quelque inquiétude... La réponse qu'il
» (le comte de Narbonne) rapporta à Dresde fut *que*
» *l'empereur de Russie s'en référait absolument aux*
» *communications que son ambassadeur avait faites à*
» *Paris*; que ce n'était qu'en obtenant ces bases pré-
» liminaires, qu'il pouvait consentir à traiter. »

(Page 77.) « Dès le lendemain (de l'arrivée de Nar-
» bonne), c'est-à-dire le 17 mai, Napoléon quitta
» Dresde. Voyant que l'empereur Alexandre ne se lais-
» sait pas intimider par le formidable appareil de ses
» forces..., il résolut de ne plus tarder à se mettre en
» campagne, de crainte de perdre en négociations in-
» fructueuses la saison la plus favorable aux opérations
» militaires. »

Copie d'une lettre de M. le prince de Schwartzenberg, à M. le comte de Neipperg, ministre d'Autriche, à Stockholm.

Paris, 14 mars 1812.

« Je profite d'une occasion que m'offre M. le duc de Bassano, pour vous informer, avant que vous ne puissiez en être instruit par notre ministère, *que les nœuds d'amitié et de famille qui existent entre notre cour et celle de France, viennent d'être renforcés aujourd'hui* (1) *par un lien qui devait en être une suite naturelle, pour établir, d'une manière solennelle, des relations d'intimité et de confiance entre les deux empires.* Ce grand événement politique acquiert un intérêt d'autant plus majeur dans un moment où une guerre dans le nord est près de s'allumer. *Notre auguste maître ayant jugé de sa sagesse, et conforme à son système, d'agir dans le plus parfait concert avec la France, après avoir épuisé vainement toutes les démarches tendantes à la conservation de la paix sur le continent, auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg*, va se trouver dans le cas de jouer un rôle

(1) Par le traité, du même jour, d'alliance offensive et défensive contre la Russie entre la France et l'Autriche, fait et signé à Paris par le duc de Bassano et le prince de Schwartzenberg.

actif, dans une cause qui est devenue désormais la sienne.

» Dans un état de choses où *tous les moyens doivent être dirigés vers le but commun*, vous ne pouvez servir plus essentiellement les intérêts de notre auguste maître, qu'en employant le crédit dont je sais que vous jouissez auprès du gouvernement où vous êtes accrédité pour le lier à une cause à laquelle un souvenir récent et pénible, ainsi que la perspective favorable de l'effacer pour jamais en récupérant une portion aussi essentielle de la monarchie que la Finlande, doivent imprimer un caractère national tout particulier à la Suède.

Comme il serait possible que cette lettre vous trouvât sur le continent, où je suppose que vous aviez le projet de vous rendre, je ne puis que vous recommander de ne vous point dessaisir dans *aucun cas* possible de ma lettre même, mais d'agir avec tout votre savoir-faire dans le sens de l'invitation qu'elle contient; car vis-à-vis d'un militaire éclairé tel que vous, Monsieur le comte, je n'entreprendrai pas d'énumérer les avantages importans qui résulteraient en faveur des armées alliées d'une diversion dans l'extrémité du nord, conduite par un capitaine habile et expérimenté. »

Le lecteur pourra apprécier encore mieux la proposition de Napoléon au roi d'Angleterre et la réponse de lord Castlereagh, quand il verra se renouveler de la part de ce prince, après ses victoires en Saxe, l'offre de rendre son indépendance à la Péninsule, et d'appeler au congrès de Prague *jusqu'aux*

députés des cortès de Cadix. Quant à la guerre de Russie, il n'est plus douteux par l'ouvrage du colonel Butturlin, écrit sous les yeux de l'empereur Alexandre, et publié par l'autorisation de ce souverain, que l'ultimatum de l'ambassadeur Kourakin n'ait forcé Napoléon, alors si occupé en Espagne, à marcher au-devant de la guerre qui le menaçait à Wilna. Il n'est pas douteux, non plus, qu'il n'ait conjuré trois fois cette guerre d'une manière positive par la réponse de son cabinet à la note du prince Kourakin, par la mission dont il chargea le général Czernicheff pour l'empereur Alexandre, et enfin par celle qu'il confia à Dresde à son aide de camp le comte de Narbonne, en l'envoyant à Wilna. Ainsi, Napoléon serait donc absous de ce reproche, que démentent les Russes eux-mêmes, celui d'avoir porté la guerre en Russie sans provocation. Mais il lui restera, et sans pouvoir le disculper, la fatale illusion qui le décida à attendre, à espérer la paix à Moscou.



LE PORTEFEUILLE

DE

MIL HUIT CENT TREIZE.

CHAPITRE PREMIER.

Départ de l'empereur Napoléon de son quartier-général de Smorgony pour Paris.

(Vingt-neuvième bulletin de la grande armée. Molodetschno, le 3 décembre 1812. Moniteur du 16 décembre 1812.)

« Jusqu'au 6 novembre le temps a été parfait, et le mouvement de l'armée s'est exécuté avec le plus grand succès. Le froid a commencé le 7; dès ce moment, chaque nuit nous avons perdu plusieurs centaines de chevaux qui mouraient au bivouac. Arrivés à Smolensk, nous avions déjà perdu bien des chevaux de cavalerie et d'artillerie.

» L'armée russe de Volhynie était opposée à notre droite. Notre droite quitta la ligne d'opération de Minsk, et prit pour pivot de ses opérations la ligne de Varsovie. L'empereur apprit à Smolensk, le 9, ce changement de ligne d'opéra-

tions et présuma ce que ferait l'ennemi. Quelque dur qu'il lui parût de se mettre en mouvement dans une si cruelle saison, le nouvel état des choses le nécessitait. Il espérait arriver à Minsk, ou du moins sur la Bérésina avant l'ennemi. Il partit le 13 de Smolensk, le 16 il coucha à Krasnoë. Le froid, qui avait commencé le 7, s'accrut subitement, et, du 14 au 15 et au 16, le thermomètre marqua seize et dix-huit degrés au-dessous de glace. Les chemins furent couverts de verglas, les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de train périssaient toutes les nuits, non par centaines mais par milliers, surtout les chevaux de France et d'Allemagne. Plus de trente mille chevaux périrent en peu de jours; notre cavalerie se trouva toute à pied; notre artillerie et nos transports se trouvaient sans attelages. Il fallut abandonner et détruire une bonne partie de nos pièces et de nos munitions de guerre et de bouche.

» Cette armée, si belle le 6, était bien différente dès le 14, presque sans cavalerie, sans artillerie, sans transport. Sans cavalerie nous ne pouvions pas nous éclairer à un quart de lieue; cependant sans artillerie nous ne pouvions pas risquer une bataille, et attendre de pied ferme; il fallait marcher pour ne pas être contraint à une bataille que le défaut de munitions nous empêchait de désirer; il fallait occuper un certain espace pour ne pas être tournés, et cela sans ca-

valerie qui éclairàt et liàt les colonnes. Cette difficulté, jointe à un froid excessif, subitement venu, rendit notre situation fâcheuse. Les hommes que la nature n'a pas trempés assez fortement pour être au-dessus de toutes les chances du sort et de la fortune parurent ébranlés, perdirent leur gaieté, leur bonne humeur, et ne rêvèrent que malheurs et catastrophes; ceux qu'elle a créés supérieurs à tout conservèrent leur gaieté et leurs manières ordinaires, et virent une nouvelle gloire dans les difficultés différentes à surmonter.

» L'ennemi, qui voyait sur les chemins les traces de cette affreuse calamité qui frappait l'armée française, chercha à en profiter. Il enveloppait toutes les colonnes par ses Cosaques, qui enlevaient, comme les Arabes dans les déserts, les trains et les voitures qui s'écartaient. Cette méprisable cavalerie, qui ne fait que du bruit et n'est pas capable d'enfoncer une compagnie de voltigeurs, se rendit redoutable à la faveur des circonstances. Cependant l'ennemi eut à se repentir de toutes les tentatives sérieuses qu'il voulut entreprendre: il fut culbuté par le vice-roi, au-devant duquel il s'était placé, et y perdit beaucoup de monde.

» Le duc d'Elchingen, qui avec trois mille hommes faisait l'arrière-garde, avait fait sauter les remparts de Smolensk. Il fut cerné et se trouva dans une position critique : il s'en tira avec cette

intrépidité qui le distingue. Après avoir tenu l'ennemi éloigné de lui pendant toute la journée du 18, et l'avoir constamment repoussé, à la nuit, il fit un mouvement par le flanc droit, passa le Borysthène, et déjoua tous les calculs de l'ennemi : le 19 l'armée passa le Borysthène à Orca, et l'armée russe fatiguée, ayant perdu beaucoup de monde, cessa là ses tentatives.

» L'armée de Volhynie s'était portée dès le 16 sur Minsk, et marchait sur Borisow. Le général Dombrowsky défendit la tête du pont de Borisow avec trois mille hommes. Le 23 il fut forcé et obligé d'évacuer cette position. L'ennemi passa alors la Bérésina, marchant sur Bobr; la division Lambert faisait l'avant-garde. Le deuxième corps commandé par le duc de Reggio, qui était à Escherein, avait reçu l'ordre de se porter sur Borisow pour assurer à l'armée le passage de la Bérésina. Le 24 le duc de Reggio rencontra la division Lambert, à quatre lieues de Borisow, l'attaqua, la battit, lui fit deux mille prisonniers, lui prit six pièces de canon, cinq cents voitures de bagages de l'armée de Volhynie, et rejeta l'ennemi sur la rive droite de la Bérésina. Le général Berckeim, avec le quatrième des cuirassiers, se distingua par une belle charge. L'ennemi ne trouva son salut qu'en brûlant le pont, qui a plus de trois cents toises.

» Cependant l'ennemi occupait tous les pas-

sages de la Bérésina. Cette rivière est large de quarante toises; elle chariait assez de glaces, mais ses bords sont couverts de marais de trois cents toises de long, ce qui la rend un obstacle difficile à franchir.

» Le général ennemi avait placé ses quatre divisions dans différens débouchés, où il présumait que l'armée française voudrait passer.

» Le 26, à la pointe du jour, l'empereur, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvemens faits dans la journée du 25, se porta sur le village de Weselowo, et fit aussitôt, malgré une division ennemie et en sa présence jeter deux ponts sur la rivière. Le duc de Reggio passa, attaqua l'ennemi et le mena battant deux heures : l'ennemi se retira sur la tête du pont de Borisow. Le général Legrand, officier de premier mérite, fut blessé grièvement, mais non dangereusement. Toute la journée du 26 et 27 l'armée passa.

» Le duc de Bellune, commandant le neuvième corps, avait reçu l'ordre de suivre le mouvement du duc de Reggio, de faire l'arrière-garde, et de contenir l'armée russe de la Dwina, qui le suivait. La division Partouneaux faisait l'arrière-garde de ce corps. Le 27, à midi, le duc de Bellune arriva avec deux divisions au pont de Studzianca.

» La division Partouneaux partit à la nuit de Borisow. Un bataillon de cette division qui formait l'arrière-garde, et qui était chargé de brûler

les ponts, partit à sept heures du soir; il arriva entre dix et onze heures, il chercha sa première brigade et son général de division, qui étaient partis deux heures avant, et qu'il n'avait pas rencontrés en route. Ses recherches furent vaines; on conçut alors des inquiétudes. Tout ce qu'on a pu connaître depuis, c'est que cette première brigade, partie à cinq heures, s'est égarée à six, a pris à droite au lieu de prendre à gauche, et a fait deux ou trois lieues dans cette direction; que dans la nuit, transie de froid, elle s'est ralliée aux feux de l'ennemi qu'elle a pris pour ceux de l'armée française: entourée ainsi, elle aura été enlevée. Cette cruelle méprise doit nous avoir coûté deux mille hommes d'infanterie, trois cents chevaux et trois pièces d'artillerie. Des bruits couraient que le général de division n'était pas avec sa colonne, et marchait isolément.

» Toute l'armée ayant passé le 27 au matin, le duc de Bellune gardait la tête du pont sur la rive gauche; le duc de Reggio, et avec lui toute l'armée, était sur la rive droite.

» Borisow ayant été évacuée, les armées de la Dwina et de la Volhynie communiquèrent; elles concertèrent une attaque. Le 28, à la pointe du jour, le duc de Reggio fit prévenir l'empereur qu'il était attaqué; une demi-heure après, le duc de Bellune le fut sur la rive gauche; l'armée prit les armes. Le duc d'Elchingen se porta à la

suite du duc de Reggio, et le duc de Trévise, derrière le duc d'Elchingen. Le combat devint vif; l'ennemi voulut déborder notre droite; le général Doumerc, commandant la cinquième division des cuirassiers, et qui faisait partie du deuxième corps resté sur la Dwina, ordonna une charge de cavalerie aux quatrième et cinquième régimens de cuirassiers, au moment où la légion de la Vistule s'engageait dans des bois pour percer le centre de l'ennemi, qui fut culbuté et mis en déroute. Les braves cuirassiers enfoncèrent successivement six carrés d'infanterie, et mirent en déroute la cavalerie ennemie qui venait au secours de son infanterie. Mille huit cents prisonniers, deux drapeaux tombèrent en notre pouvoir.

» De son côté le duc de Bellune fit charger vigoureusement l'ennemi, le battit, lui fit cinq à six cents prisonniers, et le tint hors la portée du canon du pont. Le général Fournier fit une belle charge de cavalerie.

» Dans le combat de la Bérésina, l'armée de Volhynie a beaucoup souffert. Le duc de Reggio a été blessé; sa blessure n'est pas dangereuse, c'est une balle qu'il a reçue dans le côté.

» Le lendemain nous restâmes sur le champ de bataille. Nous avions à choisir entre deux routes : celle de Minsk et celle de Wilna. La route de Minsk passe au milieu d'une forêt et de

marais incultes, et il eût été impossible à l'armée de s'y nourrir. La route de Wilna, au contraire, passe dans de très-bons pays. L'armée, sans cavalerie, faible en munitions, horriblement fatiguée de cinquante jours de marche, traînant à sa suite ses malades et les blessés de tant de combats, avait besoin d'arriver à ses magasins. Le 30, le quartier-général fut à Plechnitsi, le 1er. décembre à Staiki, et le 3, à Molodetschno, où l'armée a reçu les premiers convois de Wilna.

» Tous les officiers et soldats blessés, et tout ce qui est embarras, bagages, etc., ont été dirigés sur Wilna.

» Dire que l'armée a besoin de rétablir sa discipline, de se refaire, de remonter sa cavalerie, son artillerie et son matériel, c'est le résultat de l'exposé qui vient d'être fait. Le repos est son premier besoin; le matériel et les chevaux arrivent. Le général Bourcier a déjà plus de vingt mille chevaux de remonte dans différens dépôts. L'artillerie a déjà réparé ses pertes. Les généraux, les officiers et les soldats ont beaucoup souffert de la fatigue et de la disette. Beaucoup ont perdu leurs bagages par suite de la perte de leurs chevaux; quelques-uns par le fait des embuscades des Cosaques. Les Cosaques ont pris nombre d'hommes isolés, d'ingénieurs géographes qui levaient les positions, et d'officiers blessés

qui marchaient sans précaution, préférant courir des risques que de marcher posément et dans les convois.

» Les rapports des officiers commandant les corps feront connaître les officiers et les soldats qui se sont le plus distingués, et les détails de ces mémorables événemens.

» Dans tous ces mouvemens, l'empereur a toujours marché au milieu de sa garde, la cavalerie commandée par le maréchal duc d'Istrie, et l'infanterie commandée par le duc de Dantzick. Sa majesté a été satisfaite du bon esprit que sa garde a montré; elle a toujours été prête à se porter partout où les circonstances l'auraient exigé; mais les circonstances ont toujours été telles que sa seule présence a suffi, et qu'elle n'a pas été dans le cas de donner.

» Le prince de Neufchâtel, le grand maréchal, le grand écuyer, et tous les aides de camp, et les officiers militaires de la maison de l'empereur, ont toujours accompagné sa majesté.

» Notre cavalerie était tellement démontée, que l'on n'a pu réunir les officiers auxquels il restait un cheval pour en former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y faisaient les fonctions de capitaines, et les colonels celles de sous-officiers. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy, et sous les ordres du roi de Naples, ne perdait

pas de vue l'empereur dans tous ses mouvemens. »

Ce bulletin fut publié le 16 décembre dans le *Moniteur*, et justifia la consternation profonde où un silence de dix-huit jours avait plongé la France sur le sort de la grande armée. Les dernières nouvelles, datées de Smolensk, étaient arrivées à Paris le 29 novembre ; elles avaient déjà quelque chose de fatal. Les flammes de Moscou avaient jeté un éclat funèbre sur la retraite de l'armée et même sur ses succès; et la capitale, où deux mois auparavant trois prisonniers avaient osé suspendre pendant six heures le gouvernement de Napoléon, n'avait pas perdu le souvenir de la conspiration Mallet. Deux vérités tout-à-fait nouvelles pour la France rendaient cette époque funeste : la puissance de Napoléon avait pu être attaquée à force ouverte dans la capitale de l'empire, et Napoléon n'était plus invincible. L'opinion, inquiète, égarée, reprenait ainsi le procès du maître du monde, à qui il n'était pas permis d'être une fois vaincu, pas même par les élémens. La France semblait sentir, pour la première fois, que sa destinée était placée toute entière sur la tête de son héros, et qu'elle était solidaire de sa fortune. Les récriminations longtemps silencieuses des vieux républicains, que l'attentat de Mallet avait réveillées, se mêlèrent aux douleurs domestiques de la nation, et d'amè-

res injustices outragèrent l'infortune d'un grand homme en aigrissant celle de la patrie.

A la réception de ce vingt-neuvième bulletin, le deuil couvrit toute la France; et de même que dans les temps heureux chaque individu s'empressait de prendre sa part de la gloire, chacun se montra en quelque sorte avide de prendre sa part de l'adversité. Depuis douze ans, la patrie s'oubliait elle-même dans les fêtes du triomphe et dans les pompes du trône; mais, à la voix de toutes les familles qui pleuraient leurs chefs ou leurs enfans, la patrie reparut tout à coup, jugeant l'infortune actuelle et la grandeur passée, les exploits de la république et ceux de l'empire, comparant les trophées de l'Italie et de l'Égypte avec ceux de l'Elbe, de la Sprée, du Danube, de la Vistule, de la Moskowa, de la Bérésina; opposant Bonaparte à Napoléon; et, rapprochant aussi Tilsitt et Moscou, elle s'irritait de ce passage si prompt de la plus haute fortune à la condition la plus déplorable. Toutefois pourtant, la douleur publique, bien qu'excessive, ne fut pas injuste; car le malheur devait être plus grand que la douleur elle-même.

Mais les grandes calamités, par cela seul qu'elles sont insupportables, portent en elles l'impérieuse nécessité d'un prompt soulagement, et l'homme de la fortune et de la gloire française reprit tout à coup sur la France l'empire du des-

tin. Les regards se portèrent sur le palais impérial, où le berceau du roi de Rome était le refuge des inquiétudes et la sauvegarde des espérances. Dès lors peut-être le berceau de cet auguste enfant n'était-il qu'un monument votif des adversités humaines!

Après le désastre de Moscou, Napoléon avait été frappé, comme la nation, de voir que sa fortune trahissait jusqu'à ses propres triomphes; mais avec la nation aussi il avait senti le besoin de se réfugier dans la force dont il était doué et dans la puissance de son génie. Le 6 novembre, à Mikaëlefska, quelques journées avant Smolensk, il conçut le dessein de quitter l'armée, et de revenir en France. Il écrivit en chiffres au duc de Bassano à Wilna pour lui confier ce projet, dont il fit également confidence au prince de Neufchâtel, au duc de Vicence, et au duc de Frioul.

L'empereur motivait et avec raison le départ qu'il projetait, sur ce que l'armée aurait alors pris des positions et des quartiers d'hiver, et que pendant cette saison, où toute opération était impossible, elle pouvait se passer de lui. Il ajouta que sa présence en France était de la plus urgente nécessité; qu'elle seule pouvait maintenir ses alliances, imposer à ses ennemis et donner aux Français l'impulsion utile à ses desseins. Le besoin d'effacer jusqu'au souvenir de la conspiration Mallet, dont la blessure était encore toute

saignante, était aussi et devait être pour celui qui seul tenait les destinées de la France, un motif de premier ordre pour son retour à Paris. Son apparition subite dans sa capitale devait saisir l'Europe d'une grande attention, et la France d'une impression incalculable. En obéissant à cette inspiration de son génie, Napoléon obéissait à la loi de la plus impérieuse nécessité qui ait jamais dominé la pensée d'un grand souverain.

Depuis quatorze jours on n'avait pas reçu de lettres de France, et on n'avait aucun moyen d'en faire parvenir de l'armée. Cette privation était mortelle pour ceux qui, sous le poids de tous les fléaux, avaient besoin pour les mieux supporter, ou pour n'y pas succomber, de rattacher leur misérable existence au souvenir de ceux qui leur étaient chers. Ce ne fut que le 3 septembre à Molodetschno, d'où fut daté le vingt-neuvième bulletin, que l'on reçut à la fois quatorze estafettes de Paris. Mais les communications de l'empereur avec son ministre n'avaient pas été interrompues par les événemens de la retraite. Presque journellement le duc de Bassano lui avait fait parvenir, par des agens intelligens, par des officiers polonais dévoués, et souvent à travers des corps ennemis, des dépêches chiffrées, qui, sans contenir de grands développemens, renfermaient les indications indispensables sur la situation des choses. Les rapports détaillés arrivèrent aussi le 3 décembre à Molodetschno.

Ce ministre, établi depuis le commencement de la campagne à Wilna avec le corps diplomatique, avait été chargé spécialement par l'empereur de la direction, non-seulement de toutes les affaires politiques, mais de toutes les affaires civiles, administratives, financières et militaires des provinces polonaises. Il était le point central de la correspondance de tous les gouverneurs des pays occupés, et de tous les généraux qui opéraient entre le Niémen et la Bérésina ; dans le même sens aboutissaient toutes les relations de la France et de l'Europe avec Napoléon : aussi les rapports de ce ministre donnèrent-ils à l'empereur, indépendamment des nouvelles diplomatiques de ses missions dans les différentes cours, tous les renseignemens nécessaires sur les mouvemens des contingens autrichien et prussien, sur la marche du corps que le général Loison avait amené de Kœnigsberg, et qui devait se diriger sur Ochsmiana, enfin sur la situation des contrées où la retraite allait porter l'armée.

D'après les rapports de son ministre, Napoléon n'eut plus aucun doute sur la sûreté des communications établies entre l'armée et Wilna, entre Wilna et l'empire, et il fit partir pour Paris le baron de Montesquiou, aide-de-camp du prince de Neufchâtel. Cet officier était chargé d'une mission verbale de l'empereur pour l'impératrice; ce qu'il était chargé de dire préparait à la récep-

tion du fatal bulletin. Il devait repartir aussitôt après avoir reçu les ordres de l'impératrice, et revenir en toute hâte au quartier-général de l'empereur, dont il ignorait le prochain départ. Le 5 décembre, le quartier-général fut porté à Smorgony. L'empereur convoqua ses maréchaux, et en leur présence il confia le commandement général à son beau-frère le roi de Naples. Son choix s'était porté d'abord sur le vice-roi d'Italie, qui sous tous les rapports eût été plus agréable à l'armée. Le prince de Neufchâtel représenta, dit-on, que le roi de Naples ne pouvait être sous les ordres du vice-roi. Peut-être aussi par un orgueil bien singulier dans de telles circonstances, ne voulait-il pas lui-même, en ce qu'il était prince souverain, servir comme major-général d'un prince qu'une couronne ne mettait pas au-dessus de tous. On le dit alors au quartier-général. Quoi qu'il en soit, la popularité que la bravoure si universellement reconnue du roi Joachim lui donnait dans l'armée, décida l'empereur, qui ne pensa point assez qu'une retraite n'était point une bataille, et encore moins une invasion.

L'empereur avait mandé à Smorgony le comte Hogendorp, gouverneur de Wilna. Le duc de Bassano, qu'il avait informé de son départ, avait ordre de venir au-devant de lui. Le ministre lui avait adressé l'état des magasins de tout genre qui avaient été formés par ses soins. Napoléon

s'était ainsi assuré qu'à son arrivée à Wilna l'armée trouverait d'abondantes provisions de pain, de viande, d'eau-de-vie, de fourrage, d'effets d'habillement, d'armement, et de médicamens, indépendamment des convois d'approvisionnemens qui se dirigeaient de la Samogitie et des bords du Niémen sur des traîneaux, dont les routes étaient couvertes. Il devait croire que ses troupes nourries, habillées, reposées, réorganisées, tiendraient assez long-temps dans Wilna pour arrêter l'armée russe; cette armée était aussi épuisée que l'armée française. Car on sut depuis, que dix mille hommes de troupes russes, qui n'avaient point combattu pendant la campagne, n'arrivèrent à Wilna qu'au nombre de sept cents hommes présens sous les armes. Toutes les dispositions de l'empereur furent donc prises dans la supposition ou plutôt dans la certitude que son armée s'arrêterait à Wilna, et ne dépasserait pas la barrière du Niémen.

A la vérité le froid n'avait pas encore acquis le degré d'intensité qui survint tout à coup, la nuit du départ de l'empereur, et l'armée était loin d'avoir éprouvé les pertes immenses qu'elle eut à déplorer depuis. La garde impériale conservait encore son admirable ensemble, et elle continuait d'être l'exemple et le bouclier de l'armée. L'empereur pouvait croire aussi que les corps venus de la Dwina étaient à peu près intacts, et

rallieraient à Wilna les hommes que la rigueur de la saison et le défaut de subsistances avaient depuis peu de jours séparés de leurs drapeaux. En effet, ces corps n'avaient commencé le mouvement rétrograde que depuis la Bérésina ; il devait donc être entièrement tranquille sur le sort de l'armée en la quittant.

Aussi, loin d'avoir eu seulement la pensée de l'évacuation de Wilna, toutes ses dispositions, tous ses ordres, toutes ses instructions portaient le caractère de la conservation de cette ville et du Niémen à son armée. Napoléon ne pouvait prévoir les mouvemens extraordinaires que devaient opérer inopinément les contingens de la Prusse et de l'Autriche. Ainsi donc, tout-à-fait convaincu de l'abondance des magasins de Wilna, et entièrement rassuré par la jonction des renforts venus de France, avec les débris de Moscou et les corps de la Dwina, l'empereur Napoléon fit avec confiance ses adieux au roi de Naples, au vice-roi d'Italie, à ses maréchaux, et partit dans un traîneau avec le duc de Vicence. Il voyageait sous le nom de M. de Raynval, comme secrétaire du grand écuyer. Le grand maréchal Duroc, et le comte de Lobau, aide-de-camp de l'empereur, le suivirent et arrivèrent deux jours après lui à Paris, ainsi que le baron Fain, secrétaire du cabinet.

Ce départ fut calomnié et traité de désertion par les ennemis de la France, par ceux qui avaient

ainsi qualifié le départ d'Égypte, par ceux enfin, qui, de tout temps, avaient iniquement jugé ou traîtreusement servi la fortune de l'empereur.

L'historien accepte la comparaison. Le général Bonaparte avait quitté l'Égypte dont l'étonnante conquête était terminée, pour obéir au cri de la patrie dont l'étranger menaçait l'indépendance, et pour venir renverser l'anarchie directoriale, sous laquelle, depuis son absence, la France était malheureuse et vaincue. Mais indépendamment de ce grand intérêt, dont on aurait sans doute le droit de lui contester la mission, la conservation de l'armée d'Égypte et de sa conquête à la France était la puissante raison d'état qui justifiait son départ. D'ailleurs il avait laissé à l'armée et à l'Égypte le plus grand homme de guerre après lui, le général Kléber. La situation de l'armée française en Égypte, et les dispositions du Directoire pour cette armée étaient telles, qu'à Bonaparte seul appartenait de plaider la cause de l'expédition auprès du gouvernement, et de démasquer la funeste jalousie qui pouvait rendre la possession de l'Égypte fatale à ses conquérans. C'était alors la France entière qu'il avait le courage d'aller prendre pour juge entre le Directoire et lui, pour la conservation de sa plus belle colonie, et pour le salut d'une armée française victorieuse au delà des mers, à douze cents lieues de la patrie.

C'était aussi pour sauver une armée française à

cinq cents lieues de sa capitale, que Napoléon quittait cette armée en 1812, et alors il était à lui seul, et le général en chef responsable, et le gouvernement. En effet, l'empereur Napoléon, après une campagne glorieuse dont les élémens seuls venaient d'anéantir tous les succès, s'éloignait momentanément d'une armée incapable d'agir, pour aller en demander une nouvelle au peuple français, que lui seul pouvait défendre, et contre lequel le Nord tout entier s'était mis en marche. Il savait bien que comme souverain il se devait encore plus à la France qu'il ne pouvait se devoir à l'armée comme général, et que c'était seulement du sein de sa capitale, après le désastre de Moscou et la conspiration de Mallet, qu'il pouvait comprimer cette malveillance implacable, qui s'attache aux revers comme l'adulation s'attache aux prospérités.

En rentrant en France, Napoléon fit tout ce que la politique et la raison pouvaient conseiller de plus utile et de plus noble. « Je suis plus fort, disait-il, en parlant du haut de mon trône aux Tuileries, qu'en donnant des ordres à la tête d'une armée que le froid a détruite. »

Il n'ignorait pas non plus les périls qui pouvaient le menacer, et qui peut-être l'attendaient déjà sur sa route. Ce départ si audacieux de la part d'un tel homme et en de telles circonstances fut un grand acte de dévouement. Le conquérant de l'Europe malheureux la traversait seul dans

les états encore occupés par la France, pour aller ressaisir la victoire et la fortune, et pour reconquérir enfin sur les hommes cette suprématie dans la guerre, à laquelle seulement il pouvait devoir le grand œuvre de la paix générale, objet constant de ses travaux militaires, depuis la rupture du congrès d'Amiens. Mais la fortune réservait au monde un étrange et terrible spectacle; car, au nom de la liberté des peuples, elle devait donner les rois pour juges au dominateur des rois, tandis qu'au nom de la victoire elle devait donner les peuples pour victimes à ces rois qu'ils avaient secourus. Mais aussi les peuples, trompés dans leurs efforts et dans leurs espérances, devaient honorer par de longs regrets celui qu'ils auraient abattu : comme si la chute d'une telle gloire était une sorte de sacrilége qui dût retomber sur ses auteurs!

Quelques heures après le départ de Napoléon, un événement militaire pensa lui être fatal : il arriva à minuit à Ochsmiana, petite ville où le général Loison devait être en position avec une belle réserve d'infanterie et de cavalerie pour protéger la retraite de l'armée. Mais les dispositions de ce général avaient été si mal prises, que deux à trois cents cosaques, sous les ordres du partisan Seslawin, y avaient fait une irruption et avaient tué quelques sentinelles jusque sur la place de la ville, où ils avaient pénétré

sans coup férir, et ils venaient de se retirer à peu près sains et saufs au milieu d'un corps de dix mille Français. Il s'en fallut de bien peu que l'empereur n'arrivât au milieu de ce tumulte; il fut justement indigné que le général Loison se fût laissé surprendre de force par une bande d'éclaireurs, par des hommes qui n'avaient jamais osé aborder en face même nos traînards, quand ceux-ci étaient réunis au nombre d'une douzaine d'hommes armés. Certainement cette réserve fraîche et nombreuse suffisait pour arrêter plus tard la marche tâtonneuse des Wittgenstein et des Kutusoff, qui avaient laissé accabler, au glorieux combat de la Bérésina, les vieilles bandes de l'armée de Turquie, commandées par l'amiral Tchitchagow.

Le duc de Bassano était venu au-devant de l'empereur, d'après ses ordres. Napoléon le fit monter dans son traîneau, et, arrivé à Wilna, il s'arrêta trois quarts d'heure pour travailler avec ce ministre; il le chargea spécialement de décider le roi de Naples à s'arrêter au moins huit jours à Wilna : « Dites-lui bien qu'il ne tient qu'à lui de faire prendre à la retraite une face nouvelle : dites-lui que le salut de l'armée est là, et que je compte sur lui. » En effet, l'empereur acquit lui-même la certitude, que les magasins de Wilna renfermaient des ressources de toute espèce pour une armée de cent mille hommes pendant quarante jours !

Avant d'entrer à Varsovie, Napoléon visita les fortifications de Praga ; le peu d'heures qu'il passa dans cette ville fut employé à travailler avec le président du conseil et les ministres du grand duché, auxquels il donna des instructions; il leur assura aussi des secours en argent, pour satisfaire à ce qu'exigeaient les circonstances. Le 14, dans la nuit, l'empereur arriva à Dresde; il descendit chez le baron de Serra, son ministre, où le roi de Saxe vint le voir immédiatement après son arrivée.

L'empereur dicta au duc de Vicence et au baron de Serra des dépêches aux différentes cours et des ordres de toute nature, qui furent expédiés à l'armée, à Wilna, à Berlin, à Vienne. Il envoya aussi un courrier porteur de la lettre suivante à S. M. l'empereur d'Autriche.

Dresde, 14 décembre 1812.

« Monsieur mon frère et mon très-cher beau-père,

» Je m'arrête un moment à Dresde pour écrire à votre majesté et lui donner de mes nouvelles. Malgré d'aussi grandes fatigues, ma santé n'a jamais été meilleure. Je suis parti le 5 de ce mois, après la bataille de la Bérésina, de Lithuanie, laissant la grande armée sous les ordres du roi de Naples, le prince de Neufchâtel continuant à faire les fonctions de major-général. Je serai dans quatre jours

à Paris ; j'y resterai les mois d'hiver pour vaquer aux affaires les plus importantes. Peut-être votre majesté jugera-t-elle utile d'y envoyer quelqu'un en l'absence de son ambassadeur (*le prince de Schwartzemberg*) dont la présence est utile aux armées.

» Les différens bulletins que le duc de Bassano n'aura pas manqué d'envoyer au comte Otto auront instruit votre majesté de la marche des affaires. Il serait important, dans ces circonstances, que *votre majesté rendît mobile un corps de Gallicie et de Transylvanie, en portant ainsi vos forces entières à soixante mille hommes*. J'ai une pleine confiance dans les sentimens de votre majesté. L'alliance que nous avons contractée forme *un système permanent dont nos peuples doivent retirer de si grands avantages, que je pense que votre majesté fera tout ce qu'elle m'a promis à Dresde pour assurer le triomphe de la cause commune, et nous conduire promptement à une paix convenable.*

» Elle peut être persuadée que, de mon côté, elle me trouvera toujours prêt à faire tout ce qui pourra lui être agréable, à la convaincre de l'importance que j'attache à nos relations actuelles, et à lui donner des preuves de la plus parfaite estime et haute considération avec laquelle je suis, de V. M. le bon frère et beau-fils.

» NAPOLÉON. »

L'empereur Napoléon ignorait encore ce qui se passait au contingent autrichien, commandé par le prince de Schwartzemberg. La confiance qu'il témoigne à son beau-père dans une position aussi grave est pleine de dignité, et le rappel des promesses de Dresde, où l'empereur d'Autriche était venu le voir à son passage, est d'une éloquence de situation bien remarquable. La cause était commune à Dresde au mois de mai, sous la condition du succès. Au mois de décembre, à Vienne, elle était déjà séparée. La confiance de Napoléon malheureux, dans la fidélité de son beau-père, n'est point une faiblesse, elle est le témoignage d'une grande générosité de caractère.

Peu de jours après, Napoléon, dans le même sentiment de confiance que lui avaient laissé sans mélange d'aucune inquiétude, et l'abondance de Wilna et l'alliance de la maison de Prusse, également incapable de douter de lui-même et de ses alliés dans une situation où il croyait avoir le plus de droits à leur fidélité, écrivit de Paris au prince de Neufchâtel :

« Mon cousin, je vois avec peine que vous ne vous soyez pas arrêté à Wilna sept à huit jours, afin de profiter des effets d'habillement, et rallier un peu l'armée. *J'espère que vous aurez pris position sur le Pregel.* Nulle part il n'est possible d'avoir autant de ressources que sur cette ligne et à Kœnigsberg. *J'espère que les généraux Schwart-*

zemberg et Régnier auront couvert Warsovie. La Prusse se prépare à envoyer des renforts pour couvrir son territoire. Sur ce, etc. »

Ainsi Napoléon, loin de douter de la Prusse et de l'Autriche, comptait sur ces deux puissances comme sur deux solides auxiliaires. Habitué qu'il était à ce que son cabinet ne fût que l'action de sa pensée, à son exemple il établissait toutes ses espérances, toutes ses certitudes sur le caractère personnel des souverains ses alliés. Sa prévoyance si exercée ne pouvait aller jusqu'à deviner que les rois seraient égarés par leurs cabinets, les cabinets entraînés par les armées, et les armées poussées et recrutées volontairement par les peuples. Ces grandes défections de nations donneront un caractère particulier aux événemens qui vont suivre.

Le 15, avant le jour, l'empereur était sur la route de Leipsick et de Mayence. Il s'arrêta à Erfurth, où l'attendait le baron de Saint-Aignan, son ministre près les cours ducales de Saxe. Ce fut dans cette ville qu'il quitta son traîneau pour prendre la voiture de M. de Saint-Aignan, et continuer son voyage.

CHAPITRE II.

Arrivée et séjour de l'empereur Napoléon à Paris. — Nouvelles de la retraite. — Composition et mouvement de la nouvelle armée.

M. de Montesquiou, qui avait été expédié de Molodetschno pour Paris, y était arrivé le 15, et après avoir reçu les ordres de l'impératrice, il s'était remis en route peu d'heures après, et avait, à son grand étonnement, rencontré l'empereur à une lieue au delà de Mayence. Le 19, après minuit, Napoléon arriva aux Tuileries. Le lendemain, à la pointe du jour, la salve accoutumée annonça son retour à la capitale, et le lever eut lieu suivant l'usage : ce lever fut nombreux. Une impatience inquiète était peinte dans tous les regards ; ils se portaient avec avidité sur l'empereur pour deviner le fatal secret dont personne n'osait demander la révélation. Toutes les familles de la grande-armée semblaient représentées à cette audience par les personnages qui avaient le droit d'y assister. Ce jour il n'y eut pas de courtisans, le palais ne vit que des Français malheureux. Dans les conversations que l'empereur eut avec ses ministres, il aborda franchement le récit des malheurs de l'armée. Le vingt-neuvième bulletin

avait plutôt exagéré qu'affaibli la vérité, à l'époque où il fut expédié. Napoléon fut loin de chercher à atténuer l'effet de ce bulletin, et cependant il avait quitté Wilna avec la pleine conviction que l'armée ne serait pas obligée d'aller au delà, et qu'elle pouvait réunir assez de forces pour arrêter la marche des Russes. En tenant un pareil langage, peut-être Napoléon avait-il la pensée que, quand la vérité serait parvenue aux familles, des consolations individuelles allégeraient le poids de l'infortune générale, et laisseraient encore à la patrie de glorieuses espérances. On doit croire que telle fut son intention; et alors un tel aveu était aussi politique que courageux, surtout quand après l'avoir fait il parla de venger la France. Cette audience fut dramatique. Pour la première fois, Napoléon avait à rendre compte de l'adversité; mais il s'expliqua en souverain et en citoyen, et il n'abaissa pas un seul moment celui qui seul pouvait encore défendre la patrie.

Cette première journée, malgré la fatigue de quatorze jours et de quatorze nuits de voyage, fut employée en conférences avec l'archi-chancelier, avec les ministres de l'intérieur, de la guerre et de la police. Napoléon était dévoré du besoin d'approfondir la cause et de connaître toute la nature de cet événement, dont l'audace et le péril avaient pu seuls le distraire des désastres de la fatale retraite. Il sentait cette plaie

douloureuse depuis Smolensk ; elle s'était ulcérée pendant les rigueurs de toute nature dont ce long voyage avait été fatigué. Pour être guérie, cette plaie avait besoin d'être renouvelée : ce mal profond et caché, c'était la conspiration Mallet. Au sein de son palais surtout, environné de troupes, de courtisans, des grands de l'empire, des membres du sénat, de ses ministres, d'un million de sujets, auprès de l'impératrice et du roi de Rome, la stupeur de cet attentat, qu'il était hors de sa nature de prévoir, le frappait involontairement. Rien en effet, ni à la tête des naufragés de Moscou et voyageant sur leurs débris, ni sur ce trône qu'il était revenu saisir, comme s'il eût pu être vacant, rien ne pouvait produire, sur un homme aussi amoureux et aussi sûr de son pouvoir, une impression plus profonde et plus tyrannique que la conspiration du général Mallet. Il l'examina, et s'en fit rendre compte dans les plus minutieux détails. Jamais une affaire qui lui fût plus directe n'avait été portée devant lui, et il la jugea comme une simple affaire d'état, ce qu'elle était au plus haut degré. Ce qui le blessa plus profondément que l'entreprise elle-même, ce fut la faiblesse du préfet de la Seine, dont la conduite fut l'effet de la plus déplorable crédulité. Il ne pouvait concevoir *que le premier magistrat civil de la capitale se fût fait subitement et sans opposition*, disait-il, *l'agent d'une révolution, plutôt que d'aller se ran-*

ger près du fils et de la femme de son souverain à qui il avait prêté serment. Le lendemain, à l'audience du conseil d'état, rempli de cette pensée, il dit : « Le conseil d'état d'un grand empire doit, à l'exemple des présidens Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le souverain, le trône et les lois. La plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt au champ d'honneur, si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souverain, le trône et les lois, n'était pas plus glorieuse encore. » Le préfet de la Seine est conseiller d'état, l'empereur veut qu'il soit jugé par ses pairs : le conseil est convoqué extraordinairement. Napoléon ordonne une instruction régulière, et il exige le vote individuel et séparé de chacun des membres. Ils ne peuvent absoudre leur collègue. Le préfet de la Seine, éloigné des affaires, est remplacé par le comte de Chabrol, alors préfet de Savone. Rien n'échappe à la sagacité de l'empereur dans l'examen qu'il fait de cette question, dans cette enquête qu'il fait aussi sur lui-même. « La révolution n'est pas morte, dit-il; ma dynastie n'a pas pris racine parmi les membres de mon conseil!! » Quinze mois après, sa dynastie était proscrite par son sénat, et le lendemain par une partie de son conseil. Cependant son sénat, proclamant d'enthousiasme et d'urgence la doctrine de l'hérédité, s'empresse de prévenir la pensée de Napoléon; il lui demande

et il obtient de faire couronner le roi de Rome et l'impératrice : les ordres sont donnés pour remplir magnifiquement les ordres du sénat.

Le dimanche 20, l'audience fut consacrée aux réceptions de tous les ordres de l'état. Les harangues prononcées au pied du trône firent retentir le palais des félicitations données au retour du maître; mais l'adulation, en se taisant sur les pertes de l'armée, était par cela seul un double outrage à la nation et à son chef. Toute la France pleurait, et l'empereur n'avait besoin ni d'être flatté ni d'être consolé. Il avait tout dit la veille au lever; il avait tout vu en Russie et en Pologne, et il n'avait rien oublié.

Sorti invulnérable, et revenu tout entier du désastre de Moscou, un génie de cette proportion était naturellement entraîné à ne plus espérer qu'en lui seul, ou plutôt à confondre, s'il le fallait, la ruine du monde avec la sienne. Il foulait encore la terre héroïque d'où était sortie, vingt ans auparavant, sa fortune tout armée, et il retrouvait des forces nouvelles sur le sol de la France. Subitement placé entre la perte non de sa gloire, mais de son armée et le salut de tout l'empire, il voulait reconquérir cette fortune dont il éprouvait la première trahison, et il se persuada plus que jamais qu'il était à lui seul la patrie toute entière.

La France le croit avec lui. Elle retrouve, dans

la prodigieuse activité qui signala pendant trois mois le retour de Napoléon, le génie miraculeux de l'époque consulaire. Il lui semble que, rajeuni par les revers, il recommence pour elle la carrière d'une nouvelle prospérité, qui sera encore donnée aux Français par la victoire. Les conseils se multiplient sous son infatigable activité. Le cercle des heures paraît s'étendre à sa volonté pour embrasser les travaux d'un long espace. Il n'a pas le temps de prévoir, et il exécute. Sa pensée et son action partent du même jet. Tous les besoins de l'empire lui sont présens avec toutes ses ressources, et c'est en cela qu'il voyait la patrie en lui seul, parce que rien ne lui échappait d'aucun des intérêts de la France, dans le militaire, dans l'administration et dans la politique. Il fatiguait, et il électrisait chaque jour les membres de ses conseils. Des dispositions civiles, des mouvemens militaires, des décrets, des sénatus-consultes, des traités même, tels que le concordat de Fontainebleau, donnaient au peuple le bulletin de la journée de Napoléon. Il ne quittait le cabinet que pour paraître aux réceptions diplomatiques, aux cercles de sa cour, ou à la revue de ses troupes. Sa vie était continuellement publique et employée au salut de la France. Ses loisirs même, courts instans dérobés aux intérêts de la nation, étaient consacrés à des sentimens qu'elle avait adoptés avec ivresse. Le

sourire d'un enfant, les premiers mots de ce fils que la gloire avait nommé à sa naissance roi de la capitale de l'ancien monde, donnaient un gage de plus à la France dans l'énergique affection de l'amour paternel. Et quand le sénatus-consulte du 12 janvier 1813 mit à la disposition de Napoléon une armée de trois cent cinquante mille hommes, le génie de la guerre reprit tout son empire sur les Français.

Une mémoire toute patriotique rappelôit hautement les triomphes de Valmy, de Jemmapes et de Fleurus, qui répondirent aux insolens manifestes du duc de Brunswick. On opposait la ruine de la première coalition aux menaces de celle que l'on allait combattre, et à ce souvenir des grands faits d'armes et des grands capitaines qui avaient fondé l'indépendance française, on se lança de nouveau avec enthousiasme dans la carrière des périls et des exploits, qui seuls pouvaient l'assurer encore. A l'exemple du sénat romain, le peuple français remerciait le général vaincu de n'avoir point désespéré du salut de la patrie : « L'honneur national, disait-on, n'a point été frappé par les élémens, qui seuls ont détruit l'armée. Que la paix soit le prix de la guerre : que la patrie, tout en honorant de ses pleurs l'armée qu'elle a perdue, soit heureuse et fière d'en donner une nouvelle ! » Et en effet on ne voulait pas recevoir la paix : on voulait la conquérir, et

comme aux premières années de la république, devoir à la gloire des armes la fortune de l'empire.

Ces sentimens généreux n'étaient pas seulement ceux de la mère-patrie. De toutes les parties de l'empire, où la terreur de la future sainte-alliance n'était point parvenue, un concert de dévouement et de confiance, apporté aux pieds du trône de Napoléon par d'illustres députations, des adresses signées au nom des populations adoptives de l'empire par les hommes les plus distingués et les plus influens, donnaient à l'histoire le manifeste témoignage, non-seulement de l'importance d'un grand homme sur la destinée de tous, mais de la part que tous voulaient prendre dans ses périls, pour les détourner de celui dont la grandeur avait conquis leur fidélité. Ces hommages inouïs que rien n'imposait à ces peuples, uniquement gardés alors par nos lois civiles et par leurs sermens, les vœux plus que désintéressés, les démarches courageuses faites hautement sous les yeux des plus redoutables témoins, de ces gouvernemens, qui menaçaient déjà les généreux courtisans de cette haute infortune, ces gages spontanés du patriotisme français de vingt nations étrangères, jettent une immense lumière sur le besoin que les vastes incorporations de l'empire avaient de la conservation de Napoléon. Ces masses d'hommes, subitement éclairées par une prévision singulière, avaient donc deviné

qu'elles allaient perdre leurs noms de peuples et jusqu'au langage de leur patrie! Ainsi, pendant que Napoléon était trahi sous son drapeau par ceux qui étaient venus solliciter dans sa tente l'honneur de concourir avec lui à la dernière conquête du continent européen, il était recherché, assiégé dans ses revers par la fidélité de ceux à qui ces mêmes revers n'ôtaient rien, et qui ne pouvaient gagner, au retour des prospérités de l'empereur des Français, que la continuation de leur soumission. Ces innombrables et pathétiques adresses que Napoléon reçut après le désastre de Moscou sont sans doute le monument le plus éloquent de la conscience des hommes. Ce sont de terribles documens historiques à opposer aux arrêts des cabinets *contre l'ennemi commun.*

CHAPITRE III.

Concordat de Fontainebleau.

Napoléon avait conçu le projet d'investir les papes d'une immense puissance spirituelle, à l'exclusion de toute puissance temporelle. Cette grande idée était une des bases principales de cette réformation européenne, à laquelle il travaillait sans relâche et sans témoins depuis son avénement à l'empire. Un seul Code, une seule cour de cassation, un seul poids, une seule monnaie étaient des élémens déjà préparés pour établir cette puissance nouvelle. La loi du blocus continental ne devait donner également à l'Europe qu'un seul ennemi, et après la soumission de la Russie, la loi d'une seule croyance religieuse eût complété peut-être ce vaste système d'unité qu'aucun conquérant des temps anciens et modernes n'avait encore aperçu. La réunion de l'église grecque à l'église latine n'était point une combinaison étrangère à Napoléon, qui avait depuis long-temps médité l'affranchissement de la Grèce; cette réunion était un résultat aussi probable à espérer de la campagne de Moscou, que celle de l'église réformée. Victorieux en Russie, Napoléon revenait maître de l'Allemagne protes-

tante, et aurait eu tout à coup pour auxiliaires tous ses co-religionnaires d'Autriche, d'Italie, d'Espagne et de Portugal; il aurait rendu alors à l'église catholique sa signification primitive d'église universelle.

Le procès de la Turquie d'Europe était jugé depuis long-temps. La sentence avait été renouvelée à Tilsitt par des articles secrets. L'odieux mahométisme eût disparu à jamais de la terre européenne, et l'empire du christianisme, reconquis et réédifié par Napoléon, eût placé sur sa tête la couronne d'un nouvel empire d'Occident.

En grand tacticien politique, déjà Napoléon préparait les approches du luthéranisme par le projet qu'il avait eu de proposer à l'ambition du Vatican l'établissement de plusieurs évêchés sur les côtes occidentales de l'Allemagne. C'était un blocus catholique qu'il méditait contre la patrie luthérienne. Dans les premiers jours de 1808, il avait demandé au pape l'établissement d'un patriarche en France, et l'abolition du célibat des prêtres; c'était largement expliquer sa pensée à la cour de Rome. Depuis, cette idée grandit encore dans sa vaste tête, et il conçut celle du patriarche universel de la chrétienté, celle du pape résidant près de lui dans la future capitale de l'Europe.

On s'est étonné pourquoi Napoléon n'avait pas établi le protestantisme en France sous le consulat! La réponse à laquelle on s'attend le moins

est peut-être la plus forte, c'est que Napoléon était lui-même très-catholique. De plus il avait retrouvé la France telle, malgré les opinions philosophiques et les persécutions révolutionnaires, et il avait pour la guerre civile une horreur, qui ne lui permettait pas de donner lui-même le signal d'une guerre religieuse. La Vendée avait été le théâtre de ces deux fléaux, qui avaient marché de front constamment contre la révolution; et malgré la pacification de cette malheureuse contrée, ses plaies étaient encore loin d'être fermées. Napoléon devait craindre encore de se rendre ennemi de la classe populaire, qu'il attacha depuis à son gouvernement et à sa gloire par des liens si forts, que sa mémoire n'y périra jamais. Enfin, sans doute aussi, le protestantisme, religion toute républicaine, ne lui présentait-il pas les moyens dont il avait besoin pour exécuter ses projets sur l'Europe et sur la France elle-même?

L'idée mère de tous les démêlés entre Napoléon et le souverain pontife n'était donc pas l'expédition des bulles en trois mois ou en six mois pour les évêques nouvellement nommés; c'était la séparation éternelle du temporel et du spirituel dans la royauté pontificale. L'élévation extraordinaire de la puissance spirituelle du pape, sa prédomination sur les diverses communions de l'Europe, étaient la compensation de ce sacrifice, et le moyen de rendre cette dernière création directement

utile au plan que Napoléon avait formé de recréer la vieille Europe, était l'établissement du saint siége devenu universel, dans le palais métropolitain de la capitale du grand empire. « J'allais relever le pape outre mesure, disait Napoléon à Sainte-Hélène, l'entourer de pompes et d'hommages, je l'eusse amené à ne plus regretter son temporel, j'en aurais fait une idole; il fût demeuré près de moi, Paris fût devenu *la capitale du monde chrétien*, et j'aurais dirigé le monde religieux ainsi que le monde politique. C'était un moyen de plus de resserrer *toutes les parties fédératives de l'empire*, et de contenir en paix tout ce qui demeurait au dehors. J'aurais eu mes sessions religieuses comme mes sessions législatives. Mes conciles eussent été la représentation de la chrétienté; les papes n'en eussent été que les présidens; j'eusse ouvert et clos les assemblées, approuvé et publié leurs décisions, comme l'avaient fait Constantin et Charlemagne; et si cette suprématie avait échappé aux empereurs, c'est qu'ils avaient fait la faute *de laisser résider loin d'eux les chefs spirituels*, qui ont profité de la faiblesse de ces princes, ou de la crise des événemens, pour s'en affranchir et les soumettre à leur tour. » Cette confidence importante éclaircit une partie de la scène où se cache l'histoire secrète de ce géant politique.

Ainsi Napoléon avait voulu être à la fois César,

Constantin et Charlemagne, et fondre dans son histoire les trois plus grandes époques de celles du monde. Quel refuge reste-t-il à la pensée, en songeant que trente jours de moins passés à Moscou ne retardaient peut-être que d'une campagne l'accomplissement de la transmutation politique et religieuse de l'Europe, et la loi de la paix imposée à l'Angleterre? Une simple erreur de l'esprit, une espérance trompée, ont dérobé ce grand spectacle à l'univers.

La marche de Napoléon pour atteindre ce but prodigieux de ses travaux était silencieuse et puissante comme celle du temps. Il attendait le moment favorable pour accomplir cette révolution des cultes et des empires, et il était loin de chercher à anticiper sa maturité par des actes émanés de sa puissance. Aussi ce ne fut point par son ordre qu'en 1810 le pape fut enlevé au palais Quirinal. Cette violation eut lieu le 6 juillet, le jour où il remportait la victoire de Wagram. Ce fut au palais de Schöenbrunn qu'il apprit cette expédition ordonnée par le roi Joachim et exécutée par le général Radet, commandant la gendarmerie à Rome. Joachim, roi de Naples, convoitait depuis long-temps la Marche-d'Ancône, et avait inutilement demandé à la consulte française le renvoi du pape; il profita de l'éloignement et des opérations militaires de Napoléon pour satisfaire sa passion privée. Ce fait donne l'idée de

ce qu'était alors la grandeur de l'empereur des Français. Elle était portée si haut dans l'opinion de ses amis, comme de ses ennemis, que le détrônement, que l'enlèvement du souverain pontife par la gendarmerie, n'étaient aux yeux des rois lieutenans de Napoléon qu'une simple application de leurs attributions. On n'a plus de doute depuis long-temps sur l'auteur de cette étrange violation. On sait comment Napoléon faisait les affaires qu'il avait conçues lui-même. S'il avait ordonné l'enlèvement du pape, il n'en eût pas chargé une brigade de gendarmerie. Quelque violente qu'eût été une pareille détermination, elle eût été revêtue de formes politiques, et tout aurait été disposé sur la route du saint père, dont la destination eût été connue des grands fonctionnaires résidans en Italie. La pompe impériale aurait voilé le crime d'état. De grands honneurs pendant tout le voyage eussent apaisé l'étonnement des peuples. Au lieu de cela, le pape suivit sa route sans s'arrêter, et sans être arrêté jusqu'à Grenoble, traversant comme un simple prisonnier l'état de Toscane où régnait une sœur de Napoléon, et l'état de Piémont que gouvernait son beau-frère. Ni la grande duchesse Élisa, ni le prince Camille Borghèse, n'étaient prévenus du passage de l'auguste captif. Cette observation seule, réclamée par l'histoire, suffit pour répondre aux commentaires accusateurs qui assié-

gèrent alors le vainqueur de la maison d'Autriche, résidant au palais impérial de Schoënbrunn; car on se plaisait à répandre que l'enlèvement du saint père était la représaille de l'excommunication lancée le 10 juin précédent contre Napoléon et les membres du gouvernement de Rome. Il fallait ajouter alors, que cette excommunication, qui replaçait tout à coup l'Europe dans le moyen âge, semblait être une conséquence de la bataille d'Essling, qui, à Rome, mettait en doute les succès des Français contre la maison d'Autriche dans une guerre, que cette fidèle alliée du saint siége depuis la première campagne d'Italie, avait inopinément commencée pendant que Napoléon était à Bayonne.

Quelque mécontent que fût Napoléon de l'attentat commis sur la personne et sur la puissance du pape, il sentit qu'il ne pouvait publiquement désavouer son beau-frère, ni charger la faible tête du dignitaire de la petite royauté napolitaine d'un délit, qui eût soulevé contre lui ses propres sujets, détruit l'influence politique de la France en Italie, et laissé sans appui le gouvernement provisoire et purement civil de la consulte française à Rome. Il n'y avait d'ailleurs qu'un moyen de désavouer l'enlèvement du saint père, c'était de le renvoyer à Rome, et de lui rendre les légations, dont la restitution avait déjà été réclamée à l'époque du

sacre, d'autant que la bulle d'excommunication n'avait pour objet que le temporel. Napoléon trouva lui-même cette action si audacieuse, qu'il jugea avec raison que l'Europe ne pourrait l'attribuer qu'à lui seul; il ne lui restait donc plus qu'à en tirer parti.

Cependant les ordres de Vienne arrivèrent à Grenoble, et le 12 août, le pape était mis en possession du palais épiscopal de Savone; un service de la maison impériale y fut attaché avec cent mille francs par mois, et le frère du prince de Neufchâtel, le général César Berthier, fut nommé maître du palais pontifical. Mais le pape, autant par son propre caractère que par les conseils de ceux qui l'entourent, n'accepte du palais que la chambre qu'il y occupe, et refuse la dotation d'entretien qui lui est assignée; il refuse aussi la cathédrale de Savone, érigée en chapelle papale, et son modeste oratoire fait à son ennemi la guerre des miracles. Dès lors le pape fut déclaré martyr: il combattit dans sa captivité toutes les dispositions que Napoléon prenait pour son clergé, et enchaîna, par des décisions de toute nature, les anciens comme les nouveaux titulaires des siéges épiscopaux. Napoléon dut pourvoir à ces interdits par le gouvernement des vicaires apostoliques, et former auprès de lui une haute commission ecclésiastique.

Cependant l'empereur voulait terminer cette

lutte qui tenait le pape en captivité et en souffrance l'église française. En conséquence, en avril 1812, une députation fut envoyée à Savone par la commission, et entre autres propositions qu'elle devait faire au pape, se trouvait celle « d'établir des évêchés à Bois-le-Duc, à Rotterdam, à Hambourg, à Brême; d'instituer les évêques déjà nommés; de retourner à Rome, s'il voulait prêter le serment prescrit par le concordat; sinon de résider à Avignon, où il exercerait la souveraineté spirituelle; d'avoir à sa cour des résidens des puissances chrétiennes; de renoncer à la souveraineté temporelle de Rome. » La députation devait aussi informer le pape de la prochaine convocation d'un concile national. Le pape accepta presque toutes ces propositions par une note du 19 mai, qui ne fut point signée, et le concile s'assembla à Paris le 9 du mois de juin suivant. Il était composé de plus de cent évêques de toutes les parties de l'empire français. L'inquiétude résultant d'un acte aussi imprévu que celui de la convocation d'un concile, la prolongation de la captivité du pape, et par-dessus tout l'ignorance totale où les évêques étaient de tous les travaux préparatoires que la commission de Paris avait élaborés depuis deux ans, et celle des relations ouvertes avec Savone, jetèrent parmi les membres de cette assemblée, si étrangers les uns aux autres, une défiance qui se changea bien-

tôt en une sorte de conspiration contre le souverain qui les avait convoqués. La composition du bureau, comme il arrive dans toute assemblée, en désigne suffisamment l'esprit ; en effet, la captivité du pape, l'excommunication de l'empereur et le rejet des quatre propositions de Bossuet furent allégués. Napoléon fut obligé de dissoudre le concile ; mais, au bout de vingt-cinq jours, justement effrayé de la nouvelle opposition qui s'élevait contre lui, et dont l'influence pouvait devenir dangereuse à la tranquillité politique de l'empire, ce prince convoqua de nouveau les membres du concile, et le 5 août 1811, cette assemblée rendit un décret, qui confiait au métropolitain le droit de donner l'institution canonique aux évêques nommés par l'empereur, six mois après que leur nomination aurait été notifiée au saint père, et dans le cas où le pape n'aurait pas accordé l'institution. Une seconde députation fut nommée par le concile pour aller soumettre à Savone ce décret au souverain pontife, qui le confirma par un bref le 20 septembre suivant. Le pape écrivit même à Napoléon une lettre très-convenable, trois jours après. A la réception du bref, l'empereur en confia l'examen à plusieurs membres du conseil, et ils furent frappés de l'importante omission relative à ce même concile, auquel cependant ce bref était bien censé répondre, puisqu'il en confirmait le décret. Mais les affaires

ecclésiastiques sont d'une autre nature, ont une autre marche que les affaires simplement politiques. Le silence du pape sur le concile signifiait que le concile n'avait agi et n'avait pu agir que sous son inspiration, et par un effet de sa puissance pontificale : ce qui ôtait à cette assemblée toute son indépendance. Cette omission volontaire du saint père de toute mention sur le concile irrita Napoléon, qui voyageait alors en Hollande, et le décida non-seulement à refuser les bulles qui furent envoyées, mais même à laisser sans réponse la lettre du pape. Ainsi Napoléon, ayant de plus pour lui l'autorité d'un concile national, se trouvait replacé, vis-à-vis du souverain pontife, dans une position où les torts étaient loin d'être de son côté.

Tels furent sommairement les précédens de l'établissement du pape à Fontainebleau. En juin 1812, une frégate anglaise, qui parut dans le port de Savone, et qui dévoilait assez le projet d'enlever le saint père, nécessita sa translation dans l'intérieur de la France. Napoléon fut servi encore par cette circonstance. En éloignant le pape de l'Italie, il mettait fin aux relations ultramontaines, et à l'empire que le voisinage du souverain pontife en captivité devait exercer sur la population de l'Italie. Dans le palais de Fontainebleau finit la vie monastique de Savone. Sa sainteté y tint une cour ecclésiastique avec les honneurs de

à notre santé, et nous lui en rendons les plus vives actions de grâces, en l'assurant également que nous nous sommes réjoui d'avoir appris l'heureux état où se trouve votre majesté. Quand il lui plaira que nous nous voyions, comme elle en a la pensée dans sa lettre, nous lui exprimerons les mêmes sentimens, en y joignant de plus ceux que l'esprit du Seigneur nous mettra sur les lèvres.

» Cependant nous lui renouvelons le désir de voir terminer, avec l'aide de Dieu, les affaires importantes de la sainte église, qui sont l'objet de nos soupirs et de nos continuelles prières.

» La cordialité des expressions dont est remplie la lettre de votre majesté nous donne la consolante confiance que votre majesté nous donnera une nouvelle preuve de son amour pour nous et pour l'église, en nous ouvrant la route et en nous donnant les moyens pour obtenir un résultat si saint et si glorieux.

---

per la nostra salute, e gliene rendiamo vivissime azioni di grazie, assicurandola del pari, che noi ci siamo rallegrati nel aver udito l'ottimo stato di V. M. Qualora piacerà a V. M. che ci vediamo di persona, com' ella ne accenna nella stessa lettera, noi le renderemmo i medesimi sentimenti, con quei di più, che lo spirito del Signore ci metterà sulle labra.

» Frattanto riprofessiamo il nostro desiderio di vedere (*illisible*) e composti, mediante il divino ajuto, i rilevanti affari della santa chiesa, che sono l'oggetto dei nostri sospiri e delle continue nostre preghiere.

» Ainsi aidés par le souverain dispensateur de tout bien, et par son œuvre soutenus de la main bienfaisante et puissante de votre majesté, nous pourrons mettre aux pieds de Jésus-Christ, dont nous sommes sur la terre le vicaire indigne, l'édification des fidèles confiés à nos soins, et les précieux effets de cette paix qu'il nous laissa pour éternel héritage.

» Nous n'avons cessé d'implorer, et aujourd'hui, dans toute l'effusion de notre cœur, nous implorons pour votre majesté l'abondance des dons sacrés du Seigneur et ses célestes bénédictions.

» Pie PP. VII. »

» Le cordiali espressioni, di cui è ricolmo il foglio di V. M. ci mettono nella consolante fiducia, che la M. V. ci darà una prova del suo amore per noi e per la chiesa, nell' aprirci la strada e nel porgerci i mezzi per un sì santo e sì glorioso fine.

» Così noi assistiti dal sommo Datore d'ogni bene, e per di lui opera ajutati dalla benefica e possente mano di V. M., potremo portare ai piedi di Gesu Cristo, di cui siamo indegnamente il vicario quì in terra, l'edificazione dei fedeli alla nostra cura affidati, e i preziosi effetti di quella pace, che egli ci lasciò per eterna eredità.

» Noi incessatamente abbiamo implorato ed ora pure con tutta l'effuzione dell' animo nostro imploriamo sulla M. V. la copia de' sacri doni del Signore e le sue celesti beuedizioni.

» Fontainebleau, 31 décembre 1813.

» Pius PP. VII. »

Cette lettre est d'autant plus précieuse pour l'histoire, qu'elle prouve que la religion n'avait jamais été mise en question, qu'il n'existait aucune espèce d'animosité entre le saint père et Napoléon, et que le désastre de Moscou n'avait eu encore aucune influence sur les sentimens du pape. L'affaire qui était en litige entre eux était presque domestique, et elle n'existait que du pape à Napoléon; elle n'avait aucun reflet de politique étrangère; elle touchait à son terme par les rapports journaliers et d'office qui existaient entre le conseil du souverain pontife et les conciliateurs de Napoléon. Le conseil pontifical était composé des cardinaux de Bayanne, Fabrice Ruffo, Roveredo, Dugnani, Doria, de l'archevêque d'Édesse, indépendamment de plusieurs prélats de l'empire français et du royaume d'Italie. Les conciliateurs de Napoléon étaient bien choisis : c'étaient le fameux cardinal Maury, archevêque de Paris; M. Duvoisin, évêque de Nantes; M. de Barral, archevêque de Tours; M. Bourlier, du siége d'Évreux, le doyen de l'épiscopat, les évêques de Plaisance, de Feltre et de Faënza. Cette commission de conciliation était en permanence à Fontainebleau, et la négociation de la paix entre le pape et Napoléon avait enfin été amenée à la maturité de la conclusion la plus prochaine, puisque le pape n'était pas éloigné d'admettre, pour donner l'institution canonique aux nou-

veaux évêques, un délai de six mois, au lieu de trois mois que l'empereur avait proposés.

Sans doute il eût été naturel de croire que les graves circonstances où Napoléon se trouvait pour le salut de son propre empire ne fussent point favorables à la négociation d'un nouveau concordat, et que le captif de Fontainebleau dût hautement rejeter les propositions du fugitif de Moscou. Mais telle n'était point l'attitude des deux souverains vis-à-vis l'un de l'autre; ils en étaient toujours au même procès malgré les événemens. Seulement l'époque conseillait plus vivement à Napoléon de le terminer, afin que sa conclusion ne pût être entravée par les événemens prochains contre lesquels il armait d'avance et exclusivement toute sa pensée. Napoléon n'avait point vu le saint père depuis qu'il habitait le palais de Fontainebleau; leurs adieux dataient de l'époque du sacre, où le pape repartit pour Rome, sans avoir obtenu la restitution des légations, dont le recouvrement n'avait point été étranger à son voyage à Paris. Les temps étaient bien changés! Napoléon jugea profondément et habilement sa position. L'hôte, le captif de Fontainebleau lui parut un protecteur que la Providence lui avait ménagé auprès de l'Europe catholique, sur laquelle sa juste méfiance portait déjà d'inquiets regards. Aussi, dès son retour de Moscou, il s'était empressé d'écrire au saint père; et, d'après la ré-

ponse pleine de bénignité qu'il en avait reçue, il jugea favorable, pour conclure un dernier concordat, cet intervalle que la fortune lui accordait entre deux tempêtes.

Dans cette affaire il semble ne prendre conseil que de lui seul, et vouloir s'en réserver aussi toute l'exécution : c'est d'une partie de chasse à Gros-Bois que, le 19 janvier, il part tout à coup pour Fontainebleau, où l'on croit qu'il n'est pas attendu par le souverain pontife. Son arrivée émut le pape, et sa conversation le séduisit. Napoléon était doué d'une coquetterie d'esprit et de manières très-recherchées, quand il voulait persuader ceux qu'il ne pouvait craindre; car à ceux dont il avait raison de redouter la puissance, il n'opposait que sa volonté. A peine ces deux souverains ont-ils commencé leur entretien qu'il n'existe plus entre eux aucune forme, aucune trace de la moindre inimitié. Ils se sont tout dit à cette première entrevue, qui ouvre et fixe la négociation. Il est vrai que Moscou empêche Napoléon de proposer au pape la résidence de Paris, et de lui faire signer la cession des états romains; mais un moyen terme est adopté. Napoléon se croit encore assez fort pour refuser Rome au pape, et le pape pour refuser Paris; mais l'ancienne résidence pontificale d'Avignon est acceptée, et les bulles seront données aux nouveaux évêques par le pape, ou, à son défaut, par le métropolitain, six mois après la

notification de leur nomination au saint siége. C'est Napoléon lui-même qui dicte le concordat en présence du saint père. Ce traité, improvisé dans leur premier entretien, en est la conversation écrite.

Revenu de Moscou à Paris le 19 décembre, le 19 janvier, Napoléon, en moins de deux heures, a terminé la guerre pontificale. Ce fut une des plus belles victoires qu'il eût gagnées en personne.

Le lendemain l'impératrice avait rejoint l'empereur à Fontainebleau, où se transporta la cour des Tuileries pour donner plus d'éclat à cette affaire importante et pour honorer le souverain pontife. Quatre jours de conférences entre les conseils ecclésiastiques du pape et ceux de l'empereur donnèrent au traité le caractère de maturité, qui devait le rendre plus respectable; enfin le 29 janvier, le pape vint lui-même, en présence de toute la cour impériale et suivie de la sienne, apporter le concordat à l'empereur. Ce traité fut signé par les deux souverains avec la plus grande solennité.

Concordat de Fontainebleau.

« Sa majesté l'empereur et roi et sa sainteté, voulant mettre un terme aux différens qui se sont élevés entre eux et pourvoir aux difficultés survenues sur plusieurs affaires de l'Église, sont

convenus des articles suivans, comme devant servir de base à un arrangement définitif.

» ARTICLE PREMIER. Sa sainteté exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie, de la même manière et avec les mêmes formes que ses prédécesseurs.

» Art. II. Les ambassadeurs, ministres d'affaires des puissances près le saint père, et les ambassadeurs, ministres ou chargés d'affaires que le pape pourrait avoir près des puissances étrangères, jouiront des immunités et priviléges dont jouissent les membres du corps diplomatique.

» Art. III. Les domaines que le saint père possédait, et qui ne sont pas aliénés, seront exempts de toute espèce d'impôts; ils seront administrés par ses agens ou chargés d'affaires. Ceux qui seraient aliénés seront remplacés jusqu'à la concurrence de deux millions de francs de revenus.

» Art. IV. Dans les six mois qui suivront la notification d'usage de la nomination par l'empereur aux archevêchés et evêchés de l'empire et du royaume d'Italie, le pape donnera l'institution canonique, conformément aux concordats, et en vertu du présent indult. L'information préalable sera faite par le métropolitain. Les six mois expirés sans que le pape ait accordé l'institution, le métropolitain, et à son défaut, ou s'il s'agit du métropolitain, l'évêque le plus ancien de la province, procédera à l'institution de l'évêque lui-

même, de manière qu'un siége ne soit jamais vacant plus d'une année.

» Art. V. Le pape nommera, soit en France, soit dans le royaume d'Italie, à dix évêchés qui seront ultérieurement désignés de concert.

» Art. VI. Les six évêchés suburbicaires seront rétablis. Ils seront à la nomination du pape. Les biens actuellement existans seront restitués, et il sera pris des mesures pour les biens vendus. A la mort des évêques d'Agnani et de Rieti, leurs diocèses seront réunis auxdits six évêchés, conformément au concert qui aura lieu entre sa majesté et le saint père.

» Art. VII. A l'égard des évêques des états romains absens de leurs diocèses par les circonstances, le saint père pourra exercer en leur faveur son droit de donner des évêchés *in partibus*. Il leur sera fait une pension égale au revenu dont ils jouissaient, et ils pourront être replacés aux siéges vacans, soit de l'empire, soit du royaume d'Italie.

» Art. VIII. Sa majesté et sa sainteté se concerteront en temps opportun sur la réduction à faire, s'il y a lieu, aux évêchés de la Toscane et du pays de Gênes, ainsi que pour les évêchés à établir en Hollande et dans les départemens anséatiques.

» Art. IX. La propagande, la pénitencerie, les archives seront établies dans le lieu du séjour du saint père.

» Art. X. Sa majesté rend ses bonnes grâces aux

cardinaux, évêques, prêtres, laïques, qui ont encouru sa disgrâce par suite des événemens actuels.

» Art. XI. Le saint père se porte aux dispositions ci-dessus par considération de l'état actuel de l'église, et dans la confiance que lui a inspirée sa majesté qu'elle accordera sa puissante protection aux besoins si nombreux qu'a la religion dans les temps où nous vivons.

» Fontainebleau, le 25 janvier 1813.

» Napoléon. — Pius P. P. VII. »

L'article VIII est une preuve nouvelle que la pensée dominante de Napoléon pour la propagation du catholicisme a survécu au désastre de Moscou. Ainsi, quand les circonstances auraient été favorables, on ne s'en serait pas tenu aux siéges de Hambourg et d'Amsterdam. Le blocus catholique contre les luthériens d'Angleterre, et contre ceux de l'Allemagne, se serait sans doute étendu jusqu'à Dantzick, et peut-être jusqu'à cette dernière ville de la Baltique allemande, qui, après la conquête de la Prusse en 1807, resta pour tout royaume au roi Frédéric. Mais pour arriver à ce grand développement d'une politique si neuve, et sans doute si inattendue du saint père lui-même, il fallait que l'armée russe fût aussi complétement détruite en Allemagne par les armes de la France, que l'armée française l'avait été en Russie par les élémens.

Immédiatement après la signature du concordat, le pape ayant été reconduit dans ses appartemens, l'empereur, afin de donner au saint père une nouvelle garantie des sentimens qu'il professait pour sa sainteté, et pour détruire dans l'âme de ce prince vénérable tout ce qui aurait pu contribuer à en altérer la sérénité, s'empressa de lui écrire la lettre suivante :

L'empereur au pape Pie VII.

« Très-saint père, votre sainteté m'ayant paru craindre, au moment de la signature des articles qui mettent un terme aux divisions qui affligent l'église, que cela ne portât une renonciation implicite à ses prétentions sur les états romains, je me fais un plaisir de l'assurer par la présente que, n'ayant jamais cru devoir lui demander une renonciation à la souveraineté temporelle des états romains, votre sainteté ne peut avoir la crainte que l'on puisse penser qu'elle a renoncé ni directement ni indirectement, en signant lesdits articles, à ses droits et prétentions. C'est avec le pape, en sa qualité de chef de l'église dans les choses spirituelles, que j'ai traité. Sur ce, très-saint père, je prie Dieu qu'il vous conserve longues années au gouvernement de notre mère la sainte église.

» Fontainebleau, le 25 janvier 1813.

» Napoléon. »

L'heureuse conclusion de cette importante négociation fut, à Fontainebleau, le signal d'une foule de faveurs, que Napoléon répandit avec profusion sur les cardinaux et sur la cour du pape. Entraîné par sa générosité naturelle, l'empereur alla au-devant du désir du saint père, et rappela d'exil les quatorze cardinaux qui avaient refusé d'assister au mariage. Ce fut à Fontainebleau, qu'après le départ de l'empereur ils vinrent faire usage de la liberté qu'il leur avait rendue. Ainsi le 25 janvier 1813 fut pour Napoléon le jour d'une réconciliation solennelle, et il devait être l'époque d'une nouvelle amitié, d'une alliance d'autant plus inviolable, que, cimentée dans les adversités de Napoléon, elle pouvait être encore plus sacrée pour le vicaire de Jésus-Christ.

Mais le 27, Napoléon retourna à Paris, et le pape fut rendu aux ennemis de la religion et de la paix. Cependant le 13 février le concordat fut publié comme loi de l'état. Toutefois, les cardinaux et les prélats revenus d'exil n'avaient pardonné à Napoléon ni leur punition, ni leur pardon. Dans leur dispersement ils avaient été initiés dans les secrets de la conspiration du Nord, et ils se firent les instrumens de la vengeance des sectes, que leur souverain, et qu'eux-mêmes anathématisaient chaque jour au pied des autels. De retour auprès du pape, ils l'assiégèrent de terreurs et de scrupules. Ils lui présentèrent

comme un attentat contre la justice, dont la Providence allait frapper Napoléon par la main des hérétiques, le traité qu'il venait de faire avec lui. Missionnaires de la vengeance étrangère, ministres implacables de leur propre haine, ils parvinrent, par d'opiniâtres obsessions, et au nom de celui qui ordonne le pardon, et qui prescrit la paix et la fidélité, à flétrir dans le cœur du saint père l'instrument de concorde et de justice que sa main vénérable venait de consacrer à l'obéissance et au respect des fidèles. Ils réveillèrent dans son âme ces intérêts temporels, qui étaient l'uique objet de leurs regrets, et dont le pape venait de faire le généreux sacrifice à l'union catholique. Ce qui était abandon de la part du chef de l'église lui fut imputé à larcin sur les droits de l'église. Son amour pour la paix lui fut présenté comme prévarication. Enfin, le monde se fit entendre plus haut que le ciel; et la politique à outrance de la ligue du Nord, au mépris de la foi récemment et solennellement jurée, prévalut sur l'abnégation du successeur du prince des apôtres. Cette œuvre si imprévue de la la politique ultramontaine fut consommée le 23 mars, et le 24 le pape adressa à l'empereur la lettre suivante :

Lettre du pape Pie VII à l'empereur Napoléon, pour lui annoncer qu'il n'exécuterait pas le concordat de Fontainebleau, conclu à la date du 25 janvier 1813.

« Sire [1],

» Quelque pénibles que soient pour notre cœur l'aveu que nous devons faire à votre majesté, et le déplaisir qu'il pourra lui causer, la crainte des jugemens de Dieu, dont notre âge avancé et le dépérissement de nos forces nous approchent chaque jour, doit nous rendre supérieur à toute autre considération, et à toutes les inquiétudes que nous éprouvons en ce moment.

» Contraints par nos devoirs, et avec cette sincérité et cette franchise qui conviennent à notre dignité et à notre caractère, nous déclarons à votre majesté que, depuis le 25 janvier, jour où nous signâmes les articles qui devaient servir de base au traité dont il est question, les plus grands remords et le

---

« Maesta [1],

» Per quanto costi al nostro cuore la confessione, che siamo per fare a V. M., non meno che il disgusto, che ella possa forse concepirne, il timore de' giudizii divini, ai quali siamo pur troppo vicini per la nostra avvanzata età, e per la cadente nostra salute, dee renderci superiori ad ogni altra considerazione, ed a tutte le angoscie che proviamo in questo momento.

» Costretti dai nostri doveri, con quella sincerità e franchezza che convengono alla nostra dignità, e al nostro ca-

plus vif repentir ont déchiré notre âme, qui n'a plus ni paix ni repos. Nous avons reconnu, et une continuelle et profonde méditation nous fait chaque jour reconnaître davantage l'erreur dans laquelle nous entraîna le désir de terminer le plus tôt possible sur les affaires de l'église, et celui de complaire à votre majesté. Une seule considération modérait un peu notre affliction, c'est que le mal que nous avions fait à l'église par cette souscription pouvait se réparer dans l'acte postérieur de l'arrangement définitif.

» Mais notre douleur s'est accrue excessivement, lorsqu'à notre grande surprise, et contre ce qui avait été convenu entre votre majesté et nous, nous avons vu publier par l'impression, et sous le titre de concordat, ces mêmes articles qui n'étaient que les bases d'un arrangement futur.

» Gémissant amèrement au fond de notre cœur

---

rattere, significhiamo alla M. V., che sino dal giorno 25 gennaro, in cui signammo gli articoli che dovenano servir di base a quel trattato, di cui vi se fa menzione, i più grandi rimorsi, e il più vivo pentimento hanno lacerato l'animo nostro, che non ha più riposo, nè pace. Noi conoscemmo (ed una savia e continua meditazione ce lo ha fatto ogni giorno più conoscere) lo sbaglio, a cui ci strascinò il desiderio di terminare al più presto possibile le vertenze in sorte a gli affari della chiesa, et quello amore di compiacere V. M. Una sola considerazione temperava alquanto il nostro cordoglio, quella cioè, che il male da noi fatto alla chiesa con

du scandale que nous donnions à l'église, instruite de leur contenu par cette publication, et convaincus de la nécessité de le réparer, nous nous abstînmes avec la plus grande peine de manifester sur-le-champ nos sentimens et nos réclamations, par le seul motif de vouloir procéder avec plus de prudence, et de ne rien précipiter dans une affaire de cette importance.

» Sachant que dans peu nous aurions auprès de nous le sacré collége, qui est notre conseil, nous avions résolu de l'attendre et de le consulter pour nous aider de ses lumières, et ensuite nous déterminer, non pas sur ce que nous nous reconnaissions obligé de faire pour corriger ce que nous avions fait, ni, et Dieu nous en est témoin, sur ce que nous avions entièrement arrêté depuis les premiers momens, mais sur le choix du meilleur mode d'exécution de notre résolution.

---

quella sottoscrizzione avrebbe potuto emendarsi nel successivo atto del definitivo accomodamento.

» Ma il nostro dolore crebbe poi a dismisura, allorche con nostra sorpresa vedemmo, malgrado il concerto preso con V. M., pubblicati con le stampe e col titolo di concordato, quei medesimi articoli, che non erano che basi di un accomodamento futuro.

» Gemendo amaramente nel nostro cuore per l'occasione di scandalo da noi dato alla chiesa, informata con tale pubblicazione del loro contenuto, e convinti delle necessità di ripararlo, noi ci trattenemmo con infinita pena del manifes-

» Nous n'avons pas cru pouvoir en trouver qui s'accordât mieux avec le respect que nous professons pour votre majesté, que celui de recourir à elle-même, et de lui adresser cette lettre, dans laquelle, placé en présence de ce Dieu, devant qui bientôt nous devons rendre compte de l'usage qu'en qualité de son vicaire nous avons fait de l'autorité qu'il nous a confiée pour le gouvernement de son église, nous déclarons à votre majesté, avec la sincérité apostolique, que notre conscience nous oppose des obstacles insurmontables à l'exécution des différens articles de cet écrit, puisqu'à notre grande confusion et douleur nous ne reconnaissons que trop que nous nous serions servi de notre pouvoir, non pour l'édification, mais pour la destruction, si nous exécutions ce que nous avons inconsidérément promis dans lesdits articles, non par aucune intention perfide,

---

tare subito i nostri sentimenti e i nostri reclami, per la sola considerazione di procedere con la maggior prudenza e non precipitar nulla affare di tanto rilievo.

» Sapendo che in breve avressimo avuto presso di noi il sacro collegio, che è il nostro consiglio, ci determinammo ad aspettarlo e consultarlo per avere i suoi lumi, e quindi risolverci, non già sù quello, che ci riconoscevamo tenuti a fare in amenda di ciò che avevamo fatto, sù di che Dio ci è testimonio, che fino dai primi momenti noi eravamo pianamente risoluti, mà sulla sceltà del miglior modo per l'essecuzione del nostro proponimento.

comme Dieu nous en est témoin, mais par fragilité humaine, et comme n'étant que cendre et poussière.

» Sur cet écrit, quoique signé par nous, nous disons ce que disait notre prédécesseur Pascal II, en un cas pareil, et au sujet d'un écrit qu'il avait également signé, et qui portait, en faveur de Henri V, une concession que sa conscience lui reprochait :

« *Nous reconnaissons que cet écrit est vicieux et mal fait, et comme tel, avec l'aide du Seigneur, nous voulons qu'il soit réformé, afin qu'il n'en résulte aucun dommage pour l'église, ni aucun préjudice pour notre âme.* »

» Nous reconnaissons quelques-uns de ces articles susceptibles d'être corrigés par une rédaction différente et par quelques modifications et changemens, mais en même temps nous en reconnaissons

---

» Noi, non abbiamo creduto di potere trovare uno, che più si accordasse coll' rispetto che professiamo a V. M., di quello di rivolgerci a V. M. medesima, e scriverle questa lettera, nella quale posti alla presenza di quel Dio, innanzi a cui dovremo ben presto render ragione del uso, che come suo vicario avremo fatto della podestà da lui dataci per il governo della sua chiesa, le dichiariamo con apostolica sincerità, che la nostra coscienza ci oppone insuperabili ostacoli alla esecuzione di varii articoli di quello scritto, giacchè con nostra confusione e dolore riconosciamo pur troppo, che veremmo a servirci del nostro potere, non in edificazione, ma

d'autres pour intrinséquement mauvais, comme contraires à la justice et au régime de l'église, lequel est établi par notre Seigneur Jésus-Christ, et conséquemment inexécutables et incapables de subsister.

» Comment, par exemple, pourrions-nous jamais commettre l'extrême injustice de priver de leurs siéges, sans aucune raison canonique, tant de vénérables évêques qui ne sont coupables d'autre chose que d'avoir exécuté nos intentions, et de même, sans aucun motif canonique, prononcer la destruction de leurs siéges.

» Votre majesté se rappellera sans doute le cri général qu'excita dans l'Europe et dans la France même, l'usage qu'en 1801 nous fîmes de notre puissance, toutefois après interpellation et demande de démission, en privant de leurs siéges les anciens évêques de France; cependant cette

---

in distruzione, eseguendo ciò che abbiamo in essi incautamente promesso, non già per poco rette intenzioni, come Dio stesso ce n'è testimonio, ma per umana fragilità, come polvere e cenere.

» Sù quel foglio, benchè da noi sottoscritto, diremo a V. M. questo stesso, che ebbe a dire il nostro predecessore Pasquale II, nel consimile caso di uno scritto da lui segnato, contenente una concessione a favore di Enrico V, della quale la di lui coscienza ebbe raggione di punirsi, cioè, *come riconosciamo quello scritto per mal fatto, così per mal fatto lo confessiamo, e con l'ajuto del Signore desideriamo che onnina-*

mesure extraordinaire fut, dans ces temps calamiteux, reconnue nécessaire et indispensable, pour mettre fin à un schisme déplorable et ramener une grande nation à l'unité et au giron de la catholicité. Mais quel motif d'un aussi puissant intérêt existe-t-il maintenant, pour justifier devant Dieu et devant les hommes la mesure prescrite par l'un des articles dont il est question?

» Et de même, comment pourrions-nous admettre un règlement aussi subversif de la divine constitution de l'église de Jésus-Christ, qui a établi la primatie de Pierre et celle de ses successeurs, que celui qui soumettrait notre puissance à celle du métropolitain, en permettant qu'il pût instituer les évêques nommés que, par des circonstances et des cas particuliers, le souverain pontife aurait cru de sa sagesse de ne pas devoir instituer; et rendre ainsi juge et réformateur de la conduite du chef su-

---

mente si amendi, acciò niun danno alla chiesa, e niun pregiudizio all' anima nostra ne risulti.

» Noi riconosciamo alcuni dei suddetti articoli per emendabili con una diversa redazzione, e con alcune modificazioni, e cambiamenti, ma ne riconosciamo al tempo stesso alcuni altri per intrinsecamente cattivi, come contrarii alla giustizia, e qual regime della chiesa, che si trova stabilito dal nostro signor Gesu Cristo, e perciò inseguibili e impossibili a sossistere.

» E come mai potessimo, a cagion di esempio, commettere la grande ingiustizia di privare senza alcuna ragione canonica

prême de la hiérarchie, celui qui est son inférieur dans cette même hiérarchie, et qui lui doit obéissance et soumission? Pouvons-nous introduire dans l'église de Dieu, cette innovation inouïe que le métropolitain peut instituer en opposition au chef de l'église? Dans quel état bien gouverné accorda-t-on jamais à une autorité inférieure de pouvoir faire ce que le chef du gouvernement n'a pas cru devoir faire? En outre, à quels désordres, à quels schismes également funestes à l'église et à l'état, n'ouvririons-nous pas la porte par une telle concession, plaçant ainsi les pontifes romains dans la nécessité de se séparer de la communion des évêques nommés, que les métropolitains auraient ainsi institués contrairement à leurs déterminations et à leur propre honte?

» De plus pourrions-nous dépouiller le saint siége de l'un de ses principaux droits, nous qui

---

delle loro sedi tanti venerabili vescovi, non d'altro rei che d'aver esegui to le nostre istruzioni e parimente senza alcuna causa canonica ammettere la distruzione delle sedi medesime?

Potremmo noi inoltre spogliare la S. sede di uno di suoi primieri dritti, noi che ci siamo obbligati con i più solenni giuramenti a sostenerne e difenderne le prerogative fino anche allo spargimento del nostro sangue?

» Ma V. M. dirà, che questa nostra concessione fù da noi fatta nel breve dato da Savona, benchè con alcune modificazioni, il quale breve fù poi ricusato dalla maestà vostra, con facerne anche ufficialmente insinuare il rifiuto.

nous sommes obligés par le ssermens les plus solennels à en soutenir et à en défendre les prérogatives jusqu'à l'effusion de notre sang?

» Mais votre majesté dira peut-être qu'une semblable concession a été souscrite par nous dans le bref donné à Savone, quoique avec quelques modifications, lequel bref fut ensuite rejeté par votre majesté, qui fit même officiellement enregistrer son refus.

» Notre réponse est cette même confession sincère de l'erreur dans laquelle, même dans cette occasion, et dans la situation où nous étions, nous tombâmes humainement par rapport à cet objet, entraîné que nous fûmes par la considération qui se présentait à nous, d'obvier par cette concession aux maux de l'église et sans avoir réfléchi que l'introduction du système énoncé ouvrirait la porte à des maux plus funestes et dura-

---

» La nostra risposta è la stessa sincera confessione dello sbaglio in cui anche in questa occasione, nella situazione in cui eravamo, umanamente cademmo rapporto a questo oggetto, mossi dalla considerazione, che ci si fece presente, di ovviare con quella concessione ai mali della chiesa, senza aver fatto la dovuta riflessione, che con l'introduzione dell' enumerato sistema, aprivamo la porta ai mali più funesti e permanenti. Quel breve essendo stato rifiutato da V. M., la concessione in esso fatta rimase tolta di mezzo, e noi riguardiamo ciò come un tratto della divina Providenza, che veglia al governo della chiesa. Che se così non fosse accaduto, e

bles. Le bref ayant été refusé par votre majesté, la concession qu'il renferme reste non avénue, et nous regardions cet incident comme une volonté de la divine Providence, qui veille au gouvernement de son église; mais, s'il n'en fût pas arrivé ainsi, et que le bref eût pu d'ailleurs être considéré comme subsistant, les raisons ci-dessus exposées, militant aussi-bien contre notre bref que contre l'article dont il est question, nous serions également forcé de le révoquer.

» Nous ne pouvons néanmoins dissimuler, que notre conscience nous reproche encore d'avoir oublié totalement dans les articles nos droits sur les domaines du saint siége, droits que notre ministère et les sermens prononcés par nous à notre élévation au pontificat nous obligent de maintenir, de revendiquer, ou de défendre, ce qui aurait dû au moins être exprimé par nous dans le

quel breve altronde avesse potuto considerarsi sussistente, le ragioni sopra esposte militando non meno contro il dovere che contro l'articolo di cui si tratta, ci avrebbero egualmente forzati a rivocarlo.

» Noi non possiamo nemmeno dissimulare, che la nostra coscienza ci rimproverà ancora di non avere nei suddetti articoli avuta ragione alcuna di quei dritti sù i domini della S. sede; che il nostro ministero e i giuramenti da noi pronunziati nell' assenzione al pontificato, ci obbligano a mantenere, rivendicare, o preservare, ciò che avrebbe almeno dovuto da noi esprimersi nel testo medesimo di quello scritto; ma la

texte même de cet écrit : mais la présente lettre à votre majesté présente un remède suffisant à notre oubli.

» Par ces motifs et par d'autres non moins justes, qui concernent les articles désignés et d'autres, et particulièrement le cinquième de l'écrit du 25 janvier, et que pour ne pas fatiguer plus longtemps votre majesté nous nous abstiendrons de retracer ici, nos invariables devoirs ne nous en permettent pas absolument l'exécution.

» Nous connaissons pleinement la force et les obligations des stipulations convenues, mais nous savons aussi que lorsqu'elles se trouvent en opposition avec les institutions divines et avec nos devoirs, elles doivent céder à la force d'une obligation d'un ordre supérieur, qui en défend l'observation et la rend illicite.

---

lettera scritta ci a V. M. presenta un sufficiente rimedio alla stessa mancanza.

» Per questi, ed altri giusti motivi, che riguardano gli accennati, ed altri articoli, e segnatamente il quinto del foglio del 25 gennaro, e che per non trattenere più lungamente V. M. tralasciamo di quì esporre, i nostri indeclinabili doveri non ce nè permettono assolutamente la esecuzione.

» Noi conosciamo pienamente la forza e le obbligazioni delle convenute stipulazioni, ma conosciamo ancora, che quando queste si trovano in opposizione colle divine istituzioni, e coi nostri doveri, ceder devano alla forza di una obbligazione di un' ordine superiore, che ne vieta, e ne rende illecita l'osservanza.

» Cependant dans le même acte que nous consacrons à l'indispensable obligation de faire cette déclaration à votre majesté, nous lui signifions encore, avec un vif empressement, que nous sommes prêts, et que nous désirons avec ardeur d'arriver à cet arrangement définitif avec votre majesté, lequel se trouve relaté dans les mêmes articles, mais cependant sur des bases qui soient conciliables avec nos devoirs.

Lorsque nous aurons appris que votre majesté agrée ce qu'avec la confiance toute paternelle et la liberté apostolique nous venons de lui exposer, nous ferons avec un agréable empressement de promptes dispositions pour entreprendre une nouvelle négociation, dirigée vers la conclusion de l'accommodement définitif tant désiré.

» Nous ne doutons pas que, dans cette occasion, il ne soit apporté le remède nécessaire à tant de

---

» Nello stesso atto però, che noi adecupiamo all' indispensabile obbligo di dichiararlo a V. M., ci facciamo anche una viva premnra di significarle, che siamo pronti, anzi desideriamo vivamente di venire sollecitamente a quel definitivo accomodamento con V. M. di tutte le vertenze insorte, il quale si trova riserbato negli articoli medesimi, soprà basi però che siano conciliabili coi nostri doveri.

» Qualora noi veniamo in cognizione, che la M. V. con venga in questo, che con paterna fiducia e apostolica libertà le abbiamo quì esposto, ci faremo allora una grata premura di dar' subito le disposizioni per intraprendere la nuova trat-

maux si graves que souffre l'église, et sur la plupart desquels nous n'avons pas manqué de faire parvenir plusieurs fois nos représentations au trône de votre majesté; et alors il sera mis fin aux autres contestations, qui, dans les dernières années, nous ont donné de si grands motifs de douleur et de justes réclamations, toutes choses que nous ne pouvons jamais négliger dans un arrangement définitif, sans trahir les obligations de notre ministère.

» Nous supplions votre majesté d'accueillir ces explications avec la même effusion d'âme que nous les lui avons exposées; nous la prions, par les entrailles de Jésus-Christ, de consoler notre cœur, qui ne désire rien de plus que de venir au-devant de cette conciliation, qui fut sans cesse l'objet de nos vœux; nous la prions de considérer de quelle gloire sera pour votre majesté la conclusion d'un

---

tativa diretta a concludere il desiderato accomodamento definitivo. In tale occasione non dubbitiamo, che sarà posto il necessario rimedio ai tanti e cosi gravi mali, che soffre la chiesa, soprà molti dei quali non abbiamo mancato di far giungere più volte le stesse rappresentanze, che in questi ultimi anni ci hanno dato si gran motivo di dolore e di giusto reclamo, cose tutte, che non potremmo mai trascurare in un accomodamento definitivo, senza tradire gli obblighi del nostro ministero.

» Supplichiamo V. M. di accogliere questi nostri sensi con quella stessa effusione d'animo con la quale noi glieli ab-

accommodement, qui donnerait une véritable paix à l'église, et qui pourrait être solidement maintenu même par nos successeurs.

» Nous adressons à Dieu les vœux les plus ardens, pour qu'il daigne répandre lui-même sur votre majesté l'abondance de ses célestes bénédictions.

» Fontainebleau, le 24 mars 1813.

» *Signé*, PIE VII, pape. »

L'historien n'est pas condamné à argumenter contre les faits; il a présenté dans leur entier le concordat signé le 29 janvier, et la lettre du pape qui le révoque le 24 mars. Le lecteur saura apprécier la différence de respect que méritent ces deux actes; mais, en même temps, il sera pénétré d'une vérité singulière qui caractérise cette époque, celle du déplacement total des intérêts.

---

biamo esposti. Noi la preghiamo per le viscere di Gesù Cristo di consolare il nostro cuore, che niente più brama, che di venire a quella conciliazione, che è stata sempre l'oggetto dei nostri voti. Noi la preghiamo di considerare di quanta gloria sarà per V. M. la conclusione di un' accomodamento, che dia una vera pace alla chiesa, e che possa essere stabilmente mantenuto anche dai nostri successori.

» Porgiamo i più ardenti voti a Dio, acciò si degni egli stesso di diffundere soprà la M. V. la copia delle sue celeste benedizioni.

» Fontainebleau, le 24 mars 1813.

» PIUS P. P. VII.

Depuis le sacre, Napoléon et Pie VII avaient échangé leurs rôles : l'empereur militait pour son église, et le pape pour ses états. Après plusieurs années de débats et de négociations, Napoléon venait enfin de rendre l'ordre et la paix à l'église, en obtenant pour ses évêques nommés l'institution canonique, que le saint siége aurait dû provoquer lui-même; et le pape, après avoir enfin accordé cette institution, venait de la rétracter, parce qu'il voulait recouvrer sa souveraineté temporelle, dont par le même traité il avait fait l'abandon. Le saint père oublia tout à coup l'anneau du pêcheur que saint Pierre avait porté, pour se souvenir de la triple couronne qu'il avait abdiquée dans les conférences de Savone. Après avoir pu passer pour un martyr de la religion, il voulut devenir, aux yeux de l'Europe armée contre son allié de la veille, un martyr de la politique, et prendre ainsi, contre toute doctrine et toute mission pontificales, un rang hostile parmi les rois belligérans.

Justement indigné de cet attentat inouï à la foi jurée, Napoléon ne peut consentir à être vaincu par des prélats à qui il vient de faire grâce, surtout quand la rétractation, dont ils sont les conseillers, peut jeter un nouveau ferment dans l'incendie qui s'allume autour de lui. Il veut avec raison que le concordat soit exécuté pour le bien de l'empire dont il est encore le

chef, et ne pas devenir, par une coupable faiblesse, le complice d'une étrange violation. En conséquence, le 25 mars il répond au bref du pape par le décret suivant :

Décret du 25 mars 1813.

« Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, médiateur de la confédération suisse, etc., etc., etc.

» Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

» Article Ier. Le concordat signé à Fontainebleau, qui règle les affaires de l'église, et qui a été publié comme loi de l'état, le 13 février 1813, est obligatoire pour nos archevêques, évêques et chapitres, qui seront tenus de s'y conformer.

» Art. II. Aussitôt que nous aurons nommé à un évêché vacant, et que nous l'aurons fait connaître au saint père, dans les formes voulues par le concordat, notre ministre des cultes enverra une expédition de la nomination au métropolitain, et, s'il est question d'un métropolitain, au plus ancien évêque de la province ecclésiastique.

» Art. III. La personne que nous aurons nommée se pourvoira par-devant le métropolitain, lequel fera les enquêtes voulues, et en adressera le résultat au saint père.

» Art. IV. Si la personne nommée était dans le cas de quelque exclusion ecclésiastique, le métropolitain nous le ferait connaître sur-le-champ,

et, dans le cas où aucun motif d'exclusion ecclésiastique n'existerait, si l'institution n'a pas été donnée par le pape, dans les six mois de la notification de notre nomination, aux termes de l'article 4 du concordat, le métropolitain, assisté des évêques de la province ecclésiastique, sera tenu de donner ladite institution.

» Art. V. Nos cours impériales connaîtront de toutes les affaires connues sous le nom d'appels comme d'abus, ainsi que de toutes celles qui résulteraient de la non-exécution des lois des concordats.

» Art. VI. Notre grand juge présentera un projet de loi pour être discuté en notre conseil, qui déterminera la procédure, et les peines applicables dans ces matières.

» Art. VII. Nos ministres de France et du royaume d'Italie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

» Napoléon. »

L'initiative prise par l'empereur sur ces intérêts purement spirituels, et sa persévérance à poursuivre l'exécution du traité solennel qui les réglait, contrastent d'une manière bien étrange avec la conduite du souverain pontife.

Ce n'était cependant point d'après les nouvelles de Rome que le saint père pouvait être entraîné à rompre le concordat, et à refuser à l'é-

glise de France la paix dont elle avait besoin. A Rome, même à cette époque, on était frappé du désastre de Moscou, non comme d'une calamité française, mais comme d'une calamité romaine. On redoutait hautement de retomber sous le joug ecclésiastique. Les grandes familles elles-mêmes, malgré leur illustration toute pontificale, et la population secondaire si éclairée, si honorable, n'avaient cessé, depuis la réunion provisoire des états romains à l'empire, de demander qu'un prince français leur fût donné pour souverain, sous la protection immédiate du GRAND NAPOLÉON. C'était la pensée, c'était le vœu, c'était le mot de la ville de Rome et de toute cette généreuse Italie, qui voulait être non la sujette, mais la sœur chérie de la France [1]. Il y avait long-temps que la pensée de Napoléon, sur la réunion de toute l'Italie en un seul royaume, qui eût été la dotation de son second fils, était connue des Italiens. On avait recueilli avec avidité ces

[1] Napoléon voulait recréer la patrie italienne, réunir les Vénitiens, les Milanais, les Piémontais, les Gênois, les Toscans, les Parmesans, les Modénois, les Romains, les Napolitains, les Siciliens, les Sardes, dans une seule nation indépendante, bornée par les Alpes, les mers Adriatique, d'Ionie et Méditerranée : c'était le trophée immortel qu'il élevait à sa gloire. Ce grand et puissant royaume aurait contenu la maison d'Antriche sur terre ; et sur mer, ses flottes, réunies à celles de Toulon, auraient dominé la Méditerra-

heureuses imprudences, qui échappaient si habilement à l'empereur, pour entretenir la confiance des peuples. Ainsi on avait la certitude à Rome, que Rome serait la capitale du grand royaume italien, et que le roi Joachim irait bientôt reprendre sa couronne ducale à Dusseldorf. On disait hautement que le prince Eugène serait apanagé en Allemagne ou en Pologne, ou serait régent du nouvel état romain pendant la minorité du souverain. De grandes destinées se présentaient aux descendans des maîtres du monde, sous l'égide de Napoléon. A l'abri de ce grand pouvoir, dont jusqu'au dernier moment elle contesta la destruction, Rome eût obtenu le repos qui convient au caractère de ses habitans, et le rang qui était dû à la majesté de ses souvenirs. Même quand tout fut perdu, quand il ne fut plus possible aux Romains de continuer les vœux qu'ils avaient formés pour la suite des triomphes dont nous allons rendre compte, ils persévérèrent dans le désir, que le traité, qui, selon eux, dé-

née, et protégé l'ancienne route ducommerce des Indes par la mer Rouge et Suez. Rome, capitale de cet état, était la ville éternelle : couverte par les trois barrières des Alpes, du Pô, des Apennins, plus à portée que toute autre des trois grandes îles. Mais Napoléon avait bien des obstacles à vaincre ! Il avait dit à la consulte de Lyon : *Il me faut vingt ans pour rétablir la nation italienne.* (Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène, par le comte de Montholon, t. Ier., p. 137.)

vait être le résultat de l'immortelle campagne de France, fût aussi celui de leur alliance avec ce qui resterait de Napoléon. Ils se crurent fondés à espérer que treize millions d'hommes parlant la même langue, et possesseurs d'une péninsule que les Alpes séparent de l'Europe, pourraient avoir la voix d'un peuple au congrès de Vienne, et être admis enfin au bienfait de l'indépendance, comme les Espagnols et les Prussiens. Les habitans de la ville éternelle étaient si pénétrés du sentiment de l'inviolabilité de Napoléon, qu'ils voyaient une sorte de ressemblance entre sa destinée et celle de leur patrie, toujours reine, quoique déchue. En janvier 1814, au départ des autorités françaises, et avec la certitude de la rentrée prochaine du pape dans ses états, ils furent loin encore d'attacher à cette grande révolution le sentiment de sa durée. L'impression que la grandeur, que le génie de Napoléon avaient faite sur leurs esprits réaccoutumés aux émotions glorieuses de leurs aïeux, était trop profonde pour s'effacer même avec la puissance de Napoléon, quand Napoléon survivait à sa ruine. Il était, il est encore populaire en Italie. Ce pays est celui de la mémoire. L'Italie s'honorera à jamais d'avoir vu s'élever, et de garder les premiers trophées de cette gloire impérissable et sans modèle dont elle fut le berceau. L'Italie est juste. Ce n'était pas elle qui se battait en 1796 et en 1797,

sous les drapeaux malheureux de Beaulieu, de Würmser, d'Alvinzi et de l'archiduc Charles. Ce n'était pas elle qui, sous Melas, perdait en 1800 la bataille de Marengo. Au nom de Bonaparte, et sous les drapeaux d'Arcole, elle s'était couverte de républiques, depuis les Alpes Juliennes jusqu'au détroit de Scylla. Un moment un sénat romain avait reparu au Capitole. Au nom de Napoléon, et sous l'aigle impériale, l'aigle italique avait vu tomber Vienne, Berlin, Madrid, et n'était pas resté captive de l'hiver de Moscou. Il y avait un traité bien fort entre la France et l'Italie, dont Napoléon n'a pas emporté toute la mémoire au tombeau.

CHAPITRE IV.

Retraite de l'armée sous le roi de Naples.

Le départ de l'empereur de son quartier-général de Smorgony avait été bientôt pour l'armée le signal de nouveaux malheurs. Tout concourut à achever sa destruction. L'imprévoyance de son nouveau chef, la défection et la trahison de ses alliés, lui furent plus funestes que les rigueurs de la saison, car l'armée française était à peine suivie par l'armée russe.

L'insouciance du roi de Naples fut telle, que la marche de l'armée ne fut plus qu'une déroute. Il semblait que l'amour du désordre et de l'indiscipline eût remplacé dans les soldats et les officiers le besoin de l'ordre et le sentiment du devoir, si nécessaires à la sûreté, à la conservation et à l'honneur d'une armée trahie et persécutée par la fortune. L'empereur Napoléon avait tout emporté avec lui.

A Wilna devait être le terme des maux de l'armée. On a dit que ses magasins renfermaient pour quarante jours de vivres pour cent mille hommes. Il y avait des administrations, une garnison, des chefs militaires; le roi de Naples y ar-

rivait, remplaçait l'empereur. Un ordre suffisait aux magasins pour s'ouvrir aux besoins déchirans de l'armée qui le suivait; cet ordre ne fut pas donné. Toute la foule s'entassa dans une rue de Wilna, qui avait d'autres issues. Confondue avec les équipages, elle fut condamnée à rester stationnaire par sa propre masse dans cette rue, où elle était encombrée; elle y fut décimée par la faim, par le froid, aux pieds des bâtimens qui renfermaient l'abondance qui lui était destinée, le pain qui lui appartenait, les secours de toute espèce que la prévoyance du ministre de l'empereur y avait accumulés. L'ennemi parut, et au milieu du désespoir qui achevait d'anéantir l'armée, la générale réveilla une partie de nos soldats. Ce n'était plus la gloire, c'était l'honneur qui, individuellement, ranima ceux qui pouvaient encore porter un fusil. D'autres trouvèrent dans quelques maisons de Wilna une hospitalité plus dangereuse que celle de la guerre elle-même. L'assassinat le plus odieux parcourut les asiles où s'entassèrent ceux que la maladie y avait précipités. Une foule d'officiers et de soldats y fut victime de la cupidité sans pitié des Juifs, ces insatiables spéculateurs des adversités humaines. Après avoir reçu les premiers secours d'une barbare commisération, ils furent rejetés nus par leurs hôtes, par les portes et les fenêtres de leurs maisons, et livrés à la lance des cosaques, qui

portèrent la dernière mort dans des corps asphyxiés par le froid. Au sein de cet horrible désordre, il fallut évacuer Wilna et se diriger sur Kowno. Aucun ordre ne fut donné pour l'évacuation. Infanterie, cavalerie, artillerie, ambulance, bagages, équipages de toute sorte, tout se précipita pêle-mêle sur une route funeste. A une lieue, on trouva le défilé et les hauteurs de Ponary, que l'on pouvait si facilement tourner par la gauche, mais faute d'un seul guide, ces hauteurs devenues un rempart de glace furent abordées de front, et à défaut d'un piquet de cinquante hommes et de quelques officiers vigoureux, à défaut du moindre ordre du roi de Naples, l'armée, le spectre de l'armée, fut obligé d'abandonner tous ses transports, toute son artillerie, tous ses caissons. Les trophées emportés de Moscou, qui avaient échappé à Krasnoë, ne dépassèrent pas cette fatale barrière que l'hiver venait d'élever, et les soldats, poursuivis par tous les élémens, sans vêtemens et sans vivres, succombaient sous le poids de l'or et de l'argent que l'abandon forcé des équipages avait laissés à leur inutile avidité.

L'entrée à Kowno ne fut pas moins funeste que l'entrée à Wilna. Les besoins étaient encore plus pressans, le désordre fut porté à son comble. La garde, seule de toute l'armée, comme si elle eût toujours été sous les yeux de l'empereur, avait conservé jusque-là ses rangs et sa discipline;

mais à Kowno elle partagea le malheur de la frénésie universelle : tous les magasins furent en proie à la fureur des soldats. L'excès des liqueurs fortes combiné avec l'excès du froid, de la fatigue et de la faim, frappa d'une asphyxie mortelle ceux qui s'y livrèrent. L'abandon de toutes les positions dans cette déroute, à laquelle depuis Krasnoë l'ennemi avait pris une part si peu active, compléta le tableau déplorable de la retraite de Moscou.

L'empereur Alexandre, dont les généraux poursuivaient si faiblement l'armée française, fut sans doute aussi étonné de se trouver de sa personne à Wilna le 22 décembre, que Napoléon le fut de l'apprendre à Paris dans les premiers jours de janvier, n'ayant quitté lui-même le point éloigné de Smorgoni que le 5 décembre. Napoléon dut être d'autant plus surpris, qu'à son départ son armée, malgré tant de désastres, était forte encore de près de cent cinquante mille hommes dans toutes les directions, c'est-à-dire depuis Smorgoni jusqu'au Niémen. Il put se souvenir alors du choix qu'il avait fait du roi de Naples. Enfin le Niémen était franchi, et l'incendie de Kowno, le seul que l'on puisse repro-[illegible]r à notre armée, et dont le désordre seul fut la cause, devait éclairer ce dernier séjour des Français sur le territoire de la Russie. La gloire aussi lui fit ses adieux. A la tête de trente hom-

mes, un fusil à la main, le premier soldat de la France, après quarante-six jours de combats depuis Moscou, apprenait aux Russes que le prince de la Moscowa commandait pour la cinquième fois l'arrière-garde française. Le comte Gérard se bat à ses côtés, et partage avec lui la gloire obscure d'un soldat! L'attaque de la ville est soutenue par cette poignée de braves, qui, après avoir assuré la retraite, échappent aussi à l'ennemi. Le maréchal s'est jeté avec eux dans les forêts prussiennes, qui au moins ne trahissent pas sa valeur, et il arrive à Gumbinen avant le roi de Naples, qui le premier a fui Kowno, comme le premier il avait fui Wilna.

C'était alors que ce prince aurait dû se démettre du commandement. Il n'aurait eu que la frontière russe pour témoin du mal que sa coupable insouciance venait de faire à l'armée, et il n'eût point marqué sa rentrée sur le territoire perfide de la Prusse par des mesures qui devaient peu de jours après servir si puissamment les ennemis de la France. Pourquoi, en dépassant le Niémen, n'a-t-il pas jeté un regard derrière lui? Il aurait vu que les cinquante mille hommes de Wittgenstein étaient réduits à quinze mille; qu'il était non poursuivi, mais suivi à longues distances par des cosaques et non par des troupes régulières. Il aurait su, ce qu'indiquait assez la marche lente de l'ennemi, que l'hiver de la Russie

n'avait respecté personne, et que si les magasins de Wilna et de Kowno, amassés pour l'armée française par la prévoyance de l'empereur, avaient été par sa faute personnelle la proie et le secours de l'armée russe, il trouvait dans la Prusse, dans les nombreux et intacts magasins de ses places fortes, dans les régimens de marche arrivés de France, des secours capables de changer tout à coup, au sein de l'abondance, la retraite du malheur, et la déroute de l'indiscipline en attaque de gloire, ou en défense nationale; car il pouvait arrêter la guerre entre le Niémen et la Vistule, et réunir sous ses drapeaux les cinquante-quatre mille hommes qu'il renferma, pour ne plus les revoir, dans les murs de Dantzick, de Modlin, de Zamosc, de Thorn et de Graudentz. Cette armée, jointe aux vingt-deux mille hommes qui couvrirent la retraite lente et héroïque du prince Eugène, dépassaient de plus de vingt mille combattans l'armée russe. Retirés au besoin sur Berlin, ces soixante-cinq mille hommes y auraient trouvé des armes, des munitions, leur régénération en armée régulière, et le onzième corps commandé par le maréchal Augereau. C'était la dernière extrémité à laquelle ils eussent pu être réduits, que cette marche sur Berlin, quand le vice-roi avait eu la faculté de séjourner à Posen, du 16 janvier au 12 février, et de mettre dix jours à aller de cette ville à Berlin,

où il arriva militairement le 21, et où il resta encore seize jours. Il y avoit encore à cette défensive de la basse Vistule par l'armée de Moscou deux avantages que sa position militaire au moins devait assurer, et dont la perte vint tout à coup livrer le flanc droit et le flanc gauche de l'armée française à ses ennemis. Nous voulons désigner la fidélité de la Prusse et celle de l'Autriche, dont les défections vont enlever à Napoléon trente mille Prussiens, trente mille Autrichiens, l'emploi actuel de la division Régnier, celui du corps de Poniatowski, et l'arrière-garde du vice-roi, composée de la cavalerie saxonne sous les ordres du général de Gablentz. On doit ajouter à ces immenses moyens de défense du territoire prussien par l'armée impériale du vice-roi, la diminution que l'occupation de Dantzick par l'ennemi eût causée dans ses rangs, et le crédit que le déploiement d'une pareille force, arrachée au meurtre de l'hiver, aurait donné à l'insurrection polonaise. Les maréchaux Ney, Davout, Macdonald, Saint-Cyr et Victor, dignes lieutenans du vice-roi, eussent formé, avec les robustes naufragés de l'incendie de Moscou et des glaces de la Bérézina, les cadres inexpugnables des quatre armées qu'ils durent aller chercher eux-mêmes sur les bords de l'Elbe et du Rhin. Nous osons le dire : y eût-il existé un ordre formel de Napoléon d'occuper ces vastes garnisons de la Vistule, et surtout la grande

place de Dantzick, où s'engouffra une armée, comme cet ordre ne pouvait avoir été donné qu'à Smorgony avant son départ, ou à Dresde à son passage, par conséquent loin du théâtre de la nécessité, il était certainement du devoir de son lieutenant de lui désobéir pour le salut de tous, et de fermer les portes du nord sur ses barbares enfans. Alors la Prusse toute entière, l'Autriche toute entière eussent rempli le serment de l'alliance de 1812, et le Niémen aurait vu la fin de la campagne de Moscou!...

Le 16 janvier 1813, l'armée n'était plus sous les ordres du roi de Naples. Ce prince, si fort devant le danger, était trop faible devant l'infortune. Il avait peut-être déjà pris dans les conseils du malheur ceux de la politique, qui devait bientôt en faire un général sans armée et un roi sans couronne, parce qu'il était devenu un Français sans patrie. Il avait abandonné brusquement, et sans la permission de l'empereur, le dépôt sacré des honorables débris de la grande-armée que son beau-frère, son souverain, son bienfaiteur lui avait confiés, et il était parti pour ses états, travesti en voyageur allemand. Ce départ, qui faisait le procès au choix de Napoléon, indigna l'armée, et pouvait y faire naître un mécontentement funeste. L'abandon d'un roi sorti de ses rangs, qui n'avait jamais cessé d'avoir au milieu d'elle la bravoure d'un soldat, devait l'inquiéter

de nouveau sur sa position, et peut-être lui faire violemment demander aussi son retour dans la patrie. Mais le 16 janvier, le fils adoptif de l'empereur, et bien digne de l'être, le vice-roi d'Italie, avait pris à Posen le commandement abandonné par le roi Joachim, malgré les instances et les vives représentations du prince de Neufchâtel, qui écrivait à l'empereur, le même jour : « *J'ai engagé le roi à conserver le commandement de l'armée; il m'a répondu qu'il était invariablement décidé..... Malgré les instances du vice-roi, sa majesté a persisté à quitter le commandement. Le vice-roi ne voulait pas l'accepter. Je ne me permets aucune réflexion sur la conduite du roi......* »

Le *Moniteur* du 27 février publia cet article remarquable : *Le roi de Naples étant indisposé a dû quitter le commandement de l'armée, qu'il a remis au vice-roi. Ce dernier a plus l'habitude d'une grande administration : il a la confiance entière de l'empereur.* Si la faute était grave, la punition le fut peut-être davantage. Le roi de Naples en fut cruellement blessé. Un sentiment de vengeance entra dès-lors dans son âme, déjà trop enivrée par les vapeurs de la puissance royale, et au lieu de trouver dans l'arrêt impérial qui le condamnait la révélation de ses devoirs envers la France et Napoléon, il s'abandonna à des spéculations d'indépendance et à des intrigues de ca-

binet qui devaient amener sa chute. Joachim avait oublié qu'il n'avait pas d'autre sceptre que le drapeau français, et que celui à qui ce drapeau obéissait était son maître. Il aurait dû savoir qu'à l'armée française il n'était qu'un général, et sur le trône qu'un ami nécessaire de la France.

Napoléon le lui avait rappelé énergiquement par une lettre datée de Compiègne, 30 août 1811, à l'époque où le roi Joachim refusait de marcher avec douze mille hommes de ses troupes à l'armée de Pologne. Napoléon lui écrivait alors :

« ..... Je vous ai déjà fait connaître mon opinion sur votre conduite. Vous vous êtes entouré d'hommes qui ont en haine la France, et qui veulent vous perdre. Je vous ai donné autrefois d'utiles avertissemens. Je verrai, par la manière dont vous vous conduirez, si vous avez le cœur français. Il est inutile que vous m'écriviez, à moins d'avoir à me mander quelque chose d'important. Rappelez-vous *que je ne vous ai fait roi que pour l'intérêt de mon système.* Ne vous y trompez pas ; *si vous cessiez d'être Français*, vous ne seriez rien pour moi. Continuez de correspondre avec le ministre de la guerre.

» NAPOLÉON. »

Napoléon était à Fontainebleau, où il venait de signer le concordat avec le pape. Ce fut là qu'il

reçut la lettre du prince de Neufchâtel sur le départ du roi de Naples, auquel il écrivit le 26:

« .... Je ne vous parle point de mon mécontentement de la conduite que vous avez tenue depuis mon départ de l'armée, cela provient de la faiblesse de votre caractère. Vous êtes un bon soldat sur le champ de bataille; mais hors de là, vous n'avez ni vigueur ni caractère. Je suppose que vous n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort. Si vous faisiez ce càlcul, il serait faux.

» Vous m'avez fait tout le mal que vous pouviez depuis mon départ de Wilna; mais nous ne parlerons plus de cela. Le titre de roi vous a tourné la tête. Si vous désirez le conserver, conduisez-vous bien.

» NAPOLÉON. »

Le 24, l'empereur avait fait connaître son mécontentement à la reine. « Le roi a quitté l'armée le 16.... Votre mari est un fort brave homme sur le champ de bataille; mais il est plus faible qu'une femme et qu'un moine quand il ne voit pas l'ennemi. Il n'a aucun courage moral. »

La plus grande partie de l'armée de Napoléon était restée dans les glaces de la Russie, ou détruite, ou prisonnière. Mais les débris des corps qui occupaient actuellement la Pologne et la Prusse présentaient aux ennemis un aspect encore im-

posant. Ces débris placés comme autant de redoutes inexpugnables sur la Vistule, sur l'Oder et sur l'Elbe attendaient avec confiance la vieille et la jeune armée qui allait remplir ses cadres encore robustes et menaçans. A son départ de Smorgony, Napoléon avait dit à ses lieutenans *qu'il les rejoindrait bientôt avec les moyens de dicter encore la loi à ses ennemis.* Cette promesse était connue et répétée sans cesse par l'armée, pour laquelle les moindres paroles de l'empereur furent jusqu'au dernier moment des oracles infaillibles. Car l'attachement que les soldats portaient à Napoléon était une véritable passion, et leur foi en son génie était vive et profonde. Mais depuis Moskou jusqu'à Smorgony, cette passion prit aux yeux de l'Europe un caractère qu'elle était loin d'accorder aux Français. Au sein de la plus cruelle adversité, les soldats furent aussi dévoués, aussi fanatiques, dans toute l'acception de ce mot, qu'ils avaient pu l'être dans l'ivresse des triomphes. Il faut le dire en l'honneur de la grande civilisation de la France, et du caractère moral de chaque individu de l'armée française, le soldat de Moscou, de la Bérézina, de Krasnoë, fut aussi grand, aussi généreux, aussi fidèle à Napoléon, aussi amoureux du drapeau sous lequel il mourait chaque jour sans combattre, qu'il l'était à Marengo, à Austerlitz, à Jéna, à Friedland, où tout soldat se croyait, comme le soldat

romain, plus que le roi qu'il avait vaincu. Il aimait Napoléon fuyant Moscou, comme il l'aimait entrant à Milan, à Vienne, à Berlin, à Madrid, et dans cette ancienne capitale de l'empire russe. Loin de s'affaiblir un seul jour pendant la marche funèbre de Moscou, cette passion se changea en héroïsme religieux, nouvelle vertu, culte nouveau que la victoire et le malheur devaient une fois produire pour donner à cette époque une couleur inconnue dans l'histoire ? En succombant à ce long martyre de la gloire, le dernier soupir du soldat était un adieu, même un vœu touchant pour l'auteur de cette gloire alors si funeste. Hélas ! une fatalité particulière s'attachait encore à ce grand sacrifice : il était perdu tout entier pour la France : il n'avait pour témoin qu'un hiver étranger.

Cependant de toutes parts s'ébranlaient les nouvelles forces que Napoléon envoyait au-devant de ses braves de Russie. Deux régimens de la jeune garde venant d'Espagne, sous les ordres du général Rothenbourg, les avaient reçus à Posen : ils étaient suivis de onze mille hommes que le général Grenier amenait d'Italie.

Une partie des forces décrétées par le sénat au milieu de janvier avait également rejoint au milieu de mars ; on y remarquait ces jeunes cohortes de la garde nationale à qui Napoléon avait, avant son départ, confié la garde des ports et des

frontières, et ces vieux régimens de la marine, *éprouvés par les dangers de la mer, comme par ceux de la guerre*. L'ancienne comme la nouvelle grande-armée occupait Dantzick, Thorn, Modlin, Zamosk, Czentochau, Stettin, Custrin, Spandaw, Magdebourg, Wittemberg, Torgaw, Leipzig, Hanau, Bamberg et Würtzbourg. Les Autrichiens, les Bavarois, les Saxons, les Westphaliens, les Hessois, les Würtembergeois et les Polonais, étaient encore sous les aigles de Napoléon, et occupaient toutes ces places. La neutralité danoise veillait au nord sur une extrémité de l'empire, et les Italiens et les Napolitains garantissaient celle du midi. Déjà plusieurs divisions de l'armée d'observation du Rhin, et la garde impériale, étaient arrivées à Francfort-sur-le-Mein. Les cinq divisions qui composaient le corps d'observation de l'armée d'Italie avaient débouché du Tyrol comme par enchantement sous les ordres du général Bertrand. Quarante mille Italiens défendaient les côtes de l'Adriatique, du pays vénitien et de l'Illyrie. Cent cinquante cadres de bataillons et cinquante d'escadrons étaient arrivés d'Espagne, avec quatre régimens de la garde, une légion de gendarmerie et des chevau-légers polonais. Trois mille officiers et sous-officiers de gendarmerie étaient entrés dans la cavalerie de ligne. Vingt mille vieux cavaliers bien montés et bien équipés devaient se réunir sur

l'Elbe, et soixante mille hommes destinés aussi à la cavalerie, dont la moitié serait dirigée sur Metz et sur Mayence, allaient se former dans les dépôts de l'intérieur.

Les régimens d'artillerie de marine, partis de Toulon, Brest, Rochefort et l'Orient, étaient en marche et ils prirent rang dans la meilleure infanterie de l'armée. Quatre-vingts bataillons devaient garder la 32e. division militaire, c'est-à-dire, les départemens de l'Ems supérieur, des bouches du Weser et des bouches de l'Elbe, où le régime constitutionnel fut suspendu pour trois mois. Cent cinquante autres bataillons devaient former une réserve dans l'intérieur. La défense des chantiers de l'ouest et du midi était confiée à la fidélité des gardes nationales, qui reçurent une organisation spéciale. L'artillerie la plus nombreuse et la plus formidable qui eût jamais marché contre les ennemis de la France était au moment d'entrer en campagne. En trois mois, toutes ces dispositions avaient été conçues et exécutées. Rien n'avait été oublié : la nation s'était mise toute entière dans la confidence de son premier général, et le patriotisme exécutait les conceptions du génie. Si l'histoire, depuis l'avénement de Bonaparte au trône, ne lui avait déjà assigné le premier rang parmi les grands capitaines et les grands souverains, elle le lui eût assigné à cette époque. Jamais son génie ne se dé-

ploya aux yeux de la France avec plus de puissance et d'élévation : il concevait des projets et il enfantait des miracles. L'amour de la patrie l'occupait sans doute alors autant que l'amour du pouvoir. Le sénatus-consulte, qui décerna la régence à l'impératrice-reine, compléta l'œuvre de ces cent jours, que cent autres jours devaient rappeler deux ans plus tard pour défendre encore la France contre les mêmes étrangers!

Mais un ennemi d'autant plus dangereux qu'il était domestique, la trahison, attendait l'armée française après le passage du Niémen. Cet ennemi était nouveau sous le drapeau français; il était dans nos rangs l'hôte de la gloire et du malheur. Sous différens noms et à d'autres époques, il devra encore être admis au partage de nos subsistances et de nos triomphes, et profiter lâchement de nos consolations et de nos malheurs. Ce grand criminel habitera sous nos tentes et sous nos drapeaux; il assassinera ses alliés. Plus tard, il livrera ses concitoyens, la capitale de la France, et la victoire elle-même qui viendra expirer aux portes de Paris!...

CHAPITRE V.

Défection des Prussiens.

Les derniers momens de l'année 1812 devaient encore être funestes à l'armée française. La trahison alliée la reçut sur son propre territoire. Le 30 décembre, le corps prussien aux ordres du général d'York, lequel stipulait aussi pour le général Massenbach, capitula au moulin de Poscheraun près de Tauroggen, avec le général russe de Diebitsch, et déserta brusquement les rangs du duc de Tarente. Cette trahison força notre armée de repasser la Vistule.

Le roi de Prusse, qui avait risqué son trône à la bataille d'Iéna, et à qui le traité de Tilsitt l'avait rendu, s'était lié le 4 mars 1812 avec l'empereur Napoléon, par un traité offensif et défensif qui n'exceptait que l'Italie et la Turquie, et il s'était engagé à fournir à ce prince un contingent de vingt mille hommes et de soixante pièces de canon. Aussitôt que la capitulation du général d'York eut été notifiée au cabinet de Berlin par le cabinet des Tuileries, et que ce général eut osé lui-même en donner connaissance à son souverain, le gouvernement prussien publia un acte par le-

quel [1] « sa majesté prussienne, toujours fidèle envers la France, ayant reçu avec la plus grande indignation une nouvelle aussi inattendue, non-seulement refusait sa ratification à la capitulation, mais ordonnait, entre autres dispositions, que le général d'York serait de suite arrêté et traduit devant un conseil de guerre ainsi que le général Massenbach, et que, conformément au traité, les troupes resteraient à la disposition seule et particulière de S. M. l'empereur Napoléon, ou de son lieutenant le roi de Naples. »

Le prince de Hatzfeld (le même à qui Napoléon avait fait grâce de la vie en 1806, aussi pour crime de trahison) reçut l'ordre de son souverain, « d'aller donner à Paris à son auguste allié les renseignemens nécessaires sur un événement aussi inattendu que désagréable. » Et le roi de Prusse, en instruisant le même jour 19 janvier 1813 le roi de Naples de ses dispositions, l'informait que le général de Kleist allait prendre ses ordres pour remplacer le général d'York dont l'arrestation était confiée au major de Natzmer.

Peu de jours auparavant, le 12 janvier, le comte de Saint-Marsan, ministre de France à Berlin, écrivait de cette capitale au duc de Bassano : « On a fait naître l'idée ici qu'il serait peut-être possi-

[1] Voyez les pièces relatives à la défection des Prussiens, à la fin du volume.

ble de conclure une alliance de famille entre la France et la Prusse, par le mariage d'une princesse de la famille impériale avec le prince royal de Prusse, etc. » Tel est le thème d'une longue dépêche de M. de Saint-Marsan. L'intérêt de cette singulière improvisation de la politique prussienne peut être facilement apprécié par les paroles suivantes que le crédule diplomate met dans la bouche du roi de Prusse : « Si l'empereur me donne de l'argent, je puis encore lever et armer cinquante à soixante mille hommes *pour son service*, etc. » Il y en avait à cette époque quatre-vingt-quatre mille levés et armés, ce que sans doute M. de Saint-Marsan voulait ignorer, et trois semaines après il y en eut deux cent mille. Toute cette dépêche ne peut plus figurer, malgré l'importance diplomatique qui en caractérise minutieusement la rédaction, que comme une pièce ridicule parmi les documens historiques de cette grave époque. Le même jour, le maréchal Augereau, qui commandait à Berlin le onzième corps, écrivait au prince de Neufchâtel : « J'ai la plus grande confiance dans le dévouement que porte le roi de Prusse à S. M. l'empereur. Il faudrait aussi que l'on eût *un peu plus de confiance en lui...* » Ce pays-ci n'est maintenu que par le calme de son souverain, qui est *parfaitement secondé par son ministre...* »

Trois semaines après, la scène avait changé

dans toute la Prusse et dans son gouvernement. Le roi, qui en 1806 avait été entraîné intempestivement par les fanfaronnades des officiers de sa garde, et par l'imprudence chevaleresque de la reine, à déclarer la guerre à la France, se vit forcé d'obéir, en février 1813, à l'insurrection combinée de sa nation, qui d'elle-même, et à l'insu de son souverain, annulant pour elle et pour lui le traité de 1812, le força tout à coup de devenir l'allié d'Alexandre et l'ennemi de Napoléon.

Une lente et silencieuse conspiration s'était formée en Prusse dans toutes les classes depuis le traité de Tilsitt. Les Prussiens, encore si voisins de la gloire du grand Frédéric, dont les compagnons les plus illustres venaient de perdre tous leurs lauriers à Iéna, n'avaient pu pardonner à Napoléon de n'avoir laissé à leur patrie qu'un cadre politique et territorial tellement imparfait, qu'il annonçait clairement combien l'existence de la Prusse était précaire et dépendante.

Haine avait été jurée à Napoléon, à qui ce faible royaume reprochait l'abus de la paix par l'occupation prolongée, après lui avoir reproché l'abus de la conquête par le démembrement de différentes provinces. Les meneurs de cette vaste conspiration, qui voulaient à tout prix un changement dans la marche politique de leur gouvernement, mirent encore en avant, et non sans

raison, que par le désastre de Moscou, qui venait de détruire l'armée française, toute la monarchie prussienne allait périr victime de son alliance avec les vaincus. Mais pour les hommes plus clairvoyans, la face du monde politique semblait pouvoir être changée par un autre événement. Le moment leur paraissait arrivé, et l'occasion favorable d'opérer la révolution germanique : le temps où la Prusse était l'auxiliaire nécessaire de la France venait d'expirer. D'ailleurs, disaient-ils, la paix de Tilsitt, où l'indépendance de la Pologne n'avait pas été rétablie, n'avait fait de la Prusse qu'une route militaire, ou un champ de bataille. En effet, la Prusse sans frontières n'avait plus de poids dans aucune alliance. Ce pays n'avait plus de pénates; il était la proie naturelle du vainqueur du nord ou du vainqueur du midi. Enfin, il allait périr tout entier, quand le sentiment de cette ruine prochaine et cet amour irrésistible de la patrie, qui est la passion des sociétés malheureuses, électrisa tout à coup toutes les âmes : elles étaient déjà envahies depuis long-temps par l'enthousiasme de l'indépendance, qui se confondait avec tous les intérêts et tous les amours-propres offensés. La jeunesse des écoles, facilement entraînée et éclairée peut-être par les grands exemples de la Grèce et de Rome, se dévoua toute entière, et le feu d'une vengeance nationale fut allumé par la fermentation universi-

taire. L'explosion était générale, et la Prusse déjà toute soulevée, quand son prince, par l'édit du 19 janvier, ordonnait l'arrestation et la mise en jugement des généraux d'York et Massenbach.

L'histoire retrouve ici ses plus beaux souvenirs, les exemples tout récens des deux Amériques et de la Grèce moderne, plus héroïque peut-être que la Grèce antique, et tous ceux de la magnanimité des peuples qui tant de fois sauvèrent les dynasties; elle rappelle aussi comment les dynasties ont reconnu la générosité des peuples, comment elles ont payé le sang versé à grands flots pour les défendre, comment elles ont rempli le traité de leur délivrance!

Cependant la trahison des généraux d'York et Massenbach dans les états de leur souverain, en pleine guerre, devant l'ennemi, sous le drapeau allié, et sous la loi d'une adversité commune, ne pouvait être qu'un crime extraordinaire, d'une cause inconnue, qu'un de ces attentats qui s'élèvent au-dessus de toute justice, et que le succès seulement peut amnistier. Cette trahison, car une telle action sous les armes ne peut jamais avoir un autre nom, était-elle réellement le premier avis que reçut le roi de Prusse de la grande conjuration qui voulait affranchir son trône et son pays de la dépendance française? En publiant contre ses généraux l'édit du 19 janvier, ce prince aurait-il encore été à cette époque assez peu instruit

de la disposition générale des esprits, ou aurait-il trouvé son honneur trop gravement intéressé, pour ne pas punir avec éclat une défection qui trahissait ses traités et l'infortune de son allié? Enfin, le départ de Berlin pour Breslaw, était-il ou l'effet d'une combinaison ancienne, ou le résultat nécessaire des derniers événemens?

Cette objection est pressante, elle est grave; n'est-il pas plus convenable de la plaider que de la résoudre? Certainement rien n'avait été plus authentique que la poursuite ordonnée par le roi de Prusse contre le général d'York. Rien n'avait été revêtu de formes plus officielles, que la réparation offerte au gouvernement français. La justification du roi de Prusse était aussi éclatante que la défection de son général l'avait été. D'un autre côté, le cabinet de Berlin, qui avait eu connaissance des malheurs de l'armée française antérieurement au 20 décembre 1812, avait ce même jour donné au général d'York des instructions et des pouvoirs extraordinaires. Ces instructions ne furent-elles que relatives à la situation où se trouvait la Prusse, par suite de la retraite de Moscou, à son prochain envahissement, et au danger que pouvait courir le corps prussien? Était-ce en vertu de ces instructions et de ces pouvoirs que ce général avait cru devoir signer la convention de Tauroggen, dont la négociation avec le

général russe comte de Wittgenstein, remontait déjà au 15 décembre, c'est-à-dire, plusieurs jours avant la réception des nouveaux pouvoirs? Et quand il serait vrai que le général d'York se fût cru autorisé d'interpréter et d'appliquer de cette manière les instructions de son cabinet, serait-il encore impossible d'avancer que l'enquête sévère publiquement décrétée par le roi de Prusse contre le général d'York, fût le voile d'une trahison préméditée, ou plutôt une nouvelle trahison destinée à assurer le succès de la première? Le gouvernement prussien eût-il risqué de paraître seulement responsable de l'audace ou de l'infidélité de son agent? Se serait-il exposé au péril d'être accusé à son tour par cet agent qu'il venait de placer, à la face de l'Europe, sous l'accusation d'un crime capital?

Jusqu'au départ du roi de Prusse de Berlin, le 22 janvier, départ si subit, si imprévu, tout paraît être en faveur de la loyauté de ce prince; mais son arrivée à Breslaw dut seule démasquer entièrement à tous les yeux le changement de sa politique.

Le départ du roi pour Breslaw ne pouvait être coloré de la liberté indispensable au maintien de sa neutralité avec la France, liberté que ce prince pouvait paraître ne pouvoir exercer à Berlin, au milieu et sous l'empire des armées ennemies de la France. Toutefois ce fut encore au nom de cette

alliance et de cette neutralité si précaires que se poursuivirent à Breslaw les armemens considérables qui eurent lieu; et, en effet, l'alliance subsistait toujours en apparence, même à Breslaw. Pressé entre le poids de cette alliance et celui de l'armée russe qui avançait, il ne restait plus au cabinet prussien, qui, depuis le mois de décembre, ne balançait plus entre ces deux intérêts, que de trouver un moyen terme qui, plaçant le roi entre la foi que ce prince voulait conserver à ses engagemens envers la France, et l'orage qui menaçait sa couronne le mît dans la nécessité de choisir lui-même. Ce moyen terme était l'intervention prussienne entre les deux empereurs, et l'expression de cette nouvelle improvisation de la politique du baron de Hardenberg était la note suivante, dont le début seul annonçait assez le peu de valeur que ce ministre y attachait lui-même, et dont les clauses sauront être appréciées du lecteur.

Note de M. de Hardenberg au comte de Saint-Marsan.

« Il est venu au roi une idée que rien n'avancerait plus le grand œuvre qu'une trêve, d'après laquelle les armées russe et française se retireraient à une certaine distance, et établiraient des lignes de démarcation, en laissant un pays intermédiaire entre elles. S. M. I. serait-elle portée à entrer dans un arrangement pareil? consenti-

rait-elle *à remettre la garde des forteresses de l'Oder, de Pilau et de la place de Dantzick* (pour celle-ci, conjointement avec les troupes saxonnes, en conformité du traité de Tilsitt) *aux troupes du roi*, et de retirer son armée derrière l'Elbe, moyennant que l'empereur Alexandre retirât toutes ses troupes derrière la Vistule? Le Roi ordonne au général de Krusemarck et au prince de Hatzfeld de demander là-dessus les intentions de S. M. I. Il fait sonder également l'empereur Alexandre, comme sur une idée venue absolument de lui seul, et qui ne peut compromettre en rien les résolutions que S. M. l'empereur votre souverain, monsieur le comte, pourrait prendre à cet égard. S. M. réglera, d'après celles-ci, SES DÉMARCHES ULTÉRIEURES. »

Il résultait de cette note, 1°. que la Prusse, une fois maîtresse des forteresses de l'Oder, de Pilau et de Dantzick, ferait nécessairement, de concert avec les alliés, la loi à la France, soit pour la paix, soit pour la guerre. Ce système d'intervention paraît avoir été dès lors un système convenu avec les alliés de Napoléon, comme on le verra bientôt par la conduite de l'Autriche, dont le cabinet débuta aussi par une intervention. 2°. Cette note annonçait clairement que des *démarches* suivraient immédiatement la réponse de l'empereur Napoléon. Or il était impossible au cabinet de France de se méprendre sur la nature de ces *démarches* dont il était menacé, comme aussi sur l'intérêt que la Prusse

attachait à l'occupation de tant de forteresses importantes. Ce cabinet était trop bien informé de ce qui se passait à Breslau, dans celui de Prusse, et au quartier général de l'empereur Alexandre, entre les ministres de ce prince et les agens du baron de Hardenberg, pour ne pas apprécier au plus juste la confiance que méritait une proposition qui avait moins pour objet de tromper la France, que d'abuser le roi de Prusse lui-même. La bonne foi de ce prince le tenait dans une indécision inquiétante pour ses ministres, dont les engagemens avaient été révélés à l'Europe par la défection des généraux d'Yorck et Bulow; ils n'avaient besoin que de gagner du temps avec leur souverain pour laisser aux troupes russes celui d'arriver, afin que leur présence enlevât au roi toute faculté de délibérer : il ne fallait que gagner non des mois, mais des jours. Le traité était prêt, les conditions étaient convenues; encore quelques jours, et le cabinet prussien était certain que le roi ne rejetterait pas la plume qu'on lui présenterait pour signer ce traité. Et, en effet, il fut signé le 29, dix jours après la note du baron de Hardenberg. Pour peu qu'on évalue la distance qui existe entre Breslau et Paris, il est certain que le temps matériel manquait pour l'envoi de la proposition et pour la réception de la réponse, qui ne pouvait arriver à Breslau que le 30 au plus tôt : il n'y avait pas même un jour pour délibérer

à Paris. Napoléon n'était plus dans les déserts de la Russie ; il était dans sa capitale, où il venait de ressaisir une nouvelle armée. Il devait peut-être à la France, qui venait de la lui donner par enthousiasme, de ne pas consentir à recevoir la loi de l'amnistié de Tilsitt et de son allié de la veille ; d'ailleurs il était difficile à ce prince de trouver dans le départ subit du roi de Prusse pour Breslau, ni dans ses relations avec l'empereur de Russie, des garanties suffisantes à l'entremise qui lui était offerte dans le cercle de Popilius.

Une lettre [1] que l'on dit autographe, de S. M. l'empereur d'Autriche, avait annoncé dès le mois de décembre 1812 « qu'il n'avait jamais cessé de vouer un vif intérêt à la prospérité de la Prusse et à ses efforts pour *secouer le joug qui lui avait été imposé...*; et il avait *conseillé* au roi de Prusse de ne point arrêter le noble élan *qui, vers la fin de l'année* 1812, l'avait porté à préparer les moyens *pour seconder les efforts que l'empereur de Russie avait annoncés vouloir consacrer au soutien de l'indépendance de l'Europe. Ce jour même, la détermination de S. M. I. de ne pas séparer ses intérêts de ceux de la Prusse ne pouvait être*

[1] M. de Metternich rappelle cette lettre dans celle qu'il écrivit au prince de Hardenberg, le 28 octobre 1814. *V. congrès de Vienne, recueil de pièces officielles, par Schœll*, t. VI, p. 61.

douteuse. » Cette lettre, qui pourrait donner lieu à d'importans commentaires, fixe naturellement la pensée du lecteur sur l'époque où l'empereur d'Autriche aurait donné au roi de Prusse le conseil remarquable qu'elle rappelle. Elle ne laisse au moins aucun doute sur l'intelligence des deux souverains, à l'époque où elle est censée être écrite, et cette intelligence serait d'ailleurs suffisamment prouvée entre ces deux princes et l'empereur Alexandre, par les négociateurs, qui, pour cacher ces relations à la Cour de France, suivaient soit à Vienne, soit à Wilna, les intérêts de la Prusse. A Vienne, c'était le comte de Stackelberg, diplomate russe; à Wilna, c'était M. de Lebzeltern, diplomate autrichien; et il ne faut pas perdre de vue que ce fut à Wilna que fut entamé et rédigé le traité signé depuis à Breslau et à Kalisch par l'empereur de Russie et le roi de Prusse.

Dès l'arrivée du roi à Breslau, il ne fût donc plus permis de douter que ce prince ne fût assuré de l'assentiment secret de l'Autriche, et ne fît cause commune avec la Russie, et l'on dut s'attendre à tous les édits qui sortirent de Breslau. D'aprés ces faits, qui ne pouvaient échapper à des esprits pénétrans, qui pourrait croire que l'empereur Napoléon, spectateur si intéressé, aurait eu les yeux entièrement fermés sur les conséquences du parti désespéré que prenait le roi de Prusse? Seul aurait-il pu croire que le roi de Prusse se fût laissé

entraîner à l'impulsion vraiment révolutionnaire de son pays, sans être bien certain des intentions secrètes de l'Autriche, et des dispositions de tous les états allemands, qui combattaient sous le drapeau francais? Certes, cette conduite de la Prusse fut pour tout observateur un trait de lumière jeté sur l'avenir, et ce ne fut sans doute qu'une confiance extraordinaire en lui-même, dans la fidélité de son beau-père, dans celle de ses alliés d'Allemagne, qui put dérober au plus grand politique du siècle, ce nouvel éclair de la tempête européenne.

Cependant les édits royaux des 3, 9 et 10 février avaient appelé aux armes toute la population virile de la Prusse, au nom du salut de la patrie, et le 12 du même mois, le général d'York publia à Kœnigsberg, une proclamation qui contenait ces passages remarquables : « *Les représentans de la nation assemblés ont décrété* outre l'armement général l'organisation d'*un corps national* de cavalerie pour renforcer l'armée....... *Citoyens de la Prusse*, formons ce corps pour servir d'exemple aux autres provinces de la monarchie, et réunissons tous nos efforts pour montrer à l'Europe qui a les yeux fixés sur nous, ce que peut produire l'amour pour le roi et pour l'indépendance de la patrie. » On peut demander à présent ce que sont devenus ces représentans et ces citoyens de la Prusse. Peu de jours après cette proclamation, le général Bulow avait imité le gé-

néral d'York, et par cette nouvelle trahison il avait livré aux Russes le bas Oder. Le 11 mars, une ordonnance également émanée de Breslau, et signée du roi lui-même, proclama la justification des généraux d'York et Massenbach, et se terminait ainsi : « Non-seulement nous confirmons le susdit général d'York dans le commandement du corps d'armée qui était sous ses ordres, mais en outre, pour lui donner une preuve *de notre satisfaction* et *de notre confiance illimitée*, nous lui confions encore le commandement en chef des troupes du général major de Bulow. » Enfin, le lendemain de l'arrivée de l'empereur Alexandre à Breslau, le 16 mars, une note du ministre d'état du roi de Prusse signifia au comte de Saint-Marsan, ministre de France à Berlin, le traité d'alliance qui avait été signé le 27 avril à Breslau par le baron de Hardenberg, et le 28 à Kalisch par le maréchal prince Kutusof.

La même notification fut faite à Paris le 27 mars par le baron de Krusemarck, ministre de Prusse, au duc de Bassano ministre des relations extérieures, qui y répondit le 1er avril. Le duc de Bassano retraca d'une manière noble et énergique les singulières vicissitudes qui ayant armé, en 1792, le royaume de Prusse contre la république française, le rendirent ami de la France en 1799 ; celles qui, en 1805, livrèrent la Prusse à la politique russe et autrichienne, et six

semaines après, éclairée que fut cette puissance par le triomphe d'Austerlitz, la ramenèrent tout à coup à l'amitié française ; celles qui, en 1806, provoquant une nouvelle infidélité de la Prusse, virent tomber à Iéna les derniers soldats du grand Frédéric, et cependant la firent admettre à signer à Tilsitt un traité où elle recevait tout, et où elle ne donnait rien ; celles qui, en 1809, menacèrent encore la Prusse d'une nouvelle fluctuation dans sa politique, à laquelle les défaites de l'Autriche purent seules rendre alors sa stabilité ; celles enfin qui, en 1812, aux préparatifs de la Russie, ayant admis la Prusse dans l'alliance de la France, et ayant entraîné sa nouvelle fidélité sous les drapeaux de Napoléon, la rendirent après la retraite de Moscou si justement suspecte au gouvernement français par la défection des trois généraux qui commandaient son contingent, par le départ du roi pour Breslau, par l'appel de ce prince à tous les Prussiens en âge de porter les armes, et enfin par ses communications journalières avec le quartier général de l'empereur Alexandre.

Après cette récapitulation de toutes les modifications, que la fidélité prussienne avait éprouvées depuis la révolution française le duc de Bassano ajoutait : « Une puissance dont les traités ne sont que conditionnels ne saurait être un intermédiaire utile : elle ne garantit rien : elle n'est

qu'un sujet de discussion : elle n'est pas une barrière. »

Une grande faute avait été commise. A Tilsitt, il n'y avait que deux bons partis à prendre : ou rendre tout à la maison de Hohenzollern de son propre mouvement, sans l'intervention russe, et en faire par là un puissant ami de la France; ou renverser entièrement cette maison. Dans l'un ou l'autre cas, il fallait ériger la Prusse en grand état intermédiaire; ce pays s'accroissant, prenant en Europe une haute situation politique, eût promptement oublié les événemens qui avaient compromis jusqu'à son existence. Le Prussien, doué d'une imagination ardente, fatigué du poids de ses souvenirs et avide de reprendre rang dans les supériorités européennes, eût embrassé avec ardeur tout système qui aurait réédifié sa patrie sur une base véritablement politique, et qui lui eût donné une place plus élevée dans la prépondérance des nations. Au lieu d'une telle position dont elle était manifestement impatiente, le traité de Tilsit n'avait pas destiné la Prusse à être même une barrière. La forme bizarre des localités auxquelles elle dut s'assujettir, en vertu de ce traité, fit dire alors ce que l'on a tant répété depuis, que cette monarchie n'était qu'une façade sur l'Europe.

Cependant un acte de la plus haute et de la plus dangereuse importance pour la France se

rattachait subsidiairement au traité de Kalisch, et renfermait tout le secret de la tempête que l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche conjuraient contre elle : c'était la convention conclue à Breslau le 19 mars par le comte de Nesselrode et le baron de Stein pour la Russie, et pour la Prusse par le comte de Hardenberg et le général de Scharnhorst. Il fut stipulé que tous les princes allemands seraient appelés à concourir *sans aucun délai* à l'affranchissement de leur patrie, *faute de quoi ils seraient privés de leurs états*. Cette singulière législation, digne des temps barbares, a été depuis rigoureusement exercée à Vienne contre le vénérable roi de Saxe. Par d'autres articles, un conseil central d'administration qui fut composé, pour la Russie, du comte de Kotchoubey et du baron de Stein, pour la Prusse, de deux conseillers d'état, devait gouverner les provinces conquises *au profit des alliés*, et une armée de ligne et *une levée en masse* seraient organisées dans tous les états de la confédération du Rhin. En complément de cette convention tyrannique, et pour servir de manifeste à la conspiration allemande ourdie à Breslau contre Napoléon le 25 mars, le maréchal Kutusow annonça à Kalisch par une proclamation, *que la confédération du Rhin était dissoute*.

Répétée par tous les échos du Tugenbud déjà en action, cette proclamation devait servir d'effroi

aux princes fidèles à la cause de Napoléon, et d'excuse à ceux dont il serait abandonné. Cette pièce aussi étrange que la convention de Breslau, dont elle était la parole officielle, renfermait ce passage vraiment romanesque en fait de violence et de tyrannie de conquérans :

« La devise d'Alexandre et de Frédéric est *honneur* et *patrie!* que tout Allemand encore digne de ce nom se joigne à nous avec promptitude et vigueur ; que chacun, prince, noble ou placé dans les rangs des hommes du peuple, seconde de son bien et de son sang, de son corps et de sa vie, de cœur et d'esprit les *projets libérateurs* de la Russie et de la Prusse....... Leurs majestés demandent donc une coopération fidèle et entière, surtout de chaque prince allemand, et se plaisent à supposer d'avance qu'il ne s'en trouvera aucun parmi eux, qui voulant être et rester parjure à la cause de l'Allemagne, *méritera par là d'être anéanti* par la force de l'opinion publique et *par la puissance des armes prises si justement.* »

Cette proclamation du maréchal Kutusow rappelle les manifestes de la terreur contre les rois ; elle semble écrite avec la plume d'Attila. Elle atteignit promptement les alliés tremblans qu'elle appelait si violemment sous les drapeaux des deux princes *libérateurs*, et ceux dont les pays étaient déjà occupés, tels que les états de Meck-

lembourg, durent subir les premiers la loi de cette menaçante alliance. Nous parlerons plus tard de l'impression qu'elle produisit sur le roi de Saxe, dont le grand-duché de Varsovie et quelques provinces étaient déjà au pouvoir de la ligue du Nord. Ainsi, à la date du 15 mars, l'empereur Napoléon, qui avait marché en 1812 contre la Russie, entre deux alliés aussi peu ut[illegible]es que le furent le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, était revenu de Wilna entre deux défections, et allait rentrer en Allemagne sur un terrain déjà ébranlé et miné par une sourde conspiration.

Mais un autre événement non moins grave et qui, ainsi que ses conséquences, n'avait pas dû échapper au cabinet français, surtout après la première correspondance du comte Otto, ambassadeur à Vienne, prenait une grande couleur à cette époque. Cet événement d'un rang plus élevé, puisqu'il produisait un intérêt du premier ordre dans le drame de la guerre actuelle, faisait naître la diplomatie de la guerre elle-même, et plaçait inopinément l'Autriche au sommet des intérêts européens.

CHAPITRE VI.

Retraite de la grande armée sous le vice-roi d'Italie.

LE 17 janvier, le vice-roi avait pris à Posen le commandement abandonné par le roi de Naples. Ce prince ne perdit pas un moment pour réorganiser les nobles restes de Moscou. Il arrêta le mouvement rétrograde, rétablit l'ordre et la discipline qu'une longue retraite, que les désastres causés par les élémens, que la plus coupable insouciance de la part du dernier chef, avaient entièrement détruits. Le prince d'Eckmülh seconda puissamment le vice-roi. Il était entré à Thorn à la tête de trois mille officiers et sous-officiers qu'il dirigea sur Mayence pour y recevoir et y aguerrir les nouvelles levées, et avec 1500 soldats du 1er. corps. Le détachement commandé par le vainqueur d'Auerstedt offrait par sa faiblesse elle-même un grand spectacle. Il emportait avec lui tous les aigles du 1er. corps, et pour défendre ces glorieux pénates, le maréchal chargea le comte Gérard de faire connaître à l'ennemi qu'il restait du 1er. corps un bataillon sacré. A Thorn on ne prit pas de repos, mais on protégea la station de Posen, et la marche encore pénible des braves, qui de

Kœnigsberg, d'Elbing et de Marienwerder, venaient reprendre leur rang de bataille sous l'étendard impérial du vice-roi. Le général Gérard, qui venait de s'illustrer dans la retraite, à côté du maréchal Ney, eut l'honneur de reprendre le premier l'offensive sur la terre germanique. Il marcha sur Bromberg, battit l'ennemi, assura le repos guerrier de Posen, et raffermit par ce succès la sécurité que le brusque départ du roi de Naples avait pu ébranler dans l'armée. L'affaire de Bromberg fut également glorieuse et salutaire.

Le prince d'Eckmülh laissa à Thorn le général Poitevin avec quelques centaines de vieux soldats, en attendant les Bavarois destinés à compléter la garnison, et se rendit aux ordres du vice-roi à Posen, avec ses quinze cents hommes du premier corps et deux pièces de canon. Après s'être concerté avec le vice-roi, le maréchal partit pour Magdebourg, s'arrêta à Custrin, et à Stettin qu'il ravitailla, et à Schwedt il ordonna que le pont serait détruit aux approches de l'ennemi. Pendant son court séjour à Custrin, il écrivit au duc de Frioul la lettre suivante, qui par la variété des matières qu'elle renferme et par leur imposante vérité, devient un document historique d'une haute importance pour l'histoire de cette campagne.

Custrin, le 3 février 1813.

Le prince d'Eckmühl au duc de Frioul.

« J'ai reçu votre lettre du 25 janvier au moment de mon départ de Posen. Aussitôt que j'ai eu connaissance du commandement du vice-roi, j'ai cessé de vous écrire, ainsi qu'à l'empereur, parce que, connaissant son dévouement à sa majesté, je ne doutais pas qu'il ne communiquât tout ce qui pouvait intéresser le bien du service de notre souverain; mais le vice-roi m'ayant envoyé à Magdebourg, d'après les ordres de l'empereur, pour la surveillance supérieure de l'organisation de vingt-huit bataillons qui arrivent de France, je transmettrai de là à sa majesté toutes les observations que je serai à même de faire sur tout ce qui concernera le service.

» J'ai trouvé à Custrin les généraux Lagrange et Loison: ce dernier m'a dit avoir vu hier, venant de Stettin, un officier qui lui a dit avoir parlé à un courrier expédié par le général Rapp, parti de Dantzick le 28, portant la nouvelle du succès qu'il avait obtenu contre les Russes dans une sortie; qu'il les avait repoussés assez loin de la place, et leur avait fait quatre cents prisonniers. Tous les détails que ces deux généraux m'ont donnés sur les terreurs de Kœnigsberg et d'Elbing font pitié. Je leur demanderai la per-

mission de communiquer leur conversation, et demain je vous l'enverrai. Aucune mesure n'a été prise pour évacuer ou détruire des magasins; quant à ceux des subsistances, on a annoncé qu'ils sont laissés aux autorités prussiennes, sauf à les porter en déduction de ce qu'on leur devait, mais quant aux magasins d'habillement, il n'y a point de prétextes à alléguer. Soixante à quatre-vingt mille hommes ont traversé Elbing, manquant de souliers et de capotes, et on en a laissé la plus grande quantité à l'ennemi, sans faire la moindre distribution aux troupes.

Le prince de Neufchâtel, avant de quitter Kœnigsberg, a donné l'ordre au général Lagrange, et cela après la trahison du général d'Yorck, de faire mettre à la disposition des Prussiens trois mille fusils et trente pièces de canon de campagne, sur ce qui existait dans la forteresse de Pillau. Ce prince a dû donner aussi au nom du roi l'ordre d'envoyer deux cents soldats prussiens à Pillau : ce qui portait leur force dans cette forteresse à quatre cents, puisqu'il y en avait déjà deux cents. Cet ordre était d'autant plus maladroit, qu'indépendamment de la méfiance qu'on doit avoir des Prussiens, après la trahison du général d'Yorck, il ne se trouvait alors que deux cents Français à Pillau.

» Puisque je parle ici des ordres inconvenables que donnait le prince de Neufchâtel au nom du

roi, je dois dire que si Thorn n'est point compromis, ce n'est pas sa faute. Voici le fait : la garnison de Thorn était réellement réduite à un troisième bataillon du 127e., et à tout ce qu'il y avait de disponible du premier corps, c'est-à-dire à douze ou quinze cents baïonnettes. Par ordre du 8 janvier d'Elbing, à une époque où à chaque instant on commandait les chevaux de poste pour quitter cette ville, je reçois l'ordre de faire partir le bataillon du 127e. pour Magdebourg.

» Ne connaissant que l'exécution des ordres, j'ai mis en marche ce bataillon le 10; mais informé de l'entrée des Russes à Marienwerder, je l'ai rappelé au moment où il entrait à Graudenz. Vingt-quatre heures plus tard, il était au milieu des troupes russes.

» Deux bataillons des 3e. et 105e. régimens, venant de Berlin avec la direction de Kœnigsberg, arrivent à Thorn le 7 janvier; j'en informe le major général, et lui demande quelle direction il fallait leur donner, puisque Kœnigsberg était au pouvoir de l'ennemi. Un ordre daté d'Elbing du 9 porte de diriger ces deux bataillons sur Marienbourg. Les événemens de Marienwerder rendaient cet ordre inexécutable.

» Le 11, le major général fait partir de Marienbourg un officier porteur d'ordres pour faire filer sans délai ces bataillons sur Posen, et de

Marienbourg on avait également envoyé l'ordre de diriger toutes les troupes sur l'Oder. Ainsi, tout le pays entre Marienwerder et Thorn se trouvait à découvert, et dès le 16, Bromberg était occupé par l'ennemi : Thorn était réduit aux troupes du premier corps : les cadres étant partis, cela se bornait à quinze cents baïonnettes. Je devais y attendre l'arrivée de trois mille Bavarois qui ne devaient y être rendus au plus tôt que le 20. J'ai cru devoir conserver les trois bataillons ci-dessus, et bien m'en a pris, puisque le général Woronzoff est arrivé dès le 17 à Bromberg et Sardom, avec quinze cents hommes d'infanterie, neuf pièces de canon et mille chevaux ; ce qui a été vérifié par une forte reconnaissance que j'ai fait faire le 18 sur Bromberg, par le général Gérard, qui a poussé l'ennemi à plus de deux lieues ; sans ces bataillons, il m'eût été impossible de faire ce mouvement et de donner le temps aux Bavarois d'arriver. La circonstance m'a donné à penser, et m'a porté à supposer que les Russes ont à l'état-major général quelques personnes qui leur donnent connaissance des ordres. Le 17, un colonel russe est venu à Schulitz, entre Thorn et Bromberg, a surpris le commandant polonais et lui a fait différentes questions sur la garnison de Thorn, entr'autres s'il était vrai qu'il y eût à Thorn d'autres troupes que celles venues de Moscou, et si la garnison était aussi nombreuse qu'on le pu-

bliait dans le pays, ce qui était en contradiction avec des renseignemens positifs qu'ils possédaient, qu'il n'y avait que quelques soldats venant de Moscou commandés par moi. Enfin, tout ce qui s'est passé depuis le départ de l'empereur de Smorgony est-il l'effet de la plus grande ineptie, ou de la plus insigne malveillance? c'est ce que Dieu seul sait. Quoi qu'il en soit, cela a toujours des résultats bien nuisibles au service de l'empereur.

» Le vice-roi répare le mal autant que possible, il rétablit l'ordre et inspire la confiance. Il y aurait eu bien des Français de conservés, s'il était venu à la pensée de l'empereur, en partant de Smorgony, l'heureuse idée de lui confier le commandement.

» Lorsque notre souverain m'a annoncé qu'il le laissait au roi, j'ai été sur le point de lui faire cette observation; mais la crainte qu'elle ne soit mal interprétée, ou que sa majesté la regardât comme l'effet des petites passions, dont je serai toujours exempt par intention, m'a empêché de la communiquer. Je devais d'autant plus avoir cette crainte, que j'avais été, dans ces derniers temps, l'objet de beaucoup de calomnies que j'ai méprisées, parce que je trouverai toujours dans mon dévouement, dans ma fidélité à l'empereur, et dans ma conscience, de quoi m'élever au-dessus des menées des envieux et des petites passions.

» Vous avez sans doute été très-surpris du départ subit du roi de l'armée. Je regarde comme de mon devoir de faire connaître presqu'une scène que j'ai eue avec lui à Gumbinen, le 17 décembre, au moment ou j'allais prendre ses derniers ordres avant mon départ pour Thorn.

» J'ai trouvé le roi avec le prince de Neufchâtel sortant de table. Sans motif et sans aucun préambule, sa majesté m'a dit que personne en Europe n'avait confiance dans la parole et les traités de notre souverain : que lui aurait pu faire sa paix avec les Anglais. Cette idée était rendue de manière à faire croire qu'il regrettait de ne l'avoir pas suivie. Il a cité avec éloge le prince de Ponte-Corvo, et fait d'assez mauvaises réflexions sur les procédés de l'empereur envers le roi de Hollande. Voyant que le prince de Neufchâtel gardait le silence, j'ai observé au roi, sans perdre un instant le respect que je dois à un souverain et surtout à un roi beau-frère du mien, que mon devoir me forçait à lui représenter qu'il n'était roi que par la grâce de l'empereur et le sang des Français; qu'il était en outre prince français, que son devoir lui prescrivait de ne point faire la paix avec les ennemis de l'empereur sans son agrément. Le roi a mis beaucoup d'humeur dans ses réponses que j'omets parce qu'elles sont personnelles. Il a toujours persisté dans ces mêmes idées, ajoutant qu'il était roi de Naples, comme l'empereur d'Autriche était

empereur d'Autriche, et qu'il pouvait faire ce qu'il voulait. Autant que je puis me le rappeler, le duc d'Elchingen était présent et a appuyé ce que je disais, que le roi, comme prince français, devait agir d'après les volontés de l'empereur.

» Je suis entré dans ces détails parce qu'il m'a paru utile, vu la facilité avec laquelle on peut monter la tête du roi, que l'empereur soit instruit des idées qui parfois entrent dans son imagination.

» Dans le cours de cette lettre, je vous ai dit que je supposais que l'ennemi avait des intelligences à l'état-major général; ce qui vient à l'appui de cette assertion, c'est ce que m'a dit dernièrement un officier bavarois qui avait été envoyé porter de l'argent pour les officiers bavarois prisonniers. Le général russe Craplitz s'en est vanté, et a rapporté les conversations du roi de Naples à Elbing. Il tenait du même général qu'on avait trouvé près de Wilna [1] une partie de la correspondance de l'empereur avec le duc de Bassano, que cette correspondance paraîtrait dans les journaux anglais; il a cité entr'autres la lettre où l'empereur demandait aux princes de la con-

[1] Cette assertion était fausse et avait pour but d'égarer l'opinion; car, dans la retraite de Russie et dans celle de Wilna, il n'y a eu aucune pièce de perdue provenant du cabinet de l'empereur ou de son ministre.

fédération de compléter leur contingent; et qu'ils fournissent ou non, ils disaient s'être empressés de donner bien au delà de leur complet. Il a aussi parlé d'une autre lettre où le duc de Bassano était prévenu que dans le cas où les correspondances seraient interrompues, il devait faire lui-même les bulletins de Wilna. Dans une autre on lui disait de se méfier du roi de Prusse, et de l'avoir toujours en vue.

» Je cite ces choses pour que l'empereur soit informé que les Russes prétendent savoir sa correspondance. Ce même général russe a parlé d'une déclaration d'officiers de santé qui ferait connaître dans le plus grand détail les malversations de nos administrations, particulièrement à Wilna. Pour cet objet, malheureusement, on ne peut calomnier : dans aucune époque il n'y en a eu de plus révoltantes et de plus meurtrières pour les soldats de l'empereur.

» Cet officier bavarois a été aussi témoin que dans toute la Prusse ducale on fait de très-grandes levées d'hommes et de chevaux qui sont conduits à Kœnisberg. Les levées ont également lieu dans ce pays-ci. La petite ville de Custrin a fait partir trente-six hommes pour la Silésie. Le rapport de l'officier bavarois était fort intéressant; je ne doute pas que le vice-roi ne l'ait envoyé à l'empereur. Le départ du roi de Prusse pour Breslau a rendu plus insolens ceux des Prussiens

qui sont mal disposés ; il n'y a pas de jour que les militaires, même les généraux, ne reçoivent des insultes lorsqu'ils voyagent isolément.

» On peut supposer que le roi de Prusse s'est rendu à Breslau pour être plus indépendant et pour obtenir le meilleur parti des puissances belligérantes. »

Le 12 janvier, le vice-roi avait appris tout à coup que le corps auxiliaire du prince de Schwartzenberg avait quitté Varsovie, et s'étant plus appuyé sur sa gauche, il avait dû évacuer Posen. Par suite de ce mouvement, que l'histoire se réserve de qualifier, le prince Eugène avait aussi perdu toute sa cavalerie. Son arrière-garde, composée de cavaliers saxons sous les ordres du général de Gablentz, avait suivi le corps autrichien par la Bohême. Malgré la privation totale de cavalerie, le vice-roi avait tranquillement effectué sa retraite sur l'Elbe, et après avoir brûlé les ponts de Crossen et de Francfort, était arrivé à Berlin le 21 février. Il y avait séjourné jusqu'au 4 de mars. Son armée était composée de ce qui était revenu de Wilna, sauf les nombreuses garnisons laissées dans les places de la Vistule et de l'Oder, de deux régimens de la jeune garde venus d'Espagne, des troupes que le général Grenier avait amenées d'Italie, et du corps que le maréchal Augereau commandait à Berlin. Un corps d'observation de l'Elbe, formé de cohor-

tes, s'organisait à Magdebourg sous les ordres du général Lauriston. Avec ces forces le vice-roi se trouva en état de tenir tête à l'ennemi, quoique celui-ci se fût renforcé de toute l'armée prussienne et qu'il eût pris sur la Vistule la place qu'occupaient les contingens autrichiens, polonais et saxons. Hambourg avait été évacué. Toute l'armée se retira sur l'Elbe.

Des militaires d'une grande autorité avaient pensé que l'armée française, appuyée par les places que nous tenions sur l'Oder, et secondée par le dégel, qui arriva subitement, aurait pu garder la ligne de ce fleuve; car, pendant la retraite de Moscou, l'armée d'Alexandre avait succombé dans une proportion peut-être aussi effrayante que celle de Napoléon. Son hiver avait exercé aussi sur elle la justice des fléaux; par une inexorable impartialité il avait frappé également la poursuite et la retraite. Sur vingt-huit régimens russes passés en revue à Wilna, quatre mille hommes seulement étaient présens, et depuis le Niémen, la marche des Français n'avait été inquiétée que par quelques milliers de partisans commandés par les généraux Czernichew, Tettenborn, Dornberg et Beckendorf.

Le prince d'Eckmülh avait été chargé par l'empereur d'observer le bas Elbe depuis Magdebourg jusqu'à la mer, et en avait reçu l'ordre de correspondre directement avec lui. Il remplissait

les intentions de sa majesté en écrivant presque journellement au duc de Frioul. Le 5 mars, il écrivait de Magdebourg au grand-maréchal : « Pourquoi l'empereur ne peut-il pas être partout ? Je conçois que sa présence est nécessaire à Paris, mais elle ne l'est pas moins ici. Certainement avec ce qu'a le vice-roi, le corps du général Grenier, qui est en mesure de se retirer sur Torgau, le corps du général Lauriston, les trente bataillons qui seront dans dix ou douze jours à Leipsick, et ce qui est en marche, il y a de quoi faire repentir les Russes, dans le courant de ce mois, de leur imprudence. Mais il n'y a que l'empereur qui puisse tirer parti de ces moyens, et imprimer la vigueur nécessaire....... Suivant tous les rapports, l'armée russe est très-faible, en infanterie surtout. La déclaration de l'adjudant commandant Bourmont, qui s'est échappé le 9 février de Marienwerder, confirme ce rapport : il faut que les Russes soient bien rassurés sur les Autrichiens et sur les Prussiens pour laisser derrière eux autant de places fortes. Quant à ces derniers, ils n'ont pas cessé de faire depuis le mois de décembre des levées extraordinaires en hommes et en chevaux.... »

La ligne de l'Oder étant abandonnée, il n'y avait donc à défendre que celle de l'Elbe. Le prince d'Eckmülh se rendit à Leipsick, où il prit les ordres du vice-roi. Ce fut dans cette ville

qu'il reçut la lettre suivante, par laquelle l'empereur lui faisait connaître le plan de campagne qu'il avait arrêté à Paris.

L'empereur au prince d'Eckmühl.

« Mon cousin, j'ai donné ordre au vice-roi de réunir les seize bataillons de votre corps, qui sont formés à Erfurt et à Wittemberg, où je désire que vous vous rendiez. Organisez le plus tôt possible, pour ce corps, deux batteries d'artillerie. Je donne ordre que la division du second corps, forte de douze bataillons, qui se forme à Erfurt, se réunisse à Dessau. Si le duc de Bellune était employé ailleurs, vous prendriez aussi le commandement de cette division. Il est nécessaire qu'elle ait également deux batteries d'artillerie. Par ce moyen, les points de Dessau et de Wittemberg seraient gardés, ainsi que tout l'espace entre Magdebourg et Torgau. Le roi de Saxe a pourvu à la défense de cette dernière place, sur laquelle cependant vous exercerez votre surveillance. Votre division doit avoir un bon général de division et trois bons généraux de brigade. Faites tout ce qui sera possible pour la bien organiser : faites exercer les troupes. Une seconde division de seize bataillons, composée des quatrièmes bataillons du même corps d'armée, part dans le courant de mars, ce qui complète le premier corps à deux divisions. Ce corps devra aussi avoir deux batteries. Il part éga-

lement douze quatrièmes bataillons pour le second corps, ce qui fera alors quatre belles divisions. Wittemberg a des portes; ainsi il est à l'abri d'un coup de main, au moins contre des cosaques et une avant-garde. Je suppose qu'on n'y a rien dérangé depuis la campagne de Prusse. S'il arrivait que les ennemis obligeassent le vice-roi à repasser l'Elbe, et s'avançassent en Allemagne, mon intention est que la division du premier corps et celle du second, et tout ce qui est organisé, forment la garnison de Magdebourg, dont j'ai nommé gouverneur le général de division Haxo. Dans ce cas, vous suivriez le corps de l'Elbe et l'armée du vice-roi, mon intention étant que cette armée se dirige sur Cassel pour défendre le Weser, en prenant ses lignes d'opérations sur Wesel. Je désire que vous m'écriviez directement et tous les jours de Wittemberg. La citadelle de Wurtzbourg et celle de Cronach se mettent en état de défense. Quinze mille Bavarois se portent à Bamberg, Bareuth et Cronach. Les Wurtembergeois, les Hessois et les Badois se portent à Wurtzbourg. Le prince de la Moskowa sera le 10 à Francfort avec le corps d'observation du Rhin, fort de soixante bataillons. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il faut porter le plus grand soin à discipliner les troupes, à faire faire l'exercice à feu, tirer à la cible, et former des colonnes d'attaque et des bataillons contre la cavalerie. Le corps

d'observation d'Italie, fort de soixante mille hommes, et commandé par le général Bertrand, se met en mouvement vers le 10 mars pour se porter sur Ratisbonne. Le duc de Trévise sera le 12 à Gotha avec soixante pièces d'artillerie de ma garde en double approvisionnement, deux mille chevaux de ma garde et une division de dix mille hommes d'infanterie aussi de ma garde. La citadelle d'Erfurt a été mise en état de défense : elle est à l'abri d'un coup de main. Le duc de Padoue s'y trouve, et il y a là encore plusieurs bataillons. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde.

» A Paris, ce 2 mars 1813.

» Napoléon. »

Telle était alors la position de l'armée du vice-roi. Le prince d'Eckmülh occupait la ligne de l'Elbe depuis Torgau jusqu'à Dresde et Kœnigstein. Il avait sous ses ordres les quatre mille Saxons qui restaient du corps du général Régnier, ce qui restait également des Bavarois du général Rechberg, la trente-unième division du général Gérard et les six bataillons du premier corps que le général Lauriston venait d'organiser à Magdebourg. Le maréchal duc de Bellune surveillait le bas Elbe avec vingt-deux nouveaux bataillons. Le prince vice-roi défendait le centre du fleuve avec les corps des généraux Lauriston et Grenier.

Le 10 mars, le maréchal quitta Leipsick pour exécuter son mouvement. Il passa par Nossen, détruisit le pont de bois de Meissen, et le 12, d'après les ordres du prince vice-roi, il était à Dresde. Les dispositions des habitans lui parurent se ressentir vivement de cette hostilité germanique dont on devait bientôt éprouver de si terribles effets. La population avait été remuée par le passage des quatre mille Saxons du général Régnier, et il fut aisé de s'apercevoir que l'on n'était plus dans un pays ami. La malveillance et l'irritation avaient été portées au point que, lors du départ du roi pour Plauen, on avait dit publiquement : *Il n'y a plus de serment envers un roi qui abandonne ses sujets*. L'occupation militaire de Dresde par l'armée française était donc, à cette époque, de la plus haute importance. Elle avait pour but de comprimer l'esprit d'insurrection que l'approche de l'ennemi devait faire éclater, et de retarder, autant que possible, pour favoriser les opérations militaires projetées par Napoléon, le moment où l'on serait forcé d'évacuer cette ville devant des forces supérieures.

Le maréchal commença sa campagne ; il poussa de fortes reconnaissances sur la rive gauche, et ce fut encore le général Gérard qui eut l'honneur de repousser l'ennemi. Ces succès laissèrent au maréchal le temps de faire construire sur la rive droite les ouvrages destinés à défendre le passage

du fleuve, quand le sacrifice des ponts serait reconnu indispensable. La vigueur, la prudence et l'activité du prince d'Eckmühl imposèrent bientôt à la population, et la tranquillité fut rétablie dans la capitale pendant le séjour des Français.

Mais le prince vice-roi ayant reçu, le 15 mars, l'avis du passage d'un corps ennemi considérable par Hertzberg, se dirigeant sur Mülhberg, où il se proposait de passer l'Elbe, prescrivit au maréchal de faire sauter le pont de Dresde, de laisser trois mille hommes dans la ville et de se porter de sa personne à Strehla avec le reste de ses troupes. Les ordres du vice-roi furent exécutés : le pont de Dresde fut détruit par des ingénieurs et des mineurs que le prince avait envoyés au maréchal, et le général Durutte prit le commandement de la ville.

De nouveaux ordres, résultant de la création miraculeuse de la nouvelle grande-armée, apprirent bientôt au vice-roi que l'empereur prenait lui-même la grande direction de la guerre. La majeure partie de l'armée eut ordre de se rassembler sous Magdebourg. Le général Grenier dut, avec le onzième corps, se porter à Würlitz, s'appuyant sur la Saale. La défense de l'Elbe, de Dresde à Torgau, fut confiée au général Durutte, qui réunit sous ses ordres les Saxons et les Bavarois. Il avait ordre de se reployer sur la Saale, s'il était forcé. L'observation de l'Elbe,

depuis Torgau jusqu'à Wittemberg, et la défense depuis cette dernière place jusqu'à Dessau, furent données au maréchal prince d'Eckmülh qui prit le commandement de six bataillons du premier corps nouvellement organisé, et de la trente-unième division. Le 18 mars commença l'exécution de ces mouvemens.

Le maréchal, à son arrivée à Wittemberg, s'occupa de mettre cette petite ville en état de défense; l'empereur en confia le commandement au brave général Lapoype, l'un des vétérans de la gloire républicaine au siége de Toulon, et assura à cette mauvaise place une grande illustration. La défense de Thorn par le général Poitevin, et celle de Wittemberg par le général Lapoype, contre des forces bien supérieures à leurs faibles garnisons, prendront place parmi les beaux faits d'armes de cette dernière campagne germanique.

A Torgau, le prince d'Eckmülh jugea promptement les dispositions du général saxon Thielmann, et informa le vice-roi des justes soupçons que méritait sa conduite, et qu'il ne tarda pas à justifier par sa désertion. En vertu des ordres du roi de Saxe, émanés du cabinet autrichien, cette place ne devait recevoir aucune troupe étrangère, soit amie, soit ennemie; mais le général Thielmann était personnellement pour le système de défense du pays sous les ordres du maréchal,

qui parvint à lui faire livrer l'artillerie nécessaire à la défense de Wittemberg, et à lui faire exécuter l'ordre qu'il avait donné ponr la destruction ou pour la garde des bacs et des bateaux. Quinze cents Polonais, commandés par le général Dombrowski, et mille Français, formèrent, sous les ordres du général Lapoype, la petite garnison de Wittemberg.

Vers la fin de mars, telle était sur la ligne de l'Elbe la position de l'armée française.

En avant de Magdebourg, le prince Eugène avait réuni les quatre divisions du général Lauriston, qui commandait le corps d'observation de l'Elbe, les trois divisions du onzième corps du général Grenier, les premier et deuxième corps de cavalerie réorganisés à Mayence, et la garde. Cette armée était de soixante mille hommes. A Dresde, commandait le général Durutte; à Wittemberg, le prince d'Eckmülh; à Werben, le duc de Bellune. Mais le 24, l'armée se concentra sur l'Ohre depuis Wolmerstadt jusqu'à Kalworde. Le duc de Bellune marcha sur la basse Saale avec le deuxième corps, et le prince d'Eckmülh commanda toute la ligne de l'Elbe, depuis Magdebourg jusqu'à la mer.

Cependant l'ennemi avait passé l'Elbe à Werben, au nombre de cinq à six mille hommes, et menaçait le Hanovre et la Westphalie. Sous Lunébourg, le général Morand avait été attaqué,

blessé mortellement et fait prisonnier avec un régiment saxon.

Dans les premiers jours d'avril, l'armée combinée se cantonna entre l'Elbe et l'Elster. Le général russe Miloradowitsch était avec quinze mille hommes aux environs de Dresde. Le général en chef de l'armée russe, le comte de Wittgenstein, resserrait Magdebourg avec un corps de pareille force. Les troupes légères de Czernichew et de Tettenborn couraient le bas Elbe et continuaient avec succès de provoquer l'insurrection de l'Allemagne septentrionale. L'ennemi avait été battu sur tous les points d'attaque, à Lunébourg, par le prince d'Eckmülh; à Zell, par le général Sébastiani; à Mockern, par le général Grenier. Toutes les tentatives des alliés furent repoussées. Une forte reconnaissance qu'ils avaient envoyée sur Nordhaussen et Bernburg dut également se replier et n'eut d'autre résultat, pour les Russes, que l'enlèvement d'un secrétaire de légation du ministre de France à Gotha, contre le droit des gens et contre le droit des armes. Cet agent diplomatique fut envoyé en Russie; ce fut le seul trophée de l'armée combinée avant l'ouverture de la campagne de 1813.

CHAPITRE VII.

Affaires d'Autriche. — Négociations à Paris. — Départ de Napoléon pour Mayence.

Par la retraite de son contingent, en vertu d'une convention avec la Russie, l'Autriche dut paraître à la France plus suspecte encore que la Prusse, malgré la défection des deux généraux qui commandaient l'arrière-garde du duc de Tarente. La Prusse, sous le poids d'une dette dont la France tenait tous les gages, la Prusse était toujours, depuis Tilsitt, sous la condition de la conquête. Son territoire, occupé militairement et possédé administrativement, n'était qu'une frontière, une route du grand empire. Quand elle donna son contingent, elle pouvait alléguer qu'elle n'avait fait qu'obéir, et quand son souverain vint à Dresde, offrir le prince royal pour aide-de-camp à Napoléon, qui le refusa, il pouvait également attribuer cette démarche à la dépendance de sa couronne, et sa pensée fut sans doute de donner à l'empereur plutôt le gage d'une rigoureuse fidélité, que celui de son affection ou de son alliance. Napoléon avait ainsi jugé cette proposition remarquable, et avait pensé aussi qu'il serait peu généreux de l'accepter. Cependant la

prudence l'eût voulu, comme elle lui prescrivait aussi de faire marcher devant lui sur Moscou les contingens autrichiens et prussiens, au lieu de laisser l'un en contact avec la Gallicie, et l'autre avec la Prusse septentrionale; comme elle lui conseillait également de donner à garder ces frontières de l'empire russe aux fidèles Polonais, ennemis naturels de la puissance qu'il allait attaquer.

L'Autriche, plus libre, avait de son plein gré, et par sa propre impulsion, demandé à être l'auxiliaire de la France; elle s'était laissé appeler en première ligne, parmi tous les alliés belligérans de Napoléon, à appuyer de tout son assentiment politique et du déploiement d'une partie de sa force militaire, la cause de ce souverain dans la guerre qu'il entreprenait contre la seule puissance indépendante du continent européen. Qui avait pu la décider à offrir un contingent à Napoléon? Était-ce l'espoir si précaire d'obtenir l'Illyrie, en remplacement de la Gallicie, si la Russie vaincue perdait ses provinces polonaises, et si le rétablissement d'un trône de Pologne était le résultat de la victoire de la France? Était-ce le désir de recouvrer la possession de Venise, en souvenir du traité de Léoben? comme si l'empereur Napoléon devait payer la victoire du général Bonaparte, ainsi que les guerres malheureuses que l'Autriche avait toujours faites à la France, quand elle la croyait

enchaînée loin d'elle par une autre guerre. On peut aussi demander et avec plus de raison comment l'empereur d'Autriche se justifiera, dans l'histoire, d'avoir, au mois de mai 1812, quitté sa capitale avec l'impératrice pour venir à Dresde saluer son gendre à son passage, et d'avoir, en présence de presque tous les souverains de l'Allemagne, soit par son langage, soit par celui de ses ministres, par l'éclat de cette entrevue, par la plus importante démarche, donné une sanction européenne à une expédition dont le succès devait être la domination du continent européen au profit de son gendre. La fidélité aux traités ne pouvait prendre une voix plus éclatante. Tous les souverains du Rhin à la Baltique avaient consacré par leur présence cette dernière guerre politique de Napoléon. L'Autriche, à la tête de tous les confédérés de l'union gallo-germanique, avait déclaré la cause de la France commune, identique, inséparable avec la sienne, et son lien de famille indissoluble, et, pour donner encore un caractère de faveur plus authentique à cette grande entreprise, elle avait mis son contingent sous les ordres du prince de Schwartzenberg, son ambassadeur à la cour de Napoléon. Telle avait été la conduite de l'Autriche en mai 1812, quand Napoléon, entouré d'une clientelle de rois, alla, en leur nom comme au sien, accepter le cartel que l'empereur Alexandre lui avait envoyé par son ambassadeur à

Paris, et qui fut confirmé au comte de Narbonne, député à Wilna pour conjurer la guerre.

Mais en décembre 1812, ravalée tout à coup aux conseils d'une politique étroite, d'une imprévoyante commisération d'elle-même, l'Autriche oublia tous ses engagemens d'honneur, et ne vit plus que l'espoir de se sonstraire à l'influence de celui dont huit mois auparavant elle était allée chercher le drapeau; de celui qui deux fois avait pris sa capitale, et qui avait trop faiblement puni sa dernière agression. Car l'Autriche attaquait Napoléon pendant qu'elle le savait occupé en Espagne; elle suppliait Napoléon à Znaïm, quand elle avait été châtiée à Wagram; elle venait se ranger sous ses aigles, quand il partait pour Moscou; et elle l'abandonnait quand il venait d'échapper sans armée à l'hiver de Russie! Et non seulement elle se hâta d'abdiquer le premier rang qu'elle tenait dans la prépondérance que la France eût conservée sans sa défection, et la plus haute place qu'elle occupait dans la civilisation européenne, mais elle alla à Wilna au-devant de la Russie, et se jeta dans ses bras. L'Autriche ne calcula point le poids du colosse auquel elle se vouait, et ne vit point que toute alliance avec lui ferait peser d'abord sur elle, ensuite sur tout le continent européen, moins la dépendance à une suprématie politique, que le joug d'une vassalité directe au droit de la conquête.

Cependant la question était simple, c'était le Nord qui descendait de nouveau sur le Midi après une guerre de frimas, et pour ceux qui avaient les yeux ouverts sur le passé, l'histoire leur apprenait tous les dangers de l'avenir ; car si la poursuite d'une guerre acharnée précipitait sur les nations centrales de l'Europe les descendans des Slaves et des Huns, à qui Sowarow avait récemment montré les contrées de l'Italie, il était facile de prévoir que l'ambition, que l'attrait d'une nature féconde et d'un ciel tempéré, pouvaient bientôt leur rouvrir les routes et leur livrer les trésors du Midi sous un chef plus belliqueux. Et en effet, dès lors, par la nature même des derniers événemens, on ne pouvait déjà plus s'aveugler, comme on le peut encore moins à présent, sur la tendance de la puissance russe à peser sur la situation de l'Europe. Ne la voit-on pas porter ses regards sur la Grèce comme sur l'Espagne, et se montrer hautement mécontente de l'affranchissement de l'Amérique ?

Tout faisait donc une loi à l'empereur d'Autriche de contribuer à fermer aux Russes les portes du Nord ; car, indépendamment du maintien de la civilisation, dont sa position le rendait le défenseur responsable, cette même position le montrait plus vulnérable du côté de la Russie que du côté de la France. Pour ses états, pour sa puissance, le péril était russe et la protection

était française. Ce n'était point à la Russie que l'empereur François eût pu demander l'Illyrie, ou la Dalmatie, ou l'Istrie, ni devoir la Valachie et la Moldavie ; c'était à son gendre qui, uni avec lui et à la tête du reste de l'Europe continentale, aurait prononcé tôt ou tard le décret de bannissement de la puissance ottomane et l'affranchissement de la Grèce.

Mais l'Autriche comprit que son crédit devait s'accroître des pertes qu'avait faites l'armée française, et depuis le mois de décembre 1812, sa conduite dut faire croire au cabinet des Tuileries que la campagne de Russie avait pu être considérée à Vienne comme une grande chance contre l'empereur Napoléon, et la fatale retraite de Moscou comme une longue victoire aussi pour le gouvernement autrichien. Alors la Russie lui devint moins ennemie, et ce fut le destin du Bas-Empire qui prévalut dans ses conseils comme dans ceux de la Prusse. Ces deux puissances entraînaient naturellement dans la marche de leur nouvelle politique cette confédération germanique que Napoléon avait établie contre l'ennemi naturel de la vieille Europe. Enfin, la conjuration des nations allemandes contre la France était le préliminaire nécessaire de leur soumission prochaine à l'Autriche et par conséquent à la Russie. L'empereur Alexandre avait prophétisé lui-même cette soumission, quand le 15 mars, à Breslau, il

avait dit au roi de Prusse : *Je jure que je ne poserai les armes que quand l'Allemagne sera délivrée du joug des Français.*

Par sa position géographique et par son empire des mers, l'Angleterre avait pu impunément ou rompre ou refuser la paix tant de fois demandée par la France, et, seule invulnérable en Europe, elle n'avait cessé depuis la rupture du traité d'Amiens, et à l'aide de ses trésors, d'entretenir sur le continent des élémens de son implacable animosité contre la France. L'Angleterre était l'âme de toutes les conjurations qui, sous le nom de coalitions, avaient tant de fois ensanglanté l'Europe. Sa raison politique était la mort de la France dès l'aurore de sa révolution, parce qu'elle ne voulut pas que sa rivale participât aux bienfaits de la liberté à qui elle devait sa prospérité. Quand Napoléon parut, ce fut hautement la cause de la suprématie qu'elle voulut soutenir, et elle chargea l'Europe de se battre pour l'intérêt de sa domination. La question ne fut plus alors que sur les champs de bataille ; mais la France avait à sa tête un homme amoureux de la guerre, sans rival, invincible, et l'Angleterre perdit tous ses efforts. Cependant jamais elle ne fut découragée par des revers qui ne lui coûtaient pas un soldat. Il semblait qu'elle eût conçu l'étrange idée d'étouffer le vainqueur sous le poids des trophées qu'il coûtait à l'Europe. Toute sa

politique fut constamment resserrée dans ces deux limites : refuser toujours la paix à la France, et armer toujours l'Europe contre elle.

Aussi en 1812 elle était parvenue à rentrer dans les conseils de la Russie ; elle lui avait inspiré ses nouvelles résolutions ; elle l'avait décidée à provoquer la France par un *ultimatum* humiliant qui brisait tous les traités et tous les souvenirs ; et la guerre, qui devait être la dernière, ébranla l'Europe ! L'Angleterre seconda la Russie dans son plan de campagne offensif et défensif contre Napoléon et ses alliés. Par une prévision dont sa richesse avait tout le secret, elle avait avec raison compté sur les alliés de la France pour livrer plus tard son ennemie à la merci de l'invasion de l'Europe, si l'armée française était détruite par l'hiver russe. Ce n'était pas la première fois qu'on avait admis à Pétersbourg, dans les moyens de la victoire, les huit cents lieues qui seraient entre la France et son armée, ainsi que la rigueur des élémens. La destruction de toute une armée par le froid avait été prévue ! On avait calculé qu'elle serait entraînée jusqu'au cœur de la Russie par l'aspiration du mouvement rétrograde des Russes, par les embrasemens qui devaient rendre toute station impossible aux vainqueurs, et enfin par l'incendie de Moscou, qui terminerait le désert où devait périr la victoire. Cette combinaison était moscovite, il y

avait plusieurs années qu'elle avait été conçue dans le cas d'une rupture ou d'une invasion: Car le voyage d'Erfurth n'avait pas laissé l'empereur Alexandre aussi disposé au maintien du système continental, qu'il l'avait été à Tilsitt, en l'acceptant pour base principale de son alliance avec Napoléon. Les fléaux de la nature étaient d'anciens auxiliaires que la Russie tenait en réserve pour rendre plus mortels les fléaux de la guerre.

Aussi, après la fatale retraite de Moscou, la politique anglaise ne reprit qu'avec plus d'énergie et de confiance son plan de conspiration continentale, et elle mit à son tour le blocus devant tous les cabinets. Celui de Berlin, dont le territoire était la grande route militaire de l'invasion moscovite, comme elle l'avait été de l'invasion française, dut céder le premier, et d'ailleurs il n'en fut point détourné par le cabinet de Vienne. Les généraux d'Yorck, Massenback et Bulow furent les enfans perdus de la secrète alliance et consentirent pendant deux mois à être flétris du nom de traîtres, par toute l'Europe, par un édit de leur propre souverain. Mais bientôt la justification authentique, officielle de ces généraux, qualifiée telle par un autre édit et précédée d'un traité du roi avec l'empereur de Russie, les déclara absous de la préméditation, et laissa la trahison en jugement devant la for-

tune, et aussi devant l'histoire qui doit juger la fortune.

Ce fut ainsi que la Prusse entra dans les rangs ennemis de la France. Mais l'Autriche plus forte que la Prusse, plus ambitieuse, et surtout plus indécise, l'Autriche récemment unie à la dynastie française par un lien de famille, crut devoir procéder autrement dans une situation dont elle sentit qu'elle pouvait faire naître l'importance; et jalouse, n'importe à quel prix, de reprendre le rang qu'elle avait toujours occupé sur le terrain politique du monde, elle abandonna aux ressources et aux relations de sa diplomatie le soin des intérêts que le désastre de Moscou venait de créer pour elle: car ce fut de ce désastre qu'elle reçut l'inspiration d'un nouveau système. Le 16 décembre, le comte Otto, ambassadeur à Vienne, écrivait : «Le comte de Metternich a l'air de craindre pour l'alliance, et il s'est oublié plusieurs fois jusqu'à me dire que si l'Autriche prenait un autre parti, elle verrait en peu de temps plus de cinquante millions d'hommes de son côté. » Il est vrai que Napoléon n'était pas de retour et que l'Autriche le croyait perdu avec son armée. Le comte Otto continuait d'exposer les confidences de M. de Metternich : « .... On fait les plus grands efforts pour gagner l'Autriche : on offre l'Italie, les provinces illyriennes, la suprématie de l'Allemagne, enfin le rétablisse-

ment de l'ancienne splendeur de la couronne impériale. On dit que la France elle-même est à la veille d'une révolution et que le moment est venu de rendre aux peuples leurs anciennes lois et leur indépendance.... » Lord Walpole professait hautement ces doctrines dans les salons de Vienne; dont le cabinet était assiégé par la corruption étrangère. L'Autriche était ou voulait paraître effrayée de la nécessité de combattre seule le colosse russe. Enfin, l'explosion de l'opinion, suscitée par le malheur de son allié, et par les récriminations de ses aristocraties la préparait à la défection, lorsque la nouvelle de l'arrivée de Napoléon à Paris surprit le gouvernement autrichien dans l'enthousiasme de sa renonciation à l'alliance française et de son rétablissement prochain dans tout ce qu'il avait perdu depuis la bataille de Marengo. Mais il vit tout à coup dans Napoléon à Paris ou un péril ou un appui, et la prudence qui caractérise le cabinet de Vienne, reprenant tout à coup son empire, modifia son langage et inspira ses conseils. Ce changement ne fut qu'extérieur : le fond de sa pensée demeura. En effet, le retour de Napoléon demandant une nouvelle armée était un grand événement, qu'il s'agissait d'exploiter au nom de l'alliance. Cette fois l'Autriche ne perdit point de temps, car le 19 décembre, l'empereur était à Paris, et avant la fin du mois, le comte de Bubna y arriva. Il y précéda de quel-

ques jours le ministre des relations extérieures, le duc de Bassano, qui, en revenant de Wilna, s'était arrêté à Berlin, où il avait reçu de nouvelles assurances de la fidélité du roi, et du dévouement du baron de Hardenberg aux intérêts de l'alliance. La mission de M. de Bubna débuta par être toute militaire; les explications qu'il apportait concernaient la réorganisation du contingent et les mesures à prendre pour l'appuyer sur la mobilisation des troupes des provinces les plus voisines de la Gallicie. Ses communications étaient la réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre que l'empereur Napoléon lui avait écrite de Dresde, à son retour de Russie, le 14 décembre.

Quant aux négociations politiques, elles passaient par le canal du chevalier de Floret, chargé d'affaires de la cour de Vienne à Paris. L'Autriche parlait déjà de paix : « Mais ce n'était pas pour la France qu'elle la désirait le plus, c'était pour l'Europe, c'était pour elle-même. Les progrès de la Russie, la prépondérance que cette puissance s'efforcerait de saisir l'alarmait, et son système politique l'attachait plus étroitement encore à l'alliance après nos revers. Cependant, la France aussi avait besoin de repos, son bonheur intérieur celui de l'impératrice altéré par les inquiétudes de la guerre, étaient des considérations qu'un même intérêt rendait communes aux deux souverains. L'Autriche désirait donc ar-

demment la paix qui la laisserait dans la seule position qu'elle enviait en Europe, et qui ne pouvait que consolider la puissance de son allié. Si on voulait quelle agit officieusement, elle était prête, non qu'elle prétendit influer par son importance propre, mais par la force que donne un esprit de conciliation *aussi désintéressé que le sien.* »

A Vienne, le langage de M. de Metternich était encore plus prononcé. « Malgré vos derniers revers, votre position est toujours la plus brillante. Ce n'est pas l'empereur Napoléon qui a le plus besoin de la paix : s'il lui répugnait d'agir offensivement, il dépendrait de lui de rester pendant un an ou deux sur la Vistule. Jamais les Russes ne franchiront cette barrière... Mais c'est l'Allemagne, la Prusse, la Pologne, et surtout l'Autriche, qui souffrent... Il est donc naturel que nous demandions la paix à hauts cris. Aussitôt que l'empereur nous aura fait connaître ses vues, nous les ferons valoir; car lui seul est intact, lui seul est en mesure de dicter la paix. Qu'il ait en nous une confiance entière. »

L'empereur Napoléon ne rejetait aucune de ces insinuations; son ministre abondait, au contraire, dans le sens du cabinet de Vienne. La seule mesure qui lui était prescrite consistait à confirmer l'Autriche dans l'opinion qu'elle avait conçue et qu'elle affectait d'exprimer sur notre

désir de la paix, sans rien autoriser ni empêcher, jusqu'au moment où on verrait plus clair dans les véritables intentions d'une puissance qui protestait de sa fidélité à l'alliance existante.

Bientôt la marche de l'Autriche prit un caractère plus prononcé. Elle supposa « des insinuations qui lui auraient été faites par la Russie, et elle s'autorisa de ce qu'elle regardait, disait-elle, comme un assentiment de notre part, et se mit en négociation ouverte avec l'empereur Alexandre. Si elle n'augmentait pas son contingent, comme la France le lui demandait, c'était pour ne rien changer dans son attitude, afin de ne point effaroucher nos *ennemis qui s'adressaient à elle ;* mais elle allait, par des armemens intérieurs, se mettre en état de leur faire entendre un langage plus ferme. » Ce que disait à Paris M. de Bubna était et devait être un écho fidèle de ce que M. de Metternich disait à Vienne au comte Otto. « En ajoutant trente mille hommes au corps auxiliaire, nous irions au delà des obligations de notre traité, et nous autoriserions la Russie à refuser notre intervention. *Jusqu'ici la guerre n'est pas autrichienne : si elle le devient par la suite, ce n'est pas avec trente mille hommes, mais avec toutes les forces de la monarchie, que nous attaquerons les Russes...* »

La correspondance de Vienne avec le cabinet de France, pendant le mois de janvier, renferma

constamment les déclarations les plus prévenantes et les plus amicales de la part de l'Autriche. « L'Autriche prenait sur elle la responsabilité de la négociation ; elle priait instamment le ministère de France de *ne pas faire connaître les bases très-généreuses proposées par l'empereur Napoléon* pour la paix de la Russie et pour celle de l'Angleterre, *et de laisser faire le cabinet autrichien.* » Le comte de Metternich s'appuyait sur les termes d'une dépêche du duc de Bassano, où ce ministre disait : « *L'empereur consent à la négociation, mais sa majesté ne veut y être pour rien.* » Le ministre directeur du cabinet de Vienne ajoutait une insinuation, dont l'interprétation pourrait lui être pénible surtout à présent : « *Tout ce qu'on demande à la France, c'est de faire les plus grands préparatifs pour une nouvelle campagne.* » Ce fut aussi dans le même moment que ce ministre présentait à la confiance de M. Otto, comme *importantes au maintien de l'alliance par la coopération ostensible de la guerre*, deux opérations, dont l'une mobilisait soixante-dix mille hommes dans la Gallicie, et l'autre créait quarante-cinq millions de florins de billets de l'état. « Le cabinet s'engageait à n'agir que comme il conviendrait à l'empereur Napoléon, et à ne pas faire un pas à son insu. »

Le 23 février, M. Otto confirmait ainsi les précédentes ouvertures du cabinet de Vienne.

« M. de Metternich a déclaré que l'alliance fondée sur les intérêts les plus permanens, les plus essentiellement salutaires, devait être éternelle comme les motifs qui l'avaient fait naître; *que c'était l'Autriche qui l'avait recherchée*, et qui avait bien réfléchi avant de la conclure. *Si le cabinet avait à la refaire, il ne voudrait pas la minuter autrement qu'elle n'est.* » Après des déclarations si pressantes, si positives, si claires, si spontanées, qui aurait osé douter de la sincérité de l'Autriche? Une alliance aussi fortement réclamée en janvier 1813 ne devait-elle pas paraître plus sacrée qu'en 1812, où Napoléon marchait à la tête d'un demi-million de soldats? Mais le cabinet de Vienne alla encore plus loin. Comme la question de la paix générale était, depuis le consulat, l'unique but que Napoléon avait poursuivi, soit dans les négociations, soit sur les champs de bataille, M. de Metternich annonçait « qu'il n'aurait avec l'Angleterre de relations directes que quand il y serait autorisé par la France, et qu'il y mettrait les formes qui conviendraient à l'empereur Napoléon. » En conséquence, le cabinet de Vienne désignait au cabinet de France le baron de Wessemberg, choisi pour la mission de Londres; et en lui soumettant les instructions données à ce plénipotentiaire, il faisait connaître que par la route longue et détournée que M. de Wessemberg avait ordre de suivre pour se ren-

dre en Angleterre, c'est-à-dire par le Danemarck, cette mission prendrait le caractère d'une mission toute particulière, ignorée du cabinet de France, et extérieurement séparée des intérêts de l'alliance. Il résultait aussi de cette marche de l'ambassadeur autrichien par le Danemarck, qu'il ne pouvait être arrivé à Londres avant la fin de mars, ce qui donnait le temps à la France de compléter ses armemens, et à l'Autriche ses négociations; car, à la même époque, comme nous venons de le dire, elle proposait à la Russie d'envoyer à Wilna M. de Lebzeltern, et depuis le départ de lord Walpole, occasioné par le retour de l'empereur Napoléon, la Russie avait envoyé à Vienne le comte de Stackelberg, pour la négociation relative à la retraite prochaine du contingent autrichien, et pour y suivre moins ostensiblement les intérêts cachés de la retraite de Moscou.

Les conférences entre le duc de Bassano et le comte de Bubna continuaient presque journellement à Paris sur le même pied. Tout ce qui s'y traitait sur la paix comme sur la guerre paraissait ne se rapporter qu'à l'intérêt commun. Les vues de l'empereur Napoléon sur les conditions auxquelles on pouvait négocier, sur le développement des moyens à employer par l'Autriche dans le sens de l'alliance, si les ennemis de la France ne voulaient point entrer en négociation, en faisaient la matière

habituelle. On agréait à Vienne, comme on l'a vu plus haut, on appréciait les concessions que le cabinet des Tuileries était disposé à faire à la paix; et à Vienne comme à Paris, les préparatifs militaires se succédaient avec une égale activité.

Les rapports du duc de Bassano avec le comte de Bubna étaient anciens et conservaient le caractère de l'intimité et de la confiance. Ils s'étaient liés en 1809, lorsqu'on leur dut la paix de Vienne. Plus la défiance du cabinet de France était éveillée, plus il mettait de soin à la cacher; et c'était par les protestations même dont l'Autriche était prodigue, qu'il était facile de pressentir ses véritables sentimens. Ces protestations parties de plus haut à Vienne, et incessamment renouvelées par le ministre dirigeant, avaient fini par produire sur l'ambassadeur de France un effet auquel il était peut-être naturel de s'attendre. Plus les démonstrations autrichiennes, dans la première époque du mois de décembre, avaient décélé de sentimens hostiles, plus le cabinet avait mis d'art à abuser le comte Otto. Tout servait à pervertir sa prudence naturelle, jusqu'aux instructions de sa propre cour; il était journellement averti de ne montrer aucun soupçon, et insensiblement il s'était laissé aller à revenir sur ceux qu'il avait conçus lui-même. Déjà, dès le 8 février, il avait terminé une dépêche par cette phrase : « M. de Metternich a parlé pendant une demi-heure, avec

une effusion de cœur parfaite, des intentions de l'Autriche et de son entier dévouement à notre cause. » Le 11 janvier, il avait cru au langage de M. de Metternich, quand ce ministre lui avait dit : « Nous apprécions vos immenses ressources, nous savons tout ce que vous avez fait et tout ce que vous pouvez faire. Outre les sept millions sterling que l'Angleterre donne à la Russie, elle nous a offert dix millions pour changer de système. *Nous avons repoussé son offre avec mépris*, quoique nos finances soient dans le plus grand délabrement. Nos douanes sont à présent notre principal revenu : nous sommes sûrs de perdre cette branche lucrative de nos finances, *si vous renoncez à votre système d'exclusion des denrées coloniales.* » C'était cruellement abuser du caractère de l'ambassadeur, que de lui désigner comme la seule ressource de l'Autriche le système continental, qui était le cri de ralliement de la Russie, de la Suède et de la Prusse, et qui allait bientôt, par l'organe même de l'Autriche, soulever toute l'Allemagne contre Napoléon. La dépêche du 21 janvier, relative à la mission de M. de Wessemberg, se terminait ainsi : « Le ministre est enchanté d'avoir les mains libres, je ne l'ai jamais vu plus heureux qu'aujourd'hui, et je partage les espérances qu'il nourrit dans ce moment. » Napoléon était loin de partager la confiance de son ambassadeur; il n'avait attaché

d'autre intérêt à la mission de M. de Wessemberg, que celui de grossir ses griefs contre l'Angleterre du refus formel par lequel elle accueillerait nécessairement les propositions de l'Autriche. D'un autre côté, Napoléon n'avait pu se soustraire au consentement ni à l'accord que l'Autriche lui avait demandés pour cette mission, parce que son refus aurait montré à l'Autriche toute sa pensée sur ses démonstrations. Nous reviendrons plus tard à cette circonstance politique de la conduite de Napoléon.

Le 15 février, le comte Otto écrivit, et quelques jours après le comte de Bubna annonça que le prince de Schwartzenberg arrivé à Vienne, le 14, *se mettrait en route pour Paris dans la huitaine ; que sa présence à Paris, dans la situation où se trouvaient les choses, avait été jugée nécessaire par l'empereur d'Autriche* aux intérêts réciproques des deux cours : qu'ambassadeur et général en chef du corps auxiliaire, il servirait efficacement près de l'empereur Napoléon la marche des négociations, s'il devait s'en établir, en même temps *qu'il prendrait ses ordres pour la campagne prochaine*, si, contre les vœux les plus chers de l'empereur d'Autriche, elle devait avoir lieu. »

Cependant, à l'insu du gouvernement français, le prince de Schwartzenberg, bien que chargé par Napoléon, en sa qualité de commandant du contingent autrichien, de garder les frontières de la Pologne et d'appuyer l'aile droite de l'armée,

venait de conclure à Varsovie avec M. d'Anstedt, plénipotentiaire russe, un armistice qui neutralisait la Gallicie, stipulait la retraite du corps autrichien et laissait à découvert le grand-duché de Varsovie. Cette convention avait une origine plus ancienne. Le 12 novembre 1812, le contingent autrichien parvenu à Slonim, avait changé tout à coup sa ligne d'opération, était revenu sur le Bug, et avait facilité ainsi l'arrivée du général Tchitschagoff à Minsk, vingt-quatre heures avant l'armée française. Depuis ce moment, le corps auxiliaire autrichien n'avait point cessé d'être en rapports journaliers avec l'ennemi. Dans les premiers jours de janvier, une entrevue avait été proposée au prince de Schwartzenberg par le général Wassilizikow, aide-de-camp de l'empereur Alexandre. Elle avait été acceptée, et elle devait avoir lieu entre Ostrolenka et Tykocin; mais le général russe, n'ayant pu s'y trouver, fut remplacé par le conseiller d'état d'Anstedt, né Français, que l'on verra figurer aux négociations de Reichembach et au congrès de Prague en qualité de plénipotentiaire russe. La conférence eut lieu à Varsovie, où dès lors fut établi le concert existant entre le corps russe et le corps autrichien pour l'abandon successif de tout le duché de Varsovie de la part de l'Autriche, et aussi pour son refus de concourir en aucune manière aux opérations de l'armée française. A la suite de cette défection, marchait

un bataillon français détaché du corps du général Régnier, sous les ordres du général autrichien. Le corps du prince Poniatowski se trouvait également forcé de suivre ce mouvement de retraite. Ainsi la mission de M. de Lebzeltern à Wilna avait eu de prompts résultats, et l'empereur Napoléon ne pouvait s'aveugler un moment sur la secrète intelligence qui unissait dès lors les cours de Russie, de Prusse et d'Autriche; l'armistice de Varsovie devait lui paraître un écho de ce qui se passait à Breslau. Ce mouvement si imprévu du prince de Schwartzenberg, sans avoir le même caractère que celui des généraux prussiens, présentait le même résultat, et il devait avoir des conséquences plus graves par l'effet qu'il produisit sur l'Europe, sur la patrie allemande; puisqu'il découvrit sans coup férir le flanc droit de l'armée française, comme les généraux d'Yorck et Bulow avaient livré le flanc gauche par leur trahison : c'était hautement sonner le tocsin contre la France. A présent que le voile qui couvrit longtemps ces événemens est entièrement déchiré et que la politique qui régit l'Europe ne trouve plus d'imprudence à révéler les ténébreuses machinations, qui depuis la retraite de Moscou coalisèrent contre Napoléon, même sous le drapeau français, tout ce qui n'était pas Français, on se trouve fondé à déclarer aussi hautement, que la France n'a dû sa gloire qu'à elle seule, et qu'elle a le droit

d'attribuer toute son infortune à l'abandon et la trahison de ses alliés.

L'influence que prit tout à coup l'Autriche par l'armistice de Varsovie devait être incalculable : elle donnait un gage d'une main et de l'autre elle faisait une menace ; retirant toutes ses troupes dans le cœur de ses états, elle présentait une prépondérance militaire compacte et une force vierge, qu'aucun désastre n'avait entamée. Chaque parti avait donc besoin de l'attirer à sa cause, soit en raison de sa position géographique, soit en raison de sa masse militaire. Aussi, ses démonstrations vis-à-vis de la Russie et de la Prusse avaient eu lieu dans les premiers jours de février, où les ordres avaient été donnés pour la levée de sa landwehr, véritable insurrection nationale, que M. de Metternich avait annoncée à la France, *pour soutenir l'alliance*. C'était le même langage que tenait la Prusse à Breslau. Les mesures guerrières de l'Autriche avaient eu pour préliminaires la mollesse et la mauvaise grâce que, suivant son usage, elle avait montrée dans son rôle d'auxiliaire de la France.

Cependant l'évacuation du corps polonais du prince Poniatowsky, qui occupait avec le contingent autrichien fort de trente mille hommes le grand-duché de Varsovie, devait être le résultat de l'armistice et livrer ainsi, pour neutraliser la Pologne autrichienne, la Pologne saxonne, qui

se battait si vaillamment sous les drapeaux de Napoléon.

Pendant que la cour de Vienne calculait les résultats de l'armistice du prince de Schwartzenberg; M. de Floret communiquait au duc de Bassano, à Paris, par ordre de sa cour, *qui ne voulait user d'aucune réticence*, les pièces émanées du cabinet, pour les ouvertures faites en Angleterre et en Russie. Il faisait connaître la pensée de son maître sur les événemens de la Prusse. « De toutes les chances, disait-il, les plus funestes, et les plus opposées aux sentimens personnels de l'empereur d'Autriche, sont celles qui tendent à dissoudre les liens sacrés entre les souverains et les peuples, et placent, ainsi que la Prusse en offre en ce moment l'exemple, le souverain à côté de son peuple; le blâme le plus prononcé pour les défections, les sentimens les moins équivoques pour le maintien de l'alliance et le zèle le plus vrai pour une paix, *dont la France avait encore moins besoin que l'Autriche*. » Tels étaient les traits principaux des déclarations des agens de la cour de Vienne. Elle s'en expliquait de la même manière à Paris, à Berlin, à Wilna et à Londres. Ces démarches étaient *purement autrichiennes* et elle avait soin de *placer la France dans sa véritable attitude*, qui était, disait-elle, de ne pas craindre la guerre, et de ne s'opposer à rien de ce qui pouvait amener ses ennemis *à désirer la paix*.

Le comte Otto recevait à Vienne les mêmes confidences de M. de Metternich.

Les conséquences de la guerre n'étaient point oubliées dans les conférences, ainsi que les avantages que l'Autriche devait *retirer de sa participation*. C'est au milieu de ces discussions qu'il fut question du retour de la Silésie à la monarchie autrichienne. Cette idée fut jetée en avant comme un moyen de s'assurer si l'Autriche ne plaçait pas son ambition ailleurs que dans les résultats d'une coopération avec la France. M. de Metternich avait reçu la proposition d'une manière plus positive qu'elle n'avait été faite et répondit : « Qu'il ne comprenait l'offre d'entrer en Silésie que dans le cas de guerre, qu'il valait mieux parler des provinces illyriennes, dont on avait déjà promis la restitution. »

Tandis que l'Autriche suivait à Vienne et à Paris la marche indécise d'une politique dilatoire, l'Angleterre semblait vouloir dans le nord fixer ses irrésolutions, en donnant à la coalition un nouvel allié : c'est l'ancien ennemi de Napoléon, c'est le prince royal Bernadotte. Une combinaison d'une violence inouïe dans l'histoire signale cette négociation ; l'Angleterre et la Russie donnent à la Suède, l'une, la Guadeloupe qui est à la France, et l'autre, la Norwège qui appartient au Danemarck, et elles veulent forcer le Danemarck à céder la Norwège pour Hambourg et pour une

partie de la trente-deuxième division militaire, qu'il faut conquérir sur la France. Le roi de Danemarck reste fidèle à son honneur comme souverain et comme allié. Mais la possession de la Norwège est garantie à la Suède même *par la coopération navale* de l'Angleterre *de concert avec les troupes russes et suédoises*. *Bien entendu*, dit l'article 2 du traité, *que l'on n'aura pas recours à la force pour effectuer la réunion de la Norwège à la Suède, à moins que le roi de Danemarck n'ait préalablement refusé de se joindre à l'alliance du Nord*, etc. Par ce traité, dont l'iniquité doit déshonorer toute politique, la Suède donne trente mille hommes, qui vont agir avec une armée russe et prussienne sous les ordres de Bernadotte, et elle reçoit un million sterling. Ce traité est signé à Stockholm le 3 mars. C'est ainsi que l'Angleterre répond à la mission de M. de Wessemberg.

Dans le courant de mars, les entretiens entre le duc de Bassano, le comte de Bubna et le chevalier de Floret, offrirent le développement du système que l'Autriche avait adopté. Ses agens annoncèrent d'abord que la Russie ne fermerait pas l'oreille à des paroles de paix, si elles lui *arrivaient par l'intermédiaire du cabinet de Vienne*; celui de Russie était trop habile pour ne pas sentir l'avantage qu'il pourrait tirer de la singulière position dans laquelle se mettait l'Autriche. Il jugea tout de suite qu'elle ne pourrait pas jouer long-

temps le double rôle d'alliée pour la guerre et de partie intervenante pour la paix : aussi, s'étant bien gardé de repousser les premières insinuations qui lui avaient été faites, il avait accueilli sans hésiter la mission de M. de Lebzeltern. M. de Floret communiquait les rapports de ce négociateur.

Il n'en résultait pas que l'Autriche eût inspiré à nos ennemis des intentions bien pacifiques, loin de là; mais ses agens à Paris se hâtèrent de s'en flatter; et, comme, en même temps, on se montrait satisfait à Vienne des dispositions plus réelles manifestées par la France, ils en tirèrent la conséquence que leur cour se trouvait, d'un commun accord, constituée médiatrice entre les deux grands pouvoirs belligérans. Leur rôle n'était pas sans difficulté. Car lorsqu'ils s'efforçaient de persuader que l'Autriche restait fidèle à l'alliance; ils ne pouvaient s'expliquer sur son contingent, ni dire si ses armemens étaient destinés à faire triompher la cause commune. Le moment n'était point venu d'avouer que, si telle n'était pas la destination de ces armemens, ils en avaient nécessairement une autre, celle d'appuyer une médiation armée : idée encore plus formellement désavouée à Vienne par le cabinet, qu'elle ne l'était à Paris par ses agens; car, le 17 février, le comte Otto écrivait : « M. de Metternich a commencé par me répéter qu'il ne cherchait qu'à établir de plus en plus une con-

fiance et un accord complet entre les deux cabinets. Entrant ensuite en matière, il m'a dit, que l'idée d'une *médiation armée avait pu causer momentanément quelque surprise à Paris*; mais que ce mot de *médiation*, dont on connaissait parfaitement la valeur dans le cabinet de Vienne, n'avait jamais été prononcé ici, que l'on avait même *défendu* à M. le comte de Bubna et à M. de Floret, d'employer ce mot; que nous nous en étions servis les premiers : qu'il ne s'agissait au contraire que d'une *intervention*, de l'intervention *d'un allie* qui, fatigué des embarras de la guerre, aspire à en accélérer le terme; que l'idée d'une médiation armée serait entièrement vide de sens à l'égard de l'Angleterre, l'Autriche n'ayant aucun moyen d'attaquer cette puissance. « Notre alliance avec la France, a-t-il ajouté, est tellement nécessaire, que si vous la rompiez aujourd'hui, nous vous proposerions demain de la rétablir dans les mêmes conditions. La France nous a fait beaucoup de mal; mais il est de notre intérêt d'oublier le passé. Nous voulons lui être utile en ce moment, parce que dans un autre temps elle pourra nous rendre le même service. Cette alliance n'a pas été le résultat d'une guerre, ni une condition de paix comme celle de Tilsitt, elle est le produit d'une réflexion mûre, et elle a été préparée par des rapprochemens successifs et spontanés. Posez donc en fait, et considérez comme une vérité incontestable, que

nous ne cherchons que notre bien : que nous ne redoutons plus la France, mais les Russes, dont vous-mêmes, par vos concessions successives avez augmenté la puissance.... » Le comte Otto terminait ainsi cette dépêche : « Telles sont, monseigneur, *uniformément les principales vues de ce cabinet.* Le prince de Schwartzenberg en sera de nouveau l'interprète auprès de sa majesté. »

L'ambassadeur de France s'était laissé entraîner à se confier aveuglément dans ces assurances réitérées avec toutes les apparences de la bonne foi, et à s'en montrer lui-même satisfait. De telles dispositions une fois formées ne changent pas facilement, et on n'avait pas le temps d'attendre que le comte Otto fût détrompé. Un successeur lui fut donné.

Ce fut le comte de Narbonne : il avait fait la campagne de Russie en qualité d'aide-de-camp de l'empereur, il avait été témoin du désastre de Moscou ; et, sous ce rapport, il était plus que personne en état de rectifier les opinions sur les événemens. Cette considération ne fut pas étrangère à sa nomination. Napoléon espérait aussi, et cette espérance n'était pas sans politique, que l'agrément et la vivacité d'esprit, la bonne grâce et cette sorte d'élégance de cour dont M. de Narbonne était doué, plairaient particulièrement à l'impératrice et à la société de Vienne. Le nouvel ambassadeur eut ordre de s'arrêter sur sa

route dans les cours d'Allemagne, d'en pénétrer les dispositions, et de s'en faire un appui à Vienne, si elles étaient favorables à la France.

Le prince de Schwartzenberg devait porter la lumière dans les ténèbres qui obscurcissaient l'horizon du cabinet de France; mais, annoncé de semaine en semaine, cet ambassadeur n'arrivait pas ; il était revenu à Vienne le 14 février, et ne fut expédié que le 29 mars pour Paris, où il n'arriva que le 13 avril, deux jours avant le départ de l'empereur Napoléon pour l'armée. Le comte de Narbonne était à Vienne le 17 mars.

Les circonstances de la politique devenaient pressantes, la saison de la guerre venait de commencer ; les mouvemens des armées qui se rassemblaient entre le Rhin et l'Elbe donnaient à Napoléon le signal du départ. Le temps lui manque pour remplir le vœu que le sénat lui a porté à la fin de décembre. Le roi de Rome et l'impératrice ne peuvent être couronnés. D'autres soins, ceux de l'administration intérieure de l'empire, ceux de la politique générale, ceux qu'exigent les formations de ses nouvelles armées, ont pris tous ses momens et disposé de toutes ses ressources. Il a reculé, non devant la solennité d'une telle cérémonie, mais devant le luxe intempestif qui doit distraire une portion de son trésor pour donner à ce grand acte une grande majesté. Mais, afin de laisser, pendant son ab-

sence, une garantie à l'empire, il donne la régence à l'impératrice. Des lettres patentes sont expédiées le 30 mars, envoyées au sénat et insérées au bulletin des lois.

» Napoléon, etc.

» A tous ceux qui ces présentes verront, salut :

» Voulant donner à notre bien-aimée épouse l'impératrice et reine Marie-Louise, les marques de la haute confiance que nous avons en elle, nous avons résolu de l'investir, comme nous l'investissons par ces présentes, du droit d'assister aux conseils du cabinet, lorsqu'il en sera convoqué pendant la durée de mon règne, pour l'examen des affaires les plus importantes de l'état : et, attendu que nous sommes dans l'intention d'aller incessamment nous mettre à la tête de nos armées pour délivrer le territoire de nos alliés, nous avons résolu de conférer, comme nous conférons par ces présentes, à notre bien-aimée épouse l'impératrice et reine, le titre de régente, pour en exercer les fonctions, en conformité de nos instructions et de nos ordres, tels que nous les avons fait transcrire sur les livres de l'état ; entendant qu'il soit donné connaissance aux princes, grands dignitaires, et à nos ministres desdits ordres et instructions; et qu'en aucun cas l'impératrice ne puisse s'écarter de leur teneur dans l'exercice des fonctions de régente.

» Voulons que l'impératrice préside en notre nom le conseil d'état, le conseil des ministres et le conseil privé, notamment pour l'examen des recours en grâce, sur lesquels nous l'autorisons à prononcer, après avoir entendn les membres dudit conseil privé. Toutefois notre intention n'est point que, par suite de la présidence conférée à l'impératrice régente, elle puisse autoriser par sa signature la présentation d'aucun sénatus-consulte, ou proclamer aucune loi de l'état, nous référant à cet égard au contenu des ordres et instructions mentionnées ci-dessus. Mandons à notre cousin, le prince archi-chancelier de l'empire de donner communication des présentes lettres patentes au sénat, qui les fera transcrire sur les registres; et à notre grand-juge ministre de la justice de les faire publier au Bulletin des lois et de les adresser à nos cours impériales pour y être lues, publiées et transcrites sur les registres d'icelles.

» *Signé* NAPOLÉON. »

Le même jour, 30 mars, Marie-Louise prête serment comme régente de l'empire, en présence des princes grands dignitaires et de tous les ministres. L'empereur lui donnait pour conseil l'archi-chancelier, pour secrétaire de la régence, le duc de Cadore, et le général Caffarelli pour commander la garde.

Le 5 avril, une députation du sénat présente à la régente une adresse où elle dit: « Le sénat vous offre le tribut de son respect et de son dévouement. Il y joint, Madame, celui de son inviolable fidélité au plus grand des monarques et à sa dynastie, comme l'hommage le plus cher au cœur de V. M., et le plus digne de la petite-fille de Blanche et de Marie-Thérèse, de la mère du roi de Rome et de l'auguste épouse de Napoléon.» L'impératrice répondit : « Messieurs, l'empereur mon auguste et bien aimé-époux sait ce que mon cœur renferme d'amour et d'affection pour la France. Les preuves de dévouement que la nation nous donne tous les jours accroissent la bonne opinion que j'avais du caractère et de la grandeur de notre nation. Mon âme est bien oppressée de voir encore s'éloigner cette heureuse paix qui peut seule me rendre contente. L'empereur est vivement affligé des nombreux sacrifices qu'il est obligé de demander à ses peuples; mais puisque l'ennemi, au lieu de pacifier le monde, veut nous imposer des conditions honteuses, et prêche partout la guerre civile, la trahison et la désobéissance, il faut bien que l'empereur en appelle à ses armes toujours victorieuses, pour confondre ses ennemis et sauver l'Europe civilisée et ses souverains de l'anarchie dont on les menace. »

Napoléon a rempli tous ses devoirs, il a confié la dignité du trône à la petite-fille de Marie-

Thérèse ; souvenir héroïque sur lequel se repose la fidélité du sénat.

Mais, dans le même moment où Napoléon assurait, par un acte conservatoire, la fortune politique de son empire, le Nord était témoin d'un autre acte qui lui enlevait tout à coup l'alliance armée de son beau-père et celle du roi de Saxe.

L'armistice conclu à Varsovie par le prince de Schwartzenberg avait été le premier gage ostensible donné par l'Autriche aux ennemis de la France. Cet acte reçut son complément le 29 mars par la convention de Kalish, qui fut signée par le comte de Nesselrode et M. de Lebzeltern.

Note échangée entre M. le comte de Nesselrode et M. le chevalier de Lebzeltern à Kalish, le $\frac{17}{29}$ mars 1813, tenant lieu de convention.

« L'armée de S. M. l'empereur de Russie poussera des corps vers les flancs droit et gauche du corps autrichien qui occupe aujourd'hui, sur la rive gauche de la Vistule, la ligne que lui a assignée le dernier armistice.

« Le général russe commandant les corps ci-dessus exprimés dénoncera l'armistice au général commandant autrichien, et motivera explicitement cette dénonciation par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les alliés de laisser dans leurs flancs et à leur dos un foyer de mouve-

mens et d'insurrection, tel que l'offre l'armée polonaise sous le prince Poniatowski.

»Cette dénonciation aura lieu vers les premiers jours d'avril. (N. st.)

» Les deux corps russes s'avanceront avec une force sinon majeure, du moins égale à celle du corps autrichien fort de trente mille hommes.

» M. le lieutenant général baron de Frimont (*qui commandait en l'absence du prince de Schwartzenberg*) recevra l'ordre de préparer et effectuer sa retraite sur la rive droite de la Vistule ; il conservera des postes à Cracovie, à Opatowice et à Sandomir.

» La retraite à peu près consommée, les généraux autrichiens et russes conviendront de nouveau d'une suspension d'armes, sans terme fixé et à quinze jours de dénonciation : qui portera que les Autrichiens conserveront les villes de Cracovie et de Sandomir et le poste d'Opatowice, avec un rayon convenable, comme tête de pont sur la rive gauche du fleuve, devant ces trois points.

» La présente transaction *restera à jamais secrète entre les deux cours impériales, et ne pourra, de part et d'autre, être communiquée qu'à S. M. le roi de Prusse uniquement.*

» *Signés* comte NESSELRODE, chevalier de LEBZELTERN. »

Le dernier article de cette convention établit suffisamment la nature de l'accord qui unissait déjà ces trois cours.

Toutefois le cabinet de Vienne osa se prévaloir auprès du cabinet de France du retour du corps polonais à travers les états autrichiens, comme si il pouvait faire agréer comme un service, une action, qui déclarait seulement que dans le moment où la France avait le plus besoin de sa fidélité et de son secours, l'Autriche ne proclamait qu'une douteuse neutralité et abandonnait les devoirs de l'alliance. Il était vraiment difficile d'admettre comme un bienfait la preuve d'une défection si clairement proclamée à la face de l'Allemagne et de l'Europe. Ne fallait-il pas aussi que la France remerciât l'Autriche de n'avoir pas livré aux Russes le contingent polonais et le bataillon français ? M. de Metternich semblait vouloir provoquer cette reconnaissance par l'ostentation avec laquelle il ne cessait de déclarer *que la marche du prince de Schwartzenberg couvrirait celle du prince Poniatowski*. Le renversement d'idées était en harmonie avec le renversement de système. La nature d'une pareille allégation n'ajouta rien à l'opinion que Napoléon avait été contraint de se former sur la marche que prendrait la politique autrichienne. Sa prudence comprimait sa juste indignation sur l'éclat d'une telle déloyauté ; et il dut faire de grands

sacrifices à cette prudence, qui ne cessa jusqu'au dernier moment de caractériser ses négociations, lorsqu'il vit tout à coup M. de Metternich sortir de la condition d'un ministre auxiliaire de son cabinet pour apparaître en modérateur des parties belligérantes. L'empereur se disposait à partir pour l'armée : il congédia le comte de Bubna, qui, dans ses derniers entretiens tant avec lui qu'avec le duc de Bassano, recueillit des notions précises sur l'intention formelle d'arriver à la paix *par des négociations véritables*, dans lesquelles on devait espérer que les ennemis porteraient autant de sincérité que la France. Dans ces conférences, le ministre de l'empereur Napoléon avait parlé de l'indépendance du royaume d'Italie, de celle de la Toscane, de celle des États Romains, et enfin de celle de la Hollande au delà du Rhin, et de celle des villes anséatiques, dans la supposition d'une paix générale. Napoléon s'expliquait en même temps dans des termes confidentiels par une lettre qu'il écrivait lui-même à l'empereur d'Autriche sur ses intentions pacifiques et sur les moyens qu'il jugeait les plus propres à amener une négociation.

Le prince de Schwartzenberg, qui avait voyagé lentement, arriva enfin. On venait de recevoir les dépêches du comte de Narbonne. Il annonçait que tout ce qu'il entendait, tout ce qu'il voyait le confirmait dans l'opinion que le parti

contraire à la France avait gagné beaucoup de terrain à Vienne, que les Russes et les Anglais avaient repris toute leur influence sur le cabinet et que celui-ci, malgré ses protestations, penchait plus pour les ennemis de la France que pour son allié, plus pour la guerre que pour la paix. En effet, déjà certain de la prépondérance que la défection de son gouvernement allait donner à son maître, M. de Metternich montrait déjà dans ses relations avec le comte de Narbonne l'attitude de la force et d'une feinte modération et il affectait même, dans les conditions qu'il essayait de vouloir prescrire à la France, de déclarer *que toute la faveur serait pour elle.* Tels étaient les principes du directeur du cabinet autrichien dans les explications soit directes, soit indirectes avec l'ambassadeur français. *Le rôle de médiateur armé, que veut prendre S. M. l'empereur d'Autriche ne convient qu'à une puissance qui ne veut rien pour elle.* La transition était brusque de la simple intervention à la médiation armée.

M. de Metternich disait encore : *La Hollande et l'Espagne sont hors de la question de la paix pour l'Autriche, c'est une discussion directe entre la France et l'Angleterre pour donner une paix durable.* L'empereur Napoléon avait admis dès le début le principe de la paix continentale, si la paix générale ne pouvait avoir lieu. M. de Metternich ne l'ignorait point, et il savait aussi que

l'Autriche *intervenait* à Londres par la mission de M. de Wessemberg. Ainsi il était naturel que les idées sur la Hollande et l'Espagne, bien que plus relatives au système de la paix générale, fussent appréciées par l'Autriche, qui se portait médiatrice entre la France et l'Angleterre. M. de Metternich semblait attacher une grande importance à cette mission, dont l'empereur Napoléon avait apprécié la valeur. Ce prince connaissait bien le terrain où l'Autriche portait la négociation. Il était bien persuadé que l'Angleterre ne sacrifierait aucune de ses vues, aucun de ses projets, dans les circonstances les plus favorables que la fortune lui eût offerte depuis la rupture du traité d'Amiens. Il n'était pas douteux que l'Angleterre ne voulût attendre le résultat de l'ouverture de la campagne, ou au moins la proposition de quelques bases de négociations préliminaires, qui auraient fait connaître plus positivement les concessions que la France serait disposée à faire à la paix. Et c'était bien sans doute le moment pour l'Angleterre, si elle n'avait eu à prouver que son amour pour la paix et l'intérêt du bonheur européen, de déclarer par son empressement à négocier, qu'elle ne soutenait depuis tant d'années la lutte contre la France, que pour rétablir l'indépendance du continent. Mais la seule passion de l'Angleterre était sa haine contre la France; et, malgré ses embarras du moment, elle

espérait tirer un bien plus grand parti de la continuation de la guerre que d'une négociation pour la paix. Napoléon n'ignorait pas ce secret de son implacable ennemie, et l'Autriche fut moins clairvoyante, quand elle crut que l'Angleterre se trouverait aussi intéressée que le continent de l'Europe à accepter des bases modérées, avant que les événemens, dont le secret était dans la campagne actuelle, eussent fait ressaisir à Napoléon cet ascendant attaché, depuis quinze ans, au succès de ses armes. L'Autriche ne songeait point que, quel que fût le résultat en faveur de Napoléon, l'Angleterre resterait invulnérable, qu'elle n'avait point de bataillons sur les rives de l'Elbe, et qu'au besoin elle se reposerait encore, quand toute l'Europe serait fatiguée de la lutte prochaine, dans le système stationnaire de son ancienne inimitié, si par suite des événemens auxquels on touchait, elle était obligée d'abandonner la cause de l'Espagne et de rentrer dans ses ports.

L'Autriche avait fait du chemin depuis la convention de Kalish : M. de Metternich le prouvait par son langage. Il disait à M. de Narbonne : « L'empereur Napoléon renoncera aux départemens anséatiques : paix impossible sans cela..... Il ne faut pas que la confédération aille jusqu'au Niémen ; l'Autriche ne se battra point pour les Polonais;... l'Autriche ne désire aucune suprématie en Allemagne, et ferait la guerre à la Russie et à

la Prusse, si ces puissances cherchaient à s'en arroger une quelconque. Mais aussi l'Autriche ne se battra point pour conserver à Napoléon le titre de protecteur de la confédération. »

Le prince de Schwartzenberg arriva à Paris seulement le 13 avril. Napoléon le reçut la veille de son départ pour l'armée; il évita de discuter les assurances dont il était porteur, et d'entrer avec lui dans le développement de ses vues. Il se borna à s'en référer à la dernière lettre qu'il avait écrite à l'empereur François par M. de Bubna. Il affecta de ne voir dans l'ambassadeur que le général en chef du contingent autrichien. « Je pars, lui dit-il, et probablement du 22 au 25 avril, j'enverrai à votre lieutenant le général Frimont l'ordre de dénoncer l'armistice que vous avez fait. Je serai de ma personne, dans les premiers jours de mai, sur la rive droite de l'Elbe avec trois cent mille hommes. L'Autriche pourrait porter à cent cinquante mille hommes votre armée de Cracovie, en même temps qu'elle rassemblerait trente à quarante mille hommes en Bohême; et le jour que j'arriverais sur l'Elbe, nous déboucherions tous à la fois contre les Russes. C'est ainsi que nous parviendrons à pacifier l'Europe. »

Le prince de Schwartzemberg répondit « *que si les instructions du major-général étaient envoyées au général Frimont, il ne doutait point qu'on n'y*

obéit aussitôt. » La réponse de l'ambassadeur était moins franche que la parole de Napoléon. Mais ce souverain l'avait amené à déclarer que le contingent était toujours à ses ordres, et *c'était,* disait-il, *ce qui, aux yeux de l'Europe, pouvait conserver la couleur de l'alliance.* C'était donc ce qu'il voulait, et ce qu'en définitive il n'eut pas; mais, en habile politique, il voulait retenir, au moins extérieurement, l'Autriche sur le terrain de l'alliance, dans la persuasion où il était qu'il ne lui fallait qu'un succès pour fixer les indécisions et même dénouer toutes les intrigues de cette puissance. Il lui semblait que la cour de Vienne n'étant pas poussée à bout par lui-même, et ne se croyant pas encore trop compromise vis-à-vis de lui, n'aurait pas même, dans le cas d'un revers, d'intérêt à rendre la condition de la France plus malheureuse, en se mettant ouvertement et entièrement dans les rangs de ses ennemis. Napoléon pesait avec sa justice la conduite de son alliée, mais il la calcula avec sa prudence. Jamais homme, poussé aux extrémités des destinées humaines, soit par la gloire, soit par l'infortune, n'exerça sur lui-même un empire plus absolu. Il ne voulait pas s'excepter de la domination qu'il exerçait sur les autres.

Le 15 avril, à une heure du matin, Napoléon a frappé sur le bouclier du palais de Saint-Cloud, et le 16, à minuit, il est à Mayence.

CHAPITRE VIII.

Dispositions arrêtées par Napoléon pour le service général et l'organisation de l'armée.

Avant de quitter Paris, Napoléon a voulu assurer, avec cet esprit d'ordre qui est une de ses premières facultés, le service de ses nouvelles armées. Au milieu des travaux, des pensées et des projets de toute nature qui se partagent toutes les heures de sa journée et une partie de celles de la nuit, il a trouvé encore le temps de concevoir et de régler les plus minutieux détails de l'administration militaire. Parmi tous les services qui la composent, il a toujours mis au premier rang celui des hôpitaux. Jamais aucun général en chef, aucun monarque guerrier, aucun conquérant, ne portèrent au plus haut degré le sentiment de la conservation du soldat parmi les fléaux de la guerre, qui moissonnèrent pendant vingt ans les armées de l'Europe, et une partie de celles de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique. Le champ de bataille après le combat, l'ambulance et l'hôpital après le champ de bataille, attiraient les premiers pas et les premiers regards de Napoléon : amis et ennemis étaient confondus dans les soins d'une sollicitude également paternelle. La visite

de l'hôpital de Jaffa est célèbre : Napoléon n'a jamais démenti cet acte héroïque de sa jeunesse. L'habitude de sa pensée était familière avec les besoins du soldat, soit avant, soit après la bataille; il descendait jusqu'à devenir lui-même un simple artisan, et il se croyait alors aussi grand dans les conceptions d'un mécanisme vulgaire, qu'il le fut dans celles qui ordonnèrent les travaux du port d'Anvers, des routes de Gênes et du Simplon, des fortifications d'Alexandrie et des embellissemens de la capitale.

Les 13 et 14 avril, il dicta au comte Daru, ministre secrétaire d'état et intendant-général de l'armée, les deux notes suivantes. Elles donneront l'idée des étonnantes facultés qui distinguaient ce génie multiple et si élevé, dont les regards planaient dans le même moment sur les besoins de l'empire qu'il allait quitter, sur les armées qu'il venait de créer, sur la tempête qui descendait du Nord, sur celle qui grondait en Espagne, et enfin sur la politique britannique, qui menaçait ses alliances les plus chères et ses relations les plus utiles.

Note dictée par l'empereur.

« Daru se rendra chez le ministre de l'administration de la guerre.

» On y fera venir le comité de santé, Yvan et le chirurgien en chef de la garde.

» Une ambulance se compose de six caissons;

chaque caisson chargé de dix à douze quintaux.

» Les caissons seront numérotés de 1 à 6.

» Le caisson n°. 1 contiendra, etc.

» Le caisson n°. 2, etc., etc.

» Mon intention est que les articles soient distribués de manière qu'il y ait de l'eau-de-vie, du sel, les médicamens les plus nécessaires, du linge à pansement et de la charpie pour dix mille premiers appareils. Une division étant supposée de huit mille hommes, il n'est pas impossible d'avoir deux mille blessés; il faut donc deux mille premiers appareils : sur les deux mille hommes, on peut en supposer cinq cents grièvement blessés, les autres s'évacueront eux-mêmes; c'est donc cinq cents pour lesquels il faut marmites, caisses d'instrumens, etc., de sorte qu'auprès d'un corps d'armée de quatre divisions, cinq ambulances, dont une pour le quartier-général. Il faut que j'aie pour cinquante mille premiers appareils, ou pour prés de deux mille blessés à guérir entièrement : établir bien les calculs.

» J'ai à l'armée quarante divisions.

» Cinquante-deux ambulances préparées sont suffisantes : ces cinquante-deux, multipliées par dix mille, donneraient cinq cent vingt mille premiers appareils, à diviser par trente, nombre de pansemens jugés nécessaires pour la guérison d'une blessure : à guérir entièrement, quatorze mille blessés.

» On sent bien que ce serait le plus grand inconvénient si on épuisait les ambulances par les pansemens ordinaires, qu'on courrait risque de manquer, et que quatorze mille guéris sont trop peu pour des armées de quatre cent mille hommes. J'entends donc qu'il faudrait avoir de la charpie et du linge pour un million de pansemens indépendamment des cinquante-deux ambulances.

» Combien cela fait-il en linge et charpie, et quelle est la valeur de ce linge?

» Il faudrait en avoir d'avance dans nos places de dépôt. »

Des hôpitaux sédentaires.

« Il y aura à la suite de l'armée de quoi établir autant d'hôpitaux de mille lits qu'il y a à l'armée d'ambulances. Ils seront échelonnés dans les places fortes.

» Chaque hôpital devra avoir mille paillasses, quatre cents matelas, trois mille draps, mille couvertes, deux mille chemises, etc., etc., médicamens, etc.

» Ce qui forme un poids de......

» (Me faire connaître le poids et le prix.)

» Les ambulances seront aussi placées dans les lieux désignés.

» Les hôpitaux proportionnés aux ambulances de l'armée étant les plus éloignés seront complets.

» Les autres seront à moitié, la moitié manquante sera requise dans le pays.

» Voir ce que disent les ordonnances et l'expérience.

» Le matériel et le personnel des hôpitaux marcheront ensemble ; le transport s'en fera par réquisition.

» Le mouvement aura lieu par les ordres de l'intendant-général ou des ordonnateurs des hôpitaux.

» Le matériel de chaque hôpital sera emballé, numéroté ; les médecins seront chargés de surveiller ce détail ; un commis en sera responsable, et chaque hôpital aura son numéro.

» Supposé qu'on fasse tout aux dépens de sa majesté, en calculant une campagne, faire connaître la dépense et le poids.

» Enfin, la perfection serait de porter cela comme une tente.

» Voir ensuite ce que j'ai réellement à Mayence et ailleurs.

» Si c'est trop d'avoir autant d'ambulances que d'hôpitaux, on pourrait en ôter le cinquième, et dire qu'il n'y aura que quatre cinquièmes du nombre des ambulances des divisions.

» J'entends par ambulance six caissons ayant les effets qu'ont actuellement les ambulances, mais surtout de la charpie et du linge à pansement, pour panser jusqu'à trois mille blessés.

» Si une ambulance ancienne veut dire seize cents pansemens, il n'en faut pas conclure que je demande le double, parce que je ne veux ce surplus qu'en charpie et en linge.

» Daru me fera un décret avec l'état du chargement de six caissons, et il fera le raisonnement que cette ambulance, contenant six mille premiers pansemens, il y a de quoi guérir deux cents blessés.

» Ainsi, le corps d'observation de l'Elbe, qui aura cinq ambulances, aura trente caissons et de quoi faire quinze mille premiers pansemens, de quoi guérir définitivement mille blessés. Comme on voit c'est peu de chose, et cela n'est suffisant qu'autant que c'est appuyé de la réserve.

» Le onzième corps aura donc trois divisions et une au quartier-général, le premier corps, le deuxième corps, le quatrième corps, le corps d'observation de l'Elbe, celui du Rhin n°. 1, *idem* n°. 2, le corps d'Italie quatre, au quartier-général quatre; total..... *tant* de voitures.

» Voilà arrangé pour les premiers pansemens, voilà donc l'armée qui aura une trentaine d'ambulances, c'est-à-dire de quoi guérir six mille malades définitivement, ou de quoi en panser quatre-vingt-dix mille. Comme il est impossible d'avoir à la fois quatre-vingt-dix mille blessés, qu'on ne peut guère en avoir dans une affaire que vingt mille, on voit qu'on a de quoi suffire à

deux batailles, quoique tous les corps de l'armée ne s'y trouvent pas.

» Je ne puis plus manquer de charpie et de linge sur le champ de bataille.

» Il s'agit maintenant de la réserve.

» Daru me fera un rapport que je comparerai.

» La réserve doit d'abord pouvoir remplacer l'ambulance. Je suppose qu'on la videra dans la campagne, il faut donc renouveler les quatre-vingt-dix mille pansemens. Cette quantité peut être en échelons, car je ne puis en avoir besoin que dans la campagne.

» La tête peut être à Magdebourg, et les autres parties jusqu'à Erfurth.

» Quant aux fournitures et demi-fournitures, me faire connaître l'usage. Il est difficile d'établir des hôpitaux avec les magasins, ceux du pays doivent y suffire; cela rentre dans les hôpitaux sédentaires.

» Il faudrait aussi à la réserve de quoi remplacer un tiers des ambulances perdues en matériel, sans comprendre la charpie et le linge à pansement, parce que l'emploi de quatre-vingt-dix mille pansemens compense cette chance de perte; mais en ôtant un tiers pour les pertes, je suppose soixante mille blessés qui, multipliés par quinze, exigent un million de livres de charpie, et deux millions de linge à pansement, qu'il faut avoir en colonne de Magdebourg à Erfurth.

» Savoir ce que cela coûte, et les dispositions à faire pour s'en procurer sur-le-champ sur les lieux : alors ce décret pourvoirait à tout.

» Quand le dernier échelon serait prêt à Mayence et à Wesel, il n'y aurait pas d'inconvénient.

» M. le ministre de l'administration de la guerre destine à l'ambulance de la grande-armée cinquante-deux approvisionnemens, à répartir entre les divers corps de cette armée.

» Chacun de ces approvisionnemens consiste, pour le linge et la charpie, dans les quantités ci-après :

	Kil.		
» Grand linge. . .	302	642 kil.	ou 1309 liv.
» Petit linge. . . .	300		
» Bandes roulées. .	30		
» Compresses. . .	10		
» Charpie.		310	ou 632

» Il est d'usage de calculer la consommation à raison de quatre onces de linge et de deux onces de charpie pour un premier pansement, et à raison de deux onces de linge et une once de charpie pour chaque pansement postérieur.

» M. le ministre de l'administration de la guerre calcule, pour les premiers pansemens, sur quatre onces de linge et une once de charpie seulement; il en conclut que chacun des approvisionnemens ci-dessus présente des ressources pour cinq mille trois cent trente-six premiers panse-

mens en linge, et dix mille cent douze en charpie. Il en résulterait que l'approvisionnement en charpie serait double de l'approvisionnement en linge, c'est-à-dire que l'approvisionnement ne serait pas assorti.

» 1309 liv. de linge représentent 20,944 onces.

» 632 de charpie. 10,112

» Il en résulte que le premier appareil étant calculé quatre onces en linge et quatre onces de charpie, les quantités suffisent.

» En linge, pour 5,236 pansemens.

» En charpie, pour 5,056,

C'est-à-dire qu'il y aurait de quoi suffire aux premiers secours que nécessiteraient cinq mille blessés.

» Mais les blessés ont besoin de plusieurs pansemens. En évaluant à quinze pansemens la durée du traitement moyen, chaque blessé consommera trente-deux onces ou deux livres de linge, et seize onces ou une livre de charpie.

» Il s'ensuit que treize cent neuf livres de linge suffisent pour guérir six cent cinquante-quatre blessés, et six cent trente-deux livres de charpie six cent trente-deux blessés.

» Si un approvisionnement ne suffit que pour le traitement de six cent trente-deux blessés, les cinquante-deux approvisionnemens ne suffiront que pour trente-deux mille huit cent soixante-quatre blessés.

» En résultat, si on ne considère cet approvisionnement que comme l'approvisionnement de l'ambulance marchant à la suite des troupes, il est suffisant, puisqu'il peut suffire pour deux cent cinquante mille premiers appareils.

» Mais l'ambulance serait épuisée dès le commencement de la campagne s'il n'y avait pas d'autres ressources, et si on donnait une bataille. »

Note dictée par l'empereur.

« Je divise l'armée en deux : j'attends quelques jours avant d'en prendre le décret.

» L'armée de l'Elbe sera composée :

» Du onzième corps;

» Du corps de l'Elbe;

» Le septième corps;

» Le huitième corps, c'est-à-dire les Westphaliens;

» Tout ce qu'il y a de Polonais;

» Les premier et deuxième corps de cavalerie;

» Une division de la garde, celle qui s'y trouve.

» Cela forme l'armée actuelle.

» Mon intention est qu'elle reste sur l'Elbe et qu'elle se retire sur le Hartz, couvrant le royaume de Westphalie et la trente-deuxième division militaire.

» La ligne d'opérations par Wésel.

» C'est donc à Wésel que doivent être son dépôt d'artillerie, ses ambulances, ses magasins;

c'est par Wésel qu'on doit lui envoyer tout ce dont elle aura besoin.

» L'autre armée, ou du Mein, composée :

» Des premier et deuxième corps du Rhin, des corps d'Italie, faisant douze divisions ;

» Les Bavarois, Wurtembergeois, Hessois et Badois, équivalant à trois divisions ;

» La majeure partie de la garde ;

» Le quatrième corps est supprimé et réuni au corps d'Italie.

» Les premier et deuxième corps actuels se composent de différens détachemens qui sont dans les places et n'entrent pas dans l'armée active, et d'une division de seize bataillons du premier corps et de douze du deuxième corps : ils sont destinés à la garde de Magdebourg.

» Deux autres divisions de ces corps, formées des quatrièmes bataillons, se réuniront vers la fin de mai à Mayence, et feront partie de l'armée du Mein.

» Le troisième corps de cavalerie fera partie du corps d'observation de l'armée du Mein.

» Voilà pour la première formation.

» Aussitôt qu'on avancera, on réunira les quatrièmes divisions des premier et deuxième corps ; mais, comme ce sont de très-jeunes troupes, on en formera probablement une armée pour la défense des côtes de la trente-deuxième division.

» L'armée de l'Elbe est commandée par le vice-roi; elle a l'intendant et le fonds de toute l'ancienne armée.

» L'armée du Mein n'a rien. Elle a donc besoin d'un ordonnateur en chef, d'un ordonnateur des subsistances, des hôpitaux, d'un médecin, chirurgien en chef, pharmacien en chef, et tout ce qui est nécessaire à une armée de deux cent mille hommes; car cette armée, y compris la garde et ses alliés, passera ce nombre.

» J'ai nommé un inspecteur pour les équipages et les transports militaires. Il pourra se rendre à l'armée de l'Elbe ou à l'armée du Mein; mais s'il n'est qu'à l'armée du Mein, je nommerai un de mes aides-de-camp.

» Le général Sorbier et le commandant du génie sont à l'armée de l'Elbe : j'y pourrai suppléer par un de mes aides-de-camp aide-major. Il n'y aurait plus à avoir qu'un général ou colonel pour directeur du parc.

» Ayant employé Haxo à Magdebourg, il me faudra chercher un officier du génie pour commander.

» Si je crée un intendant du trésor, il sera à cette armée : alors cette armée doit rester tout le mois d'avril sur le Mein pour s'y former. Ce ne sera que vers le 15 avril que le corps d'Italie et le deuxième corps du Rhin l'auront jointe, et que son artillerie pourra être prête.

» Le quartier-général sera à Francfort, et son centre de dépôts à Mayence. »

Équipages militaires.

« Le deuxième bataillon des équipages militaires est destiné au corps d'observation de l'Elbe.

» Le neuvième au corps d'observation d'Italie.

» Le sixième *idem.*

» Il s'en forme, je crois, deux autres en France. En prendre la note; ils seront attachés à l'armée du Mein.

» Me mettre sous les yeux ce que j'ai ordonné, ce qu'on a fait, ce qu'on peut ajouter.

» Si Chambon a un peu de santé, il me paraît bon de lui donner le titre d'ordonnateur en chef, et il commandera tous les ordonnateurs. Il lui faudrait un ordonnateur des hôpitaux, un des subsistances, et lui adjoindre quelqu'un pour les ambulances. Un chirurgien en chef est de la plus grande nécessité; il faut un homme qui connaisse le service des armées : peut-être Percy pourrait-il convenir.

» Quant à l'imprimerie, M. Daru fera faire une petite presse pour imprimer une page entière; c'est tout ce qu'il me faut avec un prote : on pourrait même en avoir deux en cas qu'une se perdît. Faire faire une de ces caisses. — J'ai écrit au ministre; je fais faire des moulins. — M. Daru

verra M.   et s'assurera de ce qu'il y aura à prescrire, et ce que coûteraient cinq cents moulins.

» Nommer un médecin en chef.

» Connaître les ordonnateurs des quatre nouveaux corps.

» Enfin, s'occuper de l'organisation de cette armée.

» M. Daru recevra un décret par lequel j'ai porté l'approvisionnement de vivres de Mayence à cinquante mille quintaux de farine en sus. J'ai décrété aussi trois cent mille rations de biscuit.

» J'ai mis un fonds de trois ou quatre millions à la disposition de l'intendant. Ce fonds deviendra inutile puisqu'on aura évacué Berlin, et qu'on n'aura à approvisionner ni Custrin, ni Spandau. »

Questions.

« Je voudrais diviser la grande-armée en deux grandes sections.

» Armée de l'*Elbe*, armée du *Mein*, ayant deux lignes d'opérations.

» La première, Wésel.

» La deuxième, Mayence.

» J'ai déjà fait connaître leur formation.

» J'aurai assez d'un intendant-général pour les deux armées, en sorte que chacune ait ses fonds

et son ordonnateur en chef, qui aurait sous ses ordres les ordonnateurs des corps.

» Il faudrait un chirurgien principal, des ambulances du quartier-général, et enfin des chefs pour chaque service, de manière qu'il n'y sentait pas trop.

» Pour le payeur, au lieu d'un payeur en chef, un payeur à chaque corps d'armée et une caisse centrale, mais de manière qu'à la réunion de ces armées chacun conserve son chef.

» Car, comme je suis à l'armée du Mein, par exemple, il faut que je connaisse l'ordonnateur qui serait chargé des hôpitaux, le principal agent des hôpitaux, le chirurgien, etc. : voilà pour les ambulances. *Idem* pour les autres services, en faisant l'armée du Mein subordonnée à l'autre.

» Moyennant cela, je voudrais n'avoir qu'un payeur par corps d'armée, correspondant avec une caisse centrale, l'une à Magdebourg, l'autre à Mayence.

» La première, si on avançait dans le pays, avancerait vers Spandau, et la caisse de Mayence rendrait ses comptes.

» Seulement, il faudrait un payeur de plus pour le quartier-général, et il faudrait prendre l'habitude de payer en mandats sur cette caisse centrale, au lieu de traîner l'argent avec soi. »

CHAPITRE IX.

Négociations à Paris avec le prince de Schwartzemberg.

DANS les premières conférences avec le duc de Bassano, le prince de Schwartzemberg se renferma dans les termes précis de sa mission politique. « Les intérêts de l'Autriche et de la France n'avaient jamais offert plus de points de contact sous des rapports importans. Il s'agissait exclusivement de l'intérêt propre des deux pays que tant de liens unissaient étroitement. Il ne devait s'élever aucun nuage à cet égard; toute idée contraire aux intentions les plus pures et les plus amicales de l'empereur François devait être soigneusement écartée; il n'était dirigée que par les vues les plus conformes au bien-être mutuel des deux états, et l'attachement invariable qu'il portait à la personne de l'empereur et à sa maison reposait sur des rapports indissolubles; mais les circonstances étaient graves ; elles offraient à la fois toutes les chances de repos et tous les élémens de troubles dont les suites étaient incalculables. La position particulière de l'empereur d'Autriche exigeait de sa part la plus sérieuse attention; mais ses devoirs, comme souverain d'un grand empire,

se trouvaient dans l'accord le plus parfait avec les véritables intérêts de la France. Si l'empereur Napoléon en était aussi convaincu qu'il devrait l'être, cette certitude le porterait à voir dans toutes les démarches faites jusqu'à ce moment par la cour de Vienne et dans la suite qu'elle était dans l'intention de leur donner, l'unique désir de procurer les résultats les plus conformes aux vœux réciproques des deux souverains. »

Le duc de Bassano s'autorisait de déclarations aussi formelles, pour amener l'ambassadeur à reconnaître que les deux puissances restaient dans les termes de l'alliance, pour la paix comme pour la guerre. Pour la paix, l'intervention de l'Autriche était non-seulement agréée, mais la France s'étudierait à entrer dans ses vues par des sacrifices dont l'étendue ou les limites paraîtraient à l'empereur d'Autriche lui-même, fondée sur le désir le plus sincère d'arriver au but commun. Son allié connaissait déjà ses dispositions à cet égard, et leur avait plusieurs fois rendu justice. Elle n'attendait que le moment de les mettre au grand jour dans une négociation qu'elle aurait désiré de voir s'ouvrir avant que les hostilités recommençassent, et pour la quelle elle nommerait un plénipotentiaire aussitôt que ses ennemis, en réponse aux instances de l'Autriche, consentiraient à en nommer de leur côté. Quant à la guerre, le prince de Schwartzemberg ne pouvait décliner

l'alliance, puisqu'en déclarant formellement à l'empereur que le contingent était toujours à ses ordres, il venait de reconnaître qu'elle existait toujours; mais lorsqu'il s'agissait de savoir si, dans le cas où l'obstination des ennemis rendrait sans effet l'intervention de l'Autriche pour la paix, celle-ci mettrait dans la balance un plus grand nombre de troupes, ainsi que ses armemens lui en donnaient le moyen, le prince de Schwartzemberg évitait de s'expliquer, et ne parlait des préparatifs de l'Autriche, que comme des démonstrations destinées à appuyer son intervention pacifique, en imposant aux puissances dont les dispositions ne s'accorderaient pas avec celles que la France ne cessait de manifester. Dans toutes les conférences, le ministre revenait sur ces assurances désirées, sans se dissimuler qu'il ne les obtiendrait pas, et l'ambassadeur éludait de s'expliquer sur ces mêmes assurances qu'il ne voulait pas refuser, mais qu'il avait ordre de ne pas donner.

Des circonstances plus ou moins inattendues par l'un et par l'autre mirent enfin le prince de Schwartzemberg dans la nécessité de s'expliquer.

La correspondance de M. de Narbonne avec le duc de Bassano présentait, sous des formes plus tranchantes, la marche progressive du cabinet de Vienne. La promptitude avec laquelle le nouvel ambassadeur avait surpris les véritables inten-

tions de l'Autriche, donnait chaque jour plus d'activité à sa pénétration et en même temps plus de vivacité à ses relations avec M. de Metternich. Aussi ce ministre, forcé de s'expliquer sur ce que ferait le corps auxiliaire du prince de Schwartzemberg, n'avait pas fait difficulté de répondre : « *L'Autriche veut la paix, elle se prépare à y forcer si on n'accepte pas ce qu'elle croira acceptable.* » L'empereur François venait en peu de jours de passer rapidement de son rôle d'allié à celui de médiateur, et du rôle de médiateur à celui de dictateur européen. L'Autriche, qui n'avait pas livré un combat, qui n'avait rien risqué, qui n'avait rien perdu, prenait déjà un ton de supériorité vis-à-vis de la France, comme si c'était elle qui venait d'en triompher. Son ministre répétait toujours à la vérité, *que toute sa partialité serait pour la France dans les negociations;* mais en même temps il ne pouvait s'empêcher de convenir *que toutes les passions étaient hostiles pour la France, que son gouvernement pouvait à peine lutter contre l'opinion.* L'Autriche veut attendre l'événement, disait M. de Narbonne, et la victoire la décidera. « *Vous vous trompez*, répondit M. de Metternich, *nous parlerions le lendemain d'une victoire d'un ton plus prononcé.* Les autres parties du plan de la médiation autrichienne se développèrent successivement : *Une attitude prononcée pour une paix continentale*,

dans le cas d'un refus de l'Angleterre ; opinion prononcée pour l'établissement d'une puissance intermédiaire respectable. Il était clair que cette puissance serait la Prusse, qui attendait aussi le résultat des négociations du prince de Schwartzemberg. Cette idée ancienne et vraiment européenne revient, dans la situation actuelle de l'Europe, comme une accusation contre ceux qui la réclamaient alors comme une haute nécessité. « La situation des choses, disait M. de Metternich, ne permet plus à l'Autriche de ne prendre part aux événemens que *comme auxiliaire ;* deux partis : *ou se neutraliser derrière la frontière, ou prendre part à la guerre.* Ce parti même ne préjuge rien sur les bases de l'alliance, puisque l'empereur Napoléon lui-même a reconnu que les stipulations de secours limités du traité d'alliance ne peuvent s'appliquer aux circonstances actuelles. » Cela était vrai, mais l'empereur Napoléon n'était pas convenu que la retraite du contingent autrichien, son auxiliaire, serait suivie de la marche d'une armée autrichienne contre lui, *s'il n'acceptait pas ce que l'Autriche croirait devoir être accepté.* Pour adoucir apparemment ce que ce dernier principe avait évidemment de trop rigoureux contre l'alliance, M. de Metternich déclarait encore *que le poids de la puissance autrichienne serait mis dans la balance en faveur de la France, si les alliés avaient des prétentions trop exagérées.*

Ce n'était pas en faveur de la France que l'Autriche venait de mettre dans la balance la convention de Kalish. Le ministère autrichien se constituait seul juge de ces prétentions, qui venaient inopinément remplacer toutes ses transactions avec la France et toutes ses inimitiés contre la Prusse et contre la Russie. Ce qui prouve, disait encore le ministre à M. de Narbonne, ce qui prouve la partialité de l'Autriche pour la France, *c'est qu'elle a cent mille hommes en Bohème et rien en Italie*. M. de Metternich savait bien que le théâtre des affaires était plus proche de Prague que de Milan. Il savait bien que les grandes questions se décideraient là seulement où étaient les grandes masses et les souverains, et que la question actuelle n'était pas seulement autrichienne, mais européenne.

Pendant que le duc de Bassano s'étudiait à tâcher d'engager l'Autriche dans le sens de l'alliance, plus loin qu'elle ne voulait aller, et à éviter qu'elle prît, dans le sens prévu d'une médiation armée, une attitude que des événemens militaires prochains pouvaient prévenir, le comte de Narbonne, fatigué et trop impatient des subtilités et des dénégations de M. de Metternich, remit, le 21 avril, la note suivante à laquelle M. de Metternich répondit le 26.

Note de M. de Narbonne à M. de Metternich.

« L'ambassadeur de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, a eu l'honneur de donner à S. Exc. M. le comte de Metternich, ministre d'état des affaires étrangères, communication de la dépêche de M. le duc de Bassano, du 11 avril. Cette dépêche, en annonçant que S. M. l'empereur serait probablement à Mayence, où des nouvelles postérieures apprennent qu'il est arrivé le 16, contient textuellement le passage que le soussigné va mettre sous les yeux de son excellence.

» Sa Majesté a dit au prince de Schwartzemberg, à qui je l'ai répété, qu'aussitôt qu'elle sera arrivée à son premier quartier-général en Allemagne, elle enverra au général Frimont, par un courrier qui passera par Prague, l'ordre de dénoncer l'armistice; vous devez en prévenir M. de Metternich, et vous expliquer à cet égard sans détour avec lui, afin que vous vous assuriez positivement que les ordres de sa majesté seront exécutés sans discussion. Il sera bon aussi que M. de Metternich avertisse M. le général Frimont, afin d'ôter toute possibilité à un malentendu dont les conséquences seraient très-fâcheuses. »

Dans un autre paragraphe il dit : « Il est très-probable que l'ordre de dénoncer l'armistice sera

envoyé par sa majesté du 22 au 25. Il devient de la plus haute importance que le général Frimont y défère ponctuellement.

» Le soussigné, en faisant part à S. Exc. M. le comte de Metternich des intentions de sa majesté, ne croyait pas pouvoir douter que la réponse qu'il recevrait ne fût un acquiescement plein et entier à des intentions si strictement conformes au dernier traité de Paris.

» C'est donc avec autant de surprise que de peine que le lendemain de cette communication il a appris, de la bouche même de M. le comte de Metternich, que le corps auxiliaire, sous les ordres du général Frimont, ne se permettrait aucune hostilité contre les Russes, dans le cas où, avec une troupe quelconque, il se croirait assez fort pour l'attaquer, et que déjà, sans attendre le terme de quinze jours stipulé par l'armistice, et sans savoir par conséquent s'il serait ou non attaqué, le général Frimont était en pleine marche pour effectuer sa retraite.

» Le soussigné était d'autant plus fondé à croire qu'au moins le terme de quinze jours serait observé, que, lorsque S. Exc. M. le comte de Metternich s'était décidé, le 16 du courant, à donner des ordres à M. de Lebzeltern, pour demander la révocation de la dénonciation de l'armistice qui avait eu lieu le 12, il avait été calculé que la réponse portée directement au général Frimont

pouvait lui arriver avant qu'il eût effectué son mouvement, et que des ordres lui seraient expédiés à ce sujet. Il est aisé de voir que, si cet arrangement avait été rempli, les ordres de S. M. l'empereur de France, qui doivent être expédiés d'Erfurth le 20, seraient facilement parvenus au commandant du corps auxiliaire avant l'expiration des quinze jours.

» Le soussigné est donc fondé à croire que ces ordres n'eussent sûrement pas été exécutés, puisque c'est toute espèce d'hostilité que l'Autriche veut éviter.

» Sans doute S. M. l'empereur des Français verra avec une extrême satisfaction que les vœux de l'Autriche pour la paix soient remplis, et qu'elle réunisse tous ses moyens et tous ses efforts pour la procurer à l'Europe; mais il n'a jamais entendu ni pu entendre que ce vœu pour la paix annulât un traité subsistant.

» Ce traité stipule un corps auxiliaire; ce corps auxiliaire doit être aux ordres de S. M. l'empereur : s'il n'obéit pas, que n'a-t-on pas le droit d'en inférer?

» Le soussigné, dont la première instruction est de tout faire pour entretenir la bonne intelligence entre les deux empires, et de prouver en toute occasion les sentimens qui animent l'empereur son maître pour S. M. l'empereur d'Autriche, croit que le meilleur moyen de remplir un

devoir aussi sacré, est de maintenir de son mieux les traités si heureusement subsistans entre leurs majestés.

» Il invoque donc celui de Paris, pour que S. Exc. M. le comte de Metternich veuille bien faire donner sur-le-champ des ordres au général Frimont, d'employer tous ses moyens pour conserver la position que lui assignait l'armistice, et qu'il y attende les ordres qu'il plaira à S. M. l'empereur de France de lui faire parvenir.

» Vienne, le 21 avril 1813.

» L. NARBONNE. »

Note de M. de Metternich en réponse à celle de M. de Narbonne.

« Le soussigné ministre d'état des affaires étrangères a soumis à l'empereur la note que M. l'ambassadeur de France lui a fait l'honneur de lui adresser en date du 21 de ce mois. Il a l'ordre de faire à son excellence la réponse suivante :

» Rien ne tient plus à cœur à l'empereur que la conservation des rapports d'amitié et de la meilleure intelligence avec S. M. l'empereur des Français. S. M. impériale a fourni, dans les momens de crise les plus éminens, trop de preuves de ce sentiment, pour ne pas s'en rapporter simplement aux faits.

» Dans le même temps que l'Autriche faisait

des ouvertures formelles de paix auprès de plusieurs cours séparées l'une de l'autre par de grandes distances, qu'elle entrait en pourparlers sur les questions les plus compliquées qui peut-être se soient jamais offertes en politique, les événemens de la guerre et les préparatifs militaires n'en recevaient pas moins chaque jour de nouveaux développemens. D'immenses armées vont se trouver en présence. Les vœux de l'Autriche en faveur de la paix, loin de s'affaiblir à l'approche d'une grande et nouvelle crise, n'ont pu que se prononcer d'une manière plus décidée.

» L'empereur n'eût voulu que bien faiblement cette paix, dont la nécessité est si universellement sentie, s'il n'eût pensé et agi ainsi qu'il le fait. C'est donc avec une grande satisfaction que sa majesté impériale s'est convaincue non-seulement par la communication que son Exc. l'ambassadeur de France a faite du contenu des dépêches de son Exc. M. le duc de Bassano, mais aussi par les rapports de M. le prince de Schwartzemberg, de par le développement de nouveaux moyens, elle a rencontré les intentions de S. M. l'empereur des Français.

» La communication faite par M. le comte de Narbonne en forme de note verbale, et sous la date du 7 avril, renfermait ce qui suit.

» Après avoir mis en opposition avec les intentions pacifiques de la France les apparences de

sentimens très-différens de la part de la Russie, son Exc. M. l'ambassadeur dit :

« Dans cette circonstance, l'Autriche, qui s'est mise en avant pour la paix, et qui la désire si vivement, doit prendre, pour tendre à ce but, une couleur prononcée, insister sur l'ouverture immédiate d'une négociation, et entrer dans la lutte comme partie principale. Dans les premiers jours de mai, lorsque l'empereur des Français sera de sa personne sur la rive droite de l'Elbe avec 300 mille hommes, l'Autriche pourrait renforcer l'armée de Cracovie, et la porter avec les troupes du prince Poniatowsky à plus de cent cinquante mille hommes. Ces mouvemens ayant lieu en avril, l'armée se concentrant se mettrait sur une position défensive, mais serait prête à reprendre l'offensive. Un corps de trente à quarante mille hommes se rassemblerait en Bohême, et le jour où l'empereur arriverait à la tête de l'armée du Mein sur l'Elbe, le ministre de l'Autriche ferait sa déclaration à l'empereur Alexandre, l'armée de Cracovie dénoncerait son armistice, et les troupes de Bohême sortiraient de leurs cantonnemens, etc. Les moyens militaires de l'Autriche devaient s'élever à cent mille hommes pour l'armée de Silésie, et trente à cinquante mille hommes pour l'armée de Cracovie, le reste à la disposition de la France dans la Bukowine et dans la Gallicie. »

» En réponse aux ouvertures que présente cette communication, sa majesté impériale fit munir son ambassadeur à la cour impériale de France, d'ordres en date du 14 avril, dont le soussigné a eu l'honneur de donner part à son Exc. M. l'ambassadeur.

» Cette réponse de l'empereur porte en substance « que S. M. impériale et royale apostolique se décidait à prendre l'attitude d'une médiation armée, la seule que les deux cours impériales trouvaient être en mesure avec la position actuelle des choses ; que toutefois sa majesté impériale déclarait en même temps que si, contre ses vœux les plus chers, le retour de la paix ne couronnait pas ses efforts, l'Autriche, par suite de son attitude de puissance médiatrice et de la situation géographique de son empire, ne pourrait désormais prendre part à la guerre dans la qualité de puissance simplement auxiliaire, et qu'en conséquence les stipulations de secours limités du traité d'alliance du 14 mars 1812, *cessaient d'être applicables à la conjoncture actuelle.* »

» Quoique l'empereur fût éloigné de croire que cette détermination, amenée autant par la force des circonstances que par une suite des vœux et des désirs de S. M. l'empereur Napoléon, pût être considérée comme un abandon de l'alliance des deux cours impériales, sa majesté impériale a néanmoins cru devoir charger son ambassadeur

d'ajouter à cette déclaration, *que cette déclaration ne préjugeait en rien les bases de notre alliance avec la France.*

» Le simple récit de ces transactions suffirait pour répondre en entier à la note de M. l'ambassadeur de France, si l'empereur ne croyait devoir en même temps rappeler que cette note a été adressée au soussigné, après que la dénonciation de l'armistice par les Russes avait complétement changé l'ordre des choses présumé par S. M. l'empereur Napoléon encore exister dans le duché de Varsovie.

» L'empereur François devant croire, d'après les mouvemens des corps russes, que leur intention était de déloger le corps autrichien du rayon qu'il occupait dans le duché de Varsovie, avait, par un ordre éventuel, dont la cour de France fut prévenue, prescrit au lieutenant-général de Frimont de ne pas s'engager dans des affaires qui pussent évidemment compromettre son corps d'armée. Les motifs de cette détermination se trouvant amplement détaillés dans la dépêche à M. le prince de Schwartzemberg, en date du 14 mars, le soussigné ne peut, à cet égard, que se référer à son contenu.

» Si toutefois l'armistice n'avait pas été dénoncé de la part du général russe, l'empereur n'eût pas hésité à faire à S. M. l'empereur des Français des représentations contre une dénonciation de son

côté. Cette mesure, en effet, n'aurait pu être regardée que sous deux points de vue, comme moyen de guerre, ou de négociation. Comme moyen de guerre, l'empereur est convaincu que ce n'est pas à la puissance médiatrice à ouvrir la première la campagne ; comme moyen de paix, S. M. impériale n'est pas moins convaincue que ce n'est pas avec trente mille hommes qu'elle peut appuyer sa médiation, et que les moyens les plus efficaces de négociations se trouvent, ainsi que S. M. l'empereur des Français en a lui-même exprimé la persuasion, dans le développement de forces plus imposantes, toutes dirigées vers un seul et unique but, la paix; dans un développement qui ne saurait laisser aucun doute que la puissance médiatrice sera prête, le cas échéant, à paraître en scène comme partie principale, et à donner à ses paroles de paix l'appui nécessaire.

« Le soussigné en transmettant à M. le comte de Narbonne la présente réponse, est chargé expressément de réitérer à S. Exc. les assurances qu'elle a reçues de vive voix dans la dernière audience de l'empereur, de l'inaltérabilité des sentimens que S. M. impériale porte à son auguste maître.

» Vienne, 26 avril 1813.

» METTERNICH. »

M. de Narbonne avait raison comme Français,

mais il avait tort comme ambassadeur. Il compromettait son gouvernement en forçant celui d'Autriche à se déclarer intempestivement pour lui-même et surtout pour la France. L'embarras des gouvernemens qui négocient ne vient pas toujours de ce qu'ils ont tort, mais aussi de ce qu'ils ont raison. C'était le cas de la France, dont l'habile prudence ménageait depuis le commencement les embarras de l'Autriche sous le rapport contraire, afin de s'épargner à elle-même celui de lui voir prendre un parti qui ne laisserait plus de facilités pour éluder les explications. D'après la franchise de cette note, l'attitude de l'Autriche devait changer, et ellechangea en effet. Les armemens qu'elle faisait avaient trop irrité M. de Narbonne. Le corps des chasseurs venait d'être porté de deux mille sept cents hommes à dix mille huit cents : on avait demandé six à sept mille chevaux à la Hongrie : de grands approvisionnemens se réunissaient sur les frontières de la Gallicie. Une levée de quarante-cinq mille hommes venait d'avoir lieu en Autriche. Un autre grief blessait encore le cabinet de France. Les insinuations de Vienne avaient décidé le roi de Saxe à se retirer en Allemagne, malgré les pressantes invitations de Napoléon faites à ce prince de venir attendre à Paris, ou sur les bords du Rhin, le résultat des opérations militaires qui allaient bientôt dégager ses états. La conduite du roi de Saxe et de secrètes

circonstances, durent faire croire à Napoléon que la continuation de l'alliance de la Saxe dépendait uniquement des succès de l'armée française sur la confédération du Nord.

Le roi de Wurtemberg avait avec l'empereur Napoléon une correspondance directe et suivie. La fidélité, l'énergie, l'esprit supérieur de ce prince ne se démentirent jamais dans ces circonstances difficiles. Sa reconnaissance était comme son caractère, plus forte que l'adversité. Napoléon dut à l'amitié de ce prince et à sa loyauté, d'importantes confidences, des avis utiles et des détails positifs sur les diverses intrigues que l'on préparait déjà en Allemagne. C'était par le roi de Wurtemberg qu'il avait connu la marche que suivait le roi de Saxe, les vues secrètes de l'Autriche et les démarches qu'elle faisait pour attacher à son nouveau système tous les princes de la confédération germanique.

D'après le nouvel état de choses que venaient de produire à Vienne l'imprudence du comte de Narbonne, le prince de Schwartzenberg reçut de sa cour de nouvelles instructions, et à la suite de la communication qu'il en donna au duc de Bassano, la question de la *médiation armée* fut posée sans détour.

L'ambassadeur établit d'abord « que la situation de son maître vis-à-vis de ses peuples, et celle de tous les souverains en Allemagne, vis-à-

vis de leurs sujets, lui imposait le devoir de tout faire pour la paix et rien pour la guerre; que, relativement à la nation autrichienne, il ne pouvait exiger d'elle de nouveaux sacrifices qu'en lui garantissant, après une si longue tourmente, un repos nécessaire au rétablissement du bon ordre dans ses finances et d'une bonne administration, seuls moyens et seuls gages du retour de son ancienne prospérité; que l'esprit public, par une opposition irrésistible, paralyserait ses efforts, s'ils paraissaient avoir pour but d'unir ouvertement ses forces à celles de la France, et de marcher avec elle contre ses ennemis; qu'au contraire, il était assuré de rencontrer l'assentiment général dans sa partialité pour nous qui désirions sincèrement la paix, s'il ne se montrait armé que pour l'obtenir; que non-seulement il secondait en cela nos propres intentions, mais qu'il agissait dans l'intime conviction que la paix seule pouvait prévenir les plus affreux bouleversemens en Europe; que si la guerre se prolongeait ou que si elle devait se terminer par lassitude et sans qu'il en résultât un état tel que les souverains, toujours incertains de l'avenir, ne pussent vouer tous leurs soins, consacrer toute leur attention et tous leurs efforts à étouffer le *ferment jacobin* qui se développait journellement davantage, l'existence même des trônes ne tarderait pas à être menacée; que l'empereur Napoléon connaissait

trop bien les dispositions des pays allemands sur lesquels il avait exercé son influence, et qu'il avait trop bien jugé ce qui se passait en Prusse, pour ne pas connaître que, dans ses vues, l'empereur François ne séparerait pas les intérêts de son trône de ceux de la monarchie fondée en France, que sa sollicitude était égale pour l'une et l'autre dynastie ; que tels étaient et seraient constamment le principe et la règle de sa marche politique; que pour la juger dans le sens le plus exact, nous devions être persuadés que des manifestations faites avec autant d'abandon, étaient éloignés de toute subtilité, de toute arrière-pensée; qu'aucun autre souverain ne partageait la sollicitude naturelle que l'empereur d'Autriche vouait à son allié ; que dans une question aussi immense que celle du poids que, d'après sa conviction intime, il doit placer dans la balance de la paix, comme unique moyen d'y parvenir, il écarte tout ce qui serait relatif aux intérêts propres et particuliers de sa maison ; que *s'il ne veut rien et entend ne rien vouloir dans les combinaisons nouvelles qui peuvent se présenter pour l'agrandissement de l'Autriche ou l'amélioration de sa position actuelle*, c'est une preuve assez évidente qu'il n'a en vue que le grand but vers lequel tendent tous ses efforts. »

Plusieurs points dans ces déclarations paraissaient sans doute susceptibles de discussion, mais

le moment n'était pas venu. Tout ce que la position exigeait ou pouvait permettre, consistait à prendre acte des dispositions amicales dont le langage tenu au nom de l'Autriche était empreint, d'accepter la sorte de connivence offerte par le médiateur, et de le faire abonder à tel point dans ses protestations, qu'il pût en résulter à ses propres yeux, et comme malgré lui, une sorte d'engagement.

Le prince de Schwartzenberg, dont la franchise naturelle ne s'accordait pas toujours avec son rôle comme ambassadeur, s'efforçait de se renfermer dans le langage officiel qui lui était prescrit.

Deux questions délicates, dans la nouvelle situation où la médiation armée plaçait les affaires, ne pouvaient cependant être évitées : l'une se rapportait au sort de l'alliance existante entre les deux puissances, l'autre au contingent auquel l'empereur Napoléon allait donner ses ordres.

Sur le premier point, les déclarations furent positives : « L'alliance subsistait ; l'Autriche la contracterait aujourd'hui, si elle n'existait pas ; elle persistait dans son esprit, elle ne changerait rien à ses termes. Cette alliance avait été basée sur des intérêts trop indentiques, trop inhérens à la nature des choses, trop invariables, pour que ni les revers ni les succès fussent d'aucune influence sur elle. »

Quant au corps auxiliaire, son concours n'était ni désavoué, ni refusé ; mais il devait être

suspendu. La retraite du général Frimont avait été combinée dans ce système. « L'empereur d'Autriche ne pouvait être à la fois partie secondaire et partie principale. Plus il mettait de modération dans ses vues, plus l'intérêt bien entendu de sa politique le rapprochait de celui de la France, moins il pouvait suivre une ligne qui, en le faisant sortir des formes de la plus sévère impartialité, mettrait en opposition avec le grand but de la paix les moyens mêmes dont il userait pour l'atteindre. » Il était évident que cette explication avait été prévue, et que le langage de l'ambassadeur lui avait été dicté. Ainsi, même au moment où il était forcé de convenir que l'Autriche ne se tenait plus engagée par les stipulations du traité d'alliance, il voulait persuader que si elle s'en écartait, c'était encore parce que l'intérêt bien entendu de sa politique se confondrait avec l'intérêt de la France. Ainsi, malgré la résolution si subite de la médiation armée, que les instances intempestives du comte de Narbonne avaient précipitée, et dont la tendance n'était que trop sensible, les deux cabinets pouvaient rester dans cette bonne intelligence apparente d'où l'on revient facilement à une bonne intelligence réelle, quand l'occasion favorable se présente. La négociation ne pouvait pas donner, pour le moment, d'autre résultat utile : il fut obtenu.

Mais s'il était avantageux de placer d'avance

les questions à venir sur cette base, « que l'Autriche, dans ses démarches comme médiatrice, aurait pour point de vue principal les intérêts de la France et de sa nouvelle dynastie, » il importait cependant de sortir du vague des conjectures sur ses intentions réelles.

Le devoir du ministre était de chercher à se former à cet égard une opinion précise avec laquelle il pût aborder Napoléon et combattre la fausse sécurité que ce prince pouvait concevoir, et à laquelle il n'était que trop disposé. Une correspondance suivie existait entre le gendre et le beau-père; elle portait des deux côtés le caractère de la confiance et d'un certain abandon. Il ne fallait rien moins que la conviction ferme du ministre pour en balancer l'effet. Il était d'un si grand intérêt pour Napoléon de croire à des apparences qui le flattaient, et de repousser des réalités qui compliqueraient sa position par les dangers de son avenir!

Le ministre chercha donc à pénétrer au fond de la pensée de l'ambassadeur. Ayant négocié ensemble l'alliance de famille et l'alliance politique, ils pouvaient regarder comme leur ouvrage les liens qui unissaient les deux cours. Ils étaient dans une position naturelle pour des épanchemens confidentiels, et lorsque le duc de Bassano, paraissant abonder dans le sens du prince de Schwartzenberg, tira de la situation personnelle

des deux souverains la conséquence que l'empereur d'Autriche n'avait pas en effet la liberté d'adopter un autre système que celui dont son cabinet couvrait ses démarches, une émotion soudaine saisit l'ambassadeur, et ces mots mal articulés s'échappèrent involontairement de ses lèvres : *La politique a fait le mariage, la politique pourrait le défaire.* Le ministre parut ne les avoir pas entendus, et, continuant la conversation dans le même esprit de conciliation qu'auparavant, il réussit à les faire oublier à son interlocuteur lui-même, qui reprit aussitôt le calme qu'il n'avait perdu qu'un instant. La conférence se termina par des assurances réciproques. Le duc de Bassano invita le prince de Schwartzenberg à consigner dans une note verbale les communications qu'il avait été chargé de lui faire, comme devant former la base du compte qu'il avait à rendre à l'empereur.

Son compte rendu fut sincère en ce qu'il ne dissimula point la juste et profonde impression qu'il avait reçue; mais il passa sous silence les paroles trop significatives dont le ressentiment, s'il n'eût pas mis obstacle aux négociations, y aurait porté une aigreur propre à en rendre la marche difficile et à en compromettre le résultat. « Il fallait, écrivait le ministre, se hâter de se mettre en mesure de traiter; il fallait profiter du moment où l'Autriche pouvait hésiter encore et où rien ne l'empêchait de croire qu'une heureuse

issue, attribuée à ses efforts, maintiendrait les deux puissances dans les rapports que le sang et la politique avaient formés et qu'un service aussi important resserrait plus étroitement que jamais.»

Quelques jours après, le prince de Schwartzenberg communiqua des dépêches de Londres, par lesquelles le baron de Wessenberg lui annonçait le peu de succès des ouvertures qu'il avait été chargé de faire. « L'Autriche, dit-il, est bien loin de subordonner la paix continentale aux lubies de l'Angleterre; le zèle du cabinet de Vienne n'en sera pas ralenti, et avant peu il fera connaître la marche très-péremptoire qu'il compte suivre vis-à-vis des puissances alliées, pour les amener à des explications finales. »

La mission du prince de Schwartzenberg se termina par ces nouvelles assurances. Il venait de quitter Paris, lorsque le renouvellement des hostilités fut suivi de la bataille de Lutzen.

Lorsque le duc de Bassano traita de l'alliance de 1812, le prince de Schwartzenberg avait témoigné le désir de commander le contingent : ce fut pour lui être agréable et dans le dessein de faire à l'empereur d'Autriche une proposition qui devait lui plaire, que des insinuations furent faites à cet égard par le cabinet de France. Ces insinuations avaient été couronnées d'un plein succès. Enfin, l'empereur Napoléon, en témoignage de la satisfaction qu'il avait éprouvée de

la conduite de cet ambassadeur, avait demandé et obtenu pour lui le rang de feld-maréchal; et le prince de Schwartzenberg, sur lequel beaucoup de généraux avaient l'avantage des services et de l'ancienneté, était ainsi parvenu au premier rang de la hiérarchie militaire en Autriche. Mais le prince de Schwartzenberg ne devait plus reparaître dans les dignités diplomatiques, auxquelles il avait dû le haut grade militaire dont il était revêtu, et il devait se prévaloir de cette dernière élévation, que l'empereur Napoléon lui avait fait donner pour son ambassade de Paris, afin de paraître en généralissime d'une guerre à mort entre Napoléon, d'une guerre dont M. de Metternich deviendrait, à Prague, le plénipotentiaire. L'histoire n'offre rien de plus implacable que la médiation autrichienne en 1813.

CHAPITRE X.

Arrivée et séjour de l'empereur à Mayence. — Affaires de Saxe.

NAPOLÉON arriva à Mayence le 16 avril à minuit. Cette ville était, par sa position, la grande place d'armes de la guerre gallo-germanique. Des efforts extraordinaires, des prodiges d'activité signalèrent le séjour de l'empereur dans cette ville. Il eût désiré avoir quinze jours de plus pour réunir la tête de sa cavalerie, et mieux organiser son infanterie. Cependant il fallait marcher à l'ennemi avec des officiers et des soldats qui ne se connaissaient que depuis quarante-huit heures; car les détachemens partaient à mesure que cent hommes étaient habillés dans les dépôts. Les sergens et les caporaux étaient nommés de la veille du départ; la date de ces troupes était toute fraîche, il n'y avait que celle de la gloire qui fût ancienne; et chaque conscrit le savait.

Napoléon travaillait toutes les nuits dans son cabinet; le jour il passait des revues dans les plus grands détails; il visitait avec soin les objets d'habillement et d'équipement, s'occupait même de la nomination des caporaux, afin que

la faveur n'introduisit pas de recrues dans l'avancement au détriment des vieux soldats. Mais les corps n'avaient pas de quoi compléter leurs caporaux en hommes qui eussent déjà vu le feu, et dans plusieurs régimens les deux tiers de ces caporaux furent pris parmi les conscrits.

L'empereur connaissait toute l'étendue du péril contre lequel il venait de soulever si habilement une partie de la population guerrière de la France, car en arrivant à Mayence, il avait ordonné d'en compléter les fortifications ainsi que celles de Cassel ; et chaque jour il encourageait par sa présence l'achèvement des ouvrages et des deux têtes de pont qui devaient rendre cette place inexpugnable sur la rive droite du Rhin. Cette observation est importante, elle concourt à prouver que Napoléon avait tout compris dans son plan de campagne ; et en effet, il était parti de Paris avec le dessein de faire la paix générale à la tête d'une armée formidable ; et dans le cas où la paix serait impossible, avec la volonté de pousser à toute outrance l'effort de la guerre ; et enfin si cette guerre était malheureuse, il était décidé à s'ensevelir lui et son armée sur les frontières que le consulat avait confiées à l'empire.

Quelques militaires avancèrent alors, et l'événement n'a que trop justifié leur opinion, que Napoléon, appuyé sur la ligne du Rhin, et ayant derrière lui l'inépuisable armée de la population

française, et le trésor, plus inépuisable encore, des ressources de la France pour les subsistances et le matériel, devait attendre son ennemi sur la ligne de Francfort, en avant de Mayence, de Manheim, de ces portes formidables du Rhin, derrière lesquelles, dans le cas d'une déroute difficile à prévoir, il eût été impossible de le forcer. Par ce plan de guerre, il donnait le temps aux armes dont son armée se composait, de compléter leur organisation, leur instruction et leur réunion; et il obtenait l'immense avantage de ne paraître dans la carrière des combats, que comme défenseur du sol paternel et de l'intégrité de la patrie légale, de celle qui depuis long-temps avait reconnu pour ses frontières naturelles le cours du Rhin, la chaîne des Alpes et celles des Pyrénées. Cette attitude patriotique et courageuse eût enchaîné la malveillance de l'intérieur, la politique de l'Autriche et jusqu'aux ressentimens de la Russie: et si l'Angleterre était parvenue à soulever contre lui, malgré l'imposante modération de cette conduite, tous ses ennemis et ses alliés, au moins Napoléon n'eût point couru les périls de la trahison dans la victoire; et la France eût été là toute entière pour répondre à l'agression européenne.

La correspondance de l'empereur complète l'histoire de cette époque. Elle révèle aussi une partie encore cachée de cet homme si supérieur,

qui allait de nouveau lutter en Allemagne pour l'empire de l'Europe. Le cabinet et le champ de bataille étant également connus des contemporains, il leur sera facile de mettre à leurs places les héros de la guerre et ceux de la politique, qui, à cette période, brillèrent sur la scène de l'Europe. Le lecteur verra que la prudence et la force caractérisèrent au même degré la glorieuse campagne dont la Saxe va être le théâtre.

Des masses énormes d'infanterie subitement improvisées étaient parties successivement de Mayence. Napoléon avait fait marcher tout ce qui pouvait porter un fusil et se mettre en route. Que n'a-t-il pu demander la levée en masse des Français? Cette grande démarche eût suffi pour terrifier l'Europe et pour renverser toutes ses espérances. Mais une pareille ressource ne pouvait appartenir qu'aux volontés gigantesques d'une patrie républicaine. L'empire était autrement constitué : il avait été formé sur les proportions du génie d'un seul homme, et sur les disproportions de la moitié de la population de l'Europe. L'état n'était plus le patrimoine de la nation ; et la nation de l'empire, appauvrie par tant d'adoptions étrangères, était loin d'être toute française. Cependant si en 1812 la nation ne s'était battue et ne s'était sacrifiée que pour une guerre *toute politique*, c'était bien pour une guerre toute nationale qu'elle allait combattre en 1813. Mais peut-être

encore n'en fut-elle bien convaincue qu'en 1814, quand elle fut envahie, et les trois années suivantes, quand elle se vit chez elle prisonnière de la paix qu'elle n'avait pas demandée. Le moment était arrivé où il ne resterait plus d'autre accord entre la France et l'Europe, que le sort d'un combat à outrance dont Napoléon serait la victime, si son armée succombait.

Si on excepte la guerre d'Espagne, les Français avaient regardé comme nationales toutes les guerres qui avaient suivi l'avénement à la couronne du héros de l'Italie et de l'Égypte. Et en effet, toutes ces guerres furent des agressions de la part des couronnes de Prusse, d'Autriche et d'Angleterre; le caractère belliqueux de la nation sous un chef reconnu invincible allait au devant de la provocation, et l'amour de la gloire unissait étroitement Napoléon et son armée. Jamais homme depuis Mahomet n'exerça un empire plus absolu, plus magique, sur sa patrie et sur le monde. La nature l'avait condamné à être le maître ou à devenir la victime du genre humain. Elle l'avait créé trop étranger et trop supérieur aux harmonies de son siècle. Aussi n'avait-il pu faire qu'un seul traité avec la fortune, celui de la prédomination. Mais une fois vaincu, il était précipité. Alors, sans devenir étranger au monde, il devenait subitement étranger à lui-même, et il ne devait plus lui rester que ce qu'il lui fallait pour

supporter un long supplice et pour ne pardonner jamais à la fortune.

Seul confident de ce grand secret de son âme, et poursuivi par la nécessité tyrannique de combattre l'Angleterre soit à Cadix, soit à Pétersbourg, pour la soumettre enfin au joug de la paix universelle, seul il savait pourquoi malgré les plus vives oppositions, il était allé chercher les Espagnols à Madrid et les Russes à Moscou, et seul il savait aussi que de Mayence il marchait pour conquérir cette paix universelle, ou pour disparaître du monde. Être ou ne pas être était après Moscou la seule question pour Napoléon.

Cependant l'objet de la mission de M. de Bubna à Paris avait un plein succès en Allemagne auprès de certaines cours, à qui la médiation, et surtout la médiation armée de l'Autriche fut présentée ou comme un bienfait, ou comme une nécessité. Celle de Saxe, par exemple, dont le pays occupé par les deux armées belligérantes allait être le théâtre de la guerre, avait été la première attaquée par le cabinet autrichien, et avait accueilli ses propositions. Ces nouvelles relations, créées de la part de l'Autriche par l'inspiration du moment, dataient de l'époque du traité de la Prusse avec la Russie, des négociations de l'Autriche à Wilna, de celles de la Russie à Vienne, et des conventions qui avaient plus ou moins lié ces trois puissances. Au commencement de 1813,

chaque cabinet prépondérant avait agi avec son influence sur les états voisins, pour les détacher du système fédératif du Rhin, et les rattacher à la nouvelle confédération du Nord.

L'Autriche avait essayé avec succès cette influence sur le vieux roi de Saxe. Il lui était d'autant plus facile de faire admettre à ce prince au moins son système de neutralité, que, par l'armistice du prince de Schwartzenberg, où le roi de Saxe avait dû intervenir pour le corps de Poniatowski, en sa qualité de grand-duc de Varsovie, et en sa qualité de roi de Saxe pour la cavalerie du général de Gablentz, qui formait l'arrière-garde du prince Eugène, la Saxe perdait le grand-duché, comme par les mouvemens des troupes alliées, elle perdait les possessions que le traité de Tilsitt lui avait données ou restituées dans la Lusace.

L'armée française avait été obligée d'abandonner la ligne de l'Elbe. Sa retraite avait laissé à découvert le royaume de Saxe; et le roi, entraîné par sa confiance dans la neutralité de l'Autriche, son ancienne alliée, forcé de quitter sa capitale, avait été chercher un asile, d'abord à Plauen ensuite à Ratisbonne. Une proclamation du 23 février, émanée de ce prince malheureux et loyal, rendait compte à ses sujets des motifs de sa détermination, les rassurait par l'espoir de la paix, et leur rappelait ses engagemens avec son allié l'em-

pereur Napoléon. Le roi de Saxe s'abandonna avec confiance à la direction de l'Autriche, mais *sous la religion des communs intérêts de leur fidélité envers la France*. Ce fut aussi ce sentiment, si honorable pour ce prince dans ses propres périls, qui lui fit refuser la proposition d'accéder à la confédération du Nord, que le roi de Prusse lui avait faite par une lettre du 9 avril, datée de Breslau. « Quelque pénibles, répondit de Ratisbonne le roi de Saxe, le 16 du même mois, que me soient les rapports que les derniers événemens ont amenés, je me flatte néanmoins que sa majesté rendra justice au sentiment qui a constamment guidé toutes mes actions, savoir : la sollicitude pour le bien-être de mes états, et *le respect pour les engagemens que j'ai contractés*. »

La convention qui fut signée à Vienne le 8 avril entre l'Autriche et la Saxe, était la conséquence naturelle de l'armistice du prince de Schwartzenberg, et de la confiance que le roi de Saxe mettait dans les dispositions de l'empereur François. Le préambule de cette convention établit suffisamment la dépendance où la position du roi l'avait placé vis-à-vis de l'Autriche. S. M. l'empereur d'Autriche *ayant consenti à la demande de S. M. le roi de Saxe, de permettre au corps de troupes sous les ordres du général de Gablentz et du prince Poniatowski, en quittant le duché de Varsovie, de traverser la Gallicie, la Moravie et la*

Bohème, il a été conclu, etc., etc. » L'article 13 de cette convention porte : « Tous les officiers, sous-officiers et les personnes revêtues de charges militaires, conserveront leurs armes; *les armes à feu des soldats, dès l'entrée des troupes sur le territoire autrichien jusqu'à leur sortie de la monarchie, seront transportées sur les chariots qui suivront*, etc. » D'après les termes de cette convention, le bataillon français qui se trouvait attaché au contingent du prince de Schwartzenberg, devait traverser désarmé le territoire autrichien, jusqu'à sa réunion au premier corps français. Une pareille disposition offensait à la fois les usages établis entre alliés ainsi que les égards et les convenances, et blessait Napoléon par une exception qu'il avait le droit de qualifier d'injurieuse.

L'Autriche s'était tellement emparée des conseils du roi de Saxe, qu'elle avait mis un interdit sur les deux seules forteresses qui restassent à ce prince, sur Torgau et sur Kœnigstein. Une convention particulière résultante de celle du 8 avril, qui réglait le passage par la Bohème des contingens saxon et polonais, avait stipulé que ces deux places ne seraient ouvertes à aucune des puissances belligérantes *que de concert avec l'empereur d'Autriche*. Le 19 avril le roi écrivait au général Thielmann, commandant de Torgau. « En conséquence de l'accord conclu avec S. M. l'empereur d'Autriche, je quitterai demain Ratisbonne

pour aller par Lintz à Prague. Le détachement de grenadiers de la garde, la brigade de cuirassiers et les dépôts d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie me suivront le 21 pour aller par Pillau à Prague. Ma volonté est que l'indépendance de Torgau soit conservée avec le plus grand zèle, et qu'il soit déclaré à chacun, que cette place ne peut, *de concert avec l'empereur d'Autriche*, être ouverte que d'après mes ordres. »

Enfin, et ce fut ce qui décida le roi à quitter Ratisbonne pour Prague, ce prince, dans la persuasion où il fut que la médiation armée que venait d'adopter l'Autriche était d'accord avec la France, autorisa le 15 avril M. de Watzdorf, son ministre à Vienne, à signer encore une convention de concert avec l'Autriche, pour l'appui de cette médiation, et il renonçait généreusement dans le but de faciliter l'œuvre de la paix au grand-duché de Varsovie, moyennant une indemnité.

Cependant l'empereur Napoléon, à qui la situation difficile du roi n'était pas inconnue, avait voulu aller au-devant des inquiétudes de ce respectable monarque, et lui expédia de Mayence un de ses aides-de-camp, le général Flahaut, pour l'engager à faire tête à l'orage, et pour lui annoncer le commencement des opérations auxquelles il allait devoir sa rentrée dans ses états. Dans l'intervalle de cette mission, un officier des gardes

saxonnes chargé de dépêches pour le ministre de Saxe à Paris, arriva à Mayence, porteur de la lettre suivante de son souverain pour l'empereur Napoléon :

Ratisbonne, le 19 avril 1813.

« Monsieur mon frère,

» Votre majesté impériale et royale m'a toujours témoigné tant de bienveillance et d'amitié, que je regarde comme le premier de mes devoirs d'y répondre par une entière confiance et en la faisant lire dans mon cœur. Les circonstances actuelles m'y appellent plus encore par la considération du salut de mes états et du bien général, qui se trouvent placés entre les mains de S. M. impériale et royale. L'empereur d'Autriche vient de me faire part des démarches qu'il a faites auprès d'elle pour le retour de la paix, et l'établissement d'un état de repos durable en Europe. Ces ouvertures m'ont rempli des plus douces espérances, vu la position de l'Autriche, dont l'influence doit être en ce moment décisive vis-à-vis de la Russie et de la Prusse, tandis que la grande âme de V. M. impériale et royale ne se refusera pas à la gloire d'avoir donné, par une modération généreuse, la tranquillité à l'Europe. Fort des bontés dont elle m'a donné tant de preuves, j'ose réunir mes vœux à ceux de l'humanité souffrante. J'ose espérer avec confiance qu'ils iront au cœur de

V. M. impériale et royale, et qu'elle n'y verra que l'expression d'un allié qui lui est sincèrement attaché, et celle de la juste sollicitude que m'inspire le salut de mes peuples.

» L'accord des vœux et des désirs que je viens d'exprimer à V. M. impériale et royale a dû me rapprocher de la cour de Vienne, également liée aux intérêts de la cause commune par l'alliance qui l'unit à la France, et je ne crois plus devoir hésiter de me rendre, d'après l'invitation de l'empereur d'Autriche, à Prague, où je serai à même de veiller de plus près au bien de mes états, momentanément envahis par l'ennemi. Mes gardes et les dépôts de la cavalerie vont suivre la même direction. Ma détermination est particulièrement motivée en ce moment par l'urgente nécessité de me rapprocher des frontières de la Saxe, pour empêcher que les esprits ne puissent être égarés, et je crois pouvoir me flatter que cette démarche rencontrera dans les circonstances que je viens de lui exposer l'approbation de V. M. impériale et royale, et qu'elle daignera me conserver les sentimens d'amitié et de confiance, que je regarde comme mon bien le plus précieux, et auxquels je répondrai toujours par ceux du dévouement inaltérable avec lequel je suis à jamais,

» Monsieur mon frère, de V. M. impériale et royale, le bon frère et fidèle allié. »

Cette lettre était bien loin de dire toute la vé-

rité : elle était évidemment dictée par l'Autriche comme toute la conduite du roi de Saxe. Elle dévoilait cependant à l'empereur, mieux que toutes les notions précédentes, les démarches faites par l'Autriche en Allemagne, et l'influence qu'elle venait d'y prendre, ainsi que l'avantage qu'elle se proposait de retirer des embarras, où le système de défection, accrédité par son exemple et par les opérations de son cabinet, allait précipiter l'empereur des Français, l'allié de toute l'Allemagne, à son entrée sur le territoire germanique; mais, quoique l'expression de cette lettre fût claire et précise, Napoléon y découvrit encore avec une grande sagacité l'introduction d'un nouvel intérêt de la part de la maison d'Autriche.

En conséquence, le duc de Vicence, chargé de recevoir les courriers de M. de Narbonne et ceux des ministres près la confédération du Rhin, écrivit, sous la dictée de l'empereur, la dépêche suivante pour cet ambassadeur :

Mayence, 24 avril 1813.

« En l'absence de M. le duc de Bassano, qui est à Paris, l'empereur a ouvert vos dépêches du 17 ; sa majesté a daigné me les remettre et me charger d'y répondre. Votre précédent courrier ayant passé par Mayence sans s'arrêter, et d'autres pouvant avoir été par Strasbourg, l'empe-

reur connaît imparfaitement la situation des affaires dans ces derniers momens.

» Vous trouverez ci-jointe copie d'une lettre du roi de Saxe, remise à l'empereur par un officier de sa garde, qui a porté ensuite à Paris des dépêches à son ministre.

» Sa majesté a pensé qu'il était utile que vous eussiez cette lettre, qu'elle ne comprend pas. L'Autriche a-t-elle fait des démarches et proposé des conditions? Quelles sont ces conditions? C'est ce que nous ignorons. Les lettres de votre précédent courrier ne peuvent revenir que demain. Cette conduite de la Saxe paraît à l'empereur une intrigue de gens faibles, tiraillés en sens contraire, et qui ont désespéré au moment où l'empereur marchait et les sauvait. Il importe de savoir quelle part a l'empereur d'Autriche à cette démarche. Aurait-elle pour but de diminuer l'intérêt que l'on sait que l'empereur prend au roi de Saxe, et de faciliter par là des arrangemens sur la Pologne?

» L'empereur eût été indifférent à ce que le roi de Saxe se fût rendu à Prague : c'était tout simple, si le roi y fût allé en quittant Dresde; mais son départ le 20, quand il sait l'empereur à Mayence depuis le 17, est choquant; cependant si le roi en partant eût remis les deux mille cinq cents hommes de cavalerie qu'il a disponibles, comme l'alliance et l'honneur lui en faisaient

un devoir, sa marche aurait un autre caractère. Cette cavalerie traversera-t-elle l'Autriche en armes, pendant qu'on veut désarmer le corps français qui pourrait être dans le cas d'y passer?

» Veut-il, comme la Prusse, passer du côté de la Russie? Veut-il imiter l'Autriche et rester neutre? Mais l'Autriche garde de la mesure, puisque M. de Metternich déclare encore, par la lettre que vous écrivez le 17, qu'il regarde le contingent commandé par le général de Frimont comme aux ordres de l'empereur. Le roi de Saxe comme tel, membre de la confédération du Rhin, et confédéré aussi comme roi de Pologne, peut-il espérer de soulager son pays en restant neutre. Les Russes et les Prussiens qui iront chez lui, respecteront-ils sa neutralité? Le fera-t-il évacuer aux Français qui vont y rentrer? Une autre circonstance complique encore ce qui est relatif à la conduite de la Saxe. Les rois et princes de la confédération écrivent qu'il a été signé une convention à Torgau pour la remise de cette place, si elle n'était pas secourue dans six semaines. On assure que la cour de Vienne et la Saxe ont fait une convention relative au corps du prince Poniatowsky. La Saxe pouvait-elle faire un arrangement, et devait-elle en faire un mystère?

» Dans ces circonstances, vous sentirez, monsieur le comte, qu'il importe autant à l'empereur de

connaître les projets de l'Autriche que les vues de la Saxe.

» L'empereur plaint le roi de Saxe, qui est dans cette affaire victime d'une intrigue de confesseur : si elle est arrangeable, l'inclination de sa majesté la porte à l'arranger. Ménagez donc le roi de Saxe, dans le langage que vous tiendrez sur ses affaires.

» Le retard des dépêches qui ont précédé votre courrier du 17 et qui ne peuvent revenir que demain de Paris, rend tout obscur, l'empereur ne peut donc rien vous prescrire : il attend quelques jours pour que cela s'éclaircisse. Sa majesté désire que votre correspondance soit plus active. Ne ménagez pas les courriers. Votre légation doit être sur les frontières de la Silésie et de la Bohême pour avoir des nouvelles. Vous êtes plus à portée que personne de fournir d'utiles renseignemens sur les armées russes : chaque jour des rapports de Cracovie doivent vous arriver, et vous ne sauriez rendre compte trop souvent de tout ce qui se passe, en dirigeant vos courriers sur le quartier-général.

» L'empereur, parti de Paris le 15 avril, arriva le 17 à Mayence, et s'est occupé pendant son séjour ici de l'organisation de son armée, et de faire filer sa nombreuse cavalerie et son artillerie. Sa majesté va se rendre à son quartier-général.

» L'exposé ci-joint, tel qu'il sera dans le Mo-

niteur, vous fera connaître la situation des armées, et la lettre du général Sébastiani, le succès qu'il vient d'obtenir :

» L'ennemi a été culbuté dans Weymar. Les partis qui étaient du côté de Nordhausen ont été défaits et coupés. L'audace de quelques contrebandiers, dont on a fait justice, n'a rien produit sur l'esprit calme et soumis des habitans. »

Le duc de Vicence écrivit aussi au baron de Serra, ministre de l'empereur à la cour de Saxe.

Mayence, 24 avril 1813.

» En l'absence de M. le duc de Bassano, l'empereur me charge, monsieur le baron, de vous faire connaître qu'il a reçu les différentes lettres que vous avez adressées à son ministre, et celle que le roi de Saxe lui a écrite le 19.

» Les rois et princes de la confédération mandent qu'une convention secrète stipule la reddition de Torgau, si cette place n'est pas secourue dans six semaines. On ajoute que la Saxe et l'Autriche ont fait un arrangement pour le corps du prince Poniatowsky. La Saxe le pouvait-elle, et devait-elle en faire un mystère? Votre silence sur tout cela est absolu. L'empereur attend donc votre réponse sur ces deux points, et le retour de M. de Flahaut pour vous donner une direction. En attendant ne préjugez rien et faites-vous malade, puisque vous n'auriez sûrement pas man-

qué d'annoncer que vous alliez suivre le roi à Prague. L'intention de l'empereur est que vous répondiez sur-le-champ à cette lettre, et que vous transmettiez souvent à son ministre, sous mon couvert, au quartier-général, tous les renseignemens que vous pourrez vous procurer, et qui ne peuvent qu'intéresser. » .

On voit, par ces dépêches, que, le 24 avril, l'empereur Napoléon ignorait les conventions du 8, signées à Vienne entre la Saxe et l'Autriche, et qu'il était loin également d'être bien instruit du concert qui existait entre ces deux puissances, au sujet de la ville de Torgau.

Le mois d'avril s'écoulait en combats de peu d'importance. Le corps d'armée du maréchal Blücher avait passé l'Elbe à Dresde, et celui du comte de Wittgenstein l'avait passé à Dessau, après l'affaire de Moekern, où il avait été battu. En raison de ce dernier mouvement, le prince Eugène avait été forcé d'appuyer par une charge de front, sa droite aux montagnes du Hartz; la cavalerie légère des alliés faisait des incursions dans les bois de la Thuringe, tandis que le gros de l'armée russe marchait sur Dresde et réduisait les places de Czeutockau, Thorn et Spandau.

Informé que le maréchal Blücher poussait ses patrouilles sur les routes de Francfort, de Nuremberg et de Magdebourg, Napoléon sentit la nécessité de ne point laisser dépasser la Thuringe aux

ennemis. En conséquence il avait déjà fait partir pour Erfurt quatre régimens de sa garde, qu'il avait fait venir en poste; il achevait l'organisation de douze régimens de la jeune garde; il confiait la garde du Rhin au maréchal Augereau, qu'il nommait gouverneur militaire du grand-duché de Francfort et de Wurtzbourg; il avait pressé la marche du général Bertrand et des troupes d'Italie, dont l'apparition fut miraculeuse; enfin il avait ordonné au prince de la Moskowa, qui avait pu rassembler quarante-huit mille combattans, de se rapprocher de la Saale, où il pouvait arriver sous peu de sa personne, opérer sa jonction avec le prince Eugène, et montrer à ses ennemis une nouvelle grande-armée.

CHAPITRE XI.

Départ de Mayence. — Séjour de l'empereur à Erfurth.

Le 24 avril, l'empereur partit de Mayence, traversa Francfort, et arriva le 26 à Erfurth. Depuis Mayence, il avait trouvé la route couverte de bivouacs, de troupes, de trains d'artillerie qui se portaient en avant. Sa majesté s'arrêtait et passait en revue toutes ces troupes, dont la plupart marchaient sans armes; des caissons envoyés en poste les atteignirent près d'Eisenach, de Gotha et d'Erfurth, et sur la route les fusils leur furent distribués. Malgré la marche, on les exerçait deux fois par jour, le matin au départ, et le soir à l'arrivée. Ces nouveaux soldats allaient vaincre, et ils ne savaient pas tenir leurs armes! Excepté les gardes nationales des cohortes, qui avaient porté le fusil, mais qui n'avaient jamais vu le feu, la majeure partie de la nouvelle armée, toute composée de conscrits, n'avait jamais manié une arme, et voyait aussi l'empereur pour la première fois; mais déjà la confiance était égale entre le chef et les soldats. Cette belle jeunesse le saluait partout avec les plus vives acclamations.

Les princes de Saxe-Gotha et de Saxe-Weymar

vinrent à Erfurth faire leur cour à Napoléon. Ce prince déploya dans cette ville la même activité qu'à Mayence : il était continuellement à cheval, occupé, soit à diriger les ouvrages destinés à défendre la ville, soit à presser l'exécution des ordres relatifs à la campagne, soit à passer la revue des corps qui y affluaient par toutes les routes, et entre autres de la garde impériale, qui prit de suite sa direction sur la petite ville d'Eckartzberg. Les ducs de Reggio et de Raguse étaient, l'un à Weymar et l'autre à Saalfeld avec leurs corps d'armée; dans le dernier on remarquait la division Compans, toute composée des vétérans de la marine. Le général Bertrand allait déjà atteindre la ville d'Iéna, qui dans une seule bataille avait vu tomber cette monarchie prussienne, à qui la trahison promettait déjà la dépouille de son allié. Le vice-roi, après avoir laissé le duc de Bellune pour couvrir Magdebourg, s'était dirigé sur Eisleben, et s'emparait des têtes de pont de Wettin et de Hall, afin d'opérer sa jonction avec l'empereur sur l'une et l'autre rive de la Saale.

Napoléon reçut à Erfurth des lettres de Vienne, que le duc de Bassano lui envoyait de Paris, ainsi qu'une dépêche qui lui fut apportée par le chef d'escadron Tiburce Sébastiani. Il y répondit par les deux lettres suivantes, le 26 avril.

Le duc de Vicence au comte de Narbonne.

« Monsieur le comte, vos dépêches du 7 au 14 sont enfin revenues de Paris. Ce que vous a dit de M. Metternich contraste tellement avec les assurances données par le prince de Schwartzenberg et avec les obligations stipulées par les traités, que l'empereur attend les réponses que vous annoncez, pour asseoir une opinion sur la politique du cabinet de Vienne. L'empereur, je suis autorisé à vous le répéter, veut et désire la paix autant que la cour de Vienne : vous pouvez l'affirmer sans craindre que l'événement vous démente; mais il ne veut pas recevoir la loi. Pourquoi insiste-t-on pour qu'il s'explique plutôt que les alliés sur les les conditions de la paix? Si l'Autriche veut réellement mettre dans la balance et en notre faveur tout le poids de sa puissance, pourquoi ne fait-elle pas plutôt expliquer les alliés! Cette question n'est pas de celles que deux personnes peuvent résoudre, elle en intéresse plusieurs dont les intérêts doivent se confondre. Il faut donc que les alliés soient d'accord pour que la négociation s'entame : c'est la Russie qu'il faut faire expliquer.

» L'ennemi occupe les états des alliés de l'empereur : sous ce rapport encore, c'est à eux à s'expliquer; quant à l'empereur, il le fera franchement.

» Sa majesté aurait désiré que, par un peu

plus de réserve, vous n'eussiez pas mis M. de Metternich dans le cas de se prononcer autant sur une question qu'on pouvait assez préjuger dans l'occasion, pour qu'il ne fût pas nécessaire de le faire se prononcer avec peu de mesure. En général, il faut éviter de montrer des dépêches en tout ou en partie; cela ne donne aucune force de plus à ce que vous avez à dire, et n'a donc que des inconvéniens sans aucun avantage. »

Au comte de Narbonne.

Erfurth, 26 avril 1813.

« Monsieur le comte, l'empereur a reçu les différentes dépêches apportées par M. Sébastiani, qui est arrivé cette nuit. Sa majesté me charge de vous le réexpédier sur-le-champ; votre excellence aura reçu la lettre que j'ai eu l'honneur de lui adresser de Mayence.

» Le courrier du prince de Schwartzenberg a dû faire connaître à Vienne les intentions de l'empereur : il a répété à sa majesté ce que ne vous a jamais contesté M. de Metternich, que l'empereur pourrait donner des ordres au contingent autrichien, et *qu'il était sous ses ordres*. Tout est-il changé? Le général Frimont refusera-t-il de marcher ? Croit-on être encore dans l'alliance, en se retirant sans combat et en abandonnant le 5e. corps ? Un nouveau traité abro-

gera-t-il celui de Paris? Sa majesté attend la réponse à votre note, et le résultat de l'audience que vous deviez avoir : si l'Autriche se dément dans cette circonstance, elle perd tout le fruit de sa conduite. Tout ce qu'a dit M. de Schwartzenberg était rassurant, et il sait, comme M. de Bubna, que l'empereur a onze cent mille hommes sous les armes, sans compter les Italiens et la confédération. Si les réponses que vous transmettez ne sont pas telles qu'on a le droit de les attendre, un sénatus-consulte est tout prêt pour une levée de deux cent mille hommes : *l'empereur veut la paix, mais non une paix offerte comme une capitulation; il la veut sur des bases qu'il comprenne, et qui ménagent les intérêts permanens de la France*. L'empereur croit, comme l'Autriche, un congrès avantageux pour tous les intérêts. Il a agréé Prague : il y enverra un plénipotentiaire dès que la Russie aura accepté la proposition. Quelque intéressée que soit l'Amérique dans cette question, l'empereur consentira même à ne pas l'attendre pour traiter. Si cette paix devait être générale, on stipulerait pour elle; car cette paix se lierait nécessairement à l'esprit du traité d'Utrecht. Dans l'occasion, dites un mot de l'Amérique.

» Vous mandez, monsieur le comte, que l'ennemi n'a que quatre-vingt mille hommes. Sa majesté aurait désiré quelques détails. M. Sébas-

tiani, qu'elle a interrogé, n'a pu lui répondre d'une manière satisfaisante. Il ne sait rien de Kutusof, de Wittgenstein, ni des autres corps russes. Votre excellence est si bien placée que l'empereur regrette que sa récente arrivée à Vienne ne l'ait pas encore mis dans le cas de lui donner des renseignemens plus positifs. Au besoin, l'empereur me charge de vous prescrire de lui envoyer tous les jours des courriers.

» Si l'Autriche trahissait ses engagemens, l'empereur a ordonné au prince Poniatowski de se jeter en partisan en Gallicie. Expliquez-vous dans ce sens avec M. Bignon, et servez-vous, au besoin, de cette indication dans la conversation.

» L'empereur sera ce soir à Auerstett. Le prince de la Moscowa est sur Hambourg, le comte Bertrand sur Iéna, le duc de Reggio sur Saulfeld, le duc de Raguse à Veissensée, le vice-roi, dont le corps fait aujourd'hui sa jonction sur la Saale, occupe Hall et Merzebourg. La garde est à Weimar. La cavalerie arrive de toutes parts. Trente-cinq mille hommes sont déjà en ligne, avec trois cent mille hommes d'infanterie. »

Cette seconde dépêche au comte de Narbonne, où Napoléon se laissait aller librement à toutes ses impressions, était d'autant plus importante, qu'elle renfermait, après le tableau exagéré de sa force militaire et la menace de l'augmenter encore pour forcer à la paix, une démarche positive pour ar-

river à cette paix par le moyen d'un congrès. M. de Narbonne attendait une audience de l'empereur d'Autriche, auquel il devait faire valoir l'importance de cette dernière proposition. Rien ne devait mieux persuader l'ambassadeur lui-même du profond désir de Napoléon pour la paix, que cette exagération des forces actuelles et des forces possibles de la France. L'intention de Napoléon était aussi, par ce moyen, de faire passer la même conviction dans l'esprit de son beau-père et de son cabinet; d'ailleurs ce prince était d'autant plus intéressé à ne rien négliger pour décider promptement l'Autriche à intervenir fortement pour la paix auprès des souverains alliés, qu'il avait pénétré le motif des lenteurs du cabinet de Vienne; car, dans cette ville, comme au camp des alliés, on s'était flatté que les Russes et les Prussiens auraient pu arriver jusqu'aux portes de Mayence avant que la France ne fût en mesure, et que l'évacuation de Hambourg et de tous les pays de la confédération aurait établi alors un *statu quo* militaire, d'après lequel tout traité serait devenu facile avec la France. Mais la position de Napoléon écrivant d'Erfurth pour la paix, à la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes, que la jonction prochaine du vice-roi allait porter à cent vingt mille, devait lui inspirer un langage plus fier, et décider le cabinet de Vienne à prendre une marche plus active et plus

favorable à la France dans ses relations avec les souverains coalisés.

En effrayant ce cabinet, Napoléon le retenait dans l'alliance. Il voulait aussi, par la déclaration d'une aussi grande puissance militaire que celle dont il parlait à M. de Narbonne, obtenir une prépondérance plus forte dans le congrès, si l'Autriche parvenait à décider l'empereur Alexandre à traiter; car ses lettres à son ministre, ses instructions à ses envoyés, ses relations avec les princes de la confédération, ses démarches directes envers l'Autriche, portaient toutes l'empreinte de la volonté qu'il avait de faire la paix. Il ne négligeait aucun moyen d'imprimer cette conviction dans les esprits, et de ramener la confiance de ses alliés. Ce fut dans ce but que, le 20 avril, il dicta au duc de Vicence la lettre suivante pour le baron de Serra. M. de Flahaut était revenu de sa mission auprès du roi de Saxe.

« Monsieur le baron, l'empereur a reçu vos différentes lettres, même celles pour M. de Flahaut. L'intention de sa majesté est que vous vous rendiez à Prague comme de votre propre mouvement. Sur ce qu'a pu vous dire M. de Flahaut qu'il était indifférent à l'empereur que le roi fût à Prague ou ailleurs, sa majesté ne tenant qu'à la cavalerie, supposez-vous sans ordres, et par conséquent sans instructions, chose simple, M. le duc de Bassano étant absent.

» L'empereur a ordonné au général Frimont de dénoncer l'armistice. Dans aucun cas, le prince Poniatowski ne doit déposer les armes si l'Autriche désertait la cause commune. L'empereur préférerait que le corps polonais fît une campagne en partisan. Écrivez dans ce sens à M. Bignon, afin que les Polonais ne se déshonorent pas : en cas d'événement, il rejoindrait sa majesté sur Dresde ou Bayreuth.

» L'empereur désire que vous lui expédiez chaque jour un ou plusieurs courriers, pour lui donner des nouvelles de Dresde, de Kalish, de Breslau et de Cracovie. L'empereur Alexandre était-il le 24 à Dresde? Vous ne sauriez entrer dans trop de détails ; car l'empereur trouvera avec plaisir de nouvelles preuves de votre zèle dans l'activité de vos communications.

» Thorn s'est rendu. La garnison, composée de trois mille hommes, moitié Bavarois et moitié Français, rentre en Bavière. Cette nouvelle, à laquelle l'empereur s'attendait en mars, vu la faiblesse de cette place, n'a donc pas été imprévue pour lui.

» Le général Sébastiani a culbuté le partisan Czernichef, lui a pris ses bagages, a dissipé trois cents hommes de mauvaise infanterie qu'il avait réunis, et l'a poursuivi jusqu'à Lunebourg.

» L'empereur sera ce soir à Naumbourg. Le quartier-général du vice-roi est à Merzebourg.

Envoyez un courrier à Vienne pour prévenir M. de Narbonne que vous vous rendez à Prague, et lui donner les nouvelles que je vous transmets. Le général Reynier prendra le commandement du contingent saxon. Obtenez du roi qu'il y réunisse sa cavalerie. »

Le 28 avril, l'ordre fut ainsi donné à l'armée.

Corps du duc de Raguse.

Quartier-général à Weymar.

« Division Bonnet, au bivouac, en avant de cette ville, route de Naumbourg : éclairer la route d'Iéna par un bataillon.

» Trois divisions en cantonnement entre Erfurth et Weymar.

» Division Compans partira de Colleda pour s'approcher de Naumbourg, de manière à y être le lendemain s'il est nécessaire. »

Garde impériale.

« Les ducs d'Istrie et de Trévise, avec la garde à pied et à cheval, partiront de Weymar pour faire six lieues sur le chemin de Naumbourg. L'empereur arrivera à Weymar au moment où l'infanterie en partira, son intention étant de marcher à la tête de son infanterie. »

Quatrième corps.

« Le général Bertrand doit occuper Iéna, et le

lendemain il doit pouvoir se porter sur Naumbourg. »

Seconde dépêche.

28 avril 1813.

« Le duc de Raguse reçoit l'ordre de presser son arrivée à Saalfeld, et d'appuyer sur Iéna. L'empereur espère qu'il sera à Saalfeld le lendemain. Le prévenir que l'armée a passé la Saale à Naumbourg, Reggio à Weymar, Bertrand à Iéna. »

CHAPITRE XII.

Départ d'Erfurth. — Ouverture de la campagne sur la Saale. — Mort du duc d'Istrie.

Ordre du 29 avril.

Quartier-général à Eckartzberg, cinq heures du matin.

« Donner ordre au prince de la Moscowa d'envoyer la division Ricard pour occuper Weissenfels par la rive gauche. Le général Souham se rendra au même endroit par la rive droite. Les divisions Girard et Brenier se réuniront à Naumbourg : la première en avant, route de Zeitz; la deuxième à Naumbourg.

» Le vice-roi se porte de Querfurt sur Merzebourg. La division Compans et la garde pourraient arriver le soir à Naumbourg, afin que tout le corps du prince de la Moscowa pût se réunir le 29 ou le 30 à Weissenfels, pour marcher, aussitôt que le vice-roi sera prêt, par Weissenfels et par Merzebourg sur Leipsick. »

Deuxième dépêche.

« Mon cousin, donnez l'ordre au général Bertrand de faire occuper le pont de Domberg pour

relever le général Marchand, et de réunir la division Morand à Domberg et à Cambourg. La division italienne, la division wurtembergeoise à Ruddelstadt et Kala, jusqu'à ce que le duc de Reggio soit arrivé dans cette position. Aussitôt que le duc de Reggio sera arrivé dans cette position de Saalfeld et de Ruddelstadt, la division wurtembergeoise viendra occuper Iéna. Écrivez au duc de Raguse de placer la division Bonnet en cantonnement dans tous les villages depuis Weymar jusqu'à Eckartzberg, et la 3e. division en cantonnement dans Weymar et environs; de porter lui-même son quartier général à Eckartzberg. Donnez ordre à la vieille garde de se porter à Naumbourg, à la jeune garde de se mettre en marche à 9 heures pour se porter sur les hauteurs de la rive gauche de la Saale, près Naumbourg. Sur ce, etc.»

Troisième dépêche. — Ordre du 29.

Quartier-général à Naumbourg.

« Ordre au duc de Raguse de porter son quartier-général à Kosen, et d'y réunir ses première et deuxième divisions (Compans et Bonnet); de faire venir la troisième entre Eckartzberg et Kosen.

» Ordre au général Brenier, qui est à Cambourg, de partir aussitôt qu'il sera relevé pour se rendre au village de Welhau, près Naumbourg, où se trouve déjà la brigade Gillon.

» Ordre au général Marchand de se diriger de Cambourg à Dombourg, où il se trouve, sur Sthossen, si toutefois il n'a pas reçu des ordres directs du prince de la Moscowa : prévenir ce dernier. L'empereur suppose que le général Bertrand sera le soir à Dombourg ou Cambourg.

» Écrire au vice-roi que l'empereur a reçu ses lettres : que ce qui est arrivé à Halle est tout simple : que cette ville est inattaquable par la rive gauche : qu'il attend l'avis de son arrivée à Merzebourg : que le prince de la Moscowa est à Weissenfels : que le grand-quartier général est à Naumbourg : qu'il faut que le vice-roi réunisse à Merzebourg les 11ᵉ. et 5ᵉ. corps, et toute son armée : qu'il jette plusieurs ponts sur la Saale, et débouche dans l'un et l'autre sens, du côté de Weissenfels, pour se réunir au prince de la Moscowa, et du côté de Halle, pour couper la route de Halle à Leipsick, ce qui obligera sur-le-champ l'ennemi à évacuer Halle : qu'il doit être en communication avec le général Ricard, qui a marché par la rive gauche de Freybourg à Weissenfels. Sur ce, etc. »

Tels furent les ordres donnés dans la journée du 29.

L'empereur avait quitté Erfurth le même soir ; il s'arrêta une heure à Weymar, et fut accompagné par le duc de Weymar jusqu'à Eckartzberg, où il rejoignit son quartier-général. Il chargea le

prince d'écrire au roi de Saxe. *Je veux que le roi se déclare : je saurai alors ce que j'aurai à faire : mais s'il est contre moi, il perdra tout ce qu'il a.* La lettre du duc de Weymar parvint au roi de Saxe à Prague, le 3 de mai, le lendemain de la bataille de Lutzen, qui ouvrait les portes de Dresde à Napoléon. Le 30 avril, le roi écrivait au général Thielman, et après avoir approuvé sa résistance aux propositions des généraux russes et prussiens, il ajoutait : « La sortie de quelques pièces d'artillerie de Torgau pour le siége de Wittemberg (*où commandait le général La Poype*), serait, *par ma liaison avec l'Autriche*, entièrement contraire à ces relations, qui ont été positivement déterminées. » Trois jours après Lutzen, le 5 mai, le roi, à qui probablement la nouvelle de cette victoire n'avait pas été communiquée à Prague, écrivit encore au même général : « Quoique je vous aie, par ma dépêche du 19 du mois précédent, déjà fait connaître en général que ma volonté est que la place de Torgau, qui vous a été confiée, ne puisse être ouverte que sur mon ordre, *de concert avec S. M. l'empereur d'Autriche*, j'ajoute, pour prévenir tout malentendu, *que dans le cas où le sort des armes amènerait l'empereur des Français sur l'Elbe, vous vous conduirez de la même manière, et que par conséquent Torgau ne devra pas être ouvert aux Français.* » Cette lettre était bien certainement

une dictée autrichienne. La cour de Vienne, qui avait entouré de terreur la fuite de ce vieux prince en Allemagne, et qui en avait fait à Prague le prisonnier de son hospitalité, ne pouvait pousser plus loin l'abus de la force sur ce monarque, ni donner à l'Allemagne et notamment à la Saxe, devenue le théâtre de la guerre, une preuve moins équivoque de sa partialité contre la France, avec laquelle continuait toujours sa négociation de médiatrice.

Mais il est vrai de dire que les alliés eurent l'audace, après Lutzen, et étant en pleine retraite, de rentrer en vainqueurs dans la ville de Dresde qu'ils évacuèrent le lendemain, d'y célébrer leur victoire, et de couvrir les routes du nord de leurs courriers pour la répandre. Ainsi, à Prague, on put être trompé pendant quelques jours, et le roi de Saxe surtout, qui n'était pas placé dans cette ville de manière à connaître la vérité. Napoléon ne connut que plus tard, et par le roi de Saxe lui-même, jusqu'où avait été portée la dépendance de ce prince par rapport à l'Autriche.

L'empereur était parti d'Erfurth à la tête de quatre-vingt mille hommes; le vice-roi manœuvrait avec quarante mille pour opérer sa jonction. Les Russes et les Prussiens ne croyaient avoir devant eux que les débris échappés de la Russie. Le vice-roi leur cachait Napoléon et sa nouvelle armée; mais quand ils apprirent que cette nouvelle armée était

en marche, ils crurent pouvoir facilement repousser avec leurs vieilles bandes toutes ces levées de la conscription, et ils furent loin surtout de se croire à la veille de grands événemens militaires.

Le souvenir des premières campagnes de la révolution française, qui devait être particulièrement pour le souverain de la Prusse une tradition éloquente, semblait être tout-à-fait perdu. Cependant c'était une population sans expérience, sans discipline, sans instruction aucune, presque sans armes et sans uniformes, qui, à ces belles époques de notre gloire militaire, improvisant tout à coup la victoire et détruisant la tactique ennemie par la seule impétuosité d'une valeur civique, avait défié et anéanti les vieux soldats du grand Frédéric et ceux de Joseph II!

Aussi les souverains que Napoléon allait combattre avec les enfans de ces premières phalanges de la liberté française, comme si, par une heureuse révolution, il venait de s'élever du trône à la dictature de l'indépendance nationale, parurent dédaigner leur nouvel ennemi, et ils se contentèrent, au premier bruit de l'arrivée de Napoléon en Allemagne, de faire partir de Dresde douze mille hommes de leurs gardes. Ce corps d'élite devait rejoindre vers la Saale les corps de Wittgenstein et de Blücher, qui s'étaient mis en communication, en prenant position, l'un à Delitsch, l'autre à Altembourg. Les généraux prussiens,

Kleist et Yorck étaient à Halle et à Skeuditz. Les généraux russes Wintzingerode et Miloradowitch occupaient Leipsick et Chemnitz. Le reste de la grande-armée combinée, composé de la garde russe et prussienne, et des cuirassiers de l'empereur Alexandre, commandé par ce prince avec lequel était le roi de Prusse, avait quitté Dresde et s'avançait sur Rochlitz.

D'après les positions et la force de l'armée française, la prudence conseillait à Wittgenstein, à qui Blücher avait cru devoir remettre le commandement général, de se retirer derrière l'Elbe: car, en cas d'échec, il ne lui restait, pour ainsi dire, aucun refuge, ayant laissé derrière lui toutes les places riveraines de ce fleuve, celles de l'Oder et celles de la Vistule, occupées par les troupes françaises. Mais la confiance que donne toujours le succès, la certitude de n'avoir à combattre que des recrues, et peu ou point de cavalerie, l'ambition de prendre l'initiative d'une offensive vigoureuse, toutes ces considérations réunies décidèrent le comte de Wittgenstein à marcher à la rencontre de l'armée de Napoléon.

Il n'est pas besoin de parler de l'esprit qui animait les deux armées; elles voulaient toutes deux se venger de Moscou, et le champ de bataille n'était encore ouvert que pour vider la querelle d'Alexandre et de Napoléon : celle de l'Europe devait se décider un an plus tard. La France devait en

être le théâtre, et c'était encore par la trahison qu'elle devait perdre la bataille d'Actium.

En exécution des ordres de l'empereur, le 28 avril, le prince de la Moscowa avait passé la Saale à Naumbourg et le comte Bertrand à Iéna. L'empereur avait ordonné, pour le 29, la réunion du corps du maréchal Ney à Weissenfels. Le même jour, l'avant-garde du maréchal, sous les ordres du général Souham, se trouva près de Weissenfels, en présence d'un corps russe de sept mille hommes, la plupart cavalerie, commandé par le général Landskoi. L'avant-garde française, qui n'était composée que d'infanterie, marcha droit à l'ennemi, reçut et repoussa vigoureusement les charges de sa cavalerie. Cette affaire fut remarquable, parce qu'elle prouva par son succès la confiance que l'on pouvait mettre dans cette infanterie toute nouvelle, livrée à elle-même en plaine contre une cavalerie d'élite et nombreuse, et son résultat fut important, parce qu'il avait aguerri nos jeunes soldats contre les dangers que leur inexpérience devait tant redouter. L'ennemi dut évacuer toute la rive gauche de la Saale.

Le même jour, le mouvement général s'opérait sur toute la ligne française. Le duc de Tarente emportait Merzebourg de vive force, et en chassait, par une juste représaille, les Prussiens du corps d'Yorck qui avaient déserté ses rangs sur le Niémen. Le général Bertrand entrait à

Bernbourg-sur-la-Saale, et était maître du pont d'Iéna. Cette rivière était encore défendue par les ducs de Raguse et de Reggio, qui avaient porté leurs quartiers-généraux, l'un à Kosen, l'autre à Saalfeld. La direction générale était sur Leipsick, par l'ordre du 29. Le maréchal Ney devait s'y porter de Weissenfels, et le vice-roi de Merzebourg.

Tout était désavantageux pour l'armée française au début de sa campagne; car on ne connaissait ni la position, ni les mouvemens; pas même la force de l'armée prusso-russe. L'état-major était mal servi; la partie secrète était nulle; il n'y avait point de cavalerie pour faire des reconnaissances. Dans une telle incertitude, l'empereur jugeait que, pour tirer parti de sa belle et nombreuse cavalerie, l'ennemi l'attendait dans les grandes plaines de Leipsick, ou même en avant de cette ville. Il allait donc à la découverte de la bataille qu'il voulait donner, et, faute de troupes légères, son armée marchait sans être éclairée sur ses flancs. En un mot, l'empereur était à la quête des alliés, attendant soit du hasard, soit d'une circonstance quelconque des nouvelles de leur grande-armée.

Le 30 avril l'empereur prit les dispositions suivantes :

Ordre du 30 avril.

Naumbourg, à midi.

« Mon cousin, donnez ordre aux deux bataillons de la vieille garde, qui sont ici avec la batterie de huit pièces qui y est attachée, de partir de suite pour se rendre à Weissenfels, où je me rendrai de ma personne dans la journée. Donnez ordre au vice-roi de diriger sur Weissenfels, les bataillons de la vieille garde qui sont à Merzebourg. Les régimens de la vieille garde se réuniront aux bataillons, ainsi que les huit pièces de campagne, et formeront la division de la vieille garde, qui sera commandée par le général Roguet, et sera sous les ordres immédiats du duc de Dalmatie. Le premier bataillon du régiment de tirailleurs et le premier bataillon du second de voltigeurs attendront à Weissenfels le passage de la division Dumoutier, où je désire que ces bataillons soient placés, ce qui maintiendra cette division à seize bataillons. Les bataillons napolitains et piémontais feront partie de la division Roguet : ce qui portera cette division à six bataillons. Les gardes d'honneur de Toscane et de Piémont passeront sous les ordres du duc d'Istrie, qui les placera avec la grosse cavalerie pour les ménager. — Le duc de Trévise restera à Merzebourg, la journée d'aujourd'hui, avec la division

de la jeune garde et l'artillerie qui y est attachée. — Vous donnerez l'ordre au duc d'Istrie de porter son quartier-général à Weissenfels, et de placer toute sa cavalerie autour de Weissenfels. — Le duc de Raguse aura son quartier-général à Merzebourg, comme je l'ai déjà ordonné. Il portera la division Compans et la division Bonnet dans la direction de Pegau. — Vous donnerez l'ordre au prince de la Moscowa de faire évacuer par son infanterie Welhau et Plotau, pour que le duc de Reggio puisse occuper ces villages, et replacer ses divisions comme je l'ai ordonné, dans la direction de Lutzen. — Le général Marchand, aussitôt qu'il sera arrivé à Sthossen, devra se diriger sur le troisième corps. — Le général Bertrand tiendra son quartier-général à Sthossen, et poussera de fortes reconnaissances sur Zeitz. Aussitôt que je serai instruit de son arrivée et de la situation des choses, je lui donnerai l'ordre d'occuper Zeitz. — Nommez un autre commandant pour Merzebourg. — Donnez ordre que la jeune garde y laisse une compagnie d'hommes écloppés, qui fera le service. — Le général Bertrand et le duc de Raguse pourront aussi y laisser leurs hommes écloppés. — Jusqu'à nouvel ordre, le duc de Raguse tiendra deux bataillons au pont de Kosen; il ne devra les retirer de ce poste, qu'après en avoir obtenu l'autorisation. J'ai donné des ordres au commandant du génie, pour mettre

les portes de Naumbourg à l'abri de la cavalerie légère ennemie, ainsi que la tête de pont qu'a fait construire le prince de la Moscowa. Il faut qu'on y travaille sans délai. Sur ce, etc. »

Ordre du 30 avril.

Naumbourg, quatre heures et demie du matin.

« Mon cousin, écrivez au duc de Tarente par la grande route de Naumbourg, pour lui faire connaître que j'ai fait construire un pont sur la route de Merzebourg : que nos communications sont directes et sans empêchement : qu'il réunisse sans délai tout son corps à Merzebourg ; qu'il fasse rétablir les ponts sur toutes les petites rivières ; qu'il se mette en communication avec le prince de la Moscowa ; que, à Weissenfels, il y a eu une très-belle affaire, où le général Souham a culbuté la division de Landskoï, forte de six à sept mille hommes, infanterie, cavalerie. — Dites au duc de Tarente d'envoyer sur Merzebourg tous les prisonniers qu'il a faits ; qu'il mette un piquet à une demi-lieue d'ici à Merzebourg, pour que les communications soient promptes. Après avoir remis cette lettre au duc de Tarente, votre officier poursuivra son chemin pour aller à la rencontre du vice-roi, et lui remettre un duplicata de l'ordre, que vous lui avez expédié hier, de se porter sur Merzebourg et d'y réunir toute

son armée. — Vous annoncerez au vice-roi l'affaire du prince de la Moscowa. Les soldats se sont couverts de gloire. — Mandez également au vice-roi qu'il attire tout sur Merzebourg; qu'aussitôt que l'ennemi aura évacué Halle, nous le garderons comme tête de pont; mais que mon intention est de manœuvrer sur la rive gauche de l'Elster et non sur la rive droite, la droite étant plus favorable à la cavalerie. — Écrivez au général Bertrand. Annoncez-lui la prise de Merzebourg, le combat de Weissenfels, qui fait tant d'honneur à nos jeunes soldats, et mandez-lui de se diriger par le plus court chemin sur Sthossen, sans trop fatiguer ses troupes, et de faire connaître quand il y arrivera; qu'il y réunisse successivement ses trois divisions; écrivez au duc de Reggio d'arriver au plus tôt possible sur Iéna. Annoncez au duc de Reggio les événemens qui ont eu lieu. Sur ce, etc. »

Le quartier-général impérial fut porté à Weissenfels dans la soirée du 30 avril.

Ordre du 1er. mai.

Weissenfels, deux heures du matin.

« Mon cousin, donnez ordre au vice-roi de diriger la division Roguet, infanterie et cavalerie avec un bataillon d'artillerie légère sur Weissenfels; elle partira demain à cinq heures du matin

de Merzebourg. — Les premiers bataillons du deuxième régiment de tirailleurs, et du deuxième de voltigeurs se rendront à la division Dumoutier, ce qui portera cette division à seize bataillons. Les deux bataillons de la vieille garde, qui étaient avec la division Dumoutier, avec les deux bataillons de la vieille garde, qui viennent de la division Roguet, les bataillons des vélites de Turin et de Florence, ainsi que les deux bataillons venant de Paris, et qui doivent être à présent à Erfurth et Weymar, formeront dix-huit bataillons, qui, sous les ordres du général Roguet, prendront le nom de division de vieille garde. Elle aura deux généraux de brigade, et sera spécialement affectée à mon service, sous les ordres supérieurs du duc de Dalmatie. Elle aura pour artillerie les huit pièces de là division Dumoutier. Cette batterie sera remplacée à la division Dumoutier par la batterie qui est à la réserve de la garde composée de pièces de six. — La réserve de la garde sera composée d'une batterie de douze, qui arrive aujourd'hui, et de deux batteries de douze, qui sont en arrière et qui arrivent.

» La cavalerie de la division Roguet, composée spécialement des gardes d'honneur de Florence et de Turin, rejoindra le duc d'Istrie, qui l'attachera aux grenadiers. — La batterie d'artillerie à cheval, qui viendra avec la division Roguet, et qui est de la ligne, sera donnée à la cavalerie

de la garde, ce qui, avec les trois batteries de la garde, lui fera quatre batteries, ou vingt-quatre pièces de canon. — Donnez ordre au duc de Raguse de faire partir, à neuf heures du matin, en droite ligne pour Merzebourg par la rive gauche de la Saale, les cinq bataillons de la division Dumoutier. Vous donnerez l'ordre au vice-roi de réunir ces cinq bataillons à la division, ce qui la portera à quatre mille hommes. — Vous donnerez l'ordre au général Régnier de se rendre à Merzebourg pour prendre le commandement de cette division qui appartient au septième corps, et à laquelle je joindrai les Saxons aussitôt que faire se pourra. — Donnez l'ordre au général Kirgener, commandant le génie de l'armée du Mein, de se porter sur la rive gauche de la Saale sous l'escorte du maréchal Mortier, avec tout le génie matériel et personnel de l'armée, sur Weissenfels. — Donnez l'ordre au duc de Raguse de renvoyer au corps du maréchal Ney tous les sapeurs qui y appartiennent et qui seraient restés pour les ouvrages de Naumbourg. — Donnez-lui l'ordre de continuer à tenir son quartier-général à Naumbourg, d'y réunir la troisième division de son parc, de faire filer la première et la seconde division, le plus près possible de Weissenfels. — Le duc de Raguse fera connaître quelle a été la situation, cette nuit, des divisions Compans et Bonnet, et leur situation demain à six heures

du matin. — Si le duc de Raguse entend le canon, il partira de Naumbourg pour se mettre à la tête de la seconde division, et enverra demander des ordres. — Envoyez un officier à Sthossen pour tâcher d'avoir des nouvelles des généraux Marchand et Bertrand. — Faire connaître au général Marchand qu'il accélère sa marche pour joindre le corps d'armée, et au général Bertrand, que nous n'avons pas de nouvelles de lui depuis le 29. Sur ce, etc.

» *N. B.* Cette lettre n'a été remise qu'à trois heures et demie du matin : on s'est trompé en dirigeant les mouvemens pour demain, c'était pour aujourd'hui. »

Le 1er. mai le corps du prince de la Moscowa se mit en opération. La division Souham, forte de seize bataillons, se porte en avant dans la plaine qui descend de Weissenfels sur l'Elbe. Le comte de Valmi, avec une division de cavalerie formée du huitième de chasseurs et des chevau-légers hessois et badois, suivait la division Souham. Après la cavalerie, marchaient échelonnées la division française de Girard et la division allemande de Marchand. Le mouvement eut lieu sur les défilés de Poserna, les villages furent pris sans résistance. Trois lignes de la cavalerie formant quinze mille hommes avec une nombreuse artillerie et une division d'infanterie, défendaient les hauteurs du défilé sous les ordres du comte de Wittgenstein. Ces hauteurs

furent enlevées par les premiers bataillons; deux autres divisions de cavalerie avec vingt pièces de canon, vinrent au secours de l'ennemi. L'affaire devint très-chaude, les Russes furent obligés de se reployer. Le général Drouot fit avancer douze pièces de la garde : les divisions Girard et Souham se dirigèrent l'une sur Pegau, l'autre sur Lutzen. Mais la perte des alliés ne put balancer celle que fit l'armée française, un coup de canon tua le duc d'Istrie, que l'empereur venait d'envoyer de sa personne, pour reconnaître les dispositions de l'ennemi.

Napoléon fut profondément affecté de la mort de ce vieux témoin de ses exploits d'Italie et d'Égypte, de cet officier qui, de chef de ses guides, était devenu l'un des colonels-généraux de sa garde, et qui depuis seize ans commandait ce corps d'élite dans toutes ses campagnes. Une impression, peut-être superstitieuse, rendait cette mort plus sensible à Napoléon, à qui la perte d'un des premiers compagnons de sa gloire semblait enlever un rayon de son étoile et attenter à sa fortune.

Le même jour le major-général écrivit au prince de la Moscowa :

« Le vice-roi avec soixante mille hommes se porte à mi-chemin de Leipsick, il est donc nécessaire que vous vous portiez avec la cinquième division de votre corps d'armée sur Lutzen : que pour cela

faire, il est nécessaire que vous marchiez dans le plus grand ordre, vu le peu de cavalerie que nous avons et avec autant de lignes qu'il y a de divisions. Chaque division marchera en cinq à six colonnes, occupant à une grande distance l'une de l'autre un grand front, de manière cependant à ce que la mitraille puisse se croiser.

» L'empereur suivra votre mouvement avec la garde, avec le général Bertrand et avec le duc de Reggio.

» Le général Marchand était hier à Sthossen, où le général Bertrand arrivera ce matin à onze heures. »

Tels furent les mouvemens préparatoires et les préludes militaires de la bataille de Lutzen.

CHAPITRE XIII.

Bataille de Lutzen.

L'ARMÉE française pointait sur Leipsick sans trouver d'obstacle. La cavalerie ennemie avait disparu et sa direction était ignorée. Dans la nuit du 1er. au 2 mai, l'empereur avec la vieille et la jeune garde occupe Lutzen, petite ville, que la victoire des Suédois sur les impériaux et la mort de leur roi Gustave-Adolphe, un des plus grands hommes de l'histoire moderne, rendaient fameuse depuis environ deux siècles. Ce souvenir héroïque ne pouvait échapper à Napoléon; il fit bivouaquer la jeune garde non loin de la ville, autour du monument de Gustave, dont les mânes allaient être honorés, à la manière des anciens, par de terribles jeux militaires.

La gauche de l'armée française s'appuyait à l'Elster, et à l'armée du vice-roi, dont le quartier-général était à Merzebourg. Le centre était commandé par le prince de la Moskowa, qui occupait le village de Kaya, de Grossgörschen, de Kleingorschen et de Rahna. La droite était aux ordres du duc de Raguse, maître des défilés de Poserna. Le général Bertrand débouchait de Sthossen sur

cette position ; le duc de Reggio marchait de Naumbourg sur Weissenfels, et le général Lauriston était à Kubersdorf, à l'extrême gauche. Le gros de l'armée française était entre le Flossgraben et la Luppe, en avant de la route de Weissenfels à Leipsick. L'avant-garde du prince de la Moskowa était à Grossgörschen, sur le chemin de Lützen à Pegaw, par où l'armée ennemie avait débouché. Le maréchal était loin de se douter que les alliés fussent aussi près de lui. L'empereur et l'armée croyaient aller prendre les quartiers à Leipsick.

Dans la même nuit, l'ennemi avait fait ses dispositions. Moins prudent que le général Kutusof, qui venait de mourir à Bontzlau, et dont il avait reçu le commandement, le comte de Wittgenstein voulut prendre l'offensive. Il ordonna le mouvement général des deux armées russe et prussienne sur la rive gauche de l'Elster. Cette armée, forte de cent cinq mille combattans, soixante mille Russes et quarante-cinq mille Prussiens, était d'un cinquième plus forte que l'armée française. Elle déboucha de Rotha et de Zuickau et passa l'Elster à Pegaw et à Zeitz. Le général d'Yorck, chassé de Merzebourg par le maréchal de Tarente, commandait l'aile droite ; le général Wintzingerode l'aile gauche. Le maréchal Blücher commandait le centre. Le comte de Wittgenstein avait l'intention d'attaquer l'aile droite de Napoléon

pendant la marche de ce prince sur Leipsick et de le réduire à la défensive. Il se flattait d'obtenir des succès d'autant plus brillans, que l'armée française, renfermée en quelque sorte entre la Saale, l'Elster et la Luppe, ne pourrait en cas d'échec avoir qu'une retraite difficile. Le 2 mai à onze heures du matin, l'armée alliée se forma en bataille, la droite à Werben, la gauche à Domsem.

Ordres de l'empereur du 2 mai.

Lutzen, 2 mai, quatre heures du matin.

« Mon cousin, écrivez au vice-roi de faire partir aujourd'hui le général Lauriston pour se porter sur Leipsick. Le onzième corps se portera sur Markrandstadt, d'où il enverra une reconnaissance sur Zuenckau et une reconnaissance sur Leipsick, pour rester en communication avec le général Lauriston, et favoriser ses opérations sur Leipsick. — La reconnaissance que le onzième corps enverra sur Zuenckau se liera à la reconnaissance que le prince de la Moskowa y enverra. — Le quartier-général du onzième corps sera à Marckranstadt. — Donnez ordre au prince de la Moscowa de rallier les cinq divisions, et d'envoyer deux fortes reconnaissances, une sur Zuenckau, et l'autre sur Pegau; prévenez-le que le onzième corps, que commande le duc de Tarente, aura son quartier-général à Markranstadt, et en-

verra une reconnaissance sur Zuenckau. — Le cinquième corps, que commande le général Lauriston, et qui est sur la route directe de Leipsick, se portera sur Leipsick. — Le comte Bertrand doit arriver aujourd'hui à trois heures après midi près de Kala. — Le duc de Reggio est au débouché. »

2 mai, huit heures du matin.

« Mon cousin, expédiez un officier polonais sur la Bohême, pour faire connaître au prince Poniatowski la jonction des deux armées, les combats de Weissenfels et la mort du duc d'Istrie, mort isolée, qui n'a rien de commun avec les événemens, puisque le maréchal a été tué par le premier coup de canon, et que dans la journée nous n'avons pas perdu vingt-cinq hommes; que l'empereur a une armée formidable; qu'il doit soutenir le contingent autrichien, si cette armée auxiliaire fait son devoir, comme le prince de Schwartzenberg l'a assuré à l'empereur; que dans aucun cas il ne doit poser les armes, et enfin qu'il doit se jeter dans les autres provinces du grand-duché en partisan pour faire diversion, et attirer à lui beaucoup de monde. Sur ce, etc. »

L'empereur ne savait pas encore ce qui s'était passé à Vienne entre M. de Narbonne et M. de Metternich, ni, en raison de cette circonstance, ce qui avait eu lieu à Paris entre le duc de Bas-

sano et le prince de Schwartzenberg; sans cela il n'eût pas prescrit au prince Poniatowski de soutenir le contingent autrichien, qui déjà, depuis l'armistice de Varsovie, n'était plus à sa disposition. Cet ordre était l'expression prononcée du besoin qu'il avait des trente mille hommes du général Frimont et des troupes polonaises et saxonnes qui venaient d'être comprises dans la retraite du corps autrichien. Napoléon devait d'autant plus vivement éprouver le regret d'être privé de ce secours important, qu'il pressait de tous ses vœux, comme de tous ses mouvemens, la bataille qui devait lui ouvrir les portes de Dresde, et le mettre bientôt en contact avec la Bohême, en transportant en Silésie le théâtre de la guerre.

Napoléon avait quitté Lutzen à neuf heures, accompagné du maréchal Ney, qui était venu prendre ses ordres. Une forte canonnade se faisait entendre dans le lointain. Le général Drouot était monté au clocher pour reconnaître d'où partait le canon : il fut reconnu que c'était du côté de Leipsick ; et en effet, le général Lauriston, arrivé à neuf heures devant Lindenau, était obligé de forcer le passage de l'Elster et de la Pleiss. Napoléon ne fut que plus persuadé que l'ennemi l'attendait dans les plaines de cette ville et que la bataille serait pour le lendemain. Il poursuivit sa route, toujours accompagné du prince de la Moscowa, et fut rejoint sur les onze heures par le vice-roi, qui

venait de Merzebourg. Ils s'étaient séparés malheureux dans les glaces de la Russie : ils se revoyaient pleins d'espoir sous un ciel favorable; ils se retrouvaient sur un champ de bataille, à la tête d'une jeune et brillante armée. Là devaient se réunir, le jour même, les vétérans de la campagne de Moscou et les conscrits imberbes de la France. Ce fut là que les vieux soldats de la garde impériale, échappés aux fléaux de la retraite, revirent Napoléon. Quand ils arrivèrent, ils le retrouvèrent triomphant, et, le revoyant, ils oublièrent toutes leurs souffrances. Mais en comptant ces braves, Napoléon jura de venger ceux qui n'étaient plus.

Cependant, d'après les rapports que l'empereur reçut successivement du général Lauriston, il pressa le mouvement sur Leipsick. La cavalerie de la garde, déjà portée en avant, reçut ordre de hâter sa marche, et lui-même se mit au galop pour rejoindre la tête de la garde. Il espérait prévenir le mouvement de l'ennemi et choisir le champ de bataille du lendemain. Mais à midi un officier d'état-major vint annoncer au prince de la Moscowa que son corps d'armée était attaqué par des forces considérables. Le maréchal partit aussitôt. L'empereur mit pied à terre, ordonna de faire arrêter la partie de la garde qui suivait et celle qui était en avant. Le canon se fit entendre en arrière sur la droite par des détonations rédoublées. Un aide-

de-camp du prince de la Moscowa arrive bientôt et dit à l'empereur que le maréchal *avait affaire pour le moment avec les Prussiens, mais que les Russes y étaient aussi et que c'était toute l'armée ennemie.*

Aussitôt Napoléon, avec cette pénétration et cette activité si particulières à son génie militaire, changeant subitement toutes ses dispositions, accepte le champ de bataille que l'ennemi lui présente. Le vice-roi reçoit l'ordre d'aller prendre le commandement de la gauche et de porter sur le feu le corps du duc de Tarente : il faut trois heures pour exécuter ce mouvement d'où dépend le sort de la bataille. Le duc de Raguse doit tenir la droite et marcher à travers champ à l'ennemi. Le général Bertrand, plus en arrière, doit soutenir le duc de Raguse. Toute la ligne qui est entre Markranstadt et Lutzen s'arrête, se forme, et, par un admirable et rapide mouvement à droite, s'élance au pas de charge dans la plaine au secours du maréchal Ney. La garde qui était en avant rétrograde. Le duc de Trévise avec la jeune garde est en marche pour soutenir le maréchal, qui reçoit l'ordre de résister seul pendant trois heures à toute l'armée ennemie. L'empereur s'était fait précéder par le général Drouot sur le champ de bataille, où il se porte vivement de sa personne à la tête de la cavalerie de la garde. L'ordre est donné aux généraux d'artillerie de la garde de réunir quatre-vingts bouches

à feu, de rassembler toutes les pièces de la garde et de la ligne et de se tenir prêts à marcher. *C'est une bataille d'Égypte,* dit l'empereur, *nous n'avons pas de cavalerie, mais une infanterie française avec de l'artillerie doit savoir se suffire.* La position était critique, Napoléon était pris en flagrant délit : attaqué sur son flanc au milieu d'un mouvement qui devait tourner l'ennemi, il était loin de ses réserves. Napoléon et les alliés furent également trompés, et de la même manière, dans leurs espérances. Ceux-ci marchaient depuis Dresde, sous une inspiration prussienne, pour reprendre à Iéna la revanche d'Iéna et d'Auerstedt ; et quand ils entendirent le canon de Lindenau, ils crurent qu'ils allaient prendre à revers une partie de l'armée fraçaise engagée sous Leipsick, et que le reste ne pourrait leur échapper. Quant à Napoléon, il se hâtait d'occupper Leipsick, où Wittgenstein n'avait laissé que le corps de Kleist pour leur livrer bataille, et aussi pour couper leurs communications avec Dresde ; mais c'était à Leipsick et plus tard que devait se donner la revanche d'Iéna, et celle de Wagram, et celle de Friedland !...

La bataille était engagée par les Prussiens. Les Russes avaient dit à Dresde que *leur guerre était finie.* Blücher était en première ligne et commença l'attaque sur les villages occupés par le corps du maréchal Ney. Il se fit soutenir par

le corps d'Yorck, et enfin Wittgenstein, se trouvant tout à coup surpris par une grande bataille, dut faire marcher ses réserves. Les conscrits du prince de la Moscowa débutèrent par mériter que cent mille hommes s'ébranlassent contre eux. L'ennemi manœuvrait pour déborder la droite de l'armée française et gagner la route de Weissenfels. Mais le duc de Raguse venait d'entrer en ligne, et dans le village de Starsiedel l'ennemi fut arrêté par la division de marine du général Compans, *général de bataille de premier mérite*. Les marins du général Compans, formés en carrés, comme autant de redoutes, virent se briser contre eux sept charges de vingt-cinq mille hommes de cavalerie. Cependant le grand effort de l'artillerie et de l'infanterie ennemie était sur le centre. Des cinq divisions du prince de la Moscowa, quatre étaient déjà fortement engagées, et ce village et la position de Kaya étaient le théâtre du combat le plus acharné et le plus sanglant; ce terrible carnage durait depuis deux heures, lorsque *l'on commença enfin à apercevoir sur la droite et dans le lointain la poussière et les premiers feux du général Bertrand.*

Dans le même moment, par un effet miraculeux de cette précision qui justifiait toujours les dispositions prescrites par l'empereur, le viceroi entrait en ligne sur la gauche, tandis que le duc de Tarente attaquait la réserve de Wittgens-

tein et menaçait sa droite. Ce mouvement inattendu, qui mettait tout-à-coup en scène des troupes que l'ennemi n'avait pu deviner, ne lui laissant plus entrevoir de salut que dans une attaque désespérée, il se précipita avec une nouvelle furie sur le centre de l'armée française, qu'il parvint à forcer, et il enleva de nouveau le village de Kaya. *Notre centre fléchit*, dit le bulletin; *mais cette valeureuse jeunesse se rallia en criant: Vive l'empereur!* Et en effet, Napoléon était au milieu du feu : il fut constamment où le danger était le plus fort, où l'action était la plus meurtrière. Des officiers, des soldats furent tués dans le groupe de l'empereur. Jamais il ne fut plus exposé, ni plus volontairement. Il savait qu'il fallait gagner cette première bataille, soit pour étonner l'Europe, soit aussi pour rassurer la France : et au sein de l'épouvantable tempête qui éclate autour de lui, il juge que le moment qui décide de la victoire ou de la défaite est arrivé.

Il ordonne au comte de Lobau de se porter avec seize bataillons de la jeune garde sur le village de Kaya, *de donner tête baissée, et de faire main basse sur tout ce qui s'y trouvera.* Dans le même moment, les généraux d'artillerie Dulauloy, Devaux et Drouot ont ordre de porter les quatre-vingts pièces sur un point que désigne l'empereur, et qu'il vient de reconnaître. Ces généraux partent au galop avec leurs quatre-vingts bouches à

feu. Cette batterie formidable manœuvre sur le vaste terrain qui domine Kaya, et protége tout l'intervalle du front que doivent occuper successivement les corps de Raguse et de Bertrand. Cependant, renversée, chassée de Kaya par des forces bien supérieures et par tout l'effort de la garde prussienne, la jeune garde, sous le feu le plus terrible, se reforme froidement à la voix du duc de Trévise, à cinquante pas en arrière du village. Ralliée par la présence de l'empereur et enlevée de nouveau par le duc de Trévise et le comte de Lobau, plutôt et mieux qu'on n'aurait pu l'attendre des plus vieilles bandes, cette jeune garde se précipite de nouveau avec furie sur le village où elle combat corps à corps à l'arme blanche, et dont elle parvient par les plus héroïques efforts à chasser successivement et la garde prussienne et les réserves envoyées à son secours.

Mais le moment du danger était passé, et l'empereur était bien en mesure de tenir tête à toute l'armée des alliés. La vieille garde arrivait successivement, infanterie et cavalerie, et ses têtes de colonnes étaient toutes en vue. Le duc de Raguse avait été retardé par un ravin difficile à passer; et une seule de ses divisions avec la plus grande partie de son artillerie avait pu être engagée. Il en fut de même pour le corps du général Bertrand, dont une seule division put prendre part au combat.

Le succès de l'attaque de la jeune garde, et le feu terrible de la grande batterie, joint à la démonstration d'une partie de la cavalerie de la garde, décidèrent cette journée sanglante, dont les premiers lauriers furent achetés si cher par le plus intrépide lieutenant de l'empereur, et par ses héroïques divisions. La bataille de Lutzen fut gagnée par le corps du maréchal Ney et par la jeune garde, et par l'habile diversion que fit sur la gauche le vice-roi, qui, après avoir culbuté le corps d'Yorck, coupa la retraite à l'ennemi sur Zuenckau; c'était l'ordre de l'empereur, il fut brillamment exécuté. Napoléon avait tout prévu, l'exécution de ses ordres, et la valeur indomptable des conscrits. *C'est en vous que j'ai confiance*, leur disait-il, au milieu de l'épouvantable tempête de Kaya, et Kaya avait été repris pour la troisième fois! Après ce grand exploit, la victoire fut décidée. Les alliés fléchirent de tous côtés. Ils perdirent la bataille de Lutzen qu'ils devaient gagner avec deux armées de vieux soldats, vingt-cinq mille hommes de la première cavalerie de l'Europe et une immense artillerie. L'armée française tira environ quarante mille coups de canon, dont plus des deux tiers sur Kaya. Le nom de ce village conviendrait mieux à cette bataille que celui de Lutzen, qui lui fut donné par Napoléon, sans doute pour honorer la mémoire de Gustave-Adolphe. Les ennemis eurent à regretter le prince

Léopold de Hesse-Hombourg, un prince de Mecklembourg et le général prussien Scharnort. Blücher fut blessé. L'armée française perdit le brave général Girard et le général Gruner. Les généraux Brenier, Cheminaux et Guillot furent blessés, et les deux derniers amputés. Le général Gouré, chef d'état-major du maréchal Ney, fut tué à ses côtés. Il s'était écrié au milieu du feu : *C'est ici qu'il faut vaincre ou mourir!*

Le comte de Wittgenstein avait commis militairement deux grandes fautes, qu'une vigoureuse résistance, à laquelle il aurait dû s'attendre, avait rendues irréparables : l'une, qui est la plus grave et que Napoléon, marchant sur Leipsick, était bien loin de prévoir, fut de n'avoir pas donné la bataille dans les plaines de cette ville, qui auraient donné à l'ennemi un bien plus grand développement pour sa cavalerie; l'autre fut d'avoir trop étendu son attaque, en embrassant les deux villages de Görschen, et ceux de Kaya, de Strarsiedel et de Rahna. Son dessein était de les enlever, et, en raison du peu de cavalerie française, de décider ensuite la victoire par une charge générale sur les flancs et sur les derrières de l'armée de Napoléon. Mais, aveuglé qu'il était déjà par le triomphe de l'hiver de la Russie, et par le commandement d'une armée conquérante et dès longtemps aguerrie, il ne songea pas à calculer la force que pouvait donner à la nouvelle armée

française la présence de Napoléon, combattant sous les yeux d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, sur le champ de bataille de Gustave-Adolphe. Aussi, quoique les ducs de Tarente et de Raguse eussent mis trois heures à exécuter leur mouvement, comme l'empereur l'avait calculé, le prince de la Moscowa avec ses cinq divisions seulement et quelques centaines de chevaux français, hessois et badois qui se couvrirent de gloire, avait soutenu aussi pendant ces trois terribles heures tout le choc des armées combinées.

Cependant, comme nous l'avons dit, la majeure partie de ses troupes, et plusieurs bataillons de la jeune garde n'avaient été armés que la veille sur la grande route. Les conscrits français, qui voyaient le feu pour la première fois, rivalisèrent de courage et même de sang-froid avec les vétérans de la marine, *vieux guerriers endurcis au péril*, et couchèrent sur le champ de bataille. Les villages de Görschen, de Kaya, de Starsiedel et de Rahna, après avoir été pris et repris plusieurs fois, avaient été livrés aux flammes : ces quatre incendies éclairaient deux lieues de carnage. De part et d'autre, on fit peu de prisonniers, quoiqu'on se fût pris corps à corps à Kaya avec la garde prussienne. Dans ce village, on voyait beaucoup de nos conscrits morts, tenant encore leurs fusils engagés par la baïonnette dans le corps des Prussiens. Et on peut le

répéter, notre jeune infanterie s'immortalisa, et l'empereur put croire, comme il le dit après la victoire et le redit souvent depuis, *que tout était possible avec cette jeunesse.*

Au crépuscule, les alliés, d'après le premier plan de leur général en chef, exécutèrent plusieurs charges générales sur les corps d'infanterie française en position ; mais le génie de Napoléon, qui seul avait gagné la bataille, veillait encore après : il avait observé pendant la bataille, ce que les Prussiens reprochèrent après aux Russes, que leur cavalerie n'avait pas donné, et il avait prévu que le comte de Wittgenstein la réservait pour cette attaque générale du soir. Ce fut ce qui lui avait fait d'avance donner l'ordre de rester en position et de former les carrés, et d'opposer, au besoin, l'artillerie à ces hurras de désespoir, dont aucun ne réussit. Cependant les charges de l'ennemi furent si vigoureuses sur toute notre ligne, et même derrière plusieurs corps, que leur cavalerie les dépassa dans l'intervalle des carrés. L'impétuosité de ces attaques n'eut d'autre résultat pour l'ennemi que de sabrer quelques hommes et de perdre une grande quantité de ses cavaliers, dont la plaine était couverte. La jeune armée française y gagna d'être encore mieux aguerrie que la vieille contre les attaques de la cavalerie.

Il faut remarquer ici le mouvement d'une

véritable inspiration, qui porta Napoléon, ordinairement si âpre et si ardent à la poursuite après la victoire, à prescrire à plusieurs reprises à tous les corps de ne pas s'aventurer, et de se former en carrés. Cet ordre fut aussi donné à sa garde. Le défaut de cavalerie de l'armée victorieuse assura la retraite de l'armée vaincue. Cette retraite s'effectua sur Pegaw, et d'autant plus facilement, qu'elle fut de plus favorisée par la nuit.

La bataille de Lutzen, par ses dispositions improvisées sur le terrain et sous le feu le plus meurtrier, soutenue seulement par une partie de l'armée, tandis que l'autre cherchait ou attendait l'ennemi sur d'autres directions, fut, comme le dit l'empereur, *une bataille donnée et gagnée par le général en chef d'Italie et d'Égypte*. Rien ne peut rendre l'enthousiasme des troupes après cette victoire. Les bataillons si éclaircis de l'illustre maréchal Ney, et ceux de la jeune garde qui avaient si audacieusement partagé avec eux les efforts et les pertes du combat, devaient se croire invincibles. Tous les malheurs étaient oubliés. Les jeunes conscrits venaient d'amnistier les désastres de Moscou et les infortunes de nos vieux guerriers. Du champ de bataille, l'empereur fit partir des courriers pour Constantinople, pour Vienne, pour Paris, pour les cours d'Allemagne et pour Cracovie. Le

succès inouï de Lutzen, obtenu avec si peu de forces, et sans avoir engagé nos vieilles bandes, avait réellement étonné Napoléon, qui fut loin cependant de se laisser entraîner à croire au retour total de la fortune, malgré la séduction dont l'ivresse de l'armée l'entourait.

A dix heures du soir, l'empereur revint à Lutzen; il travailla toute la nuit, dicta le bulletin, s'occupa des blessés, expédia des ordres pour le mouvement du lendemain, et partit lui-même de grand matin pour suivre l'ennemi dans sa retraite. Il était persuadé que les souverains alliés avaient été étonnés du développement et du nombre de ses troupes, et que, voyant que cette jeunesse de la conscription valait les vieux bataillons de Moscou, et que leur nombreuse cavalerie ne l'intimidait pas, ils se retireraient derrière l'Elbe, et iraient probablement encore plus loin au-devant de leurs renforts, si toutefois l'Autriche tenait ses engagemens. Il paraissait cependant douter que le contingent autrichien fût encore à *ses ordres*, comme l'avait promis à Paris le prince de Schwartzenberg; mais il pensait aussi que le triomphe de Lutzen devait décider l'Autriche en sa faveur. Ainsi, dans l'espérance d'obtenir encore par une poursuite vigoureuse un nouvel avantage sur l'armée prusso-russe, avant qu'elle ne passât l'Elbe, il marcha avec son avant-garde.

Avant le départ, de grand matin suivant son

usage, Napoléon parcourut le champ de bataille. On eut, par des paysans, des renseignemens sur les dispositions et sur la position de la veille de l'armée alliée. Ils furent confirmés par des blessés et des prisonniers. Les Prussiens se plaignaient que les Russes n'eussent pas donné à temps, que toute leur cavalerie eût été tenue trop loin du champ de bataille, et qu'elle y fût arrivée trop tard. Un paysan, qui servit de guide aux Russes, confirma ce que disaient les prisonniers, que l'empereur Alexandre et le roi de Prusse s'étaient tenus pendant la bataille sur un mamelon qui dominait la plaine. L'empereur Napoléon y monta et y resta jusqu'au retour des différens officiers envoyés pour prendre des renseignemens sur la direction de l'ennemi, et surtout sur une partie de ses équipages et de son artillerie, qu'on savait n'avoir pas pris la même route que le gros de l'armée, et contre lesquels on envoya de forts détachemens. Son avant-garde suivait l'armée prusso-russe, et des partis furent envoyés pour faire des prisonniers et enlever des équipages.

L'issue de la journée de Lutzen déconcerta les alliés. Ils devaient compter sur une victoire facile, et ils venaient d'être battus par une armée de recrues, qui allait grossir tous les jours et à laquelle il n'avait manqué que de la cavalerie pour recueillir les plus beaux fruits de leur triomphe. De plus, une bonne partie de l'armée n'a-

vait pu être réunie à celle qui combattit. Mais Napoléon remplaça à lui seul tout ce qui manquait à son armée : ce n'était pas la valeur. A sa voix, les enfans de la conscription étaient devenus les géans de la guerre. Ils se battirent pendant six heures dans les quatre villages, et luttèrent avec les colosses des gardes prussiennes. *Nos jeunes soldats*, selon la belle expression du Bulletin, *relevèrent dans cette circonstance toute la noblesse du sang français.*

Proclamation de l'empereur à son armée.

« Soldats,

» Je suis content de vous! vous avez rempli mon attente! vous avez suppléé à tout par votre bonne volonté et par votre bravoure. Vous avez, dans la célèbre journée du 2 mai, défait et mis en déroute l'armée russe et prussienne, commandée par l'empereur Alexandre et par le roi de Prusse. Vous avez ajouté un nouveau lustre à la gloire de mes aigles. Vous avez montré tout ce dont est capable le sang français. La bataille de Lutzen sera mise au-dessus des batailles d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland et de la Moscowa! Dans la campagne passée, l'ennemi n'a trouvé de refuge contre nos armes qu'en suivant la méthode féroce des barbares, ses ancêtres. Des nuées de Tartares ont incendié ses campagnes, ses villes, la

sainte Moscou elle-même. Aujourd'hui ils arrivent dans nos contrées, précédés de tout ce que l'Allemagne, la France et l'Italie ont de mauvais sujets et de déserteurs, pour y prêcher la révolte, l'anarchie, la guerre civile, le meurtre. Ils se sont faits les apôtres de tous les crimes. C'est un incendie moral qu'ils voulaient allumer entre la Vistule et le Rhin, pour, selon l'usage des gouvernemens despotiques, mettre des déserts entre nous et eux. Les insensés! ils connaissaient peu l'attachement à leur souverain, la sagesse, l'esprit d'ordre et le bon sens des Allemands; ils connaissaient peu la puissance et la bravoure des Français.

» Dans une seule journée vous avez déjoué tous ces complots parricides. Nous rejetterons les Tartares dans leurs affreux climats, qu'ils ne doivent pas franchir. Qu'ils restent dans leurs déserts glacés, séjour d'esclavage, de barbarie et de corruption, où l'homme est traité à l'égal de la brute. Vous avez bien mérité de l'Europe civilisée, soldats! l'Italie, la France, l'Allemagne, vous rendent des actions de grâce,

» De notre camp impérial de Lutzen, le 3 mai.

» Napoléon. »

L'empereur porte son quartier-général à Pégau.

Ordre.

Quartier-général de Pégau, quatre heures du matin.

« Ordre au prince de la Moscowa de se porter sur Leipsick et d'y entrer après avoir fait mettre ses troupes en grande tenue.—Le général Régnier avec la division Durutte est mis sous les ordres du prince de la Moscowa. Le général Régnier doit se rendre à Leipsick aussitôt qu'il sera assuré que l'ennemi a évacué Halle. »

L'empereur envoya le même jour au comte de Narbonne des détails sur la bataille de Lutzen. Ils sont d'autant plus intéressans, qu'ils peuvent faire connaître la situation d'esprit dans lequel se trouvait ce prince deux jours après sa victoire, tant sous le rapport militaire, que sous le rapport politique.

Pégau, 4 mai 1813.

« Monsieur le comte, l'empereur suppose que votre excellence a adressé à M. le comte Andréossi et à M. Bignon la copie de la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire hier du champ de bataille. Dans le cas où vous ne l'auriez pas fait, sa majesté désire que vous leur transmettiez sur-le-champ avec les détails ceux que je suis dans le cas d'y ajouter, ainsi que les nouvelles ci-jointes. Envoyez-les en même temps à Bucharest et à M. le duc d'Abrantès.

» Comme je vous l'ai mandé, l'armée Russe a été battue le 2. Après la bataille l'empereur a occupé le mamelon, sur lequel l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et sept à huit princes de la maison de Brandegourg ont vu l'affaire. Cent cinquante à cent quatre-vingt mille hommes d'infanterie et trente mille de cavalerie russes et prussiens ont été défaits : le tiers seulement de nos forces a été engagé. Le premier corps de trois divisions d'infanterie, sous le prince d'Eckmülh, et trois de cavalerie, sous le comte Sébastiani, est en entier du côté de Lunebourg.

» Les deux divisions du duc de Bellune sont sur la basse Saale, à Bernebourg. Les quatre divisions du général Lauriston étaient à Leipsick et n'ont pas tiré un coup de fusil. Les trois divisions du duc de Reggio, étant à Iéna, n'étaient point à la bataille. Des trois divisions du général Bertrand, deux n'étaient pas arrivées. La première a bien soutenu des charges de cavalerie : elle a été peu engagée, et n'a pas eu cinquante hommes hors de combat.

» Des trois divisions du duc de Raguse, celle du général Compans a seule donné. Celles Bonnet et Frédéric étaient sur le champ de bataille, mais n'ont fait que manœuvrer.

» Des trois divisions du duc de Tarente, deux seulement ont été au feu : la troisième, commandée par le général Gérard, n'a pas été engagée.

» La division Barrois, composée des troupes de la vieille garde, revenant d'Espagne, arrive seulement à Fulde.

» Il y a eu d'engagé :

» Les cinq divisions du prince de la Moscowa, une de la jeune garde, commandée par le général Dumoutier, une du duc de Raguse, deux du vice-roi, commandées par le duc de Tarente.

» Ainsi, le grand résultat a été obtenu par neuf divisions : six autres, dont une de la vieille garde, qui étaient à l'affaire, n'ont pas donné.

Cavalerie.

» La division de cavalerie du prince de la Moscowa a seule donné.

» Les trois mille chevaux de la garde n'ont pas donné.

» Les divisions Latour-Maubourg et Bruyère étaient à l'affaire, mais n'ont pas été engagées.

» Le corps du général Sébastiani est détaché.

» La division Milhaud arrive seulement à Weimar.

» Celle du duc de Padoue à Francfort.

Artillerie.

» Cent pièces d'artillerie n'ont pas tiré.

» Cent sont en route en échelon pour l'armée de Mayence.

» Vous voyez, M. le comte, que nous aurons une nombreuse cavalerie en arrivant sur l'Elbe. Vous pouvez donner ces détails à M. le prince de Schwartzenberg ou à M. de Bubna. Vous pouvez leur donner votre parole d'honneur qu'ils sont exacts : ils peuvent faire leur profit de ces détails pour leur cour. »

C'était l'objet de la lettre que l'empereur dictait à M. de Vicence. Il continuait ainsi :

« N'en parlez pas à M. de Metternich, il faut afficher notre réserve avec lui.

» Votre excellence remarquera que quelques escadrons de cavalerie ont seulement été engagés. L'empereur a tout dirigé lui-même. Sa majesté était à cette bataille le général en chef de l'Italie et de l'Égypte. Ayant affaire à une redoutable cavalerie, dans une plaine immense, les dispositions ont été les mêmes qu'en Égypte : aussi aucune des charges faites par l'ennemi n'a réussi. Demain ou après un nouveau courrier vous apportera des nouvelles. L'intention de sa majesté est que son ambassadeur se tienne dans la réserve qui convient à une cour à laquelle l'opinion de son allié est indifférente. »

Seconde dépêche du même jour au comte de Narbonne.

« M. le comte, l'armée a passé hier l'Elster. L'empereur est entré à Pegau le 3 après midi. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse y étaient

arrivés le jour de la bataille à onze heures du soir, et en sont repartis à quatre heures du matin.

» Le vice-roi est à Borna.

» L'armée ennemie se retire dans le plus grand désordre sur Dresde. Son quartier-général doit être aujourd'hui à Rocklitz. Un prince de Mecklembourg a été tué. L'empereur a ordonné que son corps, abandonné à Pegau par les Prussiens, fût enterré avec les honneurs dus à son rang.

» Suivant les gens du pays, le prince royal de Prusse et un prince de Hesse-Hombourg auraient été blessés. Les Prussiens disent qu'on a tout engagé et tout risqué, et que la partie est perdue.

» Le prince de la Moscowa marche sur Leipsick, où il réunira à son corps ceux de la Saale. »

L'empereur envoyait à son ambassadeur de la diplomatie de champ de bataille, dont il devait se servir pour lutter à Vienne contre l'opinion du pays, les dispositions du cabinet, et la correspondance des alliés. Le compte que Napoléon établissait du nombre des troupes qu'il avait mises en action à Lutzen était très-exact. Ce qui l'était moins, c'était le nombre de celles qui composaient l'armée alliée, laquelle était de cent cinq mille hommes y compris la cavalerie, et non compris le corps de Miloradowich, et celui de Kleist, qui était resté à Leipsick, ensemble trente mille hommes.

Les Prussiens purent, avec raison, reprocher

aux Russes, et surtout à la cavalerie, de n'avoir pris qu'une faible part à l'action. Mais ils étaient loin sans doute de dire que la partie était perdue, et Napoléon était bien loin de le croire, d'après la démarche qu'il fit peu de jours après à Dresde auprès de l'empereur Alexandre. Dans cette dépêche il faisait le langage de son ambassadeur, et l'on a déjà vu combien il était fondé à lui prescrire une grande réserve vis-à-vis du ministre dirigeant le cabinet de Vienne. Napoléon venait d'être instruit de la note qu'il avait remise à M. de Metternich et du changement que cette imprudence avait produit dans la marche de l'Autriche par rapport à la France, et il ne quitta point Pegau sans faire connaître toute sa pensée à son ambassadeur.

CHAPITRE XIV.

Affaires d'Autriche.

L'EMPEREUR avait reçu journellement les rapports des négociations que le duc de Bassano suivait à Paris; celui des dernières conférences avec le prince de Schwartzenberg (*Voy.* ch. IXe.) lui était parvenu à Lutzen, la veille de la bataille, et les dépêches de M. de Narbonne le jour même. Le 4 mai, à Pegau, Napoléon, au sujet de la note que cet ambassadeur avait remise au comte de Metternich, dicta la dépêche suivante pour le comte de Narbonne :

Pegau, 4 mai 1813.

« M. le comte, j'ai eu l'honneur de mettre sous les yeux de l'empereur les dernières dépêches de votre excellence apportées par le courrier Bourdet, et dont je vous ai accusé la réception sur le champ de bataille. Sa majesté a vu avec peine votre note et votre conversation avec l'empereur; elle aurait désiré que vous vous fussiez exprimé moins vivement, et il eût été préférable de ne pas consigner dans une note ce qui vous a été dit pour servir de base à une négociation. L'empereur aime son beau-père; il désire lui épargner des malheurs

inévitables, s'il se laisse aller aux conseils de l'impératrice et de la clique anglaise. C'est dans la vue de ménager sa faiblesse et de ne pas mettre le ministère dans le cas de revenir sur une fausse détermination, qu'on voulait gagner du temps. Il était évident que, si les événemens nous étaient contraires, l'opinion de ses peuples entraînerait l'empereur d'Autriche, et le rangerait contre nous; tandis que, l'armée française victorieuse comme elle l'a été, il était de l'intérêt de l'Autriche de rester avec la France. *L'explication précipitée de votre excellence a l'avantage de nous dégager de tous liens avec cette puissance; mais l'empereur aurait préféré que votre réserve lui eût épargné ce faux pas.*

» Sa majesté désire, M. le comte, que vous vous borniez maintenant à tout observer, tout mander, et que vous vous teniez dans une réserve d'autant plus facile à expliquer, que, l'empereur étant à son armée comme un général, et son ministre des relations étant à Paris, c'est le duc de Vicence qui vous écrit et vous transmet les détails que vous recevez sur l'armée.

» Dites à M. de Metternich, mais toujours comme une instruction de vieille date, que l'empereur préfère que le bataillon français attaché au cinquième corps se batte et soit envoyé en Sibérie, plutôt que d'être désarmé pour traverser les états autrichiens. C'est la plus importante des

affaires, puisqu'elle touche à l'honneur. Sur ce point l'empereur admettrait plutôt une discussion pour la cession de trois provinces, que la pensée que ce bataillon attaché au corps auxiliaire de son allié et de son beau-père, soit désarmé pour traverser un pays ami. Tout s'arrangera avec l'Autriche; car les sentimens de notre auguste maître pour l'impératrice aplaniront toujours toutes les autres difficultés.

» Ces détails et ceux que j'ai eu l'honneur de vous donner hier, fourniront suffisamment à vos conversations. L'intention de l'empereur est, j'ai l'honneur de vous le répéter, M. l'ambassadeur, que vous ne préjugiez rien sur aucune question, et que vous vous teniez dans une grande réserve avec le ministre. Votre politique du moment est toute dans votre réserve, votre prudence et votre isolement. Le cabinet de Vienne sentira sûrement que vous vous taisez sur beaucoup de choses que vous pouvez savoir. S'il cherche à vous sonder, parlez de l'attachement de l'empereur pour l'impératrice, de ses sentimens pour son beau-père, et surtout de son désir de lui écrire; mais son silence dans cette circonstance eût été trop marquant.

» Sa majesté me charge de vous adresser la lettre ci-jointe que vous remettrez sans importance à M. de Metternich : je vous en adresse la copie.

» S. A. le prince vice-roi part demain pour

l'Italie, où des corps d'armée se réunissent le 1er. et le 3 dans les environs de Vérone. Cent mille hommes se rassemblent à Mayence et à Francfort. L'Autriche apercevra sûrement le but de ces précautions, que sa conduite commande.

» Le prince de Schwartzenberg sait, et a pu le dire, que nous avons douze cent mille hommes sous les armes. La prétention d'une médiation armée est trop ridicule pour que l'empereur d'Autriche ne le sente pas; car, il faut le dire net, c'est mettre les intérêts de la France à la disposition de l'impératrice d'Autriche et de M. de Stadion. Veut-on ménager l'empereur! le mieux est de mettre les choses dans la situation où elles étaient, et de fournir le contingent. Si telle est l'intention de l'Autriche, le prince de Schwartzenberg est plus propre qu'un autre à renouer toutes ces relations. L'empereur désire que votre correspondance soit très-active, car sa majesté aime à s'en rapporter à votre zèle et au dévouement qu'elle vous connaît pour son service. »

L'empereur, à qui aucune des convenances d'une prudence salutaire n'échappait au milieu des plus grandes agitations, ne dissimulait pas à son ambassadeur combien il regrettait que sa précipitation eût mis la cour de Vienne dans le cas de prononcer, et l'entraînât lui-même à garder moins de ménagemens vis-à-vis d'elle. Il y voyait embarras pour elle de l'avoir exposée à revenir

sur ses pas, si les chances de la guerre continuaient à lui être favorables; car il était persuadé que ses succès devaient nécessairement rattacher à la France la politique de son beau-père, tandis que, s'il était vaincu, l'empereur d'Autriche se laisserait entraîner par sa propre nation à se déclarer son ennemi. Mais, tout en prescrivant à son ambassadeur la plus rigoureuse réserve et le rappel des liens de famille qui unissaient les deux cours, Napoléon devait à l'honneur de la France de réclamer fortement contre le désarmement du bataillon français attaché à la retraite du contingent autrichien, et il devait aussi à l'honneur de ses armes de décliner hautement la médiation armée de l'Autriche. Il avait tort sans doute de dire qu'il avait douze cent mille hommes sous les armes, et surtout que le prince de Schwartzenberg le savait; mais il avait raison de se plaindre de ce que son beau-père mettait les intérêts de la France à la merci de la ligue anglaise, en les mettant entre les mains de l'impératrice et de M. de Stadion.

Malgré les assurances, réitérées sous tant de formes par M. de Metternich, de la persévérance à toute épreuve de l'Autriche dans le système et dans les conséquences de l'alliance, Napoléon avait prévu que, du moment où il aurait passé le Rhin à la tête d'une nouvelle armée, toute la partialité de l'Autriche serait pour la Russie

et pour la Prusse, et que les intérêts de famille, d'honneur, ceux du véritable équilibre de la politique européenne seraient tout à coup placés par le cabinet de Vienne sous l'influence des événemens. Ce qui s'est passé à Prague, et ce qui a suivi, donnent à cette opinion de Napoléon une gravité, que personne n'aurait eu la prévoyance de lui attacher, même à l'époque où M. de Metternich osa si brusquement séparer le intérêts de la maison d'Autriche de ceux de la maison de France, au mépris des traités et des liens de famille.

Telle est la fatalité des temps actuels. Les événemens sont si rapides et si importans que les conséquences du lendemain sont déjà beaucoup plus fortes que les principes de la veille. Les événemens de première origine, si l'on peut employer cette expression, grandissent chaque jour d'une manière gigantesque et presque fabuleuse par les effets qui en résultent. De sorte que celui qui a entrepris de les retracer a déjà dépassé de beaucoup au moment où il écrit, le jugement qui appartenait à ces premiers événemens, et qu'il portait sur eux à leur naissance. Ainsi, par exemple, on est effrayé de penser que l'abandon du contingent autrichien en Pologne, a détrôné un an après l'empereur Napoléon, parce que, si l'Autriche fût restée son alliée, la confédération fût restée son auxiliaire, et jamais, on peut l'as-

surer, jamais les Russes ni les Prussiens n'eussent mis le pied sur le sol de la France. Ainsi, on ne saurait non plus expliquer comment de ce lien mystique nommé *Sainte-Alliance* il n'est sorti qu'une autocratie d'ostentation pour la Russie, dont tout le poids, toute l'influence et tous les avantages appartiennent à l'Autriche, et que des gouvernemens armés contre la liberté légale qu'ils avaient promise à leurs peuples. Le reste est un abîme pour la pensée, et il faut plus que du courage pour conserver aux choses que l'on traite la couleur qu'elles ont si étrangement et si rapidement perdue. Nous écrivons les événemens d'hier, et nous sommes déjà la postérité malheureuse qui les juge. Cependant la loi d'un austère devoir réclame hautement dans l'historien le sacrifice de sa propre justice à la vérité, et celui de l'expérience du présent à la mémoire du passé. Reprenons donc l'Autriche à l'époque du retour de Napoléon à Paris, après la campagne de Russie, et oublions, s'il est possible de l'oublier, que c'est en 1825 que nous écrivons l'histoire de 1813 !

Ce fut en janvier 1813 que le contingent autrichien eut ordre d'abandonner la Pologne, qu'il était chargé de défendre, et ce fut dans le mois de février suivant que M. de Metternich, en appelant aux armes la landwehr autrichienne, expliqua le système qu'il venait d'improviser sur la

retraite de Moscou. Cette conduite du cabinet de Vienne était la juste mesure des vues de l'Autriche pour la paix de l'Europe, puisqu'elle était celle des chances qu'elle aurait à courir. Le gouvernement d'Autriche exerçait, à la rigueur, il est vrai, ce que l'on peut appeler son droit domestique, en d'autres termes, la liberté de faire chez lui ce qui lui convenait; alors il n'était pas en état de donner à sa politique une attitude plus grave. Aussi sa première pensée, la seule qui était convenable à sa situation, fut le projet d'intervenir entre la France et l'Europe continentale. Cette idée était saine, elle était aussi glorieuse, et ici trouvent leur place naturelle les reproches que mérita si justement à cette époque le ministre directeur du cabinet de Vienne. Il n'y avait qu'un seul moyen pour l'Autriche de remplir dignement le rôle de pacificateur. Il ne fallait pas qu'il laissât ouvrir la campagne de 1813. Sa faiblesse et sa déloyauté ont tout perdu, et pouvaient compromettre jusqu'à ses propres intérêts en première ligne. Aussitôt que M. de Metternich eut appris la nouvelle si importante du retour de Napoléon dans sa capitale, il devait lui envoyer le prince de Schwartzenberg et lui faire tenir par cet ambassadeur un langage à la fois ferme et conciliant, qui pût dès lors éclairer Napoléon sur les véritables intentions de l'Autriche. Cette politique eût été noble, digne d'un grand état. Elle eût obligé

Napoléon à faire de sérieuses réflexions, avant d'être en mesure de recommencer la guerre. Cette politique aurait eu la France entière pour auxiliaire, et cette guerre n'aurait pas mis l'Europe au moment d'être de nouveau la légitime conquête de Napoléon, si les batailles de Lutzen, de Bautzen et de Wurtschen avaient eu, comme cela pouvait arriver, des résultats plus funestes pour les Russes et pour les Prussiens. La destinée de l'Europe a tenu alors à ce que Napoléon eût pu mettre en ligne dix mille hommes de bonne cavalerie!

L'Autriche devait donc, par tous les moyens de sa prépondérance, tout essayer auprès de Napoléon pour l'empêcher de reprendre les armes, et elle y eût réussi avec un autre langage, et en se trouvant pour ainsi dire à Paris pour y recevoir Napoléon à son retour de Moscou. Mais au lieu de cette démarche, que les relations de famille, et l'alliance pouvaient lui prescrire, elle se mit à ourdir des intrigues dans l'Europe, et n'osant encore menacer son allié, elle le trompa. Au lieu de profiter du moment où Napoléon n'avait point encore d'armée, pour décider ce prince par un mouvement prompt et combiné de ses propres forces à la laisser se déclarer l'arbitre de la paix, elle lui a offert son appui, elle lui a proposé, avec une sorte d'importunité, de disposer du poids de toute sa prépondérance. Elle a trahi son propre sang, son alliance, et, selon son usage, elle avait jugé la

France d'après elle; car elle était loin de croire que Napoléon, revenu seul de Moscou, pût en trois mois être prêt à rentrer en Allemagne à la tête d'une grande armée.

Mais entre la formation de cette armée toute nouvelle, levée d'enthousiasme, de cette armée sans souvenirs et sans pénates militaires, et l'entrée en campagne, il restait encore un beau terrain à occuper pour la politique de l'Autriche, si elle eût été franche, impartiale et digne d'un des plus grands états de l'Europe, d'une vieille monarchie, que son assiette physique et militaire appelait à juger, en dernier ressort, la querelle déjà bien épuisée des parties belligérantes; car Napoléon n'était pas prêt au mois de mars à entrer en campagne, et réellement il l'ouvrit malgré lui, parce que l'Allemagne était envahie jusqu'à l'Elbe, parce que l'ennemi portait déjà ses regards et ses intrigues sur les bords du Rhin, et parce que toute combinaison était naturelle à Napoléon, hormis celle de se voir forcé de transporter en France le champ de bataille de Moscou.

Et ce n'était pas seulement à Paris qu'il appartenait à l'Autriche de parler le langage de la force et de la paix, c'était à Wilna que son envoyé, M. de Lebzeltern, devait, au lieu de stipuler une honteuse défection, qui minait sa position indépendante, et qui la ravalait à la condition d'une tributaire de la générosité du vainqueur;

c'était à Wilna que cet envoyé devait, pour ainsi dire, arrêter la marche de l'empereur Alexandre, pendant qu'à Paris le prince de Schwartzenberg eût arrêté la marche de l'empereur Napoléon.

Napoléon n'était pas prêt au mois de mars, et il avait donné la bataille de Lutzen parce qu'il n'avait pas pu faire autrement; car il n'avait point de cavalerie, et il connaissait toute la supériorité de son ennemi dans cette arme. De plus son infanterie partait des villages, elle n'avait jamais vu un fusil; elle ne connaissait ni discipline ni manœuvre; elle dut tout apprendre en route et sur le champ de bataille. Certainement Napoléon était trop bon calculateur, il sentait trop justement et trop vivement sa position et toutes les conséquences qu'un revers pouvait entraîner, pour qu'il ne fût pas disposé à entendre à un arrangement européen que l'Autriche eût appuyé d'une déclaration vigoureuse et d'une grande démonstration militaire. Sans doute, malgré cette inébranlable volonté, dont son caractère savait s'entourer en d'autres temps, sa prudence, qui alors aussi eût été une volonté généreuse, se fût empressée de souscrire à Paris à des conditions plus modérées qu'il ne pouvait le faire après des succès, où il aurait ressaisi avec des gardes nationales et avec des conscrits armés de la veille, toute la supériorité militaire qu'il avait conquise dix ans plus tôt.

à la tête des vieilles bandes républicaines et impériales de la France.

Il ne faut donc pas que l'Autriche se fasse honneur de ce que la Sainte-Alliance appelle le salut de l'Europe. Elle n'a rien fait pour empêcher une guerre qui pouvait avoir une tout autre issue. C'est l'Angleterre seule qui peut revendiquer ce singulier honneur par sa persistance et par ses sacrifices. Le prince de Schwartzenberg n'eut à Paris que le langage d'un négociateur, parlant au nom d'un cabinet timide et incertain, au lieu d'être ferme, positif, menaçant même, comme l'exigeaient les circonstances et le grand intérêt, qui tout à coup faisait sortir de son inaction la politique de son gouvernement. Cet ambassadeur, à qui il eût été important de donner tous les pouvoirs pour obliger Napoléon à peser toutes les conséquences du parti qu'il allait prendre, n'arriva à Paris que l'avant-veille du départ de Napoléon pour l'Allemagne. L'épée de Brennus était déjà dans la balance, Napoléon était rentré lui-même sous le joug de la fortune militaire, et sa volonté était enchaînée jusqu'après le combat.

La victoire inattendue de Lutzen devait donc l'exalter de toute l'inquiétude qui l'avait précédée. Aussi dans les dépêches datées du champ de bataille et du surlendemain ordonnait-il à son ambassadeur à Vienne de prendre une attitude conforme à sa nouvelle situation. Aussi rejetait-il et

traitait-il de *ridicule* la *médiation armée* de l'Autriche, et proposa-t-il à cette puissance de *remettre les choses comme elles étaient, et de fournir le contingent*. Certainement ce fier langage était un écho de l'étonnante victoire de Lutzen, et Napoléon, qui avait été forcé au combat, était autorisé par son triomphe à parler ainsi. On est donc dans l'obligation d'affirmer qu'entre le retour de Napoléon à Paris et son départ pour l'armée, c'est-à-dire, pendant un espace de trois mois, l'Autriche n'a rien fait de réel pour la paix qui fût digne de sa puissance et d'une cause si noble et si importante : aussi la Sainte-Alliance ne peut devoir de reconnaissance à M. de Metternich que pour avoir rendu par les lenteurs, par les difficultés de chancellerie et par une obséquieuse condescendance pour les alliés, toute négociation impossible à Prague, pendant le terme si rigoureux de l'armistice.

Cette discussion, qui naît du sujet, a paru nécessaire pour compléter le tableau des événemens par celui des intérêts, qui appartiennent à cette époque.

CHAPITRE XV.

Retraite des alliés. — Arrivée et séjour de Napoléon à Dresde. — Retour du roi. — Suite des affaires de Saxe et d'Autriche. — Affaires du Danemarck. — Ligue du Nord.

Le comte de Wittgenstein avait décidé la retraite derrière l'Elbe, dans le dessein de prendre une position favorable, en attendant les renforts que le général Barclay de Tolly amenait de la Pologne. Les Russes voulurent faire chanter le *Te Deum* pour la victoire de Lutzen, comme ils l'avaient fait pour celle de la Moscowa; mais la marche de Napoléon fit apprécier aux Allemands cette fanfaronnade moscovite. Les Russes formant la gauche de l'armée combinée, se retirèrent par Attenburg et Wilsdrof sur Dresde; les Prussiens par Borna et Colditz sur Meissen; Napoléon suivit, avec les maréchaux Macdonald et Marmont, et avec sa garde, le prince vice-roi, sur Borna, où il passa la nuit du 4 au 5. A droite, le général Bertrand suivait les Russes par Chemnitz et Freyberg; à gauche, le général Lauriston poussait devant lui les Prussiens de Kleist sur la route de Leipsick à Dresde. Quant au maréchal Ney, il avait une autre direction; il pointait à l'extrême

gauche sur Wittenberg et Torgau.... C'est la route de Berlin.

Ordre du 5 mai.

Au quartier-général de Borna.

« Ordre au prince de la Moscowa de se porter sur Torgau pour rétablir la communication. — Ordre au général Lauriston, de se porter sur Wurtzen. — Le général Reignier prend le commandement du septième corps. — Le général Sébastiani a ordre de se réunir au prince de la Moscowa avec toute l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie qu'il trouvera. — Le duc de Bellune est mis sous les ordres du maréchal Ney. — Le maréchal reçoit une augmentation de trente-quatre bataillons, de quatre mille hommes de cavalerie, et la division Durutte, total trente mille hommes, y compris les Saxons; avec toutes ces forces il doit se porter sur Torgau. —Le général Lauriston reçoit un second ordre de se porter à grandes marches sur Dresde, de manière à faire sept à huit lieues par jour. »

Le 5, à Colditz, au passage de la Mulde, le vice-roi culbuta l'arrière-garde prussienne et la poursuivit; mais elle s'échappa derrière un rideau de troupes fraîches, fortes de vingt-cinq mille hommes, que commandait Miloradowitch, pour protéger la retraite sur Meissen. Miloradowitch fut battu au village de Senfersdorf et se retira. L'empereur eut son quartier-général à Colditz. Le géné-

ral Bertrand, sur l'ordre du 5, était le maître de se porter sur Freyberg, pour déboucher par cette route sur Dresde.

A Colditz, l'empereur fit expédier au baron de Serre la même relation que celle qu'il avait adressée au comte de Narbonne sur la victoire de Lutzen, et par une autre dépêche l'instruisit de ce qui s'était passé le 5. Il renouvela l'ordre à ce ministre de publier ses succès, et de lui rendre compte de l'impression qu'ils auraient faite sur l'opinion des Saxons.

Le 6, l'empereur avait son quartier-général à Waldheim, d'où il fit écrire au prince d'Eckmülh par le prince major-général.

Extrait de la lettre chiffrée du prince de Neufchâtel.

Waldheim, le 7 mai 1813.

» Je vous ai annoncé, prince, par ma lettre du 5, la victoire complète que l'empereur a remportée le 2. Probablement nous serons demain à Dresde; *le duc d'Elchingen va passer l'Elbe et marcher sur Berlin.*

» L'empereur me charge de vous faire connaître qu'il est indispensable que vous vous portiez à Hambourg, que vous vous empariez de cette ville, et que vous dirigiez sur-le-champ le général Vandamme dans le Mecklembourg. Voici la conduite que vous avez à tenir :

» Vous ferez arrêter sur-le-champ tous les su-

jets de Hambourg qui ont pris du service, sous le titre de sénateurs de Hambourg. Vous ferez mettre le séquestre sur leurs biens, et vous les déclarerez confisqués. Le domaine prendra possession des maisons, fonds de terre, etc.

» Vous ferez désarmer la ville.

» Vous ferez mettre une contribution de *cinquante millions* sur les villes de Hambourg et de Lubeck. Vous prendrez des mesures pour la répartition de cette somme, et pour qu'elle soit promptement payée.

» Vous ferez partout désarmer le pays, et arrêter les gendarmes, canonniers, garde-côtes et officiers, soldats ou employés, qui, étant au service, auraient trahi; leurs propriétés seront confisquées. Vous ferez armer la place de Hambourg; vous ferez faire des ponts-levis aux portes; vous ferez mettre des canons sur les remparts, relever les parapets; vous établirez une citadelle du côté de Haarbourg, de manière que quatre ou cinq mille hommes y soient à l'abri de la population et de toute incursion. Vous ferez également armer Lubeck, pour que cette ville soit aussi à l'abri d'un coup de main. Vous réorganiserez Cuxhaven.

» Toutes ces mesures, prince, sont de rigueur; l'empereur ne vous laisse la liberté d'en modifier aucune.

» Le vice-connétable, major-général,

» ALEXANDRE. »

Ainsi Napoléon, marchant sur Dresde, qui allait lui ouvrir ses portes, et poussant devant lui les souverains de la Russie et de la Prusse, embrassait du même regard une grande combinaison, qui liait la prise de Hambourg, par le prince d'Eckmülh, à la marche du maréchal Ney sur Torgau, à l'occupation de cette place et de celle de Wittemberg, et à un projet d'expédition à concerter sur Berlin entre les deux maréchaux. Les ordres sévères dont l'exécution rigoureuse est prescrite au prince d'Eckmülh expriment trop énergiquement peut-être l'indignation dont la récente trahison de tout le Mecklembourg et des villes anséatiques avait soulevé l'âme de Napoléon. C'était la troisième depuis le retour de Moscou, et c'était la seule qu'il pouvait punir. La sûreté du corps du prince d'Eckmülh, qui était chargé de reconquérir et d'occuper la trente-deuxième division militaire, exigeait sans doute une sévérité capable d'imposer à l'insurrection qui s'élevait de toutes parts sur la marche des armées combinées. On verra que peu de jours après la prise de Hambourg, Napoléon établit le prince d'Eckmülh juge de la sentence qu'il avait portée sur les villes anséatiques et sur le Mecklembourg, et qu'un acte d'amnistie annonça aux habitans le retour de la domination française sur le bas Elbe.

Le prince vice-roi avait battu le général Milo-

radowitch le 5 à Sengersdorf, il le battit encore le 6 et le 7 aux combats d'Erzdorf et de Leinbach; et de Waldheim le quartier-général de Napoléon fut porté à Meissen. L'ordre prescrivit au général Bertrand d'entrer à Dresde, où les souverains alliés étaient arrivés le 4.

Ils s'étaient fait précéder dans cette ville par le bruit d'une victoire complète gagnée sur Napoléon. Ils étaient déjà entrés à Dresde comme libérateurs à l'ouverture de la campagne, ils voulurent encore y revenir en vainqueurs, et des sérénades leur furent données dans la nuit du 4 au 5. Mais au lieu de voir arriver les colonnes des prisonniers français, on vit défiler pendant quatre jours d'innombrables chariots de blessés russes et prussiens, qui traversèrent la ville sans s'y arrêter. Tous les préparatifs de défense furent portés sur la rive droite du fleuve, et l'ordre de faire sauter une arche du grand pont que les alliés avaient établi annonça aux habitans le retour du véritable vainqueur. Le 8 tous les ponts furent incendiés. Ce jour Dresde vit partir l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, et arriver le général Grundler, chef d'état-major du onzième corps, qui prit possession de la ville vieille.

Le vice-roi précéda d'une heure l'arrivée de Napoléon. Une députation du corps municipal de Dresde attendait l'empereur en avant des bar-

rières de la ville, avec la harangue d'usage. Napoléon épargna aux municipaux la honte de lui porter les vœux qu'ils avaient encore depuis Lutzen offerts à ses ennemis. « Vous mériteriez, leur dit-il, que je vous traitasse en pays conquis. Je sais tout ce que vous avez fait pendant que les alliés occupaient votre ville; j'ai l'état des volontaires que vous avez habillés, équipés et armés contre moi avec une générosité qui a étonné l'ennemi lui-même. Je sais quelles insultes vous avez prodiguées à la France, et combien d'indignes libelles vous avez à cacher ou à brûler aujourd'hui. Je n'ignore pas à quels transports hostiles vous vous êtes livrés, lorsque l'empereur Alexandre et le roi de Prusse sont entrés dans vos murs. Vos maisons nous présentent les débris de vos guirlandes, et nous voyons encore sur le pavé le fumier des fleurs que vos jeunes filles ont semées sur les pas des monarques. Cependant je veux tout pardonner. Bénissez votre roi, car il est votre sauveur. Qu'une députation d'entre vous aille le prier de vous rendre sa présence; je ne pardonne que pour l'amour de lui : aussi bien vous êtes déjà assez punis. Vous venez d'être administrés par le baron de Stein, au nom de Kutusof, et vous savez maintenant à quoi vous en tenir sur les beaux sentimens des alliés. Je ne vous demande pour mes troupes que ce que vous avez fait pour les Russes et pour les Prussiens : je

veillerai même à ce que la guerre vous cause le moins de maux qu'il sera possible, et je commence par vous donner un gage de ma clémence. C'est le général Durosnel, mon aide-de-camp, qui sera votre gouverneur; le roi lui-même le choisirait pour vous. Allez! »

L'empereur entrait dans la ville, quand il fut averti que l'arrière-garde de Miloradowitch tenait encore dans la ville neuve (Neustadt), de l'autre côté du fleuve. Il se rendit alors à la porte de Prietnitz, où il mit pied à terre. Il alla seul avec le vice-roi jusqu'au village de ce nom et ordonna la construction d'un pont vis-à-vis d'Ubigan, village sur l'autre rive. L'empereur arriva au palais à sept heures du soir, et expédia différens ordres. Les plus importans regardaient le roi de Saxe. Il avait appris que le général Thielmann était venu plusieurs fois de Torgau à Dresde voir les souverains alliés, et il savait qu'en vertu de nouveaux ordres du roi ce général refusait d'ouvrir à ses troupes la porte de Torgau. Effectivement, le 5 mai, le roi avait écrit de Prague au général Thielmann.

« Quoique je vous aie, par ma dépêche du 19 du mois précédent, déjà fait connaître en général que ma volonté est que la place de Torgau, qui vous a été confiée, ne puisse être ouverte que sur mon ordre, de concert avec S. M. l'empereur d'Autriche, j'ajoute pour prévenir tout malen-

tendu, que *dans le cas où le sort des armes ramènerait l'empereur des Français sur l'Elbe*, vous vous conduirez de la même manière, et que, par conséquent, *Torgau ne devra pas être ouverte aux Français*, et, en conséquence, vous vous conformerez à cela. » Il était bien clair que cette lettre était dictée par le cabinet de Vienne, qui avait prévu jusqu'aux succès de l'empereur, et qui cherchait à y mettre obstacle. La défection de l'Autriche ne pouvait prendre une forme plus hostile envers la France, ni plus perfide envers son alliée.

La conduite du général Thielmann frappa vivement l'empereur; il en fut irrité. Aussi, après avoir fait donner avis au baron de Serre à Prague, de son entrée à Dresde et l'avoir chargé de mander à M. Bignon, ou au prince Poniatowski, que les troupes polonaises devaient se fortifier à Cracovie et s'y défendre, si elles ne pouvaient faire mieux, il dicta la lettre suivante pour ce ministre :

« Monsieur, l'empereur est arrivé à Dresde et a jeté un pont du côté du village de Prietznitz. Demain, ou après, l'armée passera l'Elbe pour poursuivre l'ennemi. Vous trouverez ci-jointe une lettre du général Regnier et une du prince de la Moscowa, qui vous mettront au fait de la conduite du général Thielmann. Vous voudrez bien vous rendre sur-le-champ chez M. Senft,

ministre des relations extérieures du roi de Saxe, et lui demander des explications là-dessus. Vous lui ferez connaître que *M. de Metternich a déclaré à M. de Narbonne que l'Autriche n'avait pas de traité avec la Saxe, et que la cour de Saxe est tombée à Prague comme une bombe.* Vous ajouterez d'ailleurs que l'Autriche n'a rien à faire à la confédération. C'est déclarer la guerre à l'empereur; que l'intérêt et l'amitié que l'empereur porte au roi de Saxe lui ont donné quelque patience; que l'empereur a plaint le roi de Saxe; mais que les circonstances deviennent urgentes, et que vous lui donnez six heures pour répondre sur les points suivans :

» 1°. Pour que la cour de Saxe ordonne au général Thielmann de sortir avec ses troupes de Torgau, de former le 7ᵉ. corps sous les ordres du général Regnier, et de tenir toutes les ressources du pays à la disposition de l'empereur, conformément aux principes de la confédération; 2°. Pour qu'on mette en marche sur-le-champ toute la cavalerie saxonne, sans exception, sur Dresde; 3°. Que le roi déclare par une lettre de lui à l'empereur, que le roi de Saxe est toujours membre de la confédération; qu'il reconnait les engagemens que ce lien impose; qu'il veut les remplir, et qu'il n'a aucun traité avec aucune puissance contraire aux principes de la confédération.

» Vous ne manquerez pas d'observer que le

roi de Saxe a déshonoré de gaieté de cœur l'aigle polonaise, que ses ancêtres, au contraire, avaient honorée; qu'il a fait ce qu'il y avait de plus contraire à l'honneur et aux intérêts de l'empereur, en faisant un traité avec l'Autriche pour le désarmement du corps polonais, chose que le roi de Saxe n'avait pas le droit de faire, puisque ces troupes étaient sous les ordres de l'empereur.

» Si les trois points ci-dessus ne vous étaient pas accordés sans délai, vous voudrez bien faire connaître au roi de Saxe que S. M. l'empereur et roi *le déclare félon, hors de sa protection, et qu'en conséquence il a cessé de régner*. Vous prendrez vos passe-ports et partirez sans délai pour Dresde.

» ..... M. de Montesquiou, aide-de-camp du prince de Neufchâtel, qui est porteur de cette lettre, ignore son contenu; mais il a ordre de la décacheter et de la montrer à M. de Seuft, dans le cas où vous ne seriez pas encore arrivé à Prague, où il ne doit rester que six heures. »

L'empereur parlait en vainqueur et en maître irrité : il trouvait toujours la trahison qui venait au-devant de ses succès. Il ne l'avait pas encore rencontrée sur le champ de bataille.

Le départ du roi de Saxe pour Prague avait confirmé aux yeux de l'Europe les justes inquiétudes que la lettre et la conduite de ce prince avaient dû faire concevoir pour le présent et pour

l'avenir, à l'empereur Napoléon, et laissait à découvert toute l'influence que l'Autriche exerçait sur les cabinets. Ce départ du roi de Saxe était frappé aux yeux de Napoléon d'une gravité toute particulière; car le départ pour la capitale de la Bohême devait avec raison lui faire craindre que l'Autriche ne fût plus prononcée qu'il ne le croyait alors, et qu'il n'existât déjà des arrangemens secrets tout-à-fait contraires à l'alliance. Napoléon, qui connaissait le caractère du roi de Saxe, et la faible et astucieuse politique de l'Autriche, ne pouvait croire que ce prince se fût retiré à Prague, et exposé à sa vengeance sans avoir pris un parti décisif. Cet exemple pouvait être contagieux pour les autres princes de la confédération, et s'il était suivi, il plaçait tout à coup l'armée française entre la guerre et la trahison. Un avenir peu éloigné ne devait que trop justifier le ressentiment dont Napoléon confiait la déclaration à son ministre près la cour de Saxe.

Napoléon était d'autant plus irrité contre ce gouvernement, que, malgré ses liens avec l'empire français, comme membre de la confédération et comme grand-duc de Varsovie, le roi de Saxe avait pu traiter avec l'Autriche pour le retour et le désarmement du corps polonais, qui faisait partie de l'armée française. L'empereur avait donc et à punir des griefs et à prévenir des périls.

Cependant Napoléon ne s'était pas écarté un seul moment ni du système de modération qu'il avait adopté pour les affaires de Saxe, ni des sentimens d'amitié et de vénération qu'il portait au roi. Car immédiatement après la bataille de Lutzen il avait fait insinuer aux membres les plus marquans de la régence de Leipsick, que la marche suivie par le cabinet saxon, la retraite du roi en Autriche, ses traités partiels avec les alliés, pouvaient compromettre gravement la situation du pays. Il les avait même engagés à envoyer près de ce prince, pour lui expliquer ce qui se passait et pour le décider à revenir promptement dans sa capitale. A ce prix il promettait d'oublier le passé, qu'il ne considérerait plus que comme une erreur produite par d'impérieuses circonstances. En conséquence M. de Hohenthal avait été député au roi par la régence. Mais ce prince avait dû être déjà préparé à une telle insinuation par les ouvertures que le prince de Weymar s'était chargé de lui faire avant la campagne, de la part de Napoléon, à son passage à Weymar. Cependant, malgré la victoire de Lutzen et l'occupation de Dresde, le général Thielmann ayant, en vertu des nouveaux ordres du roi du 5 mai, persisté à refuser d'ouvrir aux colonnes françaises les portes de Torgau, l'empereur avait dû se décider à écrire la lettre dont M. de Montesquiou était porteur. Écrite du palais de Dresde, après

la fuite des souverains alliés qui l'occupaient le jour même; cette lettre, pleine d'une rigoureuse et juste sévérité, devait terminer les irrésolutions du roi et le dégager de la servitude où il était retenu à Prague par le cabinet d'Autriche. Cette lettre devait être aussi pour cette dernière puissance un avis important donné à sa politique.

« L'ordre du 9 mai prescrit au prince de la Moscowa de se porter sur Wittemberg avec son corps, celui du duc de Bellune et celui du comte Sébastiani. Il doit laisser le général Regnier où il l'a placé. Le général Lauriston reçoit ordre de laisser une division à Meissen et de se porter entre Torgau et Meissen pour appuyer le général Regnier. Ce général est avec la division Durutte vis-à-vis Torgau. — Le vice-roi reçoit l'ordre de faire détruire tous les ouvrages faits par les Russes et la tête du pont de Dresde, de faire dresser un pont entre Pilriatz et Dresde et d'y faire une tête de pont palissadée. — Ordre pour traverser la ville et passer le pont le lendemain 10 mai. »

Le feu continuait toujours de la ville neuve. L'empereur, à la pointe du jour, était à cheval, donnait des ordres pour élever des batteries et se portait à Prietznitz pour presser les travaux du pont qu'il avait ordonnés la veille. Déjà sous ses yeux deux bataillons ont passé le fleuve sur des radeaux. Mais l'ennemi paraît vouloir s'opposer

sérieusement au passage, foudroie les deux bataillons qui se sont dispersés en tirailleurs et met en batterie cinquante pièces de canon. Mais Napoléon fait porter quatre-vingts pièces de la garde sur les hauteurs, et après une violente canonnade les Russes sont obligés de rétrograder, d'abandonner le terrain aux tirailleurs français et de se retirer dans la ville neuve. L'Elbe est un ennemi de plus à combattre. Une crue subite empêche tout à coup l'achèvement du pont, et le passage si désiré par l'armée victorieuse est encore suspendu. Ces délais prennent leur place parmi les accidens plus ou moins fâcheux de cette campagne. Ils trompèrent encore pendant vingt-quatre heures la noble impatience de l'armée de Napoléon. Il ne manque qu'une seule arche au grand pont de Dresde. Des échelles glissées entre les deux piles sont bientôt escaladées par les voltigeurs. Le 10 mai le pont est rétabli.

L'ordre du 10 l'annonce au maréchal Ney et au général Lauriston. Toute l'armée, même le duc de Reggio, sera sur la rive droite le lendemain onze à midi. — Il faut que tout le corps de Lauriston passe à Torgau : il faut que le maréchal Ney passe également sur la rive droite. — Faire connaître au général Regnier qu'un ordre du roi de Saxe a mis à la disposition de l'empereur l'armée saxonne et la place de Torgau. — Il me tarde bien d'apprendre que le duc de Bellune et le général

Sébastiani aient joint le prince de la Moscowa : *ce qui mettrait son corps en état de faire quelque chose d'éclatant.* »

Tout le secret de la bataille prochaine était dans ces derniers mots.

Napoléon ne s'était point trompé. Le succès de sa lettre au baron de Serra avait été complet et subit. La convention de l'Autriche avec la Saxe était annulée. Torgau et Kœnigstein avaient ouvert leurs portes aux Français et toute la Saxe se retrouva corps et biens rentrée sous la loi de son alliance avec la France, après avoir été momentanément à la suite de la défection autrichienne. Mais le général Thielmann, dont la conduite avait été dévoilée deux mois auparavant par le prince d'Eckmülh, et depuis par le prince de la Moscowa et le général Regnier, s'échappant de Torgau était allé se réfugier au quartier-général de l'empereur Alexandre, dont il recevait les ordres depuis le commencement de la campagne. Ici l'on ne peut s'empêcher de signaler encore au lecteur la connivence qui existait entre l'Autriche et les alliés, par ce traité de concert, stipulé à Prague pour que Torgau ne pût ouvrir ses portes aux parties belligérantes sans l'assentiment de l'Autriche. Napoléon trouvait à chaque instant dans le cabinet de Vienne l'influence de ses ennemis sur l'Autriche et de celle-ci sur ses alliés. Il avait su à son arrivée à Dresde que le général Thielmann y

était venu plusieurs fois faire sa cour aux souverains. Ce général devait déserter l'armée saxonne et aller continuer ses services auprès des ennemis de son maître. Il donna par sa trahison un exemple qui devait être suivi. Ce fait isolé est une des preuves matérielles de ce grand complot, qui, sous la direction des cabinets et presque toujours indépendamment de la volonté des souverains allemands, conduisit l'œuvre de la défection germanique, cause toute-puissante de la destruction de Napoléon, sans laquelle la campagne des Russes eût fini à la Vistule, et même, depuis qu'elle fut soutenue par la défection de la Prusse, n'eût pas dépassé l'Elbe. L'accession tacite, mais active de l'Autriche et son influence sur les états secondaires de l'Allemagne ont fait toute la force de la ligue du Nord, qui n'eût pas osé s'aventurer, après trois batailles perdues, entre Napoléon victorieux, à la tête de la confédération rhénane, et la neutralité armée de l'Autriche.

Ordre du 12 mai.

« Annoncer au duc de Tarente que l'armée de l'Elbe est dissoute, qu'il a le onzième corps, qu'il doit continuer son mouvement pour se porter sur Bischoffswerda, route de Bautzen; que l'avant-garde du quatrième corps est à Konigsbrück.— Le vice-roi reçoit ordre de partir de l'armée et

de se rendre à Milan, où il aura, indépendamment de ses autres fonctions, le commandement de toutes les troupes qui se trouvent dans les vingt-septième, vingt-huitième, vingt-neuvième et trentième divisions, ainsi que dans les provinces Illyriennes.—Ordre au prince de la Moscowa de faire venir à Torgau le deuxième corps (Bellune) ainsi que le général Sébastiani et la division Phelippon. L'empereur ne conçoit pas, que ce jour même douze mai, les corps n'aient pas rejoint. »

Ce fut le 12 mai que le roi de Saxe rentra dans sa capitale. L'empereur alla au-devant de ce prince à trois quarts de lieue de la ville, et le reçut au milieu de la garde impériale, qu'il avait fait rester pour donner plus de solennité à cette réception. Il sentit combien il était important pour lui de donner un grand éclat au retour du roi dans sa capitale. Par cela seul il voulut montrer aux rois de la confédération que la conduite de ce prince n'avait jamais été douteuse pour lui. La fidélité de l'armée saxonne, celle des troupes de la confédération, la tranquillité de la Saxe, et plus ou moins celle de l'Allemagne, la position et l'opinion de la Pologne, déjà envahie, étaient des considérations majeures qui ne pouvaient échapper à la profonde politique de Napoléon, et qui reposaient toutes sur le roi de Saxe. Les honneurs qu'il fit rendre au roi devaient être alors pour

l'Europe un gage ostensible de son amitié et de sa confiance pour ce Nestor des monarques, qui se trouva ainsi publiquement réengagé dans les liens de sa double alliance avec la France.

Non-seulement le retour du roi mettait fin à de vives inquiétudes dans l'esprit de Napoléon, mais il donnait encore naissance à de hautes espérances; car il en résultait pour l'empereur la certitude que le cabinet autrichien n'avait pas eu le temps de prendre un parti décisif, puisqu'il avait laissé partir le roi; et qu'il était forcé, malgré sa déclaration de médiateur armé, de suivre un système de tergiversation dans des circonstances qui commandaient une marche prononcée. La réunion de toutes les troupes du roi de Saxe à l'armée française décidait encore une grande question politique aux yeux de l'Allemagne. De plus, l'excellente cavalerie Saxonne, dans un moment où l'armée française n'en avait point, donnait tout à coup à l'empereur des moyens dont il se promettait bien de tirer un grand parti. Napoléon était fondé à espérer des succès militaires très-prochains. Il sentait donc qu'il lui convenait d'appuyer par un langage ferme et par des démonstrations vigoureuses le déploiement des grands moyens qu'il avait préparés depuis les remparts de Hambourg jusqu'aux rives du Pô; car l'envoi du vice-roi en Italie était aussi une disposition d'un ordre élevé, que le cabinet de

Vienne pouvait interpréter, soit comme une mesure de précaution, soit comme une mesure offensive. Ce jeune prince, dans des circonstances bien difficiles et toujours présentes à la mémoire de Napoléon, avait dignement justifié sa confiance. Il avait su conserver à la France les restes de l'armée de Moscou, et les avait ramenés de la Vistule par une retraite à la fois savante et victorieuse au drapeau impérial sur les bords de la Saale. Il allait remplir en Italie une autre grande mission dont les événemens seront mis en leur lieu sous les yeux des lecteurs.

Napoléon était donc, en raison de sa position actuelle, et devait être plus que jamais persuadé que la cour de Vienne, si elle ne voulait pas revenir au système de l'alliance, se verrait réduite à suivre une marche faible et incertaine; il en résultait nécessairement pour ce prince l'avantage qu'il appréciait à un haut degré, celui de gagner du temps, et de pouvoir décider à lui seul toutes les questions, sans que le cabinet d'Autriche pût y intervenir. Il ne pouvait se persuader que le ton de modération, d'incertitude même que prenait à chaque instant M.de Metternich, pût couvrir un parti tout-à-fait pris de jouer dans toutes les hypothèses le rôle de médiateur armé, et c'était en cela qu'il se trompait; car il n'attribuait cette volonté récemment déclarée par l'Autriche, qu'à une résolution antérieure à ses succès, et à la croyance où elle

avait été qu'il serait hors d'état d'en obtenir d'aussi importans. Il ne doutait donc plus qu'en obtenant de nouveaux avantages, il ne fît décider l'Autriche à renoncer à la médiation armée, et peut-être même à reprendre hautement toutes les relations de l'alliance.

Indépendamment de toutes ces conjectures et de toutes ces circonstances, le roi de Saxe avait fait, pour ainsi dire, à Napoléon, à la première entrevue la confession religieuse de tout ce qui s'était passé entre lui et la cour de Vienne, et avait mis sous les yeux de ce prince toute la correspondance des deux cabinets, ainsi que les notes de Vienne. On avait aussi intercepté à Dresde des lettres que le comte de Stackelberg, ministre de Russie, avait adressées de Vienne à M. de Nesselrode. Napoléon avait recueilli, depuis son arrivée à Dresde, une foule de preuves de l'intelligence du cabinet autrichien avec celui des alliés, et les confidences du roi de Saxe l'avaient subitement éclairé sur ce qu'il pouvait ou craindre ou espérer de ses négociations avec son beau-père : aussi ce fut pour former le langage de son ambassadeur à Vienne, que, le 12 mai, l'esprit tout occupé des révélations qu'il devait à la franchise du roi de Saxe, il dicta au duc de Vicence la lettre suivante pour le comte de Narbonne.

A M. le comte de Narbonne.

Dresde, 12 mai.

« C'est sur le pont de Dresde, et pendant que les 4e., 6e., 11e. et 12e. corps passaient l'Elbe sous les yeux de l'empereur, que M. de Chabot a remis à sa majesté les dépêches de votre excellence du 8.

» Le corps du prince de la Moscowa et du général Lauriston ont passé ce fleuve à Torgau. La garde est encore restée à Dresde pour recevoir le roi de Saxe, qui y a fait son entrée aujourd'hui à midi avec une grande pompe. L'empereur l'a bien traité. Vous pensez que sa majesté n'avait pas été contente de lui, mais elle lui a pardonné. L'opinion de l'empereur et de tout le monde est d'ailleurs que ce prince a été séduit, mais qu'il est resté le meilleur et le plus fidèle ami de l'empereur.

» Le corps qui était à Torgau nous donne onze mille hommes, dont huit cents cavaliers. La cavalerie que le roi amène en donne quatre mille.

» Il y a peu à ajouter aux directions que l'empereur m'a chargé de donner précédemment à votre excellence.

» Je vous envoie pour votre règle la réponse du général Thielmann au général Regnier : réponse avouée depuis par le roi et M. de Senft. Elle vous

fera connaître la duplicité de M. de Metternich.

» J'y joins la réponse du général Frimont pour des vivres et des munitions. Elle est si opposée aux assurances que contenait votre précédente dépêche, qu'elle me dispense de toute réflexion sur ce nouveau manque de foi. L'intention de l'empereur est que vous ne répondiez à toutes ces cachotteries que par votre froideur. Sa majesté appelle cela *battre de l'œil*. Il faut que le cabinet de Vienne s'aperçoive qu'on le regarde d'une manière fixe. C'est le meilleur moyen de le faire rentrer en lui-même.

» Le vice-roi partira demain pour Milan, après avoir vu le roi de Saxe. Il s'y rend directement. Si on vous en parle, dites que c'est pour organiser les troupes des 1er. et 3e. corps, qui se réunissent à Vérone, et les faire filer comme les autres sur Dresde. Le général Miollis commandera le premier, et le général Grenier le second. L'empereur a aussi désiré éloigner ce jeune prince des dangers de la guerre.

» Sa majesté vous recommande toujours la même réserve avec M. de Metternich. Vos réponses à tout doivent être que vous n'êtes pas instruit, que vous n'avez pas de nouvelles, tandis que vos conversations avec d'autres doivent prouver que vous êtes au courant des affaires.

» L'empereur de son côté évitera de s'expliquer

directement avec l'empereur d'Autriche. Tant qu'il était allié on pouvait se parler avec confiance et s'entendre sur tout. Depuis qu'il ne l'est plus, les relations doivent nécessairement reprendre les formes officielles, qui, en cas de rupture mettent à même de justifier la conduite qu'on a tenue, et vous savez que la correspondance particulière des souverains avec l'empereur, n'a jamais eu de publicité : il n'y aurait d'ailleurs ni égalité, ni réciprocité, dans cette correspondance, qui offrirait à l'empereur François l'avantage de connaître la pensée de l'empereur, tandis que sa majesté n'aurait par son beau-père que celle de M. de Metternich.

» Le cabinet de Vienne se trompe. M. de Metternich prend l'intrigue pour la politique : car la politique est la manière d'exposer les choses pour arriver à un but déterminé, et l'intrigue une série de démarches contradictoires qui se confondent, parce qu'elles n'ont pas un but fixe, parce qu'elles ne sont pas le résultat d'une volonté prononcée. C'est ainsi que sa majesté voit le cabinet de Vienne. Il intrigue, et ses sourdes démarches tournent contre lui, tandis qu'il arriverait loyalement au but, si l'on en avait un raisonnable et proportionné à ses moyens comme à ses forces. Il ne faut pas une grande prévoyance pour apercevoir que ces menées dégoûteront l'empereur Alexandre autant que l'empereur Napoléon, et

qu'elles peuvent conduire ces deux princes à s'entendre directement.

» Tout ceci vous fera donc comprendre, monsieur le comte, l'opinion et la marche de l'empereur. Observez tout, sans en avoir l'air, mandez tout, et écrivez souvent. Ce sera déjà déjouer les intrigans, que de faire semblant de ne pas les voir agir, sans résultat; ce qu'il y a de plus clair dans tout ceci, c'est que l'Autriche perd la récompense qui était due à sa bonne conduite pendant les deux premières années du mariage.

» Les lettres interceptées de M. de Stackelberg à M. de Nesselrode, partie en clair et partie en chiffres, ne laissent point de doute sur la perfidie de M. de Metternich, qui promet au ministre de Russie de le réveiller pendant la nuit, s'il a des nouvelles. Elles portent aussi la preuve qu'il lui donnait des détails sur l'armée française. Ainsi, la victoire qui confondait à Lutzen les ennemis de l'empereur sur le champ de bataille, lui a aussi ouvert les portes de Dresde, pour y trouver la lettre qui démasque nos prétendus amis.

» Sa majesté qui dicte cette dépêche me charge d'ajouter que son ambassadeur à Vienne ne serait pas un homme d'affaires, si la connaissance entière qu'il lui donne de ses affaires pouvait influer d'aucune manière sur sa conduite extérieure. Soyez réservé et froid, mais pas mécontent.

» Je reviens à la même réflexion. Fixez comme

un observateur qui doit prendre un parti : cela amènera nécessairement l'Autriche à faire des démarches. L'empereur verra alors ce qui lui convient de faire. S'il ordonne d'être froid, c'est qu'il ne veut pas tromper; car vous commettriez autant d'erreurs que vous feriez de démarches. En se tenant à l'écart, en ne disant rien, et en faisant par votre réserve qu'un jour vous puissiez bien déterminer le moment où vous avez changé de conduite, et qui aura été l'époque où la note de M. de Metternich vous a fait connaître qu'il n'y avait plus d'alliance, le cabinet conserve sa dignité, et il acquiert de la confiance pour d'autres circonstances; car le cabinet autrichien pourra dire : La France s'est tue, mais elle ne nous a pas trompés. Le mensonge n'est bon à rien, puisqu'il ne trompe qu'une fois. C'est dans ces idées que l'empereur met toujours beaucoup d'importance à montrer dans ses audiences diplomatiques du froid, même du mécontentement, ou un bon accueil. Il y voit de la dignité et de la sincérité : par le même principe, M. de Bubna sera reçu ici tout différemment qu'à Paris. Là, il était l'agent d'une puissance alliée; ici il ne sera que l'agent d'une puissance qui n'est plus alliée, et qui, si elle rétrograde encore, devient ennemie. Il croira que cela vient du succès que l'empereur a obtenu, et il se trompera; cela vient de ce que la cause qui a refusé le contingent a

changé les rapports. Laisser croire à l'Autriche qu'ils sont les mêmes, serait une perfidie.

» Je ne puis préjuger les intentions de l'empereur, mais tout porte à croire que nous serons bientôt *dans Berlin et sur l'Oder*. L'empereur désire des renseignemens sur le corps de Saken ; il ne peut avoir trois divisions, puisqu'on s'est cru obligé de le renforcer par quatre mille Prussiens, *non contre les Autrichiens dont on était sûr*, mais contre les Polonais.

» Le bulletin de la bataille, que ce courrier vous apportera, fera sans doute faire des réflexions; car il s'adresse en effet à M. de Metternich, qui ne s'y trompera pas: si on vous en parle, n'y voyez que la Prusse. ».

Cette dépêche est remarquable par la nature des confidences qu'elle renferme. Le voile qui couvre la politique autrichienne est tout-à-fait déchiré pour Napoléon; il sait, à n'en plus douter, qu'il est livré, trahi secrètement par l'Autriche. Il instruit le procès de cette puissance: toutefois son indignation se renferme dans sa propre dignité, et il se borne à prescrire à son ambassadeur le caractère de l'impassibilité. Une grande prudence lui dicte cette conduite; il ne veut pas lui-même fermer la porte au retour de l'Autriche, si par suite de nouveaux succès elle veut revenir à l'alliance. Napoléon la condamne, mais il est prêt à l'amnistier, comme il a amnis-

tié le roi de Saxe. Au sein de la victoire qui vient de rendre Dresde à son armée, il ne se dissimule aucun de ses périls, ni ceux de sa négociation avec l'Autriche, ni même ceux de la guerre. Aussi, dans cette dépêche, il jette deux idées, l'une politique, l'autre militaire, qui méritent observation : *Les menées de l'Autriche peuvent conduire l'empereur Alexandre et l'empereur Napoléon à s'entendre directement.* Napoléon l'espère, il le croit; et avant de reprendre le fer, avant de quitter Dresde, il essaie de réaliser cette idée, dont il est trop séduit, mais qui prouve l'impatience qu'il a de se soustraire à la continuation de sa négociation avec l'Autriche. L'autre point d'observation de cette importante dépêche est tout militaire : *Nous serons bientôt dans Berlin et sur l'Oder.* En effet, la marche, ou plutôt la direction sur Berlin prescrite au maréchal Ney dès le lendemain de la bataille de Lutzen, avait pour but, ou l'occupation de Berlin, si Hambourg était pris par le prince d'Eckmülh, ou *pour tout autre mouvement*, comme s'exprime l'ordre du 13. Hambourg n'étant encore que faiblement assiégée, Napoléon n'avait réellement en vue que *cet autre mouvement*, et, pour en mieux dérober l'idée à ses ennemis, et à leurs amis de la cour de Vienne, et dans le dessein surtout d'appeler l'attention générale sur Berlin, et d'y attirer une partie des armées combinées, il engageait aussi

dans cette opinion qu'il voulait établir, jusqu'au langage et à la conviction de son ambassadeur.

Ordre du 13 mai.

« Mon cousin, faites connaître au prince de la Moscowa, que je reçois à l'instant des nouvelles du duc de Bellune, qu'il sera avec le général Sébastiani, et les première et quatrième divisions de l'armée, c'est-à-dire, avec près de vingt-cinq mille hommes, aujourd'hui 13, à Cothen; que je lui donne l'ordre de déboucher sur Wittenberg, le le 15 à 9 heures du matin, et de faire une demi-marche dans la direction de Luckau et de Berlin; que la cavalerie du général Sébastiani peut y arriver de meilleure heure, afin de balayer toute la route, qu'il peut détruire d'assaut si l'ennemi en avait une là; que mon intention est que demain 14, le prince de la Moscowa se porte avec ses cinq divisions sur Luckau, où son avant-garde peut être le 15 et son quartier-général le 16; que, le même jour 16, il donne l'ordre au duc de Bellune d'être rendu entre Wittenberg et Luckau, en menaçant Berlin; qu'il place le septième corps, que commande le général Regnier, entre Luckau et le duc de Bellune; qu'il dirige le général Lauriston sur Dobrilugk, où son avant-garde sera le 14 et son quartier-général le 15; qu'aujourd'hui 13, le quartier-général du gé-

néral Bertrand est à Konigsbrück ; que, demain 14, il sera près de Hoyerswerda ; que le duc de Tarente, avec le onzième corps, est aujourd'hui 13, à Bischoffswerda, et sera probablement le 14 à Bautzen ; que, d'ici au 15, l'empereur prendra une détermination définitive, selon ce qu'aura fait l'ennemi, *pour occuper Berlin, ou pour ordonner tout autre mouvement.* — Donnez ordre au prince de la Moscowa que la division Puthod, qui appartient au général Lauriston, rejoigne sur-le-champ, ainsi que le régiment étranger, et tout ce qui lui appartient ; qu'il appelle à lui la cavalerie du général Sébastiani. — Écrivez au duc de Bellune qu'il recevra des ordres du prince de la Moscowa, et que s'il tardait à les recevoir, le prince partant demain pour se rendre sur Luckau, lui, duc de Bellune, doit être le 15 de bonne heure à Wittenberg, et avoir débouché avec tout son corps dans la journée, en plaçant une partie de son avant-garde sur Berlin et une autre sur Luckau. — Écrivez au général Regnier qu'il est sous les ordres du prince de la Moskowa. — Écrivez au général Lauriston le mouvement qu'il doit faire. Sur ce, etc. »

Ordre du même jour.

« Ordre au duc de Raguse d'envoyer une reconnaissance dans la direction de Grossenhayn,

afin de savoir positivement ce qu'est devenue l'armée prussienne, que les uns disent s'être retirée sur Berlin et les autres sur Breslau.

» Ordre au duc de Raguse de se porter avec son corps à mi-chemin de Dresde à Bischoffswerda, en prenant la route de Ratzberg, en laissant la cavalerie légère, avec un ou deux bataillons, dans la direction de Berlin, pendant la journée du 13. — Ordre au général Bertrand de porter son quartier-général à Konigsbrück, et de faire en sorte de connaître les mouvemens des ennemis. — Ordre au duc de Reggio de passer le pont de Dresde, et de s'établir avec ses trois divisions dans la Ville-Neuve et villages environnans. »

Pendant que l'armée passait l'Elbe, remplie de la gloire et de la confiance de son chef, la cour de Copenhague vint tout à coup occuper la pensée de Napoléon. Depuis le traité de Fontainebleau de 1807, cette puissance était restée fidèle à sa neutralité envers la France et la Russie. Ce traité lui avait garanti l'intégrité de ses possessions; mais l'invasion subite des troupes alliées, et l'insurrection des populations de la Baltique, qui, immédiatement apres la défection du général d'Yorck, avaient tout à coup soulevé les villes et le territoire anséatiques, avaient, avec les frontières du Holstein, des points de contact inquiétans pour cette neutralité elle-même. Le Danemarck fut bientôt averti du danger de sa position par l'in-

vitation qu'il reçut de l'Angleterre, de la Russie et de la Suède, d'entrer dans la confédération du Nord. Il en fut bien plus persuadé, quand on lui demanda la cession à perpétuité du royaume de Norwége à la couronne de Suède. Cette cession avait été garantie à cette dernière puissance par le traité de Pétersbourg du 14 mai 1812; elle avait été le gage de sa neutralité, elle était devenue celui de son accession à la coalition, par le traité de Stokholm du 3 mars 1813. Une compensation insuffisante, peut-être incertaine, dans quelques provinces septentrionales de l'Allemagne, devait dédommager le roi de Danemarck de la spoliation consentie par un allié de son propre sang; mais les conférences de Stockholm n'avaient eu aucun résultat. Dans ces conjonctures, le roi de Danemarck avait loyalement communiqué à l'empereur Napoléon les propositions qui lui étaient faites, et ne lui avait pas laissé ignorer le danger pressant auquel son refus et sa propre faiblesse l'exposaient de la part de la puissante ligue du Nord. Napoléon, forcé lui-même d'évacuer Hambourg et le cercle de la basse Saxe, avait dû relever le roi de Danemarck de tous les engagemens du traité du 31 octobre 1807, qui leur était devenu inutile. En conséquence, les conférences de Stockholm avaient été transférées à Copenhague, où elles avaient été suivies pour la Russie par le prince Dolgorouki. Un système

de neutralité armée de la part du Danemarck, avait été le résultat de ces conférences.

Mais cette puissance n'avait pas voulu consentir à la cession de la Norwége; et après avoir vainement imploré à Londres la protection britannique pour la garantie de sa neutralité, après y avoir généreusement déclaré l'oubli de l'attentat commis sur sa flotte et sur sa capitale en 1807 par la flotte anglaise, et avoir de plus essuyé de la part de Russie l'outrage du désaveu de la négociation de Copenhague, le Danemarck avait dû songer à reprendre avec la France son traité de 1807, traité qui résultait de l'injuste agression de l'Angleterre. Il fut avec d'autant plus de raison entraîné à ce parti, que, pendant le temps de ces négociations, son ancien allié l'empereur Napoléon avait tranché une première question par la victoire de Lutzen, et que de son côté ce prince avait dû porter un regard moins favorable sur cette neutralité armée, dont le poids, bien que léger, était devenu une sorte d'hostilité contre le système d'opérations que la victoire de Lutzen lui permettait de reprendre sur le bas Elbe; car Napoléon pressait vivement les travaux de l'investissement de Hambourg; il faisait attaquer les îles de l'Elbe; il était au moment de recouvrer tout le terrain de la trente-deuxième division militaire.

Le colonel de Haffner, qui commandait à Al-

tona pour le Danemarck, était intervenu pour demander au général Vandamme la neutralisation des iles, et que Hambourg ne fût pas enlevé de vive force. D'après les ordres du prince d'Eckmülh, le général Vandamme avait refusé la neutralisation des îles, et avait répondu que Hambourg ne serait point assiégé si les habitans faisaient leur soumission. Il était résulté de la correspondance du général Vandamme et du colonel Haffner, que les Danois ne cherchaient qu'à retarder l'occupation de Hambourg, et d'une lettre du général Tettenborn, qui commandait dans cette ville, que la cour de Danemarck se disposait à faire la guerre à la France. Il avait été rendu compte à l'empereur de ces nouvelles inquiétudes qui peu de jours après se trouvèrent confirmées par la lettre que le prince d'Eckmülh écrivit le 13 au général Wegener, commandant les forces danoises dans le Holstein. Le maréchal lui écrivit :

« J'apprends à mon arrivée à Hambourg que, dans l'attaque qu'a faite hier M. le lieutenant-général comte Vandamme sur l'île de Wilhemsbourg, les troupes de l'empereur et roi mon maître ont eu à combattre des troupes danoises. Un officier danois, M. Welster, capitaine du régiment d'Oldembourg, et des soldats de cette nation ont été pris. Il me serait difficile, monsieur le général, de vous rendre la suprise que ces circonstances m'ont fait

éprouver. Est-ce la volonté expresse de votre roi? Je veux par le retour de mon aide de camp, qui a l'ordre de n'attendre qu'une heure votre réponse, pouvoir être à même de transmettre à l'empereur et roi mon maître, à Dresde, où son quartier-général était le 8 mai, des données positives, et lui faire connaître si cette conduite est le résultat des volontés de S. M. le roi de Danemarck, ou le produit de cette anarchie que les ennemis cherchent à ét blir dans différens pays. »

Mais, d'après les premières nouvelles que l'empereur avait reçues de l'incertitude de la conduite de la cour de Danemarck, qui devait être celle d'une rigoureuse neutralité, le 14 mai, il fit envoyer au prince d'Eckmülh par le prince major-général, la lettre suivante pour le baron Alquier, son ministre à la cour de Copenhague.

« En l'absence de M. le duc de Bassano, l'empereur m'ordonne, monsieur le baron, de vous adresser ci-joint copie de la correspondance qui vient d'avoir lieu entre le général Vandamme et un colonel danois, et de vous mander qu'il en a éprouvé une vive indignation. Sa majesté appelle cela le dernier coup de pied de l'âne. Croit-on que le lion est mort? Cette conduite répond mal à celle de l'empereur, qui s'est brouillé avec la Suède pour ne pas avoir consenti à voir enlever la Norwége au Danemarck; elle répond mal aussi à l'empres-

sement qu'a mis l'empereur à renvoyer les équipages danois.

» Vous voudrez bien, monsieur le baron, voir sur-le-champ le ministre des affaires étrangères, et demander même une audience au roi, si cela est nécessaire, pour porter plainte contre cet officier, et demander qu'il soit désavoué et puni. Si le Danemarck manquait à ce qu'il doit à la France, si le moindre acte d'hostilités était commis, l'intention de l'empereur est que vous demandiez vos passe-ports en lui déclarant la guerre. Cette inconséquence opérera sa ruine et lui fera perdre le Holstein.

» L'empereur aime à penser que cet officier aura agi légèrement sans sentir la conséquence de la démarche qu'il faisait, et que sa cour s'empressera de le désavouer. »

Non content de cette dépêche, l'empereur écrivit le même jour au prince major-général.

« Mon cousin, réexpédiez l'aide de camp du prince d'Eckmühl; faites-lui connaître que je suis indigné de la démarche des Danois, que je suis content de la réponse du général Vandamme; que Hambourg fait partie intégrante de l'empire, et que si les Danois l'oublient, je suis assez puissant pour les en faire repentir. Qu'il fasse passer la lettre ci-jointe à M. Alquier; que j'y porte plainte au gouvernement danois; qu'il y a dans tout cela un étrange renversement d'idées; qu'il

faut que tous ces hommes soient fous, et que la ville de Hambourg s'est indignement conduite; que les lettres interceptées qui m'ont été communiquées par mon cabinet prouvent la mauvaise conduite des sénateurs, etc., etc. »

Les négociations de la ligue du Nord, manquées à Stockholm et éludées à Copenhague, avaient été simplifiées peu de jours après par le traité du 3 mars, entre l'Angleterre et la Suède. Cette dernière puissance, dont la Russie ne s'était pas montrée aux conférences de Copenhague une amie bien sûre, s'était précipitée dans les bras de l'Angleterre. Ainsi le prince royal de Suède se trouva lié à la politique anglaise par la satisfaction de ses propres ressentimens contre Napoléon, et par l'intérêt de la nation suédoise, enrichie tout à coup de la possession de la Norwége. On retrouvera au plus haut degré dans la suite de cette histoire la force que le premier de ces sentimens a donné au second. Le cabinet anglais avait habilement apprécié, en traitant avec la Suède, la valeur de cette puissance morale pour ses desseins contre la France. Ce n'était pas la première fois que ce ministère observateur adoptait dans les alliances offensives contre Napoléon la combinaison des passions humaines; le moment était venu où elles allaient être mises en mouvement, et où elles deviendraient à elles seules de grandes puissances belligérantes; mais, en leur qualité d'ennemies ex-

traordinaires, elles auraient un arsenal particulier dont les armes seraient la jalousie, l'ingratitude, la vengeance et la trahison.

Ce traité de l'Angleterre et de la Suède avait été dans le parlement britannique l'objet des plus honorables débats, dont triompha dans les deux chambres l'influence si long-temps toute-puissante de lord Castelreagh. Il y fut réduit par l'opposition à sa plus simple expression, à l'énumération des violations manifestes qu'il renfermait. On fit remarquer la singularité de la condition qui en résultait pour le gouvernement anglais, celle d'être l'exécuteur d'un article secret du traité de Tilsitt, fait contre l'Angleterre. En effet ce nouveau traité sanctionnait la conquête violente de la Finlande, permise à la Russie par la France, à laquelle la Finlande n'appartenait pas plus que la Norwége n'appartenait à la Russie. Il sanctionnait de plus une compensation tout aussi usurpatrice en faveur du Danemarck par l'Angleterre, qui disposait d'états dans la basse Saxe, sur lesquels elle n'avait aucun droit, pas même celui de conquête. L'opposition parlementaire fut aussi énergique que généreuse, et elle semblait prophétiser ce grand système de spoliation et d'aristocratie autocrate qui d'abord, au nom de l'affranchissement de l'Europe, ensuite sous le nom si singulier de sainte-alliance, a fait entièrement oublier depuis les justes griefs du petit royaume

de Danemarck. L'état actuel de l'Europe prouve suffisamment que quand la conquête et la victoire ne sont pas immédiatement sanctionnées par la justice, elles ne peuvent plus l'être que par la violence. C'était ainsi que Rome jugeait les procès des peuples de l'Asie; elle brisait leurs fers, et elle leur donnait les siens.

CHAPITRE XVI.

Suite du séjour de l'empereur à Dresde, et des affaires d'Autriche.

L'EMPEREUR Napoléon avait donné à ses préparatifs militaires et à ses opérations les ailes de son génie. Il s'était élancé de Mayence à Lutzen comme il avait sauté les Alpes pour vaincre l'Autriche à Marengo, comme il était tombé tout armé à Iéna, où la Prusse périt dans une bataille. A sa voix les élémens et les événemens de la guerre avaient marché avec une rapidité qui avait dû étonner la politique contemplative de l'Autriche, et il n'était plus resté de place pour les préliminaires conciliateurs, parce que cette puissance avait été loin de se présenter à Paris après le retour de Napoléon, avec une intention aussi prononcée qu'elle l'avait fait à Wilna. La confédération du Nord venait d'être battue à Lutzen, où elle croyait écraser Napoléon. L'ivresse d'un tel succès qui, dans de telles circonstances, devait être moins étrangère que jamais à ce prince, quoiqu'elle ne l'eût point aveuglé sur sa position politique vis-à-vis de la maison d'Autriche, et encore moins sur sa position militaire vis-à-vis

des alliés, le mettait toutefois en état de poursuivre ses avantages et lui inspirait le désir de vouloir dominer les négociations entamées par le prince de Schwartzenberg. Il était d'ailleurs importuné par une réflexion dont la justesse fatiguait sans cesse son esprit. Il jugeait que l'Autriche, par les délais et les incertitudes de sa conduite, avait voulu donner le temps aux confédérés de s'approcher du Rhin, afin que le voisinage de la France donnât plus de poids, soit à la négociation, soit à la médiation de son beau-père.

Si telle fut la pensée de l'Autriche, elle avait embrassé une erreur qui pouvait devenir bien grave pour elle-même; car la campagne à jamais célèbre de 1814, qui multiplia d'une manière si glorieuse pour Napoléon la guerre autour d'un congrès, aura pu prouver depuis à cette puissance, malgré le poids qu'elle mit dans les forces des alliés, jusqu'à quel point une pareille combinaison pouvait être tournée contre ses auteurs par le génie de Napoléon et celui de son armée. Enfin le voici seul descendu dans la Germanie pour combattre tout le Nord et bientôt aussi toute l'Allemagne, et malgré la multitude et la force de tant d'ennemis, sans la trahison, la lutte ne serait pas inégale. Pendant une année encore les destinées de la France, et peut-être de l'Europe, devront dépendre d'une seule bataille; car l'Eu-

rope sembla craindre plusieurs fois de pousser à bout et d'immoler cette grande victime, qui lui paraît s'être dévouée à un dieu inconnu. Et en effet, pourquoi le cabinet de la coalition ramassera-t-il à Francfort un fil égaré de la négociation de Prague, quand les ponts du Rhin se seront brisés après l'exploit de Hanau derrière la retraite de Napoléon? Qui arrêtera encore l'empereur Alexandre dans sa course victorieuse? Qui le fera hésiter sur le bord du fleuve que la république avait nommé frontière de la France? Ne pourrait-il passer le Rhin à Manheim, sans perdre du temps à entraîner la Hollande et à violer la Suisse? Serait-il donc vrai que Napoléon, poursuivi, bloqué par toute l'Europe, ait dû persister à croire, même aux derniers jours du congrès de Châtillon, que cette Europe ne pouvait se passer de lui?....

Le 14 mai se lève pour Napoléon, avec l'inspiration des plus hautes pensées. La guerre occupe ses premiers momens. Il donne lui-même à son ambassadeur à Vienne le détail de la position de son armée. D'autres dépêches seront consacrées au développement de sa politique. Il semble qu'il voie déjà la guerre avec l'Autriche, tant il a à cœur que le comte de Narbonne soit instruit de tout ce qu'il juge devoir éclairer ou effrayer cette puissance.

Dresde, 14 mai..

« Monsieur le comte, l'empereur m'ordonne de vous donner aussi quelques détails sur les opérations militaires.

» Le duc de Bellune, avec quatre mille hommes de cavalerie et quarante mille d'infanterie, arrive ce soir à Wittemberg et se dirige sur Berlin.

» Le prince de la Moscowa, avec ses cinq divisions, ayant sous ses ordres le général Regnier, qui a quinze mille hommes, y compris les Saxons, part de Torgau et se dirige sur Luckau ; le général Lauriston part de Torgau et marche sur Krossen ; le général Bertrand, avec ses trois divisions, le corps du duc de Raguse, de trois divisions, celui du duc de Tarente, de trois divisions, et celui du duc de Reggio, de trois divisions, ont passé l'Elbe à Dresde et manœuvrent sur la route de Breslau.

» L'empereur avec toute sa garde, renforcée de la division Barrois est à Dresde.

» La cavalerie se repose sur les bords de l'Elbe. Le corps du général Latour-Maubourg est déjà de douze mille chevaux : la garde, qui en avait six mille, en reçoit sous peu de jours trois mille autres. La cavalerie saxonne traverse aujourd'hui Dresde; l'empereur en passe la revue. Ce sont trois mille hommes qui font bonne figure ici.

» Une colonne russe, qui était coupée, a perdu

à Bischoffswerda, dans un combat sanglant, deux mille hommes; on lui en a pris six cents. L'infanterie russe se montre en général aussi mauvaise qu'on l'avait pensé, et bien inférieure à la nôtre. La cavalerie n'ose plus approcher. Dans quelques jours nous aurons une cavalerie supérieure à celle de l'ennemi. Il a brûlé Bischoffswerda et les villages environnans. Voilà leurs adieux à l'Allemagne. »

Cette lettre est écrite sous la tente : celles qui suivent sont dictées pour le cabinet. Le caractère et l'esprit supérieurs de Napoléon sont tracés par lui-même dans les importantes dépêches qu'il adresse presque chaque jour à son ambassadeur. Cette continuité de correspondance dans des momens qui ne paraissent pas suffisans aux soins et aux opérations de la guerre, prouve aussi que journellement il méditait les moyens qu'il croyait les plus capables ou d'amener l'Autriche à se faire pour la France la médiatrice d'une paix continentale, mais honorable, ou de la ramener par tous les moyens dans les principes de l'alliance. Cependant malgré le besoin qu'il a de la paix et les efforts qu'il multiplie pour y parvenir, soit par la guerre, soit par la négociation, Napoléon, comme on l'a vu dans la dépêche du 12 mai, a donné à sa politique un caractère dont il défend à son ambassadeur de s'écarter. Il met sa dignité à ne pas tromper; il ne permet au comte de Narbonne ni

la jactance, ni le reproche; il met aussi sa prudence à éviter de précipiter l'Autriche dans des dispositions trop prononcées, si on lui montrait du mécontentement. Il ne veut pas que son ambassadeur dissimule, il veut qu'il soit réservé. *Soyez réservé et froid, mais non pas mécontent... Le mensonge n'est bon à rien, il ne trompe qu'une fois..... Laisser croire à l'Autriche que les rapports sont les mêmes, serait une perfidie.* Le 13 mai la scène n'est pas changée, le drame est toujours le même; mais Napoléon y fait paraître tout à coup des intérêts, des moyens qui étaient ensevelis dans le secret de son cabinet et inconnus de son ambassadeur; il va élever la position de M. de Narbonne vis-à-vis de son souverain, en l'appelant à de hautes confidences; il va élever aussi sa position vis-à-vis de la cour de Vienne, en lui donnant le droit de planer au-dessus des intrigues de ce cabinet par des révélations d'un ordre supérieur.

Dresde, 14 mai 1813.

« Monsieur le comte, j'ai mis sous les yeux de l'empereur votre lettre du 10, apportée par M. de Rumigny : je m'empresse de vous transmettre les ordres de sa majesté.

» La marche du prince Poniatowski est toujours l'affaire la plus pressante: M. de Rumigny lui porte l'ordre de se diriger sur Zittau, si la nouvelle de la bataille de Lutzen ne l'a pas fait ré-

trograder sur Cracovie. Mandez-lui aussi qu'il rejoigne l'empereur le plus tôt possible avec sa cavalerie, et qu'il double, s'il peut, ses colonnes.

» Le roi de Saxe écrit à l'empereur d'Autriche pour que ce corps prenne une nouvelle direction indiquée naturellement par la position actuelle de l'armée; il ferait un long détour et perdrait un mois en allant sur Renhans et la Bavière. Vous sentez combien il importe à l'empereur que ce renfort rejoigne le plus tôt possible. On ne peut supposer que ce changement de direction, que notre position militaire a même dû faire prévoir à Vienne, puisse être le motif de la moindre difficulté. M. de Vatzdorf reçoit l'ordre de sa cour de faire les démarches nécessaires, et vous envoie la copie de ses instructions; appuyez-le au besoin. Si cela était indispensable, remettez une note; levez même le ton, et dites à M. de Metternich, s'il fallait en venir là, que la mesure est comblée. Parlez alors des lettres interceptées, car il faut sauver le corps du prince Poniatowski. Vous pourriez donc aller jusqu'à menacer de demander vos passe-ports, mais sans l'exécuter. En vous prescrivant cette conduite, sa majesté désire que vous n'en veniez pas à ces extrémités; car elle a été sérieusement mécontente que vous ayez déjà employé de ces grands moyens sans une nécessité absolue, et l'intérêt du moment est de gagner du temps. Il est probable que la gauche de l'armée

sera à Berlin et nous à Breslau, quand cette lettre vous arrivera. Cette position appuiera donc aussi vos démarches. Le bataillon français a ordre également de se rendre à Zittau. L'empereur aime mieux qu'il se batte, et qu'il soit fait prisonnier par les Autrichiens, que de le voir se promener dans une autre direction que celle de l'armée. Le cabinet autrichien n'est pas assez fort pour faire un éclat dans cette circonstance : le prince de Schwartzenberg ne peut lui avoir laissé ignorer tous les moyens que l'empereur a à sa disposition; il sait bien que nous n'avons pas de levées à faire, qu'elles sont toutes faites. Les gardes d'honneur ont produit dix-sept mille hommes au lieu de douze mille. Ce corps, composé de gens qui ont servi, partie à l'étranger, presque tous dans la cavalerie, et en général l'élite de la France, est déjà animé du meilleur esprit. Notre entrée à Dresde, la retraite de l'ennemi, tout ce qui se passe, doit désiller les yeux de l'Autriche. Il est probable qu'on les ouvrira tout-à-fait quand on comptera cent vingt mille hommes à Vérone et autant à Mayence. Ces moyens, bien au-delà de ceux qu'on peut faire agir contre nous, et tout-à-fait indépendans de ceux que nous avions ici, feront probablement sentir la nécessité de changer de ton.

» Tout porte à croire que l'Autriche n'a pas sur tout ceci un plan arrêté. C'est de l'intrigue

et le désir secret de reprendre ce qui pourrait convenir, si les circonstances étaient favorables. De nouvelles lettres interceptées de M. de Stakelberg à M. de Nesselrode, et de M. de Humboldt au roi de Prusse, ne laissent plus de doute sur la duplicité de M. de Metternich. Le roi de Saxe a aussi remis à sa majesté toutes ses notes avec l'Autriche.

» Sans doute l'empereur est fort, et en mesure contre toute l'Europe. Mais il ne peut être indifférent à une nouvelle guerre qui mettrait cent cinquante mille hommes de plus contre lui, et qui demanderait de nouveaux sacrifices à ses peuples. Vous connaissez les sentimens de l'empereur pour l'impératrice, vous savez mieux que personne, M. le comte, combien l'empereur désire entourer cette princesse et le roi de Rome des sentimens de tous les Français. Le prince de Schwartzenberg sait, comme nous, combien il a fallu de temps pour effacer les anciennes et mauvaises impressions; il sait tout ce que l'empereur a fait pour faire aimer à la France l'alliance de l'Autriche. L'empereur pourrait-il donc être soupçonné de vouloir détruire son ouvrage? Ces réflexions et tant d'autres qui naissent des mêmes rapports ne peuvent vous échapper, M. le comte; vous les indiquer, c'est en faire un moyen de succès. Elles sont toutes rassurantes pour l'Autriche, puisqu'elles sont autant dans les sentimens de l'em-

pereur que dans sa politique. L'empereur pardonne à l'Autriche ce qui s'est passé ; il veut même l'ignorer ; il veut la paix ; il n'est pas éloigné d'adopter le *le statu quo ante bellum*. Quelque chose qui arrive, il désire même rester l'ami de la maison d'Autriche, à moins que cela ne devienne tout-à-fait impossible. Le prince de Schwartzenberg, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le mander, est plus propre que personne à être l'intermédiaire de tout ce qui peut contribuer à maintenir de bonnes relations ; car il sait mieux que personne ce que peut le génie de l'empereur, quels sont les moyens de la France. Quant aux Bourbons, vous ne devez jamais en parler, personne en France ni en Europe, pas même en Angleterre ne songe à eux ; une nation qui vient de lever sans efforts douze cent mille hommes sur un mot de l'empereur, ne rentrera jamais sous leur joug. Il n'y a pas plus de raison pour qu'il soit question d'eux que des Montesquiou, qui prétendent descendre de Charlemagne ou de Clovis. Si les circonstances deviennent graves, ce que l'empereur ne pense pas, il *ne peut nous échapper qu'il s'arrangerait avec l'empereur Alexandre.* Pour que ces deux souverains s'entendent, il faut peu de chose. Qu'est-ce qui importe à la Russie ? le système continental et la Pologne. Nous avons renoncé au système continental pour la Russie et l'Italie : l'Allemagne et l'Espagne importent bien

plus à l'empereur que la Pologne. Que gagnerait donc l'Autriche à nous pousser à bout? En empêchant l'empereur de disposer de ses troupes, elle amènerait un rapprochement avec la Russie. On connaît l'estime et même l'amitié que l'empereur Alexandre a pour l'empereur. On sait bien que tout ce qui a été dit de personnel contre lui a toujours été désavoué par ce prince, et que, de son côté, l'empereur Napoléon a toujours distingué ce qui venait de son ancien allié de ce qui était du fait des agens subalternes. On sait aussi que la correspondance fréquente et sur toute espèce de sujets de ces deux souverains n'a jamais été suspendue, même au plus fort de la guerre. Vous, M. le comte, qui avez eu l'honneur d'approcher l'empereur, vous savez mieux que personne qu'il n'a aucune folie en tête; qu'il a toujours regardé la Pologne comme un moyen, mais pas comme une affaire principale. Il ne peut échapper à l'Autriche qu'en satisfaisant la Russie sur ce point, nous avons un moyen de l'humilier et de la réduire à rien. Quelle concession ne ferait pas l'empereur Alexandre, si, pour se tirer d'embarras, on lui cédait la Pologne! *Une mission au quartier-général russe partagerait le monde en deux.*

» Ces réflexions toutes naturelles vous disent, M. le comte, tout ce que peut l'empereur, si on le pousse à bout, et tout ce que l'Autriche doit

craindre si elle ne revient pas au désir de profiter encore des avantages de son union avec la France.

» Dans l'enthousiasme de sa médiation armée, le cabinet de Vienne, *qui croit déjà régler le sort de tous les états de l'Europe*, paraît avoir oublié que l'intégrité de la France, et des états liés à son système, par conséquent de la confédération et du duché de Varsovie, nous est garantie par le traité d'alliance. M. de Metternich aurait-il oublié ces stipulations, comme celles relatives au contingent? On doit le croire d'après ce qu'il se permet de vous dire.

» L'empereur vous dit tous ses secrets, afin de régler votre marche. Il veut que vous soyez froid, mais doux, et que vous ne laissiez rien deviner. Il ne faut attacher aucune importance à ce que ses nouvelles soient dans les gazettes autrichiennes. Votre réserve et votre indifférence sont les meilleurs moyens de faire revenir cette cour de la sotte position où elle s'est mise. Vous sentirez que tous ces détails ne peuvent être que pour vous, et que vous ne devez en faire usage, ainsi que des moyens de fermeté, qu'autant que vous auriez déjà tout épuisé.

» Si on vous parlait de la Silésie, l'empereur vous renouvelle l'ordre de ne rien dire. Vous n'avez point d'instruction : vous devez donc vous borner à écouter, et à transmettre ce qu'on vous dira. »

Dresde, 14 mai 1813.

« Monsieur le comte, pour que votre excellence connaisse bien les intentions de l'empereur et la situation des affaires, sa majesté m'ordonne d'ajouter à la longue lettre, que je viens d'avoir l'honneur de vous écrire, que l'Autriche a trois partis à prendre dans les circonstances actuelles: être *neutre*, *alliée* ou *ennemie*. Sa majesté préférerait que cette puissance restât neutre, mais sans armes, et par conséquent sans lui donner d'inquiétudes; car l'expérience a prouvé qu'on ne peut compter sur l'alliance, et il faudrait payer son assistance par la Silésie, ou les provinces Illyriennes, ce qui ne peut être dans les intérêts de l'empereur. Aujourd'hui sa majesté est dans un tel degré de puissance, et cette puissance sera surtout si formidable dans un mois, que l'empereur préférerait sa neutralité, ensuite l'alliance, à la guerre. Vous ne devez faire aucun usage de ces détails confidentiels sur la pensée de l'empereur. Ils doivent seulement vous guider pour les informations à prendre et les comptes à rendre. »

La première de ces deux dépêches doit occuper la pensée du lecteur. Napoléon a commencé par tracer à son ambassadeur la conduite qu'il devra tenir vis-à-vis du cabinet autrichien, par rapport au corps du prince Poniatowski et au bataillon français, dont il demande impérieusement le re-

tour à ses drapeaux. Il lui parle avec complaisance des moyens militaires qu'il a à sa disposition. Il lui reparle encore des preuves de connivence hostile de l'Autriche avec les alliés, dans les lettres interceptées à Dresde : des considérations et des affections de famille, qu'il croit capables de toucher son beau-père, prennent leur place naturelle parmi les intérêts que l'Autriche doit conserver. Il déclare qu'il pardonne à l'Autriche; il déclare qu'il veut la paix; et aussitôt, après avoir dit, *qu'il n'est pas éloigné d'adopter le statu quo ante bellum*, état qui ne pouvait déjà plus être dans la question, par une sage modération, il va lui-même au-devant de ce que cette idée pourrait inspirer d'étonnement, et, *quelque chose qui arrive*, dit-il, il désire rester l'ami de la maison d'Autriche. Pour le prouver, il indique, comme intermédiaire, *plus propre que personne*, le prince de Schwartzenberg, l'ambassadeur de la cour de Vienne auprès de lui. De là, comme saisi tout à coup par un songe sur l'avenir : *Quant aux Bourbons, vous ne devez jamais en parler*, etc. Cette réminiscence prophétique, que sa propre réfutation rend encore plus remarquable, pourrait faire croire que Napoléon, à qui jamais nul homme n'a ressemblé, avait des intelligences avec le destin. Le penchant qu'on lui a toujours supposé pour le fatalisme semblerait au premier abord pouvoir être prouvé par cette menace,

qu'il se faisait à lui-même, au milieu d'une dépêche, qui paraissait n'avoir pour antécédent que la victoire de Lutzen, pour objet que la guerre et la négociation de la paix, pour but que la paix. Et cette paix à laquelle il dévouait toutes les ressources de son génie militaire et toute sa pensée politique, cette paix ne devait-elle pas le rendre, avec plus de garanties que jamais, paisible possesseur du trône, qu'il avait conquis, non sur les Bourbons, depuis long temps, comme il le disait, *hors de la question de l'Europe*, mais sur la république, gouvernement établi et reconnu par toute l'Europe. Cette excursion singulière, hors de sa situation connue, révélerait donc un mystère, qu'aucun observateur n'aurait pénétré jusqu'alors : c'est-à-dire le pressentiment secret de la famille des Bourbons, que Napoléon oubliait dans ses prospérités, et qui lui revenait comme un fantôme menaçant dans ses infortunes.

Sans doute ces considérations sont spécieuses, et elles pourraient être justifiées, en partie, par certaines circonstances de la vie de Napoléon. Mais, en s'y livrant, on s'écarterait tout-à-fait de la vérité. La forme de l'idée qu'exprimait Napoléon, pouvait avoir quelque chose d'impétueux, d'imprévu même, tandis que cette idée, jetée dans cette dépêche, était une réponse directe à une attaque personnelle de la plus haute gravité, dont le parlement d'Angleterre avait re-

tenti deux mois auparavant. Ce que Napoléon disait à son ambassadeur était une contre-déclaration à la déclaration de Hartwell du 1er. février de la même année [1]. Cette déclaration du roi Louis XVIII, après un silence de neuf années, et immédiatement après le désastre de Moscou,

---

[1] *Déclaration d'Hartwel.*

» Louis XVIII, etc., etc., etc., Le moment est enfin arrivé où la divine Providence semble prête à briser *l'instrument de sa colère! L'usurpateur du trône de Saint Louis, le dévastateur de l'Europe* éprouve à son tour des revers. Ne feront-ils qu'aggraver les maux de la France, et n'osera-t-elle renverser un pouvoir odieux que ne protégent plus les prestiges de la victoire? Quelles préventions ou quelles craintes pourraient aujourd'hui l'empêcher de se jeter dans les bras de son roi, et de reconnaître, dans le rétablissement de sa légitime autorité, le seul gage de l'union, de la paix et du bonheur, que ses promesses ont tant de fois garanties à ses sujets opprimés?

» Ne voulant, ne pouvant tenir que de leurs efforts le trône, que ses droits et leur amour peuvent seuls affermir, quels vœux seraient contraires à ceux qu'il ne cesse de former? Quel doute pourrait-on élever sur ses intentions paternelles.

» Le roi a dit, dans ses déclarations précédentes, et il réitère l'assurance que les corps administratifs et judiciaires seront maintenus dans la plénitude de leurs attributions; qu'il conservera leurs places à ceux qui en seront pourvus et qui lui prêteront serment de fidélité; que les tribunaux dépositaires des lois, s'interdiront toutes poursuites relatives à

était un véritable manifeste à la France pour le renversement de Napoléon, et le rétablissement de la dynastie royale. Elle avait été publiée à Londres, et avait été portée sur les côtes de France par les croiseurs anglais. A la vérité, la police des douanes françaises était si rigoureuse sur les rivages qui regardent l'Angleterre, que cette déclaration n'avait pu pénétrer dans l'intérieur. Mais les journaux anglais, dont Napoléon se faisait faire chaque jour des extraits,

---

ces temps malheureux, dont son retour aura scellé pour jamais l'oubli; qu'enfin le code, *souillé du nom de Napoléon*, mais qui ne renferme, en grande partie, que les anciennes ordonnances et coutumes du royaume, restera en vigueur, si l'on en excepte les dispositions contraires aux dogmes religieux, assujettis long-temps, ainsi que la liberté du peuple, aux caprices du tyran.

» Le sénat, où siégent des hommes que leurs talens distinguent à si juste titre, et que tant de services peuvent illustrer, aux yeux de la France et de la postérité; ce corps, dont l'utilité et l'importance ne seront bien reconnues qu'après la restauration, peut-il manquer d'apercevoir la destinée glorieuse qui l'appelle à être le premier instrument du grand bienfait qui deviendra la plus solide comme la plus honorable garantie de son existence et de ses prérogatives?

» A l'égard des propriétés, le roi, qui a déjà annoncé l'intention d'employer les moyens les plus propres à concilier les intérêts de tous, voit les nombreuses transactions qui ont eu lieu entre les anciens et les nouveaux propriétaires, rendre ce soin presque superflu. Il s'engage maintenant à interdire

avaient rendu un compte très-détaillé de la discussion, que la publication de cette pièce en Angleterre avait élevée dans le parlement. Cette séance avait eu lieu le 12 mars. Lord Castelreagh y avait été vivement interpellé par M. Wittbread, qui l'avait sommé de déclarer, *si cette adresse au peuple français avait été publiée avec le concours*

aux tribunaux toutes procédures contraires à ces transactions, à encourager les arrangemens volontaires, et à donner lui-même, ainsi que sa famille, l'exemple de tous les sacrifices qui pourront contribuer au repos de la France et à l'union sincère de tous les Français.

» Le roi a garanti à l'armée la conservation des grades, emplois, solde et appointemens dont elle jouit à présent. Il promet aussi aux généraux, officiers et soldats qni se signaleront en faveur de sa cause, inséparable des intérêts du peuple français, des récompenses plus réelles, des distinctions plus honorables que celles qu'ils ont pu recevoir d'un usurpateur, toujours prêt à méconnaître ou même à redouter leurs services. Le roi prend, de nouveau, l'engagement d'abolir cette conscription funeste qui détruit le bonheur des familles et l'espérance de la patrie.

» Telles ont toujours été, telles sont encore les intentions dn roi. Son rétablissement sur le trône de ses ancêtres ne sera pour la France que l'heureuse transition des calamités d'une guerre, que perpétue la tyrannie, aux bienfaits d'une paix solide, dont les puissances étrangères ne peuvent trouver la garantie que dans la parole du souverain légitime.

» Donné à Hartwell, le 1er. février 1813.

» Louis. »

des ministres, et ce ministre s'était contenté de répondre, *qu'elle l'avait été sans leur sanction*. Ainsi c'était à son acte de proscription, que Napoléon vainqueur à Lutzen, répondait du palais de la ville de Dresde. Il voulait mettre son ambassadeur dans la voie d'une réfutation vigoureuse, si cette déclaration avait pris quelques racines dans les opinions de Vienne. Ainsi ce qui, au premier coup d'œil, semblerait un écart de l'esprit de Napoléon, était, au contraire, une vive expression de la confiance qu'il avait, au moins sous ce rapport, dans sa situation actuelle.

Par une transition également brusque, Napoléon se retrouvait sur son terrain moins avec la sagacité de sa politique, qu'avec sa confiance dans son étoile. *Une mission au quartier-général russe couperait le monde en deux*. Le temps de ce partage était passé, depuis la paix de Tilsitt; et surtout depuis l'entrevue d'Erfurt ! Mais le temps était venu, où Napoléon songeait à sacrifier à la paix la Pologne elle-même.

La fin de cette dépêche, où l'empereur déclare à M. de Narbonne *qu'il lui dit tous ses secrets*, jette un regard bien hardi sur l'avenir de la maison d'Autriche. Il voyait déjà dans la conduite de cette puissance une menace *contre l'intégrité de la France*, le moment où le traité d'alliance serait rompu, et le *projet de dominer les états de l'Eu-*

rope! Mais loin qu'une telle prévision fût pour Napoléon une faculté fatale à sa situation vis-à-vis de lui-même et à ses intérêts, et, comme s'il se repentait d'avoir paru à son ambassadeur redouter un moment la maison d'Autriche, dans la seconde dépêche il lui dit que, *loin de consentir jamais à payer l'assistance de l'Autriche ou par la Silésie ou par les provinces Illyriennes, sa puissance serait si formidable dans un mois, qu'il préférerait la neutralité de l'Autriche à l'alliance et l'alliance à la guerre seulement.* Cette seconde dépêche ne prouvait pas que Napoléon ne voulût plus faire la paix. Elle prouvait ce que disait la première, qu'il aimait mieux la faire par la Russie seulement.

Le traité de Tilsitt et ses articles secrets, et le projet de traité qui renouvelait celui de Paul Ier., pour le renversement de l'empire turc en Europe et pour la conquête combinée de la presqu'île de l'Inde, avaient peut-être laissé dans l'esprit de Napoléon des traces plus profondes que le désastre de Moscou. Napoléon avait des préférences pour certains événemens de son histoire, et il venait d'écrire *qu'une mission au quartier-général russe couperait le monde en deux*. Cet étrange souvenir de la maison de Bourbon n'est-il pas encore une nouvelle preuve de l'empire que telle opération de sa politique conservait sur sa pensée? Car dans la révolution qu'il avait faite en

Espagne, indépendamment de cet intérêt premier, qui l'avait dominé, celui de ravir à l'Angleterre une vaste forteresse toujours armée contre la France dans la péninsule, il avait profondément senti celui qu'on avait fait valoir pour le déterminer à cette conquête, c'est-à-dire, le complément du détrônement de la maison de Bourbon en Europe. Il crut malheureusement pouvoir abandonner le reste à son frère.

Toutefois, et on le voit par de telles dépêches, écrites de Dresde, au sein de la victoire, la manière dont il parle de ses ressources et de l'Autriche, prouve qu'il connait tous ses périls. Jamais homme ne fut plus son prophète, et il fut peut-être autant entraîné par sa propre nature à perdre sa haute fortune qu'à l'acquérir. S'il avait de l'ardeur pour la prospérité, il n'avait pas de souplesse dans le malheur. Il voyait venir l'infortune et il ne pouvait transiger avec elle. Il était bien plus facile avec celle de ses ennemis. Il avait pour eux une générosité qu'il n'était pas de son caractère d'avoir pour lui-même. Ainsi il avait laissé remonter sur leurs trônes le roi de Prusse à Tilsitt et l'empereur François après Austerlitz. Il avait pris Berlin, il avait pris Vienne deux fois, et bientôt il allait combattre le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Il le savait. Il savait aussi qu'il pouvait succomber: mais il considérait froidement dès-lors, qu'après avoir épuisé pour leur résister

où pour en triompher tout ce qu'il avait reçu de prudence, d'activité, d'audace et de génie, il n'y avait plus pour lui de condition dans le monde.

Un autre souverain que Napoléon eût peut-être, en de telles circonstances, accepté, dès le principe, la médiation de l'Autriche avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire avec sa réintégration dans toutes les possessions qu'elle avait perdues depuis la révolution française. Mais il n'était pas dans la nature de Napoléon d'accepter ou la paix de Vienne, ou la paix de Berlin, ni même celle de Tilsit, encor moins la paix de Paris. Après avoir reçu toutes les largesses de la fortune, il ne pouvait en accepter les aumônes. Il rêvait même, et c'était sans doute ce qu'il pouvait rêver de plus vain, qu'il pourrait redevenir citoyen de l'Europe, dont il avait été le maître. Il avait voulu élever la France au plus haut degré de gloire et de prospérité ; et, dans l'impossibilité d'y parvenir, regardant son ouvrage comme imparfait et sa gloire comme incomplète, croyant enfin son génie vaincu par le destin, il préférait perdre le trône et rentrer dans la foule.

Cependant par la même raison qu'il est doué d'un courage inépuisable, l'espérance lui reste toujours : ainsi, après avoir vu du même regard les Bourbons reparaître, la France envahie et mutilée, et l'Autriche dominant l'Europe, il écrit

à son ambassadeur qu'il va être encor plus formidable à ses ennemis. Ainsi, un an plus tard, vainqueur dans un combat à trente lieues de sa capitale, il dira, qu'il est plus près de Vienne que l'empereur d'Autriche ne l'est de Paris : ainsi, dix-huit ans plus tôt, le général Bonaparte disait au comte de Meerveldt, négociateur à Léoben, *Monsieur le comte, la balle qui me tuera, portera mon nom !*

La tempête qui gronde dans un ciel serein ou nébuleux, la tempête qu'on ne peut voir, dont l'explosion est inconnue soit pour le lieu, soit pour le temps, est une force à part dans la nature. Napoléon était cette tempête qui grondait toujours sur l'horizon politique de l'Europe. Son silence même était encore plus effrayant que ses menaces. L'Europe la conjurait depuis quinze ans, sans vouloir se rendre compte des causes qui alimentaient son irritation. Ces causes étaient cependant manifestes. C'était au premier rang la résistance opiniâtre de l'Angleterre et son agression perpétuelle, soit par des hostilités qui lui étaient propres, soit par les guerres que sa politique ou soudoyait ou suscitait à la France sur le continent ; car, par une fatalité déplorable, Napoléon et l'Angleterre avaient un égal besoin de la guerre, l'un pour arriver à la paix générale, qui seule pouvait faire jouir la France de la prépondérance qu'il lui avait donnée par ses victoires ;

l'autre pour enlever à son ennemi tout espoir d'y parvenir. Indépendamment de ce duel perpétuel entre les couronnes de France et d'Angleterre, Napoléon était encore journellement irrité par la conviction où il était de la fausse amitié de tous les souverains, qui, presque toujours agresseurs, avaient toujours été vaincus, et toujours avaient été replacés par lui sur leurs trônes.

Toutes ces causes réunies suffisaient sans doute pour porter au plus haut degré la fermentation dont le caractère de Napoléon était susceptible, en raison des obstacles qui arrêtaient ses desseins. Il était résulté de là qu'après avoir été le salut de toutes les monarchies par son avénement à l'empire, il était devenu le grand péril, le péril caché des dynasties, parce que leur dépendance était un des élémens nécessaires du grand système qu'il avait conçu pour la régénération de l'Europe. Toutefois, malgré cette crainte universelle, que les commotions subites de l'âme de Napoléon jetaient dans tous les cabinets, ceux-ci, qui étaient si prodigues de leurs terreurs, étaient économes de leurs ressentimens. Ils portaient le joug et ils dissimulaient la passion de leur délivrance. Ils attendaient qu'un événement plus fort que leur danger vînt changer tout à coup, comme un tremblement de terre, l'atmosphère du monde. Ce

phénomène redoutable était descendu lentement du Nord, s'était grossi dans sa route, et il menaçait déjà plus que la France; mais le géant de la guerre avait subitement reparu en Allemagne, et il partageait encore les dieux.

CHAPITRE XVII.

Suite du séjour de l'empereur à Dresde. — Arrivée de M. de Bubna. — Lettre de l'empereur d'Autriche. — Mouvemens militaires. — Départ de Dresde.

Le rapport des dernières conférences du duc de Bassano avec le prince de Schwartzenberg était parvenu à l'empereur à Lutzen la veille de la bataille. Celui qui rendait compte de l'effet que cette victoire avait produite sur la capitale et sur le corps diplomatique, parvint à Dresde à l'empereur le 15 mai.

Le duc de Bassano écrivait :

« La nouvelle du brillant succès, qui a appris à l'Europe l'arrivée de votre majesté à la tête de ses armées, a produit ici la sensation la plus vive. Les membres du corps diplomatique, que je viens d'entretenir les uns après les autres, m'ont paru plus étonnés de la manière dont l'esprit public s'est manifesté, que de la victoire elle-même. Le comte de ..... et le baron de ..... expédient en ce moment des courriers à leurs cabinets. Ce qu'ils écrivent diffère sans doute beaucoup de ce qu'ils n'ont cessé de mander depuis quelques mois. Aux clameurs de la malveillance, au silence

des hommes douteux et à l'anxiété des gens dévoués ont succédé les élans de la joie et de l'espérance. Mais si lors des campagnes qui ont précédé la dernière, on ne cherchait dans un succès que le présage et la garantie d'une gloire nouvelle, aujourd'hui que la confiance est ébranlée, que des questions si graves doivent être résolues sur le champ de bataille, on ne veut y voir qu'un gage donné par la fortune pour le repos et pour la paix.

» *Le moment est venu, où tout Français qui a de l'honneur doit vaincre ou mourir.* Je n'ose croire que ces paroles placées dans la bouche du général Gouré aient été l'expression d'un sentiment qui porterait votre majesté à ne pas ménager sa vie. Elles jetteraient l'égarement dans toutes les âmes. Peut-être aussi, permettez-moi, sire, de vous le dire, seraient-elles, sous d'autres rapports, peu propres à calmer les esprits. La question pour la France ne saurait se réduire à des termes aussi simples, les nations ne peuvent pas se placer dans une telle alternative; elles ne meurent pas; elles se fatiguent de la nécessité de vaincre toujours.

» Vous avez vaincu : la victoire vient d'effacer l'impression de ces désastres, qui n'avaient rien ôté à votre gloire. La modération qui est dans vos résolutions, mais qui aurait pu paraître sans dignité dans les revers, ne lui portera désormais

aucune atteinte, et cette paix, le seul vœu, le besoin pressant de la France, quelques sacrifices que vous lui fassiez aujourd'hui, sera toujours une paix glorieuse. »

Le prince de Schwartzenberg avait annoncé à Paris, dès le 26 avril, époque à laquelle la victoire de Lutzen n'était pas prévue, *que son souverain informerait sous peu l'empereur Napoléon de la démarche très-péremptoire qu'il comptait faire vis-à-vis des puissances alliées, pour les amener à des explications finales*. En effet, le 16 mai, le lendemain de la réception du rapport du duc de Bassano, dont les termes ne pouvaient que fortifier davantage dans l'esprit de Napoléon la volonté qui le portait à traiter avec les alliés, le comte de Bubna arriva à Dresde porteur de la lettre suivante de l'empereur d'Autriche pour l'empereur Napoléon.

« Monsieur mon frère et très-cher beau-fils,

» J'envoie le comte de Bubna près de V. M. impériale *dans le moment le plus important qui puisse s'offrir pour nos empires*. C'est à cette époque que je réclame la plus entière confiance.

» Mais je me suis empressé de vous prévenir, monsieur mon frère, par une lettre du 26 avril, que je ferai très-incessamment une démarche péremptoire près des puissances pour les amener à des explications finales *sur le moyen d'un arran-*

gement général. Je viens d'envoyer le comte de Stadion au quartier-général russe et prussien. *J'ai cru devoir attendre, pour effectuer cet envoi, le moment que depuis long-temps j'ai prévu, celui où une première affaire aurait amorti bien des passions, et dissipé beaucoup de chimères. Ce moment est venu*, et votre majesté a devant elle la plus belle des chances, *celle de donner à la suite d'une opération brillante la paix au monde.*

» Votre majesté connaît mes principes, ma façon de penser et d'agir. Elle sait que je ne saurais remplir à demi un devoir. En me chargeant du rôle honorable de ramener un état de repos tant désiré, je dois en vouloir les moyens. Les moyens résident dans la modération de mes vues, et dans l'appui que doit espérer de la part du médiateur la cause de la justice et de la raison.

» J'ai fait demander aux cabinets russe et prussien quelles sont leurs prétentions. Je les porterai incontinent à la connaissance de V. M. impériale. Le comte de Bubna est chargé de placer sous ses yeux quelques points que je crois surtout devoir servir de base à un arrangement, et sur lesquels je désirerais particulièrement m'entendre avec elle. Si votre majesté veut peser mes idées, avec cette impartialité qui doit présider à tout arrangement stable, il est impossible qu'elle ne se con-

vainque *que le médiateur est l'ami de votre majesté, et que, sans partager aucun point de vue exagéré, il est prêt à soutenir une cause, qu'il serait difficile de ne pas regarder comme aussi française, qu'elle a de droits à devenir générale en offrant de véritables chances de repos.*

» Si votre majesté seconde mes efforts *par cette modération qui placera son règne parmi les plus glorieux, qui assurera l'avenir le plus heureux à V. M. impériale, en asseyant sur des bases inébranlables la dynastie qu'elle a fondée, et dont l'existence est confondue avec la mienne*, je me féliciterai d'avoir contribué à l'œuvre la plus salutaire.

» Le comte de Bubna dira à V. M. impériale, que si une négociation peut s'ouvrir sous des auspices qui en fassent espérer un résultat prospère, *je me rapprocherai sur-le-champ de mes frontières*, pour abréger autant que faire se pourra, les distances et lever par conséquent une des difficultés qui pourraient s'opposer à l'accord le plus prompt entre les cours.

» Votre majesté *voit que je ne lui fais pas porter les présentes explications par un négociateur*. Elle a honoré le comte de Bubna de ses bontés. Il me suffit que mes vues soint placées simplement sous ses yeux, pour que je ne puisse douter qu'elle ne leur rende justice. Je la prie de recevoir les assurances

du très-sincère attachement ainsi que de la haute considération avec lesquels je suis,

» Monsieur mon frère et cher beau-fils, de V. M. impériale le bon frère et beau-père.

» *Signé* François.

» Vienne, le 11 mai 1813. »

Cette lettre d'une haute importance, remarquable d'ailleurs par le ton d'amitié et de paternité qui adoucissait ce qu'elle renfermait de positif et de pressant, portait malheureusement avec elle un correctif et une contradiction dont l'amertume devait blesser profondément l'empereur des Français.

Le choix de M. de Stadion, l'ennemi connu et personnel de Napoléon et de la France, pour représenter l'empereur d'Autriche auprès des souverains de la Russie et de la Prusse, était nécessairement aux yeux de Napoléon une véritable hostilité. C'était renforcer des ennemis déjà bien passionnés, de toute la partialité d'un homme plein de passion. C'était aussi s'ôter le moyen de faire entendre raison à ceux à qui l'empereur d'Autriche faisait dans sa lettre une application si directe, quand il disait, « *J'ai attendu pour faire cet envoi* (celui de M. de Stadion) *le moment que depuis long-temps j'ai prévu, celui où une première affaire aurait amorti bien des pas-*

sions et dissipé beaucoup de chimères. » Pourquoi alors l'empereur François envoyait-il à ceux qui avaient les passions et qui nourrissaient les chimères, avant la victoire de Napoléon, l'homme qui, après cette victoire, devait les réveiller avec le plus de succès. Il est bien plus honorable pour ce prince de croire qu'il n'avait pas *prévu ce moment*, que le choix de M. de Stadion était convenu depuis l'acceptation de la médiation par les alliés, et que l'envoi d'un tel plénipotentiaire, ennemi acharné du vainqueur, était la suite d'un système concerté avec les négociateurs de l'Autriche, soit à Wilna, soit à Vienne, soit à Breslau. La présence de M. de Stadion au quartier-général russe ne pouvait être qu'une manifestation officielle des intentions antérieurement échangées entre l'Autriche et la ligue du Nord. L'Autriche, qui s'était placée comme médiatrice, n'avait été acceptée par les alliés que sous des conditions, dont la personne de M. de Stadion était la garantie.

Il eût donc été impossible à ce négociateur, quelles que fussent d'ailleurs ses qualités personnelles, de rester purement Autrichien entre les partialités russe et prussienne. Ainsi, au lieu d'un commissaire impérial, l'empereur François qui, dans sa lettre, se déclarait LE MÉDIATEUR AMI DE NAPOLÉON, envoyait aux alliés un auxiliaire intéressé à mettre du côté des ennemis de

la France *le poids de la puissance autrichienne*, que son cabinet ne cessait d'offrir à la France. Mais M. de Stadion était-il donc absolument une partie nécessaire du cabinet de Vienne? Si cela était, pourquoi l'empereur d'Autriche, au lieu de le nommer auprès des souverains alliés, ne le nommait-il pas auprès de son gendre? Ce prince eût fait en cela une déclaration de force et de franchise; il eût prouvé, *qu'il ne partageait aucun point de vue exagéré*. Ce choix, qui sans doute eût manqué à certaines convenances, n'eût pas ôté au moins à la politique de ce souverain, tout ce que sa lettre présentait de généreux, d'impartial et de favorable à la cause qu'il embrassait. Ce choix n'eût pas donné à Napoléon la conviction que son beau-père avait une arrière-pensée. Peu importait en effet l'opinion du négociateur placé près de Napoléon. Il ne pouvait influer sur la conduite de ce prince, qui d'ailleurs avait son ambassadeur à Vienne. Ce qui importait, c'était d'avoir un véritable ami de la paix près des souverains alliés, dont ce négociateur était le modérateur nécessaire, puisqu'il était le seul intermédiaire. Les événemens postérieurs et prochains, justifieront ces observations.

En un mot il n'y avait aucun danger à envoyer M. de Stadion à l'empereur Napoléon, si ce choix ne pouvait être évité, et il y avait avantage pour *donner la paix au monde*, à accréditer le comte

de Bubna auprès des souverains alliés. Alors il n'aurait plus été possible de douter que l'Autriche n'eût voulu *mettre sa prépondérance du côté de ceux qui auraient embrassé la cause de la justice et de la raison.*

Le comte de Bubna avait été admis le 16 mai à remettre, à l'empereur Napoléon, la lettre de l'empereur d'Autriche. Le duc de Vicence avait été chargé de causer avec lui à son arrivée. Dans cette conférence, comme dans l'audience que Napoléon accorda à M. de Bubna, ce négociateur s'attacha à faire agréer à l'empereur l'objet de sa mission, c'est-à-dire « l'utilité qui pouvait résulter pour sa majesté d'une médiation de famille, de celle de l'Autriche : cette médiation se présentait comme d'autant plus avantageuse à sa majesté, qu'à une époque aussi critique, après les événemens qui s'étaient passés, l'intervention d'une médiation armée, dont toute la faveur serait pour la France, était dans les sentimens de l'empereur d'Autriche un gage personnel d'attachement, que son souverain avait voulu donner à l'empereur des Français. » Il chercha à faire sentir, « que la médiation armée était la seule qui pût rabattre les prétentions exagérées que les succès de l'hiver avaient pu donner aux alliés, enfin, que convaincu que l'empereur Napoléon ne désirait qu'une paix juste, honorable et tranquillisante pour l'Europe, l'Autriche avait pris la seule attitude qui pouvait

obliger la Russie et la Prusse à y souscrire. »

Napoléon, pour qui la médiation armée de l'Autriche son alliée était une injure et une menace, se contenta de répondre à M. de Bubna, par les motifs d'intérêts puissans qui devaient faire continuer à l'Autriche les relations de l'alliance, n'admettant pas même qu'elle pût en sortir. Il parla avec complaisance des avantages que désirait l'Autriche, et d'autres qu'il serait encore disposé à lui faire, si l'effet des relations de son alliance, la portait à une coopération dont la supposition seule serait d'un grand poids, pour amener à cette pacification, qui était l'objet de leurs désirs communs. Il aurait voulu *que l'Autriche se présentât à ses côtés avec toutes ses forces, dans la question de la paix, sauf à n'appuyer que ce qu'elle aurait cru dans l'intérêt général.* Cette combinaison plaçait la France avantageusement, et comme elle avait le droit de la réclamer d'après l'alliance, pour le début des négociations. *Les alliés*, disait Napoléon, *seront d'autant plus modérés, qu'ils verront l'Autriche et la France plus unies.*

Napoléon avait raison; mais l'Autriche, par une telle conduite, entièrement conforme aux traités récens et à l'alliance de famille, eût abjuré trop hautement le parti qu'elle avait pris; elle eût trahi ses nouveaux alliés, qu'elle était bien loin de vouloir décourager; d'ailleurs elle voulait autre

chose qu'une simple pacification par son intermédiaire. L'Autriche avait grandi auprès des alliés par leur défaite de Lutzen ; elle s'était placée de manière à ce que sa politique gagnât par leurs revers en dominant la négociation, et s'élevât aussi par nos succès en reprenant l'alliance ; aussi elle montrait déjà par son attitude qu'elle ne voulait plus retomber dans le rôle secondaire qu'elle remplissait depuis long-temps; elle aspirait à marcher au moins l'égale des deux grandes ennemies de sa vieille politique, la France et la Russie. Le titre de médiateur ne fut et ne pouvait donc être pour elle que le prête-nom de ce qu'elle voulait être, c'est-à-dire l'arbitre de l'Europe, soit pour la paix, soit pour la guerre. Dans ses combinaisons, *la paix du monde*, si fastueusement rappelée, n'était pas le moyen, mais pouvait être le résultat de son intervention, dont le véritable but était son affranchissement personnel de l'influence des deux grands empires, dont elle était depuis la paix de Presbourg l'alliée si incertaine, l'ennemie cachée et la vassale désespérée.

Dans cette même conférence, Napoléon voulut donner au comte de Bubna, dont il estimait particulièrement le caractère, une preuve très-remarquable du désir qu'il avait de traiter de la paix. Cette confidence honorable pour M. de Bubna semblerait être faite dans le cabinet de Napoléon

à son propre ministre. « Je suis prêt, dit l'empereur, à accéder à une armistice dont la base serait que les alliés se retirassent derrière l'Oder et l'armée française derrière l'Elbe, et dans le cas où cet armistice serait conclu, dans la position où se trouvent actuellement les armées respectives, *Berlin serait occupé par une garnison prussienne* et il serait stipulé un rayon convenable et les moyens d'approvisionnement pour les forteresses occupées par l'armée française. » Napoléon alla même jusqu'à dire : *Quand même dans l'intervalle où cet objet serait agité, les opérations des armées influeraient avantageusement ou désavantageusement sur ses armes.* Certainement une pareille proposition de la part de Napoléon victorieux devait aplanir bien des difficultés, s'il n'y en avait eu que pour la paix ; mais la négociation n'était que le complot de la guerre, et la guerre n'était que la question de la destruction de *l'ennemi commun.* Cette idée est simple, et sans elle il est impossible de comprendre la conduite des alliés eux-mêmes dans les événemens de toute nature qui vont être mis sous les yeux du lecteur.

La tête de Napoléon n'était jamais plus fertile en ressources et en créations de toute nature que quand elle était plus occupée. En faisant à M. de Bubna cette dernière proposition, il était d'autant plus persuadé que le succès serait en sa faveur, qu'il n'avait jamais fait de combinaison militaire

qui satisfit autant ses espérances, que celle qui devait tromper l'ennemi, par la direction qu'il avait donnée sur Berlin au corps du maréchal Ney. « Il est impossible, disait l'empereur, que l'ennemi n'ait pas pris le change sur le mouvement du maréchal Ney. Au grand quartier-général on tremble sans doute pour Berlin : on est bien loin de penser que je me prive d'un tel lieutenant, d'un homme aussi vigoureux pour un jour de bataille, sans que j'aie sérieusement le projet de menacer cette capitale. On sera bien étonné de voir le maréchal Ney arriver un des premiers au quartier-général : Ney lui-même est bien loin de s'attendre à l'ordre qu'il recevra. »

Cette direction sur Berlin prescrite dans le premier ordre donné par l'empereur après la bataille de Lutzen, semble avoir été une inspiration de la victoire elle-même. Ce mouvement si important fut presque constamment mentionné dans les ordres de l'armée depuis celui du 16 mai.

Ordre du 16 mai.

« Mon cousin, ordonnez au général Latour-Maubourg de partir de devant Dresde avec six mille chevaux : il trouvera en route le général Beaumont, qui en a quinze cents, ainsi que deux bataillons d'infanterie, et il rejoindra le duc de Trévise, qui part avec une division de la jeune garde, lequel commandera le tout. La cavalerie et

un bataillon se porteront sur Grossenhagen, le reste de l'infanterie sera échelonné sur la droite. Cette expédition a deux buts : 1°. d'arriver de bonne heure à Grossenhagen, afin d'y attaquer l'ennemi, de lui enlever son artillerie et son infanterie, s'il en a, et de le poursuivre sans relâche, de manière à le disperser; 2°. de se mettre en communication avec le général Lauriston, qui est arrivé le 15 à Dobrilugk *et avec le prince de la Moscowa, qui est arrivé le même jour à Luckau.* — Étant à Grossenhagen, si le duc de Trévise apprenait qu'il y a des rassemblemens d'ennemis, il s'y portera, afin de balayer tout ce qu'il y aurait de ce côté. »

Autre ordre du même jour.

« Mon cousin, le duplicata des ordres *que j'ai expédiés cette nuit au prince de la Moscowa* et au général Lauriston, envoyez-le au duc de Tarente : qu'il les fasse passer aussitôt qu'il aura communiqué avec le général Lauriston. *Ajoutez-y une nouvelle lettre pour le prince de la Moscowa*, dans laquelle vous lui ferez connaître que l'aide-de-camp parti hier à onze heures avec ses notes, à mi-chemin de Luckau, est arrivé. — Que décidément nous sommes en présence de l'ennemi à Bautzen, où l'ennemi est en force; que je pense donc *qu'il doit venir avec le cinquième corps se placer sur Hoyerswerda*. Sur ce, etc. »

Ordre du 17.

« Ordre pour faire rétrograder le duc de Trévise et le général Latour-Maubourg entre Dresde et Bischoffswerda, afin d'être le 18 rendu au camp devant Bautzen. — Exprimez au général Bertrand l'étonnement de l'empereur de ce qu'il n'a pas encore fait dans la matinée du 16 sa jonction avec le duc de Tarente. — Il faut qu'il se rapproche de Bautzen, et qu'il prenne la même ligne d'opération que le duc de Tarente par Bischoffswerda. — Prévenir le duc de Tarente que l'ennemi veut livrer bataille à Bautzen; que l'empereur pense que le général Bertrand se sera placé à la gauche de son corps; que le 18, le duc de Raguse et la jeune garde seront arrivés; que l'empereur y sera aussi le même jour; *que le maréchal Ney sera rendu à la position qu'il doit occuper avec soixante ou soixante-dix mille hommes.* »

Ordre du 18 mai, à cinq heures du matin.

« Mon cousin, donnez ordre au duc de Trévise et au général Latour-Maubourg de se porter aujourd'hui en avant de Bischoffswerda. Aussitôt que sa tête sera arrivée, le duc de Reggio se portera entièrement en ligne. Vous réitérerez l'ordre au duc de Reggio de faire occuper Newkirchen et les positions de la droite, de manière à ce qu'il n'y ait aucun ennemi dans ces bois. Donnez ordre éga-

lement au général Latour-Maubourg de faire fouiller toute la droite, et vivement poursuivre tous les Cosaques sur les routes de Neustadt et de Newkirchen. — Donnez ordre à toute la vieille-garde, avec les réserves des batteries de la garde, de partir de sept à huit heures, pour se rendre à une journée sur la route de Bautzen. — Donnez ordre à la division Barrois de se tenir également prête à partir à onze heures du matin. Je pense qu'il serait nécessaire de faire distribuer une livre de riz à chaque soldat de la vieille-garde et de la division Barrois, cela ferait une réserve pendant quatre jours, en cas d'embarras dans les transports. — Réitérez l'ordre au général Bertrand de se mettre en communication *avec le général Lauriston et le prince de la Moscowa, qui arrivent aujourd'hui à Hoyerswerda.* — Je suppose que le petit quartier-général est parti. Faites partir tout ce qui est nécessaire pour un jour de bataille. — Remettez-moi l'état de la garnison qui reste à Dresde et de toutes les différentes troupes qui pourraient arriver demain ou après, infanterie ou cavalerie.

» Ordonnez au général Beaumont de rester en observation à Morizbourg pour couvrir Dresde, ayant des postes à Grossenhagen, à Ratzberg et sur la route de Konigsbruck. »

Autre ordre du même jour, au matin.

« Mon cousin, faites connaître au prince de la Moscowa, par un officier intelligent, et *par une lettre en chiffres*, que nous sommes à une portée de canon de la petite ville de Bautzen, que l'ennemi occupe comme une tête de position, et où il a fait des retranchemens; que sur sa droite sont placés les Prussiens; que je désire *qu'avec le général Lauriston et toutes ses forces réunies en marche militaire, il se dirige sur Dressa. Ayant ainsi dépassé la Sprée, il se trouvera avoir tourné la position de l'ennemi. Il prendra une bonne position. Je suppose qu'il est dans le cas d'arriver bien entièrement le* 19 *à Hoyerswerda. Il s'approchera de nous le* 19, *et le* 21 *il pourra se porter sur la position*, ce qui aura l'effet, ou que l'ennemi évacuera pour se retirer plus loin, ou de nous mettre à même de l'attaquer avec avantage. Sur ce, etc. »

C'était ainsi que Napoléon gagnait les batailles.

M. de Bubna s'était occupé de transmettre à M. de Stadion le résultat de l'audience de la veille et les propositions qui lui avaient été confiées; mais dans le désir de ne faire à M. de Stadion que des communications qui ne donnassent pas lieu à des difficultés, il remit au duc de Vicence son projet de lettre pour le soumettre à l'empereur; mais Napoléon raya les deux points qu'il avait

mis en avant, ne voulant pas, au moment de négocier un armistice, s'ouvrir sur les conditions avec M. de Stadion, c'est-à-dire avec les alliés, comme il l'avait fait avec M. de Bubna. M. de Bubna allait repartir pour Vienne : il l'avait rendu avec une grande franchise dépositaire des facilités qui pouvaient amener à la négociation de la paix par un armistice : il devait éviter de se montrer et aussi confiant avec M. de Stadion, et aussi facile avec ses ennemis. En conséquence, la lettre de M. de Bubna, corrigée par l'empereur, fut ainsi envoyée à M. de Stadion.

Lettre de M. de Bubna à M de Stadion.

Dresde, 18 mai.

« J'ai l'honneur d'annoncer à votre excellence que je suis arrivé avant-hier l'après-midi, 16 mai, à Dresde, où j'ai trouvé S. M. l'empereur des Français.

» Il m'est très-agréable de porter à la connaissance de son excellence que, malgré le bonheur qui vient d'accompagner ses armes, l'empereur des Français m'a paru disposé à la paix, et désirer que les plénipotentiaires que les puissances belligérantes jugeront à propos de nommer, se réunissent aussitôt que possible à Prague ou dans tout autre endroit, entre les séjours des puissances belligérantes. Dans la conviction que votre excellence aura rencontré les mêmes dispositions

dans LL. MM. l'empereur de Russie et le roi de Prusse, je m'empresse de vous engager, monsieur le comte, de faire votre possible pour déterminer et accélérer le départ des plénipotentiaires pour le lieu du congrès.

» Sa majesté m'a paru partager l'opinion des alliés, et regarder la paix générale comme le moyen de tranquilliser réellement le monde : elle y verrait donc avec plaisir un plénipotentiaire de l'Angleterre et de l'Amérique. Elle consent à en admettre un des insurgés espagnols, si on pensait qu'il fût impossible sans cela d'amener l'Angleterre à la paix.

» Sa majesté m'a paru également disposée pour une paix continentale, et par conséquent à envoyer des plénipotentiaires, ainsi que ses alliés, aussitôt qu'on connaîtra les dispositions de la Russie et de la Prusse.

» Le congrès une fois arrêté, si les puissances belligérantes voulaient conclure un armistice ou suspension d'armes, l'empereur m'a paru aussi disposé à s'y prêter.

» Ayant l'honneur d'informer votre excellence de ces dispositions de l'empereur des Français, roi d'Italie, je pense qu'elle voudra bien intervenir près des souverains alliés, s'ils trouvent cet armistice de leur convenance, pour que les ouvertures d'usage en pareil cas, soient faites en conséquence aux avant-postes français.

» En même temps j'ai l'honneur de prévenir votre excellence que je me rends à l'instant à Vienne pour quelques jours, et que je reviendrai incessamment à mon poste. »

Telle fut la lettre de M. de Bubna à M. de Stadion, en communication des intentions de l'empereur, pour arriver à un armistice et entamer la négociation de la paix générale. Le *Moniteur* du 24 mai, dont la partie politique et militaire émanait du cabinet de l'empereur, rend un compte plus détaillé de ses propositions, et présente plusieurs différences très-importantes dans ces mêmes propositions; soit que dans cette lettre il y ait eu omission volontaire ou involontaire de la part de Napoléon ou de la part de M. de Bubna. Mais le texte officiel du *Moniteur* paraît devoir mériter plus d'autorité, parce qu'il était plus directement la pensée de l'empereur et sa pensée publique, que la lettre qu'il avait laissé expédier pour M. de Stadion, bien qu'il l'eût corrigée lui-même. Tel est l'article du journal officiel.

« L'empereur Napoléon a offert la réunion d'un congrès à Prague, pour une paix générale. Du côté de la France arriveraient à ce congrès les plénipotentiaires de la France, des États-Unis d'Amérique, du Danemarck, du roi d'Espagne et de tous les princes alliés : et du côté opposé, ceux de l'Angleterre, de la Russie, de la Prusse, des insurgés espagnols et des autres alliés de cette

masse belligérante. Dans ce congrès seraient posées les bases d'une longue paix, mais il est douteux que l'Angleterre veuille soumettre ses principes égoïstes et injustes à la censure et à l'opinion de l'univers. Car il n'est aucune puissance, si petite qu'elle soit, qui ne réclame, au préalable, les priviléges adhérens à sa souveraineté, et qui sont consacrés par les articles du traité d'Utrecht, sur la navigation maritime.

» Si l'Angleterre, par le sentiment d'égoïsme sur lequel est fondée sa politique, refuse de coopérer au grand œuvre de la paix du monde, parce qu'elle veut exclure l'univers de l'élément qui forme les trois quarts de notre globe, l'empereur n'en propose pas moins la réunion à Prague de tous les plénipotentiaires des puissances belligérantes, pour régler la paix du continent. Sa majesté offre même de stipuler, au moment où le congrès sera formé, un armistice entre les différentes armées, afin de faire cesser l'effusion du sang humain.

» Ces principes sont conformes aux vues de l'Autriche. Reste à voir actuellement ce que feront les cours d'Angleterre, de Russie et de Prusse.

» L'éloignement des États-Unis de l'Amérique ne doit pas être une raison pour les exclure, le congrès pourrait toujours s'ouvrir, et les députés des États-Unis auraient le temps d'arriver avant

la conclusion des affaires, pour stipuler leurs droits et leurs intérêts. »

Cette déclaration des intentions de Napoléon, sommairement consignée dans la lettre de M. de Bubna au commissaire impérial d'Autriche auprès des alliés, était en même temps une grande déclaration de principes, qui, reléguée dans une colonne du *Moniteur*, n'aura peut-être pas, dans le temps, autant frappé l'Europe et même la France qu'elle aurait dû le faire. Elle mérite toutefois, et malgré l'ordre de choses que le refus de la paix générale à l'époque du congrès de Prague, en 1813, a pu laisser établir depuis, et malgré la mort de l'empereur, toute l'attention de l'historien, pour lequel la mémoire de Napoléon n'est pas hors de cause, bien que sa vie ait été retranchée par une destinée inexorable.

Dans la lettre de M. de Bubna, Napoléon ne parle que des plénipotentiaires de l'Angleterre, de l'Amérique, des puissances belligérantes et des insurgés espagnols. Dans le *Moniteur*, il y joint ceux du roi d'Espagne comme ceux de tous ses alliés. C'était déjà un gage bien imprévu offert aux alliés et à l'Autriche pour la paix générale, dans la lettre de M. de Bubna à M. de Stadion, que cette intention d'appeler au congrès les plénipotentiaires des insurgés espagnols : mais l'article du *Moniteur*, qui mettait en présence ces plénipotentiaires et ceux du roi Joseph au con-

grès de Prague, est bien autrement remarquable. Ainsi Napoléon, dans le cours d'une campagne dont les succès venaient de surprendre l'Europe et la France elle-même, se présentait tout à coup pour la paix avec l'abnégation de la royauté de son frère, avec l'oubli des trésors et des armées que la conquête et la continuation de la guerre lui coûtaient dans la péninsule ; il prononçait d'un seul mot et pour les préliminaires d'un simple armistice, sur le sort du titulaire du trône d'Espagne, sur celui de tout un peuple; il jugeait et il terminait par ce seul mot le procès de l'abdication de Bayonne et celui des cortès de Cadix, la querelle du roi avec ses sujets, celle des Espagnols avec son frère; et cela dans le moment où il semble devoir être exclusivement occupé de l'enfantement de la bataille qu'il avait long-temps méditée, et à laquelle il attachait ou le gain de la paix, ou le salut de son empire, ou la perte de la victoire et sa destruction! Quel spectacle pour l'observateur de ce génie extraordinaire, qui du même regard embrassait les plus hautes questions de la politique et les plus sublimes combinaisons de la guerre! Ce terrible adversaire portait le glaive à deux tranchans : avec l'un il détruisait ses ennemis et faisait respecter le nom de sa nation ; avec l'autre il détruisait l'ouvrage de ses conquêtes, et assurait, par la paix, le repos et la prospérité de sa patrie.

La déclaration du *Moniteur* est une confession politique de Napoléon. Il dit à l'Europe, à l'Angleterre surtout, que ce n'était pas pour faire son frère Joseph, roi des Espagnes, que l'abdication de Bayonne avait eu lieu, mais uniquement pour enlever à l'Angleterre, depuis long-temps dominatrice du Portugal, l'occupation totale de la péninsule : c'était pour que les Pyrénées ne devinssent pas d'inexpugnables redoutes, derrière lesquelles se serait retranchée la guerre anglaise, et d'où elle aurait à sa volonté précipité sur la France la levée en masse espagnole, quand une guerre suscitée par elle aurait appelé son ennemi au delà du Rhin. Alors, du moment où il propose la paix générale, il libère le terrain espagnol, il fait disparaître la royauté de son frère : les motifs de l'occupation française en Espagne n'existent plus. La conquête de ce royaume n'aura été qu'une opération de guerre, et à présent que la guerre va être suspendue pour faire l'œuvre de la paix, l'occupation de l'Espagne est déclarée une concession. En homme également au-dessus de l'adversité comme de la prospérité, Napoléon va au-devant de cette renonciation; il aborde de lui-même un sacrifice qui dans peu serait nécessaire : il proclame dans son *Moniteur* cette grande résolution. Aussi, dès le principe et dans le cours des négociations, il pourrait hautement renforcer les argumens tant de fois invoqués par toutes les

puissances, tant de fois reproduites par lui-même, pour la liberté des mers. Il avoue aussi qu'il espère forcer l'Angleterre à la paix par l'abandon de l'Espagne, et faire de cette paix, pour laquelle il a des sacrifices tout prêts en faveur de l'Autriche, le plus beau monument de sa gloire, et le triomphe de l'indépendance politique des nations maritimes par l'indépendance de tous les pavillons.

L'empereur prévoit aussi que, malgré ses propositions, l'Angleterre persistera à refuser la paix, et il attendra la communication que M. de Stadion fera en réponse à M. de Bubna, de la part des souverains de la Russie et de la Prusse, pour envoyer des plénipotentiaires et traiter de la paix continentale. C'est l'olivier à la main qu'il fait cette campagne. Il demande un armistice et la paix, après chaque victoire. Napoléon partageait aussi la fatigue universelle, et, de plus, il connaissait tous ses périls. Ce fut encore dans l'espérance de désarmer la fortune par tous les moyens, qu'il dicte la lettre suivante pour son ambassadeur. Il y renouvelle, pour ainsi dire, l'instruction du procès de l'Autriche; c'est pour y chercher, dans la conduite même de cette puissance, des raisons de la retenir encore sur la voie de l'alliance, qu'il déclare préférer sa neutralité : parce que cette neutralité, indépendamment qu'elle lui éviterait le danger de combattre le poids militaire

de cette puissance, la maintiendrait toujours dans un état d'expectative favorable à l'alliance, d'après les événemens de la guerre.

Dresde, 13 mai 1813.

« Monsieur le comte, M. de Bubna porte à Vienne la réponse que l'empereur a faite à la lettre qu'il lui a remise. Sa majesté l'a trouvée pleine de protestations, d'assurances, et d'un ton très-enjôleur. Elle me prescrit de vous mander que, comme de raison, elle ne peut reconnaître aucune médiation armée. Il faut que l'Autriche s'explique sur ce qu'elle veut, car depuis le Brabant jusqu'à la Toscane, depuis la Lorraine jusqu'à Venise, on peut lui supposer des vues d'intérêt. Sans doute on pouvait mieux s'entendre : on pouvait avoir plus de confiance, quand un traité d'alliance garantissait avec l'intégrité de la France celle des alliés, par conséquent celle du duché de Varsovie : dans cette situation il était simple d'accepter l'intervention de l'Autriche. Mais même dans cette situation on n'a jamais reconnu sa médiation comme en convient avec juste raison M. de Metternich. L'empereur désire toujours la paix. Il tient le même langage que depuis six mois. Il est même tout disposé à faire des avantages à l'Autriche, si de son côté elle veut faire un nouveau traité de coopération; mais toute cette

négociation a besoin d'être mûrie et discutée par sa majesté.

» On dit à votre excellence que la question actuelle ne doit rien préjuger contre les bases de l'alliance, on ajoute qu'on veut nous offrir deux cent mille hommes au lieu de trente mille; on parle enfin de points qui doivent nous satisfaire, et qui peuvent faciliter la paix. On veut donc mettre quelque chose à la place du contingent qu'on nous a retiré...... Je vous donne tous ces détails, Monsieur le comte, afin qu'ils soient votre gouverne, afin que les conversations de M. de Metternich ne vous rendent jamais dupe de la politique d'une puissance qui a tant de choses à réclamer. L'empereur vous recommande toujours la même réserve. Trop loin pour suivre la marche des événemens et pour connaître ses intentions, les affaires deviennent trop délicates pour qu'il n'y ait pas d'inconvéniens à en parler. Sa majesté veut que je vous répète encore que dans tous les partis que l'Autriche peut prendre, sa neutralité est celui qui convient le mieux à nos intérêts. C'est celui qui doit aussi convenir aux incertitudes autant qu'à la politique de ce cabinet, puisque c'est la position où il se trouve de fait aujourd'hui. Avec les cent mille hommes qu'a cette puissance, elle ne peut résister aux deux cent mille que nous réunissons en Italie et à Mayence, et aux moyens que l'empereur s'est

ménagés, car tout est prévu et disposé en France.

»Sa majesté préfèrerait cependant la coopération à la guerre, afin d'éviter une nouvelle effusion de sang, et surtout les désagrémens qui résulteraient pour l'impératrice de cette situation. Votre excellence comprendra mieux que personne tout le prix que sa majesté attache à ne pas décolorer cette alliance aux yeux de ses peuples.

» Comme l'empereur a parlé à M. de Bubna avec franchise et une grande chaleur, sa majesté, dans une lettre particulière à son beau-père, lui exprime des sentimens particuliers pour lui, mais ne lui dissimule pas que, comme tous les Français généreux, il préfèrerait mourir les armes à la main à l'idée de se soumettre si on veut lui dicter des conditions.

» L'empereur n'a pas dissimulé à M. de Bubna qu'il n'était pas content de M. de Metternich. M. de Bubna a assuré à sa majesté que la nouvelle direction donnée au corps polonais n'éprouverait aucune difficulté.

» Le roi de Saxe demande l'autorisation d'extraire de la Bohême les deux cent mille quintaux de grains qu'il y a achetés. L'intention de l'empereur est d'en acquérir autant pour les besoins de l'armée. Appuyez ces demandes. M. de Metternich doit être fort aise de trouver ce moyen d'adoucir tout ce qu'il a fait. »

Cette lettre est l'ultimatum de la pensée de Napoléon sur l'Autriche. Il donne franchement à son ambassadeur l'état de sa propre opinion, afin qu'il ne soit pas trompé un seul moment, ni sur les vues de son souverain, ni sur celles du cabinet de Vienne. Napoléon a dit le grand mot de la politique autrichienne. *Cette puissance a tant à réclamer : depuis le Brabant jusqu'à la Toscane, depuis la Lorraine jusqu'à Venise, on peut lui supposer des vues d'intérêt.* Ce rappel de l'ancienne possession de la Lorraine par la maison d'Autriche, s'il n'est pas une nouvelle preuve de la franchise et du courage avec lesquels Napoléon allait au devant des menaces de l'avenir, atteste au moins à quel point il était persuadé que la politique autrichienne n'oubliait jamais rien, et que, si les circonstances le lui permettaient, elle réclamerait aussi de la France la province de Lorraine. Napoléon avait voulu sonder l'opinion du cabinet de Vienne, quand il lui avait parlé de la Silésie, province conquise par le grand Frédéric. C'était aussi parce qu'il savait que l'Autriche n'avait jamais renoncé définitivement à aucune de ses anciennes possessions, qu'il réclamait de nouveau les termes de l'alliance, qui garantissait l'intégrité de la France, celle de ses alliés, et celle du grand-duché de Varsovie. Mais aussi il déclarait être *disposé à faire des avantages à l'Autriche, si elle voulait faire un nouveau*

traité de coopération. Cette proposition était une matière de négociation. Il essayait d'obtenir tout ce que les circonstances pourraient présenter de possible et de capable de rattacher les intérêts de l'Autriche à ceux de la France.

Napoléon était loin de se flatter, et quand il disait : *on veut donc mettre quelque chose à la place du contingent qu'on nous a retiré*, il savait bien ce que l'Autriche voulait mettre à la place du contingent, et même à la place de la négociation toute française qu'elle avait annoncée. Il savait bien que l'Autriche parlait sans cesse *de mettre tout son poids dans la balance contre celui des deux partis qui refuserait la médiation*, c'est-à-dire contre lui-même, qui *n'avait jamais reconnu la médiation de l'Autriche, mais seulement son intervention*, même quand alors elle se tenait dans les termes de l'alliance. Il était impossible en effet d'être à la fois *allié* et *médiateur*. Mais il était convenable de se retrancher dans les limites de la neutralité, et c'était la véritable proposition à laquelle s'attachait Napoléon, si le système de *coopération* n'était pas adopté. C'était aussi la position actuelle de l'Autriche, depuis le rappel de son contingent. Quant à la médiation armée, Napoléon la repoussait avec chaleur et dignité dans sa lettre à son beau-père, en lui disant : « Je préférerais mourir les armes à la main » à l'idée de me soumettre, si on voulait m'im-

» poser des conditions. » L'empereur avait bien le droit de tenir ce langage entre deux victoires, à un allié, qui, non content de l'avoir abandonné dans les désastres d'une guerre qui leur était commune, était depuis ce jour en pleine intelligence avec ses ennemis et ne se servait des relations conservatrices de son alliance que pour gagner du temps, et pour élever sa prépondérance afin de devenir à tout prix l'arbitre autrichien de la paix ou de la guerre.

Cette dépêche ne faisait pas à M. de Narbonne la confidence importante d'une démarche que l'empereur avait fait faire dans la matinée du même jour. Il avait chargé le prince major-général de faire demander aux avant-postes ennemis, si on voulait recevoir le duc de Vicence, qui était chargé de propositions pour un armistice. L'empereur s'était contenté de laisser entrevoir à son ambassadeur la possibilité de cette démarche quand il lui avait écrit : *une mission au quartier-général russe partagerait le monde en deux;* et dans la dépêche, où il disait : *les intrigues de Vienne pourraient être déjouées par un rapprochement entre Alexandre et Napoléon;* et dans celle du 12 : *il ne faut pas une grande prévoyance pour apercevoir que les menées de l'Autriche dégoûteront l'empereur Alexandre autant que l'empereur Napoléon, et qu'elles peuvent conduire ces deux princes à s'entendre directement.* »

M. de Bubna partit le même jour pour Vienne avec la réponse de Napoléon à la lettre de son beau-père.—En attendant celle des avant-postes russes, Napoléon partit militairement de Dresde pour se rendre à Harta, où il avait désigné son quartier-général. Il espérait de grands résultats de tout ce qu'il avait fait ou écrit dans cette matinée du 18. Mais il ne devait compter que sur ceux que son génie militaire avait si subitement préparés et qu'il ne pouvait devoir qu'à lui seul.

CHAPITRE XVIII.

Instructions données à Harta au duc de Vicence. — Position des deux armées.

Avant de quitter Dresde, l'empereur voulut faire connaître à son ambassadeur, à Vienne, sa position militaire.

« Il paraît que l'ennemi veut tenir à Bautzen; il s'y concentre. Le général Barclay l'a rejoint avec vingt mille hommes. L'empereur réunit aussi ses forces et se rend à son avant-garde.

» Berlin n'est couvert que par le corps de Bulow. Cette capitale est menacée par le duc de Bellune, le comte Regnier et le comte Sébastiani, qui n'en sont qu'à deux journées.

» Le général Vandamme était le 12 devant Hambourg, maître des îles : il négociait avec les magistrats pour la reddition de cette place. Les dix jours de repos donnés à l'armée ont doublé ses moyens en cavalerie et en artillerie. Tout est dans la meilleure situation. Trois ponts ont été construits à Dresde. On travaille à force à la tête de pont, qui sera terminée dans huit jours. Le roi de Saxe est fort content de l'esprit de ses troupes, qui sont toutes réunies à l'armée. »

Ainsi Napoléon avait complété les instructions pour son ambassadeur, et le comte de Narbonne se trouvait en état, par les autres dépêches de ce jour, de tenir en échec la politique autrichienne, s'il ne parvenait pas à la ramener aux sentimens et aux devoirs de l'alliance. L'empereur avait de plus le secret d'autres espérances, dont l'une lui assurait le gain de la bataille, et l'autre pouvait lui faire entrevoir, avant la victoire, la possibilité d'un rapprochement. C'était la démarche faite par le prince major-général aux avant-postes russes. Jamais cependant Napoléon ne fut plus sûr de vaincre. Pour la première fois il préférait un armistice à un succès qu'il regardait comme infaillible : et c'était aussi la première fois qu'il tentait ce qu'on appelle une double négociation. Ce n'était pas lui qui avait ouvert cette carrière. Dès les premiers jours de cette année, l'Autriche et la Prusse, alliées de la France, négociaient avec la Russie, et la Saxe s'était mise à la suite de la négociation autrichienne. La même semaine qui avait vu sortir de Breslaw pour Paris la proposition de l'intervention prussienne pour la paix, avait vu signer le traité offensif de la Prusse avec la Russie contre la France. Napoléon suivait plus tard cet exemple ; mais il n'abandonnait point ses alliés : ce n'était pas après leurs malheurs qu'il demandait la suspension d'armes ; c'était après une victoire sur leurs ennemis et les siens ;

c'était en refusant la médiation armée de l'Autriche, qui détruisait avec l'alliance le traité de l'intégrité de la France et de celle de ses alliés : enfin, ce n'était point pour combiner une guerre plus avantageuse en attendant sous ses drapeaux un puissant auxiliaire, qu'il demandait que le grand-écuyer fût reçu aux avant-postes ennemis, c'était pour le rendre porteur d'une mission qui devait arrêter l'effusion du sang et ménager des préliminaires quelconques, pour conclure ou la paix continentale ou la paix générale.

Arrivé à Harta, Napoléon, dans l'espérance qu'il recevrait dans la journée la réponse à la lettre du major-général, pour l'admission du duc de Vicence au quartier-général des alliés, lui dicta les instructions suivantes, dont plusieurs passages semblent, par leur défaut de clarté, se ressentir d'une dictée trop rapide, ou avoir été altérés dans la copie. L'obligation que l'auteur s'est imposée de faire connaître l'empereur Napoléon par sa correspondance, par ses discours, par ses pensées, autant que par ses actions, ne lui a pas permis de supprimer de ces instructions ce qui pourrait paraître défectueux aux yeux du lecteur.

« M. le duc de Vicence se rendra au quartier-général de l'empereur Alexandre, aussitôt qu'on connaîtra sa réponse.

» Après les premiers complimens, il parlera,

s'il ne serait pas temps de songer à faire cesser l'effusion du sang. Il sondera ses dispositions sur ce point. S'il se montre assez favorable à la paix, il entrera en matière.

» Il parlera de l'*ante bellum*, des ressources de la France. Toute paix contraire à l'honneur serait déshonorante.

» Probablement que cette discussion portera à parler contre Tilsitt : que l'empereur Alexandre se déclarera contre le duché.

» La paix de Tilsitt était fondée sur un système contre l'Angleterre, à cause de la paix générale.

» Persuadé que, si l'on établit une paix solide, l'empereur Alexandre sentira à la longue la nécessité de faire respecter son pavillon, droit que les plus petites puissances ont défendu de *decorum*.

» Si on avait accepté la convention faite pour la Pologne après la paix de Vienne, sauf quelques légers changemens dans la rédaction, les choses ne se seraient pas aigries, la guerre n'eût pas eu lieu.

» L'empereur repoussera facilement ces argumens en se jetant toujours sur le vice radical du duché, relativement à la Russie : ce qui amènera naturellement, après beaucoup de mystère et de réticences, et après lui avoir demandé le secret sur la proposition à lui faire, s'il ne l'accepte pas.

» De borner la confédération à l'Oder, prenant une ligne de Glogau à la Bohême, à peu près celle de l'ancienne ligne de neutralité : à la confédération toutes les places.

» Cela donnerait à la Westphalie l'augmentation de quinze cent mille âmes, diminuerait d'autant la Prusse, qui aurait en place le duché, le territoire et la ville de Dantzick, excepté quarante ou cinquante mille âmes pour Oldembourg. La Prusse acquerrait donc quatre à cinq millions d'habitans, Dantzick, Thorn, Modlin, toute la Vistule, et pour la Russie une seconde frontière qui la couvrirait, puisque la Prusse ayant sa capitale près d'elle serait dans son système.

» La France et la Russie seraient donc à trois cents lieues, et une puissance intermédiaire de deux cents lieues entre elles. Le roi de Prusse, ami naturel de la Russie, soit que sa capitale soit à Varsovie, à Kœnigsberg ou à Dantzick, serait donc dans le système de la Russie.

» Ce projet anéantirait à jamais la Pologne et créerait une grande puissance intermédiaire. Il serait donc avantageux à la Russie et même à la Prusse, qui perdra sans rien gagner, si la guerre continue.

» Avant cette ouverture, s'assurer qu'on veut traiter sans l'Angleterre : car plus on se battra, plus on jouera le jeu de l'Angleterre.

» Soit qu'on fasse l'ouverture, soit que l'admis-

sion soit refusée, cela fera connaître le but officiel de sa mission, qui est une proposition de congrès, et convenir du lieu et de l'époque. En donner après l'entière connaissance à M. de Stadion.

» Si le congrès est accepté, échanger au besoin une note et parler d'armistice.

» Ne pas parler des conditions aux plénipotentiaires aux avant-postes pour les régler : ne pas les conclure au quartier-général russe.

» On se réglerait sur ce qui s'est fait d'analogue dans les temps. »

On voit que ces instructions, qui d'ailleurs paraissent dictées à la hâte, ne sont que conditionnelles, en ce qu'il ne devait être parlé d'une Pologne prussienne, ou d'un royaume prusso-polonais, que dans le cas où l'empereur Alexandre mettrait en avant comme principal motif de la guerre, les craintes que lui auraient causées l'établissement du grand-duché de Varsovie. L'idée de construire ce nouveau royaume de Prusse dont la capitale eût été Dantzick, Kœnigsberg ou Varsovie, était nouvelle et pouvait avoir été jetée dans ces instructions pour mettre l'empereur Alexandre dans le cas de parler. Quand à celle d'un grand état intermédiaire dont Berlin eût été la capitale, elle était depuis long-temps d'une politique reconnue, et il n'y aurait peut-être eu d'embarrassant, si elle avait été admise dans un

traité général, que le nom du titulaire. On serait porté à croire que Napoléon se réservait au moins d'en protéger l'investiture, puisqu'il convenait que le roi du nouvel état semi-polonais serait, par le voisinage de sa capitale, tout naturellement dans le système de la Russie.

Mais, quoi qu'il en soit de l'intérêt que Napoléon pouvait attacher à de telles instructions, il paraîtrait que ses instructions verbales dussent être les véritables, quand, après avoir dicté au duc de Vicence, il lui disait :

« L'essentiel est de se parler. Vous me ferez savoir du quartier-général russe, ce qui aura été dit. En connaissant les vues de l'empereur Alexandre, on finira par s'entendre. Mon intention, au surplus, est de lui faire un pont d'or, pour le délivrer des intrigues de Metternich. Si j'ai des sacrifices à faire, j'aime mieux que ce soit au profit de l'empereur Alexandre, qui me fait bonne guerre, et du roi de Prusse auquel la Russie s'intéresse, qu'au profit de l'Autriche, qui a trahi l'alliance, et qui, sous le titre de médiateur, veut s'arroger le droit de disposer de tout, après avoir fait la part qui lui convient. D'ailleurs, avant la bataille qui va être livrée, l'empereur de Russie ne doit pas se regarder encore comme fort engagé dans la lutte. Cette considération, que l'affaire de Lutzen ne peut pas détruire, doit porter ce prince à s'entendre avec

moi, parce que cette bataille sera nécessairement très-meurtrière de part et d'autre ; que si les Russes la perdent, ils quitteront la partie, mais en ennemis vaincus : au lieu qu'en traitant aujourd'hui, et en obtenant de bonnes conditions pour son allié le roi de Prusse, et sans l'intervention de l'Autriche, l'empereur Alexandre prouverait à l'Europe que la paix est due à ses efforts, au succès de ses armes : de cette manière ce prince sortira de la lutte d'une manière honorable, et réparera noblement l'échec de Lutzen. Tout l'honneur de cette paix serait donc à l'empereur Alexandre seul, tandis qu'en se servant de la médiation de l'Autriche, cette dernière puissance, quel que fût l'événement de la paix ou de la guerre, aurait l'air d'avoir mis dans la balance la destinée de toute l'Europe : la Russie ne peut avoir oublié la marche du contingent de l'Autriche dans la campagne précédente, et l'empereur Alexandre doit être flatté de pouvoir faire la paix sans le secours de cette puissance, qui, après avoir été si peu amie dans des circonstances difficiles, n'est entraînée que par un intérêt personnel à quitter les rangs de son alliance récente avec la France. Enfin, l'empereur Alexandre doit saisir avec joie cette occasion de se venger avec éclat de la sotte diversion des Autrichiens en Russie. Ainsi, sans vous arrêter à telle ou telle partie des instructions, vous devez chercher à nouer une né-

gociation directe sur cette base. Une fois qu'on en sera venu à se parler, on finira toujours par tomber d'accord. »

Cette instruction de Napoléon au grand-écuyer renfermait d'une manière bien positive et bien claire tous ses intérêts du moment. On en aura remarqué plusieurs parties saillantes dans sa correspondance avec le comte de Narbonne : il simplifiait aussi la question de la paix, que dans le moment il n'envisageait plus comme générale, tant il éprouvait le désir de la conclure. Il n'était pas homme à se prendre au piége de sa propre gloire. Il avait fait la paix après Austerlitz, après Wagram, après Friedland, avec tous les moyens de continuer la guerre. Jamais il ne la fit à outrance, si ce n'est celle de Prusse, où il avait été si témérairement provoqué. Il avait toujours espéré désarmer le grief ancien, et qu'il ne croyait pas implacable, celui des vieilles monarchies contre sa nouvelle origine.

Dans l'espoir de recevoir dans la journée une réponse du quartier-général russe, il remit au duc de Vicence, cette lettre close, pour lui servir de pleins-pouvoirs.

Dresde, 18 mai 1813.

« Monsieur le duc de Vicence, étant résolu d'aviser à tous les moyens de rétablir la paix ou générale, ou continentale, nous avons proposé la

réunion d'un congrès, soit à Prague, soit en tout autre lieu intermédiaire au séjour des puissances belligérantes. Nous espérons que le congrès conduira promptement au rétablissement de la paix, dont tant de peuples éprouvent le besoin; nous nous sommes en conséquence déterminé à conclure une armistice ou suspension d'armes avec les armées russes et prussiennes, pour tout le temps que durera le congrès. Voulant prévenir la bataille qui, par la position qu'a prise l'ennemi, paraît imminente, et éviter à l'humanité une effusion de sang inutile, notre intention est que vous vous rendiez aux avant-postes, où vous demanderez à être admis auprès de l'empereur Alexandre pour lui faire cette proposition, et négocier, conclure, et signer toutes conventions militaires ayant pour but de suspendre les hostilités. C'est à cet effet que nous vous écrivons la présente lettre close pour en faire usage, si elle vous est demandée, et en forme de pleins-pouvoirs. Sur ce, etc.

» Napoléon. »

Dans la soirée, Napoléon fit souvent demander au prince major-général s'il n'avait pas reçu de réponse au parlementaire. La vivacité de son impatience trahissait assez tout l'intérêt qu'il attachait à recevoir une réponse satisfaisante. Il regrettait hautement, qu'avant cette terrible bataille, on ne pût en venir à une négociation

quelconque par un armistice. L'idée de la médiation armée le poursuivait. Il cherchait par tous les moyens à échapper à cette influence, et, comme il le disait, il aurait dans ce but fait d'importans sacrifices à l'empereur Alexandre. « Oui, je veux un armistice, et m'entendre avec les Russes pour me débarrasser des Autrichiens. Si nous étions d'un mois plus vieux, je ne demanderais jamais une plus belle occasion pour finir les armes à la main les affaires du monde. Car j'aurais de la cavalerie. Sans cela je ne leur proposerais pas d'armistice. Ils sont loin de s'attendre à ce qui va leur tomber sur le corps. » Napoléon voulait parler de la marche rétrograde du maréchal Ney de Luckau sur Bautzen. « Jamais, ajouta-t-il, je n'ai eu une plus belle chance de succès. Ce serait sur les bords de la Vistule, que je leur dicterais mes conditions, et que mon beau-père me supplierait d'oublier le passé. »

Napoléon avait établi avec un discernement bien juste que c'était le seul moment, où il pût s'adresser directement à l'empereur Alexandre. Car après la bataille, quel que fût son résultat, il lui serait impossible d'arriver à ce prince autrement que par l'intermédiaire de l'Autriche. Le résultat de cette observation ne se fit pas attendre, comme on le verra plus bas. L'admission de son grand-écuyer, dont l'ambassade avait pu laisser dans l'esprit de l'empereur Alexandre des

souvenirs favorables à ses desseins, était et devait être pour Napoléon une affaire capitale; il y voyait l'unique moyen d'échapper à la médiation armée de l'Autriche, et à une rupture avec cette puissance. Car il voulait dénouer la ligne du Nord, et ne briser aucun lien avec ses alliés. Il avait à cœur de prévenir les effets menaçans de ce système de défection, dont le cabinet de Vienne, créait tous les élémens. Il prévoyait le fatal isolement où le précipiterait tout à coup la vindicte politique de ce cabinet, aussitôt qu'il se croirait assez fort pour parler militairement aussi haut que la Russie et la Prusse. Ces considérations puissantes motivèrent justement l'impatience que Napoléon montra toute cette journée, où il attendit inutilement la réponse à son parlementaire. Ce n'était pas parce qu'il ne savait pas attendre, qu'il ressentait une contrariété aussi vive: car bien attendre était pour lui bien employer le temps; ce n'était pas non plus parce que les choses lui désobéissaient, mais parce que, le jour donné par lui pour une mission de paix étant expiré, il retombait, sans pouvoir lui assigner un terme même par de grands succès, dans l'aventureuse fortune d'une guerre d'extermination; car il pouvait alors attribuer à M. Stadion le silence de l'empereur Alexandre. En effet, le temps pressait. Le soir étant venu, les bivouacs dispersaient leurs feux dans la plaine. Les colonnes destinées à une mar-

che de nuit se pressaient pour arriver au rendez-vous de la gloire. Les troupes reposées depuis huit jours se montraient pleines d'ardeur et respirant la guerre. Les conscrits de Lutzen marchaient avec la fierté et l'assurance des vieux soldats. Toute l'armée était brûlante d'impatience de rejoindre sur la Sprée les fugitifs de la Saale. Napoléon seul, en voyant passer cette généreuse jeunesse, faisait encore des vœux pour la soustraire à la gloire qu'il lui avait préparée. Mais la nuit est venue. Le major-général n'a point de réponse. La victoire vengera demain celui qui a offert de suspendre les armes.

CHAPITRE XIX.

Bataille de Bautzen et de Wurschen.

Le 19, Napoléon avait quitté Harta de très-grand matin et s'était arrêté au village de Bischoffswerda qui avait été incendié pendant la poursuite de Lutzen. Il destina des secours aux malheureux habitans, et de là il voulut aller lui-même reconnaître la véritable position de l'ennemi. Il se porta donc aux postes les plus avancés, sur les hauteurs de Saltzfortgen, sur la montagne de Schmocklitz, passa au moulin de Lobsau, et arriva fort tard au village de Kleinfortsgen, où son quartier-général avait été préparé.

Des hauteurs qui dominent au loin la Sprée, Napoléon reconnut les deux positions de l'ennemi, la première sur Bautzen, la seconde sur Hochkirch. Celle-là lui présenta la gauche des alliés appuyée aux villages de Baschütz et d'Isenkowitz et à des montagnes boisées, perpendiculaires au cours de la Sprée, environ à une lieue de Bautzen. Cette petite ville, qui avait été crénelée, soutenait leur centre. Leur droite s'était formée entre Pliskowitz et Krechiwitz, sur des mamelons fortifiés qui défendaient les débouchés de la Sprée, du

côté de Niemensebütz, et elle s'appuyait aux étangs de Préititz. Une forte arrière-garde occupait le couvent de Marienstern. Tout le front de l'armée alliée, qui occupait une lieue et demie de terrain, était couvert sur la Sprée. A une grande lieue en arrière, au village d'Hochkirch, s'ouvrait l'enceinte d'un vaste camp retranché, présentant autour de trois villages une masse de défense, que des travaux liés entre eux par des ravins et des marécages rendaient formidable. A une lieue plus loin est le village de Wurschen. Ce terrain était célèbre par la défaite du grand Frédéric, qui, en 1758, y fut battu par le maréchal Daun.

Toutefois la position de l'ennemi n'était pas inexpugnable, comme on s'est plu à le répandre; car, en forçant la cavalerie ennemie à repasser la Sprée, on pouvait en tourner la droite, soit par Préititz et Kleinbautzen, soit par Baruth et Wurschen : ce qui arriva.

L'armée alliée, renforcée des corps de Langeron, de Saas et de Kleist, présentait une masse de cent cinquante mille combattans, et la grande armée réunie sous les ordres du général Labanoff était en marche. L'apparition subite, à Hoyerswerda, du corps de Lauriston, qui couvrait la marche du prince de la Moscowa, dans le dessein de tourner la position de l'ennemi, avait surpris le généralissime comte de Wittgenstein. Mais comme il ne crut pas que ce corps, ce qui était vrai, fût plus fort

que de vingt mille hommes, il se contenta de faire marcher à sa rencontre le général Barclay de Tolly avec dix-huit mille Russes, et le général d'Yorck avec douze mille Prussiens. Les Russes prirent position à Klix et les Prussiens à Weissig. Ce village fut le théâtre d'une affaire assez importante.

Le comte Bertrand avait reçu l'ordre d'envoyer à Konigswertha la division italienne du général Peri, pour maintenir la communication avec les corps qui se portaient de Luckau et de Dobrilugk sur Hoyerswerda. Mais cette division, ayant négligé de s'éclairer, avait été surprise par le général d'Yorck, culbutée et dispersée. Le maréchal duc de Dalmatie, revêtu par l'empereur d'un commandement supérieur, s'y transporta et rétablit les affaires. Dans cette journée et dans les deux suivantes, Napoléon fut à même d'apprécier les services importans qu'il reçut du maréchal. Le comte de Valmi s'était rapidement porté avec sa cavalerie au secours de la division italienne, l'avait ralliée, et il reprit le village de Kœnigswertha, pendant que le général Lauriston attaquait Weissig, où étaient les Prussiens. Après trois heures d'un combat opiniâtre, le passage de Klix, défendu par les Russes fut forcé, le village de Weissig emporté et le corps d'Yorck rejeté sur la rive droite de la Sprée. Le résultat de cette affaire fut l'occupation de la position de Weissig,

où le corps de Lauriston passa la nuit, et l'arrivée du prince de la Moscowa à Markersdorf. Le corps du général Regnier soutenait celui du maréchal à une lieue en arrière, et le contre-mouvement opéré par le prince de la Moscowa avait réalisé les craintes du comte de Wittgenstein. En effet la droite de l'armée alliée se trouvait débordée par trois corps de l'aile gauche de l'armée française, tant sur Preititz et Kleinbautzen, que par Baruth et Wurschen.

Dans la soirée du 19 l'empereur apprend qu'on a refusé verbalement de recevoir le duc de Vicence. Il ne reste donc plus qu'à combattre. Il donne ses ordres définitifs pour la journée du lendemain; et il les donne avec d'autant plus de confiance, que la cannonade qu'il a entendue sur la gauche du côté de Weissig, lui annonce que le mouvement du maréchal Ney est exécuté.

Le 20 mai au matin commença cette bataille de deux jours, dont le premier fut à Bautzen et le second à Wurschen. Les Français couchèrent sur les deux champs de bataille, avec cinquante mille hommes hors de combat, amis ou ennemis. Voici quelles furent les opérations de ces deux journées qui s'enchaînent entre elles par des mouvemens nécessaires, et qui n'offrent réellement, sur un terrain plus étendu, que le tableau d'une seule et même bataille.

Napoléon avait eu d'abord l'intention d'attaquer

l'aile gauche des alliés, afin de neutraliser la force de leur nombreuse cavalerie, dans un pays boisé et fortement accidenté, très-favorable à son infanterie. Le 20 mai, à huit heures du matin, s'étant porté sur une hauteur en arrière de Bautzen, l'empereur ordonna le passage de la Sprée sur différentes directions, aux quatre corps d'armée. Le duc de Reggio, qui commande la droite, reçoit l'ordre d'attaquer les montagnes qui appuyaient la gauche de l'ennemi; le duc de Tarente celui de passer entre les montagnes et Bautzen pour appuyer le duc de Reggio; et le duc de Raguse, de faire son mouvement sur la gauche au-dessous de la ville. En seconde ligne sont les réserves et la garde sous le duc de Trévise; sur la gauche le général Bertrand menace l'aile droite des alliés, que commande le maréchal Blücher. Le duc de Dalmatie, toujours revêtu d'un commandement supérieur, dirige et accorde tous ces mouvemens, tandis que le prince de la Moscowa avec les généraux Reynier et Lauriston doivent déborder l'ennemi, le tourner et se porter d'abord dans la direction de Wurschen, où est le grand quartier-général des alliés, et de là sur Weissemberg. A midi tous les passages de la Sprée furent forcés; le général Russe Miloradowich, chassé par le duc de Tarente, dut évacuer Bautzen. Le duc de Reggio a culbuté Gortschakow et gagne les hauteurs; la cavalerie ennemie est canonnée jusqu'au défilé de

Niedguritz; mais le général Kleist, pressé par le duc de Raguse, entretenait un feu terrible le long de la Sprée, sur les collines de Nieder-Kayne, où il avait pour lui tout l'avantage du terrain. L'importance de conserver cette position centrale décide le maréchal Blücher, qui voit le combat des hauteurs de Kreckwitz, à envoyer au général Kleist un renfort de trois mille hommes d'infanterie, et à garnir les défilés de Niedgüritz d'une infanterie et d'une artillerie nombreuses, afin d'empêcher les Français de déboucher. Le général Kleist se maintint jusqu'à la nuit sur les hauteurs, entre le corps du prince de la Moscowa et le gros de l'armée française; mais, se trouvant pris en flanc sur son aile gauche par la division Bonnet, qui avait défilé de Bautzen, le général prussien dut opérer sa retraite, et abandonner les hauteurs de Nieder-Kayne au général Bonnet, qu'il a eu en tête depuis la première attaque. A sept heures du soir l'ennemi était rejeté sur sa seconde position, et l'armée française, maîtresse des hauteurs qu'avait occupées l'armée combinée, venait en peu d'heures de rendre inutiles une partie des travaux de campagne que les ennemis avaient élevés. Blücher seul était resté sur les hauteurs de Kreckwitz, où il se croyait inexpugnable.

Ainsi le destin de la bataille à livrer devait se décider derrière les retranchemens de la seconde position des alliés, et ils devaient prendre des

dispositions toutes nouvelles pour la journée qui allait suivre. Les troupes des ducs de Reggio, de Tarente, de Raguse et de Dalmatie, la garde impériale et la cavalerie du général Latour-Maubourg bivouaquèrent, l'infanterie en carrés, afin d'être à même, comme après la victoire de Lutzen, de repousser les houras de la nombreuse cavalerie russe et prussienne. Mais le combat de Bautzen n'était que le prélude de la grande bataille, et l'ennemi ne perdit, à proprement parler, le 20 mai, que ses positions et son plan de combat.

L'empereur reçut le 21 au matin la réponse écrite à la démarche qu'il avait fait faire par le prince de Neufchâtel pour la proposition d'un armistice; les Russes, qui comptaient sur la victoire, avaient commis la petite supercherie de dater leur réponse du matin du même jour où ils avaient perdu la bataille de Bautzen, et l'envoyèrent dans la matinée de celui où ils allaient perdre celle de Wurschen. La lettre d'envoi du comte de Nesselrode au duc de Vicence dissimulait assez mal cette ruse inutile. Elle était ainsi conçue : « Monsieur le duc, au moment où j'allais faire partir la lettre ci-jointe, le combat s'est engagé. Je n'ai pu, par conséquent, l'adresser qu'aujourd'hui à votre excellence. J'ai l'honneur, etc. Wurschen, le 21 mai 1813. » La lettre soi-disant du jour précédent, en renouvelant au duc de Vicence l'assurance des sentimens que S. M.

l'empereur de Russie lui conservait personnellement, exprimait le regret de l'impossibilité de son admission, en raison des circonstances, et l'invitait à faire parvenir à ce prince, *par l'entremise du cabinet autrichien, dont il avait agréé la médiation*, les communications qu'il pourrait être chargé de faire à sa majesté impériale. C'était déjà M. de Stadion qui avait fait cette réponse. Ainsi, même après une seconde victoire, le cercle de toute négociation pour la paix se rétrécissait davantage! Cette lettre fut remise à Napoléon sur les hauteurs en avant de Bautzen, où il était depuis cinq heures du matin. Il avait bien prévu que, passé le jour où il avait fait parler aux avant-postes russes, il ne serait plus possible d'éviter l'intermédiaire de l'Autriche pour communiquer avec les alliés; et il ne regardait plus la victoire qui attendait son signal, que comme une brillante fatalité, au-delà de laquelle il y avait celle de vaincre toujours.

La bataille était déjà commencée du côté du duc de Reggio sur la gauche de l'ennemi. Napoléon avait parcouru la veille la position, il la reconnut encore avec soin; et, par cette inspiration qui a tant de fois caractérisé son génie sur les champs de bataille, il résolut de faire frapper le coup décisif par le prince de la Moscowa sur la droite des alliés. Le mouvement qu'il avait médité ne pouvait être exécuté avant midi. Il fit annon-

cer sur toute la ligne que l'attaque générale aurait lieu à une heure et que la bataille serait gagnée à trois. En attendant, et de même qu'à la bataille de Lutzen, où le résultat d'un grand mouvement subitement improvisé avait été également prophétisé, les ducs de Reggio et de Tarente reçurent l'ordre d'entretenir l'attaque sur le corps de Blücher, auquel était réunie une forte partie de l'armée alliée. Cette disposition fut prescrite par l'empereur afin d'empêcher sa gauche d'être tournée, en occupant l'ennemi. De cette manière la véritable attaque était masquée, et l'ennemi ne devait pas songer à se dégarnir sur ce point.

Quant au prince de la Moscowa, il recevait l'ordre de se diriger avec toutes ses forces sur Preititz, tandis que Napoléon se réservait de tenir en échec le centre et la gauche de l'ennemi.

Cependant l'extrême droite, commandée par le duc de Reggio, obligée de céder à des forces supérieures, avait perdu toutes ses positions, et était vigoureusement ramenée sur la Sprée. Au même moment le duc de Tarente, qui se liait, par la division du général Gérard avec la gauche du duc de Reggio, jugea que ce mouvement de retraite de notre droite devait compromettre sa division d'avant-garde; en conséquence il envoya, par l'adjudant-commandant Bourmont, l'ordre au général Gérard de se retirer. Mais ce général, doué d'un

grand coup d'œil militaire, sentit toute l'importance du moment, et les chances de péril que présentait une pareille retraite, au milieu d'une action générale. Il vit que le sort de la bataille pouvait être compromis; et il répondit à cet officier, qu'il croyait indispensable non-seulement de ne pas se retirer, mais même de réattaquer de suite l'ennemi et de reprendre toutes les positions que la droite venait de perdre. Il se contenta de demander une brigade de plus au duc de Tarente, qui la lui envoya à l'instant. L'attaque fut exécutée aussitôt avec un succès aussi complet que rapide; et ce fut le brave colonel Labédoyère, commandant le 112e. régiment, qui sollicita l'honneur de marcher le premier. Il se précipita au milieu du feu le plus terrible, avec une valeur chevaleresque. Mais ce n'était pas au champ de Wurschen qu'il devait recevoir la mort. En moins de deux heures les positions perdues par le duc de Reggio étaient reprises par le général Gérard, et l'armée française était sur toute la ligne dans l'attitude de la victoire.

Pendant que ce succès inespéré rétablissait d'une manière si brillante l'offensive contre la gauche de l'armée alliée, et que les ducs de Raguse et de Dalmatie cherchaient au centre à pousser sur Wurschen les troupes du général Miloradowich, le prince de la Moscowa culbutait les Russes au village de Klix, passait la Sprée; et, ayant déjà

prescrit au général Lauriston de se diriger par Gottamelde sur Baruth, il se disposait à l'appuyer à droite, quand l'instruction de l'empereur lui arriva. Il était d'autant plus aisé à ce maréchal de suivre la nouvelle direction dont il recevait l'ordre, qu'elle s'écartait peu de la première, et il ne laissa en arrière que la division Marchand pour attendre le corps de Regnier dont il n'avait pas de nouvelles. Bientôt ses troupes emportèrent les hauteurs de Glein, défendues par le général Barclay, qui se retira en échelons par Jennewitz et Bolgern, faisant face par sa droite au général Lauriston, qu'il empêcha ainsi de déboucher du terrain fourré qui s'étend au delà de Gottamelde. Le général Barclay entra à Preititz, d'où il fut chassé. Apres la prise de ce village, le maréchal Ney, entraîné par cette ardeur qui lui était naturelle, voulut renverser un petit corps prussien qui tenait encore sur le mamelon de Kleinbautzen. En conséquence il porta vivement sa colonne à droite au lieu de la porter à gauche, et il donna ainsi de front sur les alliés, au lieu de déboucher par les derrières, comme Napoléon le lui avait prescrit. Le maréchal Blücher, qui n'était pas encore fortement engagé, envoya au secours du général Barclay la réserve, sous les ordres du général de Roder, et leur enjoignit de prendre Preititz. Pour appuyer cette attaque, le général Kleist quitta sa position du centre. Ce mouvement réussit : la

garde prussienne reprit Preititz, et le général Barclay parvint à arrêter la marche du général Lauriston.

Cependant Napoléon, qui ignorait ces incidens, s'apercevant que le prince de la Moscowa faisait peu de progrès, combina pour y suppléer de nouveaux efforts sur le centre de la droite. Il était une heure après midi. Il fit déboucher le duc de Dalmatie. La garde et la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, pouvaient se porter sur la gauche et sur la droite, selon les vicissitudes de la journée, et dérobaient ainsi à l'ennemi le véritable point d'attaque. Placé tout à coup entre le mouvement du prince de la Moscowa et celui du duc de Dalmatie, le comte de Wittgenstein vit bien que pour avoir raison du maréchal Ney, il n'avait d'autre ressource que d'arrêter le maréchal Soult, et il voulut s'opposer à sa marche. Mais, de son côté, Napoléon sentit que le moment de gagner la bataille était arrivé. En vingt minutes un mouvement à gauche subitement ordonné fut subitement exécuté, et Napoléon se porta à la tête de la garde. La cavalerie du général Latour-Maubourg et une réserve d'artillerie marchaient sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi, devenu le centre de l'armée russe; enfin le mamelon de Kreckwiz, dont les alliés faisaient leur point d'appui et où le maréchal Blücher s'était cru invincible, fut enlevé par

la division Morand et par la division wurtembergeoise. Le général Franquemont, qui la commandait, y fut grièvement blessé. Le général Devaux établit sur ces hauteurs une batterie de la garde contre les masses, qui voulurent reprendre la position. Les généraux d'artillerie Dulauloy et Drouot se portèrent en avant avec soixante pièces de réserve, et la jeune garde aux ordres du duc de Trévise, si aguerrie par le combat terrible de Kaya, coupa le chemin de Wurschen à Bautzen.

Déjà le duc de Dalmatie avait enlevé tous les retranchemens, et avait poussé sur Wurschen les troupes du général Miloradowich. L'aile gauche, commandée par le général Blücher, avait été forcée par le maréchal Macdonald. Dans la grande chaleur de ce succès, le général Regnier entra en ligne, entre les corps du général Lauriston et du maréchal Ney, et il commença une canonnade fort vive, à la faveur de laquelle débouchèrent par la droite de Kleinbautzen les cinq divisions du troisième corps; l'ennemi avait été obligé de dégarnir sa droite, pour parer à la nouvelle attaque dirigée par l'empereur en personne, et le prince de la Moscowa en avait profité pour se porter en avant. Ce maréchal était maître du village de Prussig; il avait débordé les alliés, et il marchait sur Wurschen. Le comte de Wittgenstein, voyant sa droite tournée, fut convaincu qu'il ne

pouvait plus tenir, et ordonna la retraite. Le général Barclay de Tolly se retira par Grœdlitz sur Weissemberg, ainsi que l'aile droite, toute composée de Prussiens, et l'aile gauche, ou l'armée russe, se dirigea sur Hochkirch et Lœbau.

Ainsi fut accomplie la prophétie annoncée le matin par Napoléon à son armée. La bataille, comme il l'avait ordonné, commença à une heure après midi, et comme il l'avait prédit, elle fut gagnée à trois heures, malgré la faute commise par le prince de la Moscowa.

Ici on ne peut s'empêcher de remarquer une contradiction bien frappante entre les rapports de l'armée combinée et ceux de l'armée française. Les alliés firent de l'affaire de Bautzen la grande bataille, et de celle de Wurschen une affaire d'arrière-garde; tandis que les Français, qui avaient tourné la droite de l'ennemi, enfoncé son centre et culbuté sa gauche, ne regardèrent le combat de Bautzen que comme le prélude de la grande bataille de Wurschen. En effet, le résultat de cette glorieuse journée fut l'occupation de toutes les positions que l'ennemi avait crues inexpugnables, en raison des ouvrages auxquels dix mille hommes avaient travaillé pendant trois mois.

Cette bataille fut pour la France et pour l'Europe une nouvelle preuve de la supériorité militaire de Napoléon sur l'élite des généraux de l'Eu-

rope, et celle de l'infanterie française, sur les armes diverses, qui lui furent opposées. Sans doute il est facile de concevoir de quel poids eussent été pour la France les journées de Lutzen et de Wurschen, si Napoléon avait eu de la cavalerie. Les alliés eussent nécessairement été rejetés au delà de la Vistule. Aussi le triomphe de Wurschen ne laisse pas la pensée de l'historien sans inquiétude sur les suites qu'il pouvait avoir pour le vainqueur lui-même. Il n'est peut-être pas inutile de fixer l'attention du lecteur sur certaines considérations à qui cette dernière victoire donne un caractère de fatalité.

Le récit d'une guerre porte avec lui un intérêt général, celui qui entraîne naturellement les hommes à applaudir au talent ou à la fortune. Il est rare que le lecteur, quelque désintéressé qu'il soit, ne finisse par être partial; mais il est du devoir de celui qui écrit cette guerre de faire l'examen du triomphe après en avoir tracé le tableau. Le jour de la fortune est un jour absolu, dont le lendemain amène le commentaire. Cette vérité ne pouvait échapper au plus habile calculateur des événemens militaires, à celui qui porté à Dresde par une victoire, y proposa un armistice pour en éviter une nouvelle. Elle devait frapper non moins vivement celui que vingt traités, presque tous signés aussi après la victoire, avaient aguerri aux plus profondes combinaisons de la po-

litique. Et c'est surtout sous le point de vue politique que Napoléon considérait le lendemain des triomphes de Bautzen et de Wurschen ; car, sous le rapport militaire la situation de son armée était beaucoup meilleure qu'après Lutzen, où surprise au milieu d'une marche inoffensive, après avoir couru de tous les dépôts de la France jusqu'au Rhin, et du Rhin sur la Saale, armée, habillée de la veille, portée au feu pour la première fois, elle avait dû, jeune, nouvelle, fatiguée de sa route et du poids de ses armes, soutenir à l'improviste un combat de géants et en faire une victoire de héros. Sa force physique avait dû ployer après le combat sous le faix de son courage et de sa gloire. Mais cette armée de vélites qui venait de s'aguerrir comme par enchantement était reposée ; elle avait mis dix-huit jours à parcourir les trente lieues qui sont entre Lutzen et Bautzen. Elle était plus que reposée : elle avait vaincu, et à son tour elle aimait aussi la guerre. De plus elle s'était fortifiée à Dresde de tout ce qui n'était pas sur le terrain de Lutzen, tant de la garde impériale que de la ligne, du septième corps du général Regnier, de l'armée saxonne et de troupes fraîchement arrivées de l'intérieur. Enfin les trois journées de Weissig, de Bautzen et de Wurschen lui avaient donné ce que ne donnent pas toujours les plus longues guerres, la confiance en elle-même · la cavalerie seulement lui manquait, non pour vain-

cre, mais pour profiter de la victoire; et pour la la troisième fois elle était réduite à ne compter que le jour de sa gloire, à voir se retirer et non fuir son ennemi, à suivre de loin les trente mille cavaliers qui lui dérobaient sa proie. Mais aussi ce n'était qu'avec de l'infanterie que le général Bonaparte avait détruit l'invincible armée équestre des Pachas de l'Égypte. Napoléon avait habilement profité de ce beau souvenir à la surprise de Lutzen. Mais ce souvenir n'était pas resté présent à sa raison, comme une vérité militaire à opposer aux masses civilisées dans la guerre, et à la première cavalerie de l'Europe qu'il aurait constamment à combattre à pied, à la tête des fantassins de la France. Toutefois, malgré cette immense disproportion de moyens, malgré le défaut presque total de l'arme qui est appelée, sinon à gagner les batailles, du moins à compléter les victoires, il sentait bien que son génie, revenu sans blessure de la tempête moscovite, suffisait encore pour tenir une longue campagne glorieuse et peut-être pour parvenir, à l'abri de ses aigles triomphantes, à prouver à ses ennemis que la lutte pourrait encore être tellement prolongée et tellement meurtrière, qu'il serait à la fin reconnu par eux, que la paix dût être envisagée comme une victoire pour les deux partis. Ainsi ce n'était pas la question de l'armée qui était grave pour Napoléon : c'était la question de l'Autriche. Ce prince

l'avait profondément étudiée ; car là seulement était tout le péril. Il en avait eu la preuve le jour même par la lettre autrichienne que M. de Nesselrode avait écrite au duc de Vicence.

Le cabinet de Vienne était pour Napoléon un spectre toujours présent à ses yeux, depuis le moment où il avait déclaré la médiation armée. Dès ce jour l'Autriche lui annonça qu'elle était déjà trop compromise pour ne pas se croire elle-même aussi engagée au moins que les alliés contre Napoléon. Dans la pensée de ce prince la médiation armée de l'Autriche était une menace, ses armemens une hostilité, son langage de la duplicité, toute sa politique une trahison. L'empereur François était d'autant plus son ennemi [1], qu'il était son beau-père et son allié. Il s'était livré à la ligue du Nord ; il ne pouvait plus changer de parti. Les plus miraculeux succès de Napoléon ne pouvaient plus empêcher l'empereur d'Autriche de se mettre incessamment en ligne contre lui. Entraînée par une véritable fatalité, résultat de sa première démarche à Wilna, où elle était venue s'offrir au vainqueur, l'Autriche ne pouvait qu'avancer toujours pour la défection. Elle craignait de se trouver pressée entre la Russie et la France, si

---

[1] *Gener invisus inimici soceri. Quæque apud concordes vincula charitatis, incitamenta irarum apud infensos erant.* (Tacite, *Ann.*, L. Ier.)

elle reculait. Une telle situation se dessine d'une manière si forte ; le péril que l'Autriche a choisi est si clair pour elle, si inévitable, qu'elle ne peut plus entrevoir de moyen de salut que dans le coup de mort que le poids de ses deux cent mille hommes et l'impérieuse autorité de son exemple et de son influence sur toute l'Allemagne, doivent donner à Napoléon.

En regard de cette position de l'Autriche, et bientôt seul contre toute l'Europe, était la grande figure du drame de Moskou, Napoléon. Il voit avec douleur cent trente mille hommes, qu'il a chassés de trois champs de bataille, emporter leurs blessés et marcher devant lui avec le plus grand ordre vers une quatrième position. Il ne peut que les accompagner, il ne peut les poursuivre : le spectre de l'Autriche est encore là. Il sait bien qu'il a forcé les alliés de se retirer derrière l'Oder, que cette marche rétrograde resserre pour le moment les liens de la confédération du Rhin prête à se dissoudre, que pour le moment aussi il frappe de stupeur toutes les trahisons : mais, en se retirant, cette grande armée s'approche de la Bohème, et, ne pouvant déborder cette province, où l'Autriche rassemble ses nombreux armemens, il n'a plus d'autre espérance que celle de déborder sa politique par des négociations. Napoléon se trompe, il croit qu'il reste encore en Europe, hors de la France, un lien social où il puisse être placé.

CHAPITRE XX.

Retraite des alliés. — Combat de Reichembach. — Mort des généraux Bruyères, Kirgener et Duroc. — Propositions d'armistice.

Le 22 mai, à quatre heures du matin, l'empereur se mit à la poursuite des alliés avec la cavalerie de la garde, celle du général Latour-Maubourg et une partie de son infanterie; il marcha toute la journée à la tête de l'avant-garde. On arriva sans obstacles à Weissemberg, mais on trouva de la résistance sur les hauteurs en arrière de Reichembach, où le duc de Frioul avait fait marquer le quartier impérial. Le général Miloradowich, commandant l'arrière-garde ennemie, s'était arrêté dans cette position pour protéger la retraite des souverains, qui avaient couché à Lowemberg. Il fut attaqué par l'infanterie saxonne du général Régnier, qui aborda les hauteurs; les lanciers rouges de la garde firent une autre attaque dans le vallon, sous les ordres des généraux Lefèvre-Desnouettes et Colbert. Ils furent un moment ramenés par la nombreuse cavalerie de l'ennemi; mais les cuirassiers de Latour-Maubourg rétablirent bientôt le combat. L'ennemi abandonna Reichembach et poursuivit sa retraite.

Cette affaire de cavalerie coûta la vie au général de division comte Bruyères, un des officiers les plus distingués de l'armée, dont les services dataient de cette grande époque des triomphes d'Italie. Bruyères, tué d'un boulet dans les champs de Reichembach, mourut de la mort des braves, pleuré par la victoire, sous les regards de la gloire et de la puissance de Napoléon. Il fut plus heureux que Lefèvre-Desnouettes, qu'une destinée bien fatale condamna, neuf ans plus tard, après avoir vu Napoléon deux fois détrôné et la France deux fois envahie, à périr dans les flots de l'Océan, non loin du rivage où l'attendaient sa femme et l'enfant qu'il n'avait pas vu naître. La journée du 22 mai est une page funèbre dans l'histoire de cette armée victorieuse, à qui elle ne donna que des regrets et pas un laurier. « Duroc, dit Napoléon, la fortune nous en veut bien aujourd'hui. »

La mauvaise fortune continua. Au lieu de s'arrêter à Reichembach, où était le quartier impérial, Napoléon, apprenant que l'ennemi, en position du côté de Makersdorf arrêtait encore la marche du général Régnier, se porta de nouveau à son avant-garde, et ordonna un mouvement sur la ville de Gorlitz, où il espérait passer la nuit; mais, comme il descendait rapidement le chemin creux de Makersdorf pour se porter sur une hauteur qui dominait la position de l'ennemi, un boulet perdu ricocha contre un arbre, tua raide le

général du génie Kirgener, et ouvrit le bas-ventre au grand-maréchal Duroc. L'empereur était lancé en plein galop et gravissait la hauteur, suivi du grand-écuyer, auquel le chef d'escadron Lachaise, aide-de-camp du duc de Reggio, vint apprendre la mort du duc de Frioul. Le duc de Plaisance confirma cette triste nouvelle. *Ce n'est pas possible*, dit Napoléon, *je lui parlais tout à l'heure.* Le colonel Gourgaud, son premier officier d'ordonnance, vint rendre compte à l'empereur du mouvement qu'il avait ordonné au prince de la Moscowa sur Görlitz, ajoutant que l'ennemi n'avait plus qu'une faible arrière-garde. Mais la journée militaire était finie : la nuit et la douleur étaient venues, et après avoir laissé aller son cheval en avant pendant un quart d'heure, Napoléon revint sur ses pas, et, suivi des ducs de Dalmatie et de Vicence, se rendit chez le grand-maréchal, où étaient réunis les docteurs Larrey et Yvan et quelques officiers.

Le bulletin rendit compte en ces termes de cette triste entrevue :

« Il le trouva avec toute sa connaissance, et montrant le plus grand sang-froid. Le duc serra la main de l'empereur, qu'il porta sur ses lèvres. « Toute ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre service, et je ne la regrette que par l'utilité dont elle pourrait vous être encore. » — « Duroc, lui dit l'empereur, il est une autre vie ; c'est là que vous

irez m'attendre, et que nous nous retrouverons un jour.» — «Oui, sire; mais ce sera dans trente ans, quand vous aurez triomphé de vos ennemis, et réalisé toutes les espérances de notre patrie. J'ai vécu en honnête homme; je ne me reproche rien. Je laisse une fille, votre majesté lui servira de père.» L'empereur, serrant de la main droite le grand maréchal, resta un quart d'heure la tête appuyée sur la main gauche, dans le plus profond silence. Le grand-maréchal rompit le premier ce silence. «Ah! sire, allez-vous-en: ce spectacle vous peine.» L'empereur, s'appuyant sur le duc de Dalmatie et sur le grand-écuyer, quitta le duc de Frioul, sans pouvoir lui dire autre chose que ces mots: *Adieu donc, mon ami!*

L'empereur revint sur le terrain à droite de la route, où l'on avait dû dresser ses tentes; elles n'étaient pas encore placées. La nuit était déjà profonde. Il s'assit sur un pliant devant le feu du bivouac, dans le silence et l'attitude de la douleur: personne n'osait lui adresser la parole. Quand sa tente fut dressée, l'empereur s'y retira. Il ne soupa point, selon son habitude, avec le prince de Neufchâtel.

A six heures du matin, le grand-écuyer vint prendre ses ordres. Napoléon fit demander le prince de Neufchâtel, à qui il dicta l'ordre suivant. La mort des généraux Duroc et Kirgener, tués dans le groupe de l'empereur, lui avait in-

spiré l'idée de rendre son service moins dangereux pour ceux qui étaient particulièrement attachés à sa personne, en temps de guerre, en les réduisant au plus petit nombre possible.

Ordre.

« Aucun individu, de quel grade qu'il soit, ne suivra l'empereur quand il monte à cheval.

» Le major-général, le maréchal de service, le grand-écuyer, deux aides-de-camp que sa majesté désigne, et, en cas qu'elle ne les ait pas désignés, les deux aides-de-camp de service; deux officiers d'ordonnance que sa majesté désigne, et, en cas qu'elle ne les ait pas désignés, les deux officiers d'ordonnance de service; un page, Roustan, et un seul officier des écuries, suivront sa majesté.

» Il n'y aura ni palefrenier, ni chevaux de main, ni domestiques pour tenir les chevaux des personnes ci-dessus nommées comme accompagnant sa majesté. En cas d'événement, elles seront servies par le piquet.

» Le piquet sera commandé par le général Guyot, et composé de ving-cinq hommes.

» Il y aura de plus l'officier polonais Wonzowitz, pour servir d'interprète; en cas qu'il soit indisposé, il en sera désigné un autre pour remplir les mêmes fonctions.

» Tous les autres aides-de-camp, officiers d'ordonnance, généraux, généraux d'artillerie et du

génie, intendant-général, commissaires-ordonnateurs, et généralement toutes les personnes autres que celles exceptées ci-dessus, suivront l'escadron de grenadiers à cheval de service, et resteront toujours derrière cet escadron.

» Un officier supérieur de la garde, désigné à cet effet d'une manière permanente, sera chargé de la direction de cet escadron qui sera toujours placé à plus de huit cents toises de l'empereur, et ne suivra point ses mouvemens. Le major-général ne le fera suivre que lorsque sa majesté aura pris une direction; de sorte que le quartier-général soit toujours derrière cet escadron, et qu'on puisse toujours l'y trouver, soit pendant une bataille, soit pendant les marches.

» L'écuyer de service est compris au nombre de ceux qui se tiendront derrière l'escadron de grenadiers de service.

» Les deux autres escadrons de chevau-légers et de chasseurs se tiendront dans une position intermédiaire, et avanceront, selon les circonstances, pour couvrir l'empereur.

» Il y aura toujours à la suite des escadrons de grenadiers de service un officier et quinze gendarmes de sa gendarmerie d'élite, ainsi qu'un officier et quinze gendarmes de la gendarmerie de l'armée, afin de pouvoir, au besoin, leur remettre les prisonniers, et les envoyer partout où il faudra rétablir l'ordre.

» Les maréchaux commandans des corps d'armée pourront seuls, et sans aides-de-camp ni suite, accompagner l'empereur, lorsque les circonstances l'exigeront. Toutes les personnes de leur suite se tiendront toujours derrière l'escadron de grenadiers de service.

» Les personnes qui accompagnent l'empereur, marcheront toujours par deux ou par quatre, et jamais en troupe. Les officiers d'ordonnance et les aides-de-camp marcheront en avant, sur les flancs. Le grand-écuyer et le maréchal de service derrière sa majesté, sur le même rang.

» Le piquet sera toujours tenu en ordre, en bataille, ou par quatre. Le général Guyot enverra des hommes du piquet pour éclairer la marche de sa majesté. Le maréchal de service veillera à ce que cela soit fait exactement.

» Le maréchal de service est chargé de tenir la main à l'exécution du présent ordre. »

Si la mort du maréchal Bessières avait fait sur Napoléon une vive impression, la perte du duc de Frioul, qu'il s'était attaché dès la campagne du Piémont, devait lui être encore plus sensible. La fortune attaquait Napoléon dans l'intérieur de sa vie privée, en frappant près de lui, et comme par un choix particulier, hors des dangers de la guerre, par le dernier coup de canon qui annonçait le départ de l'ennemi, un homme éprouvé depuis quinze ans par son dévouement et sa fidé-

lité. Quelques nuages peut-être, dans ces derniers temps, avaient semblé quelquefois troubler la sérénité de la confiance de Napoléon; mais ces légères traces s'effaçaient bientôt devant les souvenirs de l'Italie, de l'Égypte, et des missions politiques et militaires que le duc de Frioul avait remplies avec distinction; et enfin le confident privilégié des pensées, des projets même de Napoléon, le ministre pour ainsi dire de sa vie de famille, et le compagnon de toutes ses destinées reprenait bientôt sur l'esprit et sur l'âme de l'empereur le rang que lui avait donné un premier choix, et que l'habitude avait consacré. Appuyé sur le lit de mort de Duroc, Lodi, Saint-Jean-d'Acre et Wurschen se rapprochèrent tout à coup, et se confondirent dans la pensée de Napoléon. Le palais eut aussi sa part comme la gloire. Ce n'était plus sa fortune seule, c'était sa propre vie qu'il voyait attaquée! Hélas! le temps n'était pas éloigné où, abattu lui-même par un dernier revers, Napoléon voudrait, sous le nom de Duroc, chercher une hospitalité étrangère. Cette hospitalité changée en exil, en bannissement du monde, devait aussi, à son dernier moment, le voir fidèle aux souvenirs douloureux de Mackersdorf, et consacrer, par sa dernière volonté, le dernier vœu du duc de Frioul pour sa fille.

L'empereur ordonne que le corps du grand-maréchal soit transporté à Paris dans l'église des

Invalides, où il recevra les honneurs funèbres. Il veut aussi qu'une simple pierre soit dans le lieu même un monument de sa douleur et de la mort du duc de Frioul. Il dicte lui-même l'inscription :

« Ici le général Duroc, duc de Frioul, grand-maréchal du palais de l'empereur Napoléon, frappé d'un boulet, a expiré dans les bras de son empereur et de son ami. »

Il fait plus, il fait de cette maison une fondation religieuse. Il l'achète, et la donne à celui qui l'habite, à la condition d'y conserver cette pierre funéraire qu'il a posée de ses mains. Mais le 20 mars 1814, la somme confiée par Napoléon au pasteur de Mackersdorf, en présence du juge, pour être remise au donataire, fut réclamée, sans doute à titre de conquête, par le prince Repnin, alors gouverneur-général de la Saxe!

La campagne s'était ouverte à Veissenfels par la mort du maréchal Bessières. La bataille de Lutzen avait été livrée autour de la pyramide de Gustave-Adolphe, et la conquête de la Saxe était marquée par la pierre sépulcrale de trois généraux. Tous les auspices de cette guerre étaient funèbres. Les trois victoires n'ont d'autres palmes que des cyprès, n'ont de trophées que les tombes des vainqueurs!

La douleur s'était mêlée profondément au sentiment de la gloire des armes. Ce fut dans cette disposition que l'on arriva à Gorlitz. Un parlementaire se présente. Le bruit s'en répand. On

parle d'un armistice. Une espérance aveugle ranime les esprits.

Cependant la vivacité de la poursuite de Napoléon fatiguait les alliés, bien que dans leur retraite ils n'eussent rien laissé aux vainqueurs, et l'Autriche s'alarma également de cette marche rapide, qui pouvait, par de nouvelles chances de guerre, compromettre la sécurité de sa médiation armée, déjà ébranlée par les trois victoires de Napoléon, et peut-être lui ravir le temps nécessaire pour terminer les nombreux armemens destinés à appuyer d'autres prétentions. En conséquence, M. de Stadion profitant et de la lettre que M. de Bubna lui avait écrite de Dresde, et de l'ouverture que le prince de Neufchâtel avait faite aux avant-postes russes, avant la journée de Bautzen, lui écrivit le 22 mai :

« Monseigneur,

» M. le général comte de Bubna m'a informé par sa lettre du 18 de ce mois de l'intention que S. M. l'empereur des Français lui a fait connaître, relativement aux moyens d'assurer une négociation pour la paix, et je me suis empressé de les communiquer à l'empereur de Russie et au roi de Prusse. Leurs majestés ayant trouvé dans l'opinion, que l'empereur Napoléon a énoncée sur cet objet, qu'il pense qu'un armistice pourrait préparer les voies à cette négociation, elles m'ont

déclaré qu'elles sont disposées à entrer toujours dans tous les arrangemens que cet objet exigerait et à envoyer aux avant-postes des officiers munis de pouvoirs.

» M. le comte de Bubna ne se trouvant plus en ce moment auprès de l'empereur des Français, j'ai cru de mon devoir de m'adresser à V. A. S. pour lui faire part des sentimens des deux souverains, et la prier de vouloir bien les soumettre à la connaissance de S. M. impériale et royale.

» Je m'estimerais trop heureux si ces premières paroles, que j'ai l'avantage de porter entre les puissances en guerre, pouvaient bientôt être suivies d'autres qui achemineraient à un état de paix, qui tient tant à cœur à mon auguste maître.

» Veuillez agréer, etc.

» Comte Stadion. »

Le comte de Stadion, qui avait reçu la lettre du comte de Bubna, au moins aussitôt que le parlementaire français du prince de Neufchâtel s'était présenté aux avant-postes russes, ne s'était pas empressé, comme il le disait, d'obtenir l'assentiment des souverains alliés. Il avait voulu, comme eux, attendre du sort des armes le droit de prendre une attitude plus ou moins fière; et comme la fortune de la guerre venait de tromper les es-

pérances que les traités secrets avaient rendues communes aux alliés et à la maison d'Autriche, il s'empressa alors, dès le 22, de prendre l'initiative et de faire débuter son maître dans son rôle de médiateur. Il fut d'autant plus encouragé à cette démarche, que la proposition avait été provoquée par le souverain qui déclinait la médiation, et qu'il trouvait ainsi le moyen de lui faire admettre cette médiation, dont l'entremise devenait favorable à la demande de Napoléon. M. de Stadion calcula habilement cette circonstance et saisit l'occasion de dominer aussi la politique des alliés; il sentit bien que l'armistice serait employé utilement aux nouveaux intérêts de son souverain, et lui donnerait, ainsi qu'aux alliés, l'inappréciable avantage de combiner d'une manière plus positive les mesures politiques et militaires qui devaient assurer le succès de la ligue du Nord. Ainsi, au nom du médiateur, il se fit provocateur de l'armistice qui devait perdre Napoléon; et cette convention, proposée par ce prince, pour arrêter l'effusion du sang, devint tout à coup, entre les mains de l'Autriche, une loi de nécessité, imposée par sa médiation. Il résultait aussi de cette conduite, de cette lettre de M. de Stadion, comme l'avait observé judicieusement Napoléon, que l'empereur d'Autriche avait toute sa pensée dans sa correspondance, tandis que lui il n'avait jamais que celle du cabinet de son beau-

père. Cette inégalité de position était forte : c'était négocier contre un pacte. En effet, M. de Bubna, comme on l'a vu, avait bien écrit à M. de Stadion la lettre de l'empereur Napoléon, tandis que M. de Stadion écrivait au prince de Neufchâtel, c'est-à-dire à l'empereur Napoléon lui-même, la lettre de la triple alliance, au lieu de celle de son souverain. L'empereur d'Autriche était un médiateur en trois personnes. La négociation de Prague offrira sans cesse cette situation.

L'empereur Napoléon ne juge point cette démarche de M. de Stadion, dont cependant la haine particulière lui est connue. Il pense que l'on accepte enfin ce qu'il a proposé, tandis que l'on demandait ce qu'on voulait obtenir, et il donne ordre au prince de Neufchâtel de répondre qu'on recevra les officiers munis de pouvoirs.

Le 23, l'armée passe la Neiss à Gorlitz. Le 24, jour où elle passe la Queiss, tel est l'emplacement de l'armée : le prince d'Eckmülh est à Brême; le duc de Bellune à Rothembourg; le 3e. corps à Gorlitz, le 4e. corps à Laubau, le 5e. corps en avant de Hochkirch sur Buntzlaw, le 6e. sur Hochkirch, le 7e. en marche d'Hochkirch sur Buntzlaw, le 11e. sur Laubau, le 12e. sur Bautzen; le général Latour-Maubourg en marche d'Hochkirch sur Buntzlaw; la jeune garde en avant de Gorlitz, le quartier-impérial à Gorlitz. Le 25, l'armée entre en Silésie sur trois colonnes; elle

était toute réunie. Le prince de la Moscowa commandait l'avant-garde du centre, avec les généraux Regnier et Lauriston, et suivait la retraite de Blücher et de Barclay de Tolly. A la droite, les ducs de Tarente et de Raguse, et le comte Bertrand poussaient l'armée de Wittgenstein; à la gauche, la marche était sur Glogaw, qu'il fallait débloquer, après son héroïque résistance; le duc de Bellune venait de faire sa jonction avec le général Sébastiani. Pourquoi s'arrêter? Pourquoi négocier quand l'armée est compacte, triomphante, lancée à la suite et à la vue de ses ennemis? Mais la pensée de Napoléon est fixe pour un armistice.

Le 24, l'empereur a couché à Codlitz. Le 25, il fait écrire de cette ville, par le duc de Vicence, au comte de Nesselrode :

« Monsieur le comte,

» J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20 de ce mois. Je n'étais, je ne suis chargé d'aucune ouverture diplomatique; mais je devais, en profitant de l'audience que sa majesté aurait daigné m'accorder, et si elle avait été disposée à éviter la bataille, lui proposer un armistice. Je continue à être chargé de la même commission. Aujourd'hui que l'on est d'accord sur l'ouverture d'un congrès, et d'après ce que vous voulez bien me dire de personnel, j'ose me

flatter qu'il n'y a plus d'objection à ce que l'empereur Alexandre m'accorde l'honneur de lui faire ma cour. »

Le soir, l'empereur arrive à Buntzlaw. Le Bober a été passé le 25. Le 27 on a passé la Katzbach. Ces deux rivières doivent encore revoir les Français et leurs ennemis. Le comte Stadion semble être le général en chef de la retraite des alliés, à qui il fait abandonner toutes les routes de leurs patries respectives pour les appuyer sur la Bohême, où de grandes intelligences militaires leur sont ménagées. Le 26, Napoléon a séjourné à Buntzlaw. Là, sa prévoyance se fixe plus particulièrement, au moment de préparer de nouvelles opérations militaires, sur les soins à donner aux malades et aux blessés, et il dicte au comte Daru la lettre suivante, si remarquable par les détails, où il savait descendre avec cette supériorité, qui caractérisait les étonnantes facultés de son esprit.

« Monsieur le comte Daru, présentez-moi un projet de décret pour former un bataillon d'équipage militaire d'ambulance; ce bataillon sera composé de 12 compagnies; chaque compagnie sera de 50 voitures et une forge; chaque voiture sera organisée comme les ambulances de la garde, un homme, 2 chevaux et une voiture; ce qui fera par compagnie 60 hommes, 120 chevaux, compris les haut-le-pied, 50 voitures et une forge; et pour

les 12 compagnies, 720 hommes, 1440 chevaux, 600 voitures, 12 forges. Ces voitures seront destinées principalement à retirer les blessés du champ de bataille. Il y aura cependant sur chaque voiture un petit coffret contenant du linge à pansement, un peu de charpie, un choix d'instrumens, un peu d'eau-de-vie, enfin l'équivalent de l'ambulance que j'accorde à un bataillon à dos de mulet. Chacune de ces voitures pouvant porter quatre hommes, j'aurai donc de quoi porter 2,400 blessés. Mais, pour ne pas augmenter les cadres et ne pas m'induire dans de nouvelles dépenses, on pourrait convertir un des bataillons qui s'organisent en France, tel par exemple que le 14e., qui n'a pas encore ses voitures, en un bataillon de cette espèce. Il faudrait que ce bataillon fût sous les ordres des chirurgiens de l'armée; en accordant une compagnie à chaque corps d'armée, il en resterait encore six pour le quartier général; des infirmiers à pied seraient attachés à ce bataillon; de sorte qu'aussitôt qu'un homme se trouverait blessé à ne pouvoir pas marcher, on le mettrait dans une de ces voitures. Faites-moi un projet là-dessus. Il me semble qu'à la garde on se trouve bien de ces petites voitures, et qu'elles ont rendu de grands services. En accordant 50 de ces voitures à un corps d'armée, on pourrait donc en accorder 12 à chaque division : ce qui ferait l'équivalent des moyens de pansement portés par

les 12 chevaux de peloton ; ce qui, avec cette ambulance de chevaux de peloton, deviendrait tellement considérable, qu'on pourrait diminuer les ambulances. Dans les marches, ces voitures pourraient aussi servir à porter les hommes éclopés et fatigués, jusqu'au lieu où l'on forme des dépôts pour des hommes éclopés et fatigués.

» Faites-moi le devis de ce que cette nouvelle organisation coûtera. Sur ce, je prie Dieu, etc.

» Buntzlau, le 26 mai 1813.

» *Signé* Napoléon. »

Les affaires marchaient rapidement dans la trente-deuxième division militaire. Le roi de Danemarck venait de reprendre hautement son alliance offensive avec la France. M. Alquier, ambassadeur de France à la cour de Copenhague, avait annoncé au prince d'Eckmülh, qui commandait en chef cette division, la réunion des troupes danoises sous ses ordres et l'arrivée de M. de Kaase, que le roi de Danemarck envoyait à l'empereur Napoléon. En effet, M. de Kaase était le 24 à Haarbourg, et le 26 mai le prince d'Eckmülh écrivait de cette ville au prince major-général :

« Monsieur le comte de Kaase, que j'avais annoncé à votre altesse sérénissime, est parti cette nuit pour le quartier-général de l'empereur. Il a assisté hier à la conférence qui a eu lieu entre le

général Vandamme, moi et le colonel Halfner, commandant d'Altona, envoyé par le général danois pour concerter les opérations militaires. Je dois dire à votre altesse sérénissime que j'ai été très-satisfait de M. le comte de Kaase; il a montré dans cette conférence un excellent esprit et constamment répondu aux difficultés qu'élevait le colonel Halfner, que c'était aller contre les intentions de son souverain, que de ne pas franchement entrer dans nos opérations : et à propos de cela, il a montré une lettre du roi, où sa majesté se plaint que ses généraux mêlent avec leurs devoirs leurs opinions politiques. Il est résulté de cet entretien, que les Danois réuniront le tiers de leurs forces à Altona et les deux autres tiers à Waudsbeek. »

Il y eut une mauvaise affaire le 26 près d'Haynau, où le général Maisons fut surpris et perdit de l'artillerie et des prisonniers. Le lendemain le général Sébastiani fut plus heureux, il enleva à Sprottau vingt-deux pièces de canon et prit cinq cents hommes. Cependant la retraite de l'ennemi exécutée avec promptitude imprimait son mouvement aux troupes qui bloquaient la ville de Glogaw, si vaillamment défendue par les généraux Laplane, Durrieu et Dode.

La réponse du comte de Nesselrode au duc de Vicence ne se fit pas attendre. Elle était datée du 26, et elle mettait assez à découvert la nature de

l'intérêt que son souverain attachait à la proposition de l'armistice.

« Monsieur le duc,

» J'ai mis sous les yeux de l'empereur la réponse que votre excellence a bien voulu faire à ma lettre du 8-20 de ce mois. Sa majesté impériale pense que, pour les arrangemens à prendre d'un armistice, *il était plus simple qu'elle envoyât un officier de confiance aux avant-postes de l'armée française. Ce serait faciliter l'affaire pour épargner*, monsieur le duc, *la peine d'une course pour un objet purement militaire*, et qui peut être promptement consommé. Le commandant en chef des armées a donné en conséquence les pouvoirs nécessaires à monsieur le lieutenant-général comte de Schomloff et à un officier prussien, choisi par sa majesté le roi, pour négocier et conclure l'armistice en question.

» Agréez, etc.

» Comte de Nesselrode. »

Il était difficile d'éluder d'une manière plus tranchante, soit la présence du duc de Vicence au quartier-général de l'empereur Alexandre, auquel ce choix avait paru pouvoir être agréable, soit le fonds de la proposition de l'empereur Napoléon, et de parler avec plus de hauteur après trois défaites. *Ces gens-ci n'ont pas l'air trop battus*, avait dit Napoléon au prince de Neuf-

châtel, en suivant leur retraite sur la route de Reichembach, le lendemain de la troisième victoire! Quel rapprochement pouvait alors se présenter à la pensée de ce prince, entre cette réponse du ministre de l'empereur Alexandre et le sauf-conduit qu'il avait accordé si généreusement, au moins à l'armée russe, après le glorieux triomphe d'Austerlitz! Mais aussi qu'il y avait loin d'Austerlitz à Wurschen! Il semblait que les élémens irrités de la Russie continuaient leur influence. Les hommes et les choses étaient toujours déplacés: Alexandre vaincu répondait en vainqueur, Napoléon victorieux supportait un premier affront.

Le 27 le quartier-général impérial fut porté à Liegnitz, où l'empereur Napoléon passa la journée du lendemain. Ce fut le 28 que le duc de Vicence reçut des plénipotentiaires russe et prussien la lettre suivante, à laquelle étaient joints les pleins-pouvoirs du commandant en chef des armées combinées.

Le comte de Schowaloff au duc de Vicence, $\frac{16}{28}$ mai.

« Monsieur le duc,

» J'ai l'honneur d'informer votre excellence que je suis chargé par S. E. M. le général en chef des armées combinées, conjointement avec S. E. M. le lieutenant-général prussien de Kleist, de traiter de l'armistice dont il a été question en dernier lieu, avec

le ou les plénipotentiaires qui seront nommés par S. M. l'empereur des Français. J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint, à votre excellence, une lettre de S. E. M. le comte de Nesselrode relativement à cet objet, ainsi que la copie des pleins-pouvoirs dont M. le général de Kleist et moi sommes munis. Nous attendrons aux avant-postes russes une réponse de votre excellence, afin de nous rendre aux avant-postes français, quand le ou les plénipotentiaires nommés par l'empereur Napoléon s'y trouveront. C'est là que nous avons l'ordre de traiter l'affaire dont il est question.

» J'ai l'honneur d'être, etc. »

Pleins-pouvoirs.

« S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. le roi de Prusse s'étant décidés à conclure entre leurs armées et celles de S. M. l'empereur Napoléon un armistice, pendant lequel *la puissance qui s'est chargée de la médiation de la paix, fera entendre les propositions qui doivent servir de base à cette œuvre salutaire*, nous avons en conséquence chargé et autorisé, comme nous chargeons et autorisons par les présentes, LL. EE. MM. les lieutenans-généraux comtes de Schowaloff et Kleist, au nom de LL. MM. et en notre qualité de commandant en chef des armées combinées, à négocier, arrêter, conclure et signer avec celui ou ceux qui seront nommés pour

cet effet de la part de S. M. l'empereur Napoléon, et munis de pouvoirs, l'armistice en question. Promettons, sur notre parole et en notre qualité de commandant en chef, d'accomplir et de faire exécuter tous les articles d'armistice qui, d'un commun accord, auront été signés entre lesdits plénipotentiaires. En foi de quoi, nous avons signé les présens pleins-pouvoirs et y avons apposé le cachet de nos armes.

» En notre quartier-général, ce $\frac{16}{28}$ mai 1813.

» BARCLAY DE TOLLY,
» Général commandant en chef les armées combinées. »

La teneur de ces pouvoirs exprimait clairement que la médiation autrichienne, à laquelle Napoléon voulait se soustraire, était la condition *sine quâ non* de toute espèce d'arrangement, et qu'il était obligé de se soumettre à l'intervention dont M. de Bubna était chargé à son quartier-général, comme M. de Stadion l'était à celui des alliés.

Ainsi la campagne militaire était suspendue, mais la campagne politique allait s'ouvrir, et dans cette autre guerre, Napoléon allait trouver un ennemi actif, adroit, passionné, qui lui disputerait corps à corps le champ de la négociation, et qui serait d'autant plus inflexible, qu'il serait sous l'influence autrichienne. C'était déjà la guerre de la triple alliance, qui se montrait à Napoléon sous la forme de la négociation d'un armistice.

Toute la force, toute la prudence, toute la supériorité de Napoléon doivent être mises en jeu pour débattre ce traité temporaire, qui cachait et qui servait, par ses délais, les intérêts d'un pacte fatal à la France et à Napoléon.

CHAPITRE XXI.

Instructions pour le duc de Vicence, et conférence de M. le duc de Bassano avec le comte de Bubna, à Liegnitz.

Le comte de Stadion, le commissaire impérial de la médiation autrichienne au quartier-général des alliés, était devenu le général en chef de leur retraite; il leur avait fait abandonner toutes les routes de leurs patries respectives, pour les appuyer sur la Bohême, où de grandes intelligences guerrières leur étaient ménagées. La garde impériale avait suivi le mouvement. Napoléon était de sa personne parti le 29 pour Rosnig, et établit le lendemain son quartier-général à Neumarck. Il avait laissé à Liegnitz le duc de Bassano pour dresser les instructions du duc de Vicence.

Instructions pour M. le duc de Vicence relativement à un armistice.

« Le duc de Vicence se rendra, à onze heures, au village de Neudorf; il y aura une copie certifiée par lui de la lettre close du 18 mai, et il la remettra aux plénipotentiaires de l'ennemi. Il sera en même temps muni de la copie des pleins-pouvoirs donnés par le général Barclay de Tolly.

» Le duc de Vicence remarquera que nous ne

sommes pas d'accord sur la question principale, que les ennemis ne veulent pas de congrès et veulent continuer la guerre, dans l'espérance d'entraîner l'Autriche en la chargeant de prononcer une sentence : chose inconcevable et absurde.

» Ce n'est pas le cas de faire sentir cette inconvenance et cette absurdité, et de contester; il faut avant tout que le duc de Vicence remette une copie de la lettre close, qui renferme ses pouvoirs et que les plénipotentiaires de l'ennemi la prennent.

» L'armistice doit être motivé par un préambule sur la réunion des congrès, à peu près en ces termes :

» LL. MM., etc., voulant entamer des négo-
» ciations pour parvenir à une paix définitive,
» ont résolu de réunir à cet effet leurs plénipo-
» tentiaires en un congrès; et, en attendant, de
» faire cesser le plus tôt possible les hostilités en-
» tre les armées respectives, etc., etc.

» Les plénipotentiaires doivent être prévenus contre ce préambule; ils en présenteront probablement un dans le sens de leurs pleins-pouvoirs. Le duc de Vicence s'y opposera, en faisant entendre que la paix est un problème indéterminé, qui ne peut être décidé par personne, et qui doit être négocié; il proposera alors un autre préambule dans ces termes :

» LL. MM., etc., voulant aviser au moyen de
» faire cesser la guerre malheureusement allumée

» entre eux, sont convenus, à cet effet, d'une » suspension d'armes, etc. » Par cette rédaction, la question du congrès est éludée.

» Il est important qu'avant d'entamer la discussion d'aucune condition, le préambule soit arrêté, afin que, si l'on rompait sur les conditions de l'armistice, on sache si les plénipotentiaires étaient préparés sur la question du préambule, ainsi qu'on peut le prévoir d'après les pleins-pouvoirs qui leur ont été remis par le général Barclay de Tolly.

» Le duc de Vicence pourra dire que l'Autriche a consenti au congrès.

» Cette matière épuisée, on en viendra aux conditions de l'armistice.

» 1°. Nous prendrons pour limites la rive gauche de l'Oder, que nous avons déjà, et la ligne de démarcation que nous avions en Silésie pendant la campagne dernière, que nous avons dépassée et sur laquelle nous ne ferons pas difficulté de revenir.

» 2°. Quant à Dantzick, Modlin, et Zamosc, aucune de ces places ne sera assiégée; aucun ouvrage ne sera fait à portée du canon, et les armées ennemies se chargeront de fournir aux garnisons les vivres à raison de leur consommation; et ce, tous les cinq jours. Elles auront un rayon qui s'étendra à la portée du canon.

» 3°. Un courrier pourra partir tous les huit

jours pour porter des nouvelles aux garnisons et en rapporter.

» 4°. Quant à la durée de l'armistice, une condition essentielle est, qu'elle soit étendue à tout le temps des négociations.

» Si les plénipotentiaires ennemis n'y consentent pas, on pourra borner la durée de l'armistice à trois mois; c'est-à-dire, jusqu'au 1er. de septembre.

» Enfin, après avoir insisté fortement, on pourra consentir à réduire l'armistice à deux mois, à condition que l'on se préviendra quinze jours d'avance; c'est-à-dire, que si, à l'expiration de l'armistice, il n'est pas prorogé, on aura quinze jours avant la reprise des hostilités. Un armistice qui pourrait être rompu au bout de quinze jours serait tout à l'avantage de l'ennemi, à qui quinze jours suffiraient pour remettre les armées en ligne; tandis qu'un armistice qui serait moindre de deux mois et demi, ne servirait en rien à l'empereur, qui n'aurait pas le temps de rétablir sa cavalerie.

» A Liegnitz, le 29 mai 1813.

» Le ministre des relations extérieures.

» *Signé* le duc de BASSANO. »

Note dictée par l'empereur sur la démarcation de l'armistice.

« La ligne de neutralité partait de Rawitz, passait près de Leubel, Wersingam, Seyffersdorf;

joignait l'Oder près Pogrell; le quittait près Maltsch ; suivait la frontière de Breslau jusque vers Zolben; de là, celle de Brieq jusqu'au comté de Glatz, celle de Glatz jusqu'à la frontière de Bohême.

» Je renonce à la rive droite de l'Oder, hormis une lieue autour de Glogaw, autour de Custrin, autour de Stettin.

» Je renonce s'il le faut, mais après avoir longtemps disputé, au duché de Schweidnitz; alors la ligne passerait près de Striegau, Grabeln, Kupferberg et se rattacherait à la frontière de Bohême. »

Extrait de la convention de neutralité.

ARTICLE 6.

« Les troupes françaises ou alliées pourront traverser et occuper les provinces prussiennes, à l'exception de la haute Silésie, du comté de Glatz, et des principautés de Breslaw, d'Oeln et de Brieg. Elles n'entreront ni dans cette partie de la Silésie, ni dans les pays qui ne feront pas partie de la ligne d'opération. »

Le comte de Bubna s'était rendu à Vienne, pour faire connaître le résultat de la première mission qu'il avait remplie à Dresde, auprès de l'empereur Napoléon. Les propositions qu'il devait transmettre portaient sur l'ouverture d'un congrès pour la paix, soit générale, soit conti-

nentale, sur un armistice à conclure entre les parties belligérantes, lorsque la proposition du congrès aurait été agréée par elles, enfin sur la nomination d'un plénipotentiaire pour régler, entre la France et l'Autriche, le sort de l'alliance existante et l'acceptation de la médiation. Le comte de Bubna, parti de Dresde le 18 mai, revint le 30 au quartier-général, et c'est alors qu'eut lieu ce que l'on veut appeler les conférences de Liegnitz.

M. le comte de Bubna exprima toute la satisfaction « que sa cour avait éprouvée en voyant que l'empereur Napoléon, malgré les nouveaux succès qui, dans l'intervalle, avaient couronné ses armes, persistait dans ses dispositions pacifiques. Elle ne doutait point que la Russie et la Prusse ne consentissent à ouvrir dans un congrès et sous sa médiation, des négociations pour la paix. Elle allait employer ses bons offices pour parvenir à ce résultat. Elle voyait déjà dans l'armistice qui se négociait, et dans la suspension prochaine des hostilités, le gage d'un succès auquel elle s'estimait heureuse de consacrer ses efforts. Elle n'oublierait jamais que les premières démarches pour rendre à l'Europe la paix dont elle avait un si pressant besoin, avaient été faites par l'empereur Napoléon, dans le moment même où la victoire paraissait lui conseiller de placer toute sa confiance dans le sort de ses armes. Si son im-

partialité pouvait être altérée dans l'œuvre de la médiation dont elle allait se charger, ce serait encore plus par le sentiment juste et profond que lui inspiraient les dispositions magnanimes de l'empereur Napoléon pour la paix du monde, que par le souvenir des liens politiques et de famille existant entre les deux souverains. »

Le duc de Bassano accueillit ces assurances; mais, « en exprimant la confiance qu'elles devaient inspirer à l'empereur Napoléon, il fit remarquer au comte de Bubna que l'objet de son voyage à Vienne, n'avait pas seulement été d'obtenir que sa cour se prononçât sur la prompte ouverture d'un congrès, et s'entremît pour obtenir des ennemis de la France un consentement à la négociation de la paix; mais qu'il s'agissait aussi de régler les nouveaux rapports de la situation où la France et l'Autriche allaient se trouver vis-à-vis l'une de l'autre. Le traité de Paris avait établi entre elles une alliance politique, et cette alliance subsistait. Par cette alliance, l'Autriche était garante de l'intégrité du territoire actuel de la France. Entendait-elle exercer cette garantie et la soutenir par la force des armes, ainsi qu'elle y était obligée, si les puissances ennemies de la France prétendaient exiger de celle-ci des conditions qui attaqueraient l'intégrité de son territoire actuel? Si l'empereur Napoléon était disposé à ne pas se prévaloir avec rigueur de cette situa-

tion de l'Autriche vis-à-vis de lui, ce qu'il avait manifesté en ne s'opposant point à l'offre de la médiation autrichienne, il n'en était pas moins convenable et nécessaire que la situation respective des deux puissances fût définie d'une manière précise. La question qu'il y avait à résoudre à cet égard avait des rapports essentiels avec le grand objet de la paix. Il était donc indispensable de s'entendre d'abord sur l'existence du traité de Paris, et sur les parties de ce traité que les circonstances pourraient mettre dans le cas de tenir en suspens. M. le comte de Bubna s'étant chargé de prendre à cet égard les ordres de sa cour, il était prié de s'expliquer sur ce point. »

M. le comte de Bubna répondit « que sa cour n'avait cessé de manifester l'intention de ne rien préjuger sur les bases de l'alliance avec la France. Qu'elle avait à la vérité pensé que les rapports militaires qui en résultaient étaient susceptibles de quelques restrictions; mais qu'il n'avait pas pu être dans son intention de les obtenir autrement que d'un commun accord; qu'en conséquence il était autorisé à assurer que la cour de Vienne était disposée à passer un acte qui, en reconnaissant que le traité de Paris n'avait pas cessé de lier les deux puissances, renfermerait une réserve sur les stipulations qui ne seraient pas d'accord avec les circonstances. »

Le duc de Bassano, « acceptant ces assurances

comme la base de l'arrangement qui devait en être la suite, engagea M. de Bubna à en faire l'objet d'une négociation immédiate, et, à cet effet, à entrer dans les explications qu'il aurait été autorisé à donner par sa cour sur les réserves qu'elle jugeait nécessitées par les circonstances. Si ces réserves, qui devaient confirmer les bases de l'alliance, devaient porter sur les articles secrets, en ce qu'ils auraient d'incompatible avec la conjoncture actuelle, on ne pouvait y suppléer que par une convention nouvelle. M. le comte de Bubna ne se trouva pas muni d'instructions suffisantes pour s'expliquer et de pouvoirs pour négocier.

Un autre objet sur lequel on s'attendait qu'il serait en mesure était relatif à l'acceptation de la médiation. Plusieurs points devaient nécessairement être réglés. Le duc de Bassano en fit l'énumération, et représenta qu'il était contre l'usage des cabinets et notamment contre celui du cabinet de France, d'accepter une médiation autrement que par une convention discutée et librement consentie. Cette formalité à laquelle l'Autriche n'avait aucune raison de s'opposer, la dignité de la France exigeait qu'elle fût remplie.

M. de Bubna admit ces considérations dans toute leur force, et en protestant du sentiment avec lequel sa cour avait accueilli l'exposé fidèle qu'il lui avait fait des dispositions de l'empereur

Napoléon et de la confiance de ce prince dans les intentions de son beau-père, il assura que l'Autriche n'avait jamais eu la pensée de procéder différemment. On se trouvait donc parfaitement d'accord sur ces préliminaires; mais M. le comte de Bubna n'avait pas plus de pouvoirs pour entrer en négociations réglées sur ce second objet que sur le premier.

Le duc de Bassano, après avoir garanti de nouveau la persévérance de l'empereur Napoléon dans la confiance que lui inspiraient les dispositions de son allié, tant sur les rapports politiques existans entre eux, que sur les vues qui avaient porté l'Autriche à offrir sa médiation, engagea le comte de Bubna à transmettre à Vienne ces nouvelles assurances, et à aller lui-même, s'il le jugeait convenable, presser sa cour de donner enfin des pouvoirs qu'on verrait avec plaisir entre les mains de M. le comte de Bubna. Il lui représenta que si, comme il y avait tout lieu de le penser, on devait aux instances de l'Autriche auprès de la Russie et de la Prusse la prompte acceptation de l'ouverture d'un congrès, il n'y avait pas un moment à perdre pour conclure un arrangement qui en était un préliminaire indispensable. On verra comment M. de Metternich parvint à retarder pendant un mois entier ces négociations, sur lesquelles de part et d'autre il

paraissait facile de s'entendre, et qui furent à Dresde l'affaire d'un moment.

M. le comte de Bubna repartit pour Vienne après cette conférence, et donna l'assurance qu'il serait bientôt de retour avec les pouvoirs nécessaires.

CHAPITRE XXII.

Sur l'armistice.

Le 18 mai, le vainqueur de Lutzen entré triomphant à Dresde avait cru devoir par une démarche directe proposer aux alliés une suspension d'armes dans le but de faire la paix. Cette proposition avait été éconduite par un subterfuge de cabinet. Son ennemi avait interprété cette démarche toute nouvelle de la part de Napoléon, comme un aveu de sa faiblesse, et l'avait condamné à vaincre deux jours de suite à Bautzen et à Wurschen. Il avait espéré en triompher avec les vieilles bandes russes et prussiennes, que le traité de Breslau avait réunies sur le champ de bataille, et ce calcul eût peut-être été vraisemblable, si l'armée française, toute neuve pour la guerre, n'eût pas été commandée par Napoléon. Trois fois vaincus par la conscription, les alliés, sans renoncer au lien politique, au cri de mort qui venait de les unir contre Napoléon, convinrent d'accepter l'armistice qui leur était favorable, et non la paix qui était le seul but de leur ennemi. Napoléon, échappé de Moscou, ne sentit point que ce n'était pas après trois victoires, dont aucune n'était décisive, qu'il

pouvait faire la paix. Après les conférences de Wilna, les traités de Stockholm, de Breslau, de Kalish, qui fédérèrent successivement contre lui tout le Nord de l'Europe, sauf le Danemarck, il lui fallait planter des trophées sur la triple ligne des fleuves de l'Allemagne septentrionale, et se hâter d'épuiser sur les champs de bataille de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule, la population guerrière qui était en ligne contre lui, afin d'arrêter celle qui était encore en marche.

L'examen de cette question de l'armistice après trois victoires, et de sa proposition après la première, fait naturellement entrer en scène, non le caractère, mais la pensée privée de Napoléon. Cet homme, qui est autant un phénomène moral qu'un phénomène politique et militaire, était malheureusement convaincu que l'Europe, dont il tenait les rênes depuis dix ans, ne pouvait se passer de lui. Cette erreur a quelque chose de prodigieux; elle suppose une foi aveugle dans un génie immense, dans la séduction des rois et dans l'admiration des peuples.

Napoléon était entouré, et n'était point conseillé à son quartier-général, où l'on ne se sentait plus propre à faire la guerre que pour arriver à la paix. Ce n'était pas ce qu'il savait le mieux, quoiqu'il laissât causer autour de lui. Mais par une généreuse erreur, que l'habitude d'une domination d'enthousiasme rendait excusable depuis le con-

sulat, il se refusait à mettre aussi la France et surtout l'armée au nombre des obstacles qu'avaient élevés autour de son trône le désastre de Moscou et la guerre d'Espagne. Il n'avait jamais pu calculer que la France pourrait lui manquer. Ce lien de famille, qu'il regardait et qu'il devait regarder comme indissoluble, il l'étendait aussi, par le même sentiment, sur la maison d'Autriche, dont une archiduchesse assise sur le trône de France venait de perpétuer et de légitimer sa dynastie. Trop habitué aussi à voir l'état dans le souverain, il ne voyait que les rois soit amis, soit ennemis, et il mesurait sur les facultés morales de chacun d'eux, qui lui étaient si bien connues, le poids et la durée de leur amitié ou de leur haine. Il avait trop vu les rois, et pas assez les gouvernemens. Il oublia les cabinets à cette époque où, par la promotion subite d'une conspiration toute révolutionnaire, ces cabinets montèrent sur le trône, imposant à leurs maîtres la signature de leurs décrets et de leurs traités. Napoléon mettait avec raison sur le compte de la retraite de Moscou l'égarement de la loyauté du roi de Prusse; sur celui d'une vengeance naturelle, l'impétuosité momentanée de l'empereur Alexandre; sur celui d'une politique héréditaire la médiation armée de son beau-père, dont la correspondance privée était toute paternelle; sur le compte d'anciens ressentimens de révolution

l'apparition de l'ex-maréchal Bernadotte; et enfin, sur l'éternité de sa haine pour la France, l'animosité de ce pays excentrique qui, seul de tous les états de l'Europe, était depuis sa révolution gouverné, non par un roi, mais par un cabinet. Napoléon savait que pour cette raison, ce gouvernement devait être et était implacable. Quant aux autres gouvernemens, comme il n'y voyait que des hommes, que des souverains avec lesquels il avait vécu, il les soumettait aux bornes des passions qui peuvent animer des hommes et des souverains. En un mot, il ne vit ni la ligue ni l'usurpation des cabinets; et il fut loin de voir aussi dans sa propre capitale se glisser cette affiliation d'aristocratie ministérielle, qui dans les murs de Paris improvisa bientôt un ministère caché, un cabinet européen, et qui couvrit ainsi d'un même filet les états ennemis, les états alliés, et la France elle-même.

Napoléon était déjà après Lutzen, non sur le terrain de la guerre ou de la paix, mais sur celui de la trahison et de la conjuration. Il continuait la carrière, il suivait les vicissitudes, il combinait les événemens d'une destinée, qui venait d'être retranchée par un verdict silencieux de la diplomatie européenne, tandis qu'elle était loyalement combattue à champ ouvert par des armées commandées par leurs souverains. Ceux-ci n'é-

taient pas plus dans le secret de leurs cabinets que Napoléon.

L'empereur des Français proposa un armistice, comme souverain, puisqu'il déclara au début que c'était pour arriver à la paix, tandis que la proposition en fut reçue, entendue et admise à la fin par les princes alliés, non comme souverains de la Russie et de la Prusse, mais comme commandans les armées russes et prussiennes.

La question se réduit donc à savoir si l'armistice était plus favorable à Napoléon qui le proposait, qu'à ses alliés, ce qui aurait dû lui être démontré, puisqu'il avait pris l'initiative de la proposition. Il devait également lui être prouvé que l'armistice ne valait rien pour lui, du moment où M. de Stadion, qui en avait fait rejeter la proposition après Lutzen, la provoquait après Wurschen par sa lettre au major-général.

Les motifs qui décidèrent Napoléon à cette démarche, au début de la campagne, après la première victoire, durent avoir encore plus de gravité après les deux qui la suivirent, ou plutôt, ils ne pouvaient exister après Lutzen que sous un point de vue qui était le péril naturel de cette campagne, c'est-à-dire, la supériorité numérique des premières armées envahissantes, leur accroissement annoncé par celles qui étaient en marche de la Russie et de la Prusse, la coopération prochaine de l'armée suédoise soldée par l'Angleterre, celle me-

naçante de toutes les forces de l'Autriche, que le même mobile avait déjà pu séduire, la réunion à la ligue du Nord de tous les alliés allemands de Napoléon, et enfin, l'inappréciable avantage pour toutes ces masses d'être toujours en pays ami depuis leur départ jusqu'au Rhin. Pour peu que l'on connaisse la profondeur et l'étendue de l'esprit de Napoléon, on ne peut douter que d'un coup d'œil embrassant tout le péril, d'un autre il n'ait vu dans la proposition d'un armistice le seul moyen de rendre ce péril stationnaire, et qu'il n'ait sans doute alors entrevu l'espérance d'en diviser les parties par des négociations de plus d'une nature. Telle fut sa pensée en demandant la suspension d'armes après Lutzen : telle fut-elle, à plus forte raison, après les deux autres victoires, où il devait accorder une grande confiance politique à la prépondérance que cette suite de succès venait de rendre à ses armes. Il est difficile de croire qu'un esprit aussi supérieur, et qu'un aussi grand capitaine, à qui on ne pouvait reprocher de chercher à s'endormir après la victoire, n'eût proposé cette suspension d'armes que dans le seul but de compléter sa cavalerie par celle qu'il attendait des dépôts de la Lorraine et de l'Alsace.

C'était ce que l'on disait autour de lui, ce qu'il disait lui-même; c'était aussi l'un des motifs que mettaient en avant ceux qui, justement fatigués de la guerre, croyaient à tort à la possibi-

lité d'un accommodement entre une ligue de rois qui voulaient reconquérir tout l'empire français au delà du Rhin, réduire la France aux frontières de 1789, et stipuler peut-être son partage dans le palais même de leur ennemi détrôné, et entre cet ennemi dévoué à la haine et à la vengeance, qui ne consentait réellement à suspendre ses armes que pour mieux consolider par la paix, soit générale, soit continentale, le pouvoir qui allait lui échapper, et qui, hors de cette condition d'une paix honorable à laquelle il destinait d'immenses sacrifices dans le nord et dans le midi de l'Europe, s'était imposé de ne pas céder un village du territoire que la république lui avait confié. Sa profession de foi vis-à-vis de lui-même se réduisait à dire : ce que j'ai conquis sera compensation; ce que j'ai reçu est patrimoine.

» On disait encore au quartier-général de Napoléon : l'armée qui vient de gagner d'une manière si merveilleuse avec des conscrits, c'est-à-dire seulement avec de l'infanterie et de la cavalerie, les victoires de Lutzen, de Bautzen et de Wurtschen, et qui depuis le 1er. mai, jour de l'ouverture de la campagne, n'a cessé de se battre partiellement, l'armée n'a point été invulnérable, et elle a diminué de près de moitié. Ces conscrits, qui ont vaincu les vieilles bandes russes et prussiennes, ont autant besoin d'instruction que de repos. Ils ont été victorieux par instinct, mais

ils ont plus de courage que de force, et ils peuplent chaque jour les hôpitaux. Le peu de cavalerie qui ait rejoint, composée de recrues, est presque hors d'état de servir. Les partisans ennemis inquiètent impunément les derrières de l'armée, interceptent ses convois, attaquent ses dépôts et ses ambulances. L'empereur n'a plus assez d'armée pour livrer une quatrième bataille et pousser l'ennemi jusqu'au delà de Varsovie. Il faudrait huit jours de batailles pour atteindre la Vistule. Si l'empereur continuait sa marche, il laisserait sa ligne de communication exposée à être coupée par le corps de Bulow, qui couvrait Magdebourg, ou par les Autrichiens eux-mêmes, dont la neutralité, au nom d'une médiation armée, est déjà une véritable trahison. Sans doute ils n'attendent que le moment de voir l'empereur s'enfoncer en Pologne, pour démasquer cette prétendue neutralité, et pour se joindre aux bannières des Russes et des Prussiens. Dans une telle position, le moindre échec devient un grand désastre, et une grande bataille perdue compromet bien plus que le salut de l'armée. »

Telles étaient les opinions d'une grande partie des chefs de l'armée, et probablement de ceux qui, n'étant plus sous les yeux de Napoléon, signalèrent par quatre défaites bien fatales la reprise des hostilités après la rupture de Prague.

D'autres militaires pensaient au contraire, et

de ce nombre fut depuis Napoléon lui-même, dans ses confessions de Sainte-Hélène, que l'armistice était l'opération fatale de la campagne, après les vingt-cinq jours de succès marqués par trois victoires, qui venaient de mettre au rang des premiers soldats de l'Europe les conscrits de la France, et de leur imprimer cet élan de supériorité si redoutable dans le soldat français, ce feu sacré de la guerre, si précieux à conserver, si nécessaire à entretenir.

Voici ce que disaient alors et ce que dirent depuis les grands politiques de la guerre.

« Au lieu de proposer l'armistice, Napoléon victorieux devait se mettre dans le cas de l'accorder; il ne devait l'accorder qu'après s'être assuré qu'il était maître de la campagne, que l'ennemi était décidé à traiter de la paix; et, en garantie de cette dernière assurance, il ne devait lui donner aucun délai qu'il n'en eût obtenu l'évacuation de la Silésie.

» En accordant l'armistice, Napoléon donnait aux ennemis le moyen certain de remplacer au centuple les pertes qu'ils avaient pu faire, et de reprendre sur lui une immense supériorité par l'arrivée de deux autres armées russes, celles de Labanoff et de Folstoï, que l'on savait être en marche, et des levées générales de landwehr et de landsturm qui s'organisaient en Prusse, par la jonction des Suédois, que le prince royal

Bernadotte, ennemi personnel de Napoléon, commandait lui-même, par l'intervention de l'Autriche, dont les armées se rassemblaient en Bohême, dans le voisinage du théâtre de la guerre; et enfin par l'arrivée des subsides qui servaient de contingent à la Grande-Bretagne.

» En énumérant les nouvelles forces qui étaient attendues, et à qui la durée de l'armistice donna le temps de rejoindre l'armée vaincue, on aurait eu la certitude qu'elles dépassaient de beaucoup cette armée, et de plus du double celle que Napoléon espérait compléter pendant l'armistice. Par cela seul, tout le désavantage était de son côté, et lui seul faisait un sacrifice peut-être irréparable, en comprimant au milieu de la victoire l'élan de ses troupes, et en laissant ses ennemis en contact, par la Bohême, avec les Autrichiens, dont la médiation armée devait équivaloir, en de telles circonstances, et après les nouvelles conférences de Trachenberg, à une véritable déclaration de guerre.

» L'intérêt matériel de Napoléon était d'obliger les alliés à quitter la Haute-Silésie et à rentrer dans le duché de Varsovie, en se rapprochant de la Vistule. De cette manière, il les éloignait de la Bohême, et par la présence et les mouvemens de son armée, il jetait au moins de l'indécision dans les conseils calculateurs de l'Autriche, où il eût sans doute balancé l'influence des alliés.

» Il n'y a aucun doute que Napoléon n'eût été en état de continuer ses opérations contre l'armée russe et prussienne, trois fois vaincue par une armée jeune, enthousiaste, ardente, qui avait le sentiment de l'importance de ses succès, et que les renforts qu'elle recevait chaque jour pouvaient aussi bien rejoindre à Liegnitz qu'à Dresde. Glogau et les autres places de l'Oder étaient débloquées et communiquaient avec l'armée française. Napoléon dominait sur toutes les provinces prussiennes assises sur la gauche de l'Oder; il menaçait Berlin, il entrait à Breslau.

» Tout porte à croire que, s'il avait poursuivi le cours de ses opérations, en tenant son armée réunie et menaçant les communications de l'armée russe sur Varsovie, il eût forcé l'empereur Alexandre à repasser l'Oder, d'autant plus que la Haute-Silésie ne suffisait pas pour alimenter l'armée alliée, avec laquelle l'armée autrichienne n'était pas encore engagée par des négociations assez prononcées.

» Il est également impossible de douter que si l'empereur Napoléon avait porté toute son armée sur Breslau, avant de consentir à un armistice, et surtout sans le proposer, il n'eût jugé avec ce coup d'œil qui caractérise les grands hommes de guerre, que son intérêt était de continuer les opérations. Déjà le duc de Raguse était à Jaüer : si Napoléon eût rejoint ce maréchal avec toutes ses

forces pour offrir au lieu d'une armistice une bataille à ses ennemis, et s'il eût manœuvré ensuite de manière à déborder Breslau, il eût fait voir qu'il allait au-devant d'un engagement décisif; il eût frappé de stupeur la ligue du nord, au lieu de l'encourager et de lui dévoiler sa faiblesse, par la demande réitérée qu'il fit de la suspension d'armes. Ainsi, loin d'avoir le secret de ses ennemis, il leur donna le sien, et ils se promirent bien de profiter de cette confidence si inattendue, après la série de triomphes qui les avait en vingt jours chassés du royaume de Saxe. »

La grande faute de l'empereur Napoléon fut le motif qui le décida à proposer l'armistice. Il croyait pouvoir faire la paix. Cette erreur ne fut pas de longue durée, et dépassa de bien peu de jours la négociation de la suspension d'armes. Les conférences de Reichenbach et de Trachenberg lui ouvrirent les yeux sur la conspiration des cabinets. Alors son génie politique dut se reployer entièrement sur son génie militaire, et opposer au million d'hommes qui l'appelaient L'ENNEMI COMMUN, toute la force d'âme et toute la capacité guerrière dont il était doué.

Mais il est bien remarquable que le grand homme de la guerre ait été trompé par la guerre elle-même, et qu'il ait vu l'avenir de la paix dans une proposition qui devait laisser à son ennemi le temps de doubler ses forces. Napoléon aurait

dû cependant être éclairé sur ce fait important par les supercheries du cabinet russe, qui n'avait fait parvenir que le soir de la bataille de Wurtschen sa réponse à la lettre que le major-général de l'armée française avait envoyée à ses avant-postes l'avant-veille de la bataille de Bautzen. Par le retard qu'il mit à faire donner cette réponse, l'empereur Alexandre annonçait suffisamment qu'il avait l'espérance de prendre une revanche décisive de la journée de Lutzen. Mais il perdit les deux batailles de Bautzen et de Wurtschen, et malgré ces deux nouveaux succès, la fatale destinée ou plutôt la fatale confiance de Napoléon dans la possibilité de la paix, l'entraîna à faire donner suite à la réponse si équivoque du comte de Nesselrode, et à la lettre si claire du comte de Stadion, au lieu de retarder à son tour sa réponse, et de l'ajourner également pour le moment où ayant replacé son ennemi sur un quatrième champ de bataille, il pourrait, avec plus de confiance que lui, devoir au sort de ses armes journellement victorieuses la conquête de cette paix, à laquelle il sacrifiait tous les élémens connus de son caractère.

Ainsi, en dix jours, la Saxe, dont l'occupation était le premier but, le résultat infaillible du plan de campagne des alliés, la Saxe avait été délivrée, et son souverain, échappé à la protection autrichienne, était rentré dans sa capitale à la voix

de son allié! En huit jours la haute Silésie était au pouvoir des Français! Breslaw va tomber. L'armée ennemie est acculée dans la basse Silésie, où Napoléon peut porter le théâtre de la guerre, où une seule bataille peut-être doit refouler sur elle-même l'invasion du Nord, ou plutôt lui fermer le retour dans sa patrie. Dans la trente-deuxième division militaire, la chute de Hambourg est attendue à chaque instant : ce grand événement ouvrira une autre route sur Berlin à une autre armée française. Encore deux jours, l'Elbe et l'Oder sont conquis! Encore deux jours, les chemins sont ouverts pour marcher sur Custrin, sur Varsovie, sur Dantzick! Dans cette dernière ville, une belle armée de trente mille Français et alliés est la prisonnière de la victoire qui couronne Napoléon, si elle n'est pas à l'instant délivrée; et si elle ne reprend pas sous ses aigles sa place de combat, après le perfide repos que va lui donner l'armistice, elle attendra vainement de la glorieuse capitulation due à son courage son retour dans la patrie. Le fatal armistice va produire un lien terrible, une loi barbare. La foi de la guerre, cette religion de l'honneur et de l'adversité, sera détruite. La société humaine va être suspendue. Là où il y aura capitulation, il y aura captivité, il y aura exil sous les glaces du pôle. La guerre s'arrête : mais la trahison va coucher sous les tentes, et empoisonner les armes qui dorment au

même faisceau. Il n'y a plus qu'une loi politique, celle de l'abaissement de la France; il n'y a plus qu'un lien social, celui de la destruction de Napoléon. Les empereurs, les rois, les princes, ont juré par ces deux sermens. Le moment est venu d'acquitter les alliances, les traités, les couronnes, les provinces, dettes importunes, dont le poids fatigua long-temps l'orgueil des vaincus; il est temps d'affranchir la mémoire des champs de bataille. L'Angleterre est pure de ces souvenirs du continent; elle n'a perdu que le Hanovre, et n'a pas à se venger d'un seul bienfait. Sa guerre contre Napoléon n'a jamais été troublée par le don d'une province, par une alliance, par un lien de famille; elle n'a jamais ni perdu de vue, ni embrassé, ni renié son ennemi, et elle a eu le génie d'en faire L'ENNEMI COMMUN.

FIN DU PREMIER VOLUME.



TABLE DES CHAPITRES

DU PREMIER VOLUME.

Pages.

FIN DE LA TABLE.

